



# DIÁRIO DA REPÚBLICA

PREÇO DESTE NÚMERO — 224\$00

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e a assinaturas do «Diário da República» e do «Diário da Assembleia da República», deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional-Casa da Moeda, Rua de D. Francisco Manuel de Melo, 5 — 1092 Lisboa Codex

Assinaturas	Atual		Semestral	
	Assina-tura	Correio	Assina-tura	Correio
Completa .....	5 500\$00	1 700\$00	3 000\$00	850\$00
1.ª série .....	2 200\$00	1 000\$00	1 200\$00	500\$00
2.ª série .....	2 200\$00	1 000\$00	1 200\$00	500\$00
3.ª série .....	2 200\$00	1 000\$00	1 200\$00	500\$00
Duas séries diferentes..	3 800\$00	1 300\$00	2 100\$00	650\$00
Apêndices .....	1 500\$00	200\$00	—	—

O preço dos anúncios é de 34\$ a linha, dependendo a sua publicação do pagamento antecipado, a efectuar na Imprensa Nacional-Casa da Moeda, quando se trate de entidade particular.

## SUPLEMENTO

### Ministério dos Negócios Estrangeiros:

#### Decreto n.º 117/82:

Aprova para ratificação a Convenção Europeia de Segurança Social e seu Acordo Complementar.

### MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

#### Decreto n.º 117/82

de 19 de Outubro

O Governo decreta, nos termos da alínea c) do artigo 200.º da Constituição, o seguinte:

Artigo único. São aprovados para ratificação a Convenção Europeia de Segurança Social e seu Acordo Complementar, abertos à assinatura em Paris, a 14 de Dezembro de 1972, cujo texto original e respectiva tradução em português seguem em anexo ao presente decreto.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 28 de Janeiro de 1982. — *Diogo Pinto de Freitas do Amaral.*

Assinado em 18 de Fevereiro de 1982.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

**Convention Européenne de Sécurité Sociale et Accord Complémentaire pour l'Application de la Convention Européenne de Sécurité Sociale**

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres, notamment en vue de favoriser leur progrès social;

Considérant que la coordination multilatérale des législations de sécurité sociale est un des moyens pour réaliser cet objectif;

Considérant que le Code européen de sécurité sociale, ouvert à la signature le 16 avril 1964, dispose, en son article 73, que les Parties Contractantes au Code s'efforceront de régler dans un instrument spécial les questions se rapportant à la sécurité sociale des étrangers et des migrants, notamment en ce qui concerne l'égalité de traitement avec les nationaux et la conservation des droits acquis ou en cours d'acquisition;

Affirmant le principe de l'égalité de traitement des ressortissants des Parties Contractantes, des réfugiés et des apatrides, au regard de la législation de sécurité sociale de toute Partie Contractante, ainsi que le principe du maintien des avantages attachés au bénéfice des législations de sécurité sociale, nonobstant les déplacements des personnes protégées sur les territoires des Parties Contractantes, principes dont s'inspirent d'ailleurs non seulement certaines dispositions de la Charte sociale européenne, mais aussi plusieurs conventions de l'Organisation internationale du Travail.

Sont convenus de ce qui suit :

**TITRE I**

**Dispositions générales**

**ARTICLE 1**

**Aux fins de l'application de la présente Convention :**

(a) le terme "Partie Contractante" désigne tout Etat ayant déposé un instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 75 ou de l'article 77;

(b) les termes "territoire d'une Partie Contractante" et "ressortissant d'une Partie Contractante" sont définis à l'Annexe I; chaque Partie Contractante notifiera, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81, tout amendement à porter à l'Annexe I;

(c) le terme "législation" désigne les lois, les règlements et les dispositions statutaires qui sont en vigueur à la date de la signature de la présente Convention ou entreront en vigueur ultérieurement sur l'ensemble ou sur une partie quelconque du territoire de chaque Partie Contractante et qui concernent les branches et régimes de sécurité sociale visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 2;

(d) le terme "convention de sécurité sociale" désigne tout instrument bilatéral ou multilatéral qui lie ou liera exclusivement deux ou plusieurs Parties Contractantes, ainsi que tout instrument multilatéral qui lie ou liera au moins deux Parties Contractantes et un autre Etat ou plusieurs autres Etats dans le domaine de la sécurité sociale, pour l'ensemble ou pour partie des branches et régimes visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 2, de même que les accords de toute nature conclus dans le cadre desdits instruments;

(e) le terme "autorité compétente" désigne le ministre, les ministres ou l'autorité correspondante dont relèvent les régimes de sécurité sociale, sur l'ensemble ou sur une partie quelconque du territoire de chaque Partie Contractante;

(f) le terme "institution" désigne l'organisme ou l'autorité chargés d'appliquer tout ou partie de la législation de chaque Partie Contractante;

(g) le terme "institution compétente" désigne :

(i) s'il s'agit d'un régime d'assurances sociales, soit l'institution à laquelle l'intéressé est affilié au moment de la demande de prestations, soit l'institution de la part de laquelle il a droit à prestations ou il aurait droit à prestations s'il résidait sur le territoire de la Partie Contractante où se trouve cette institution, soit l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;

(ii) s'il s'agit d'un régime autre qu'un régime d'assurances sociales ou d'un régime de prestations familiales, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;

(iii) s'il s'agit d'un régime relatif aux obligations de l'employeur concernant les prestations visées au paragraphe 1 de l'article 2, soit l'employeur ou l'assureur subrogé, soit, à défaut, l'organisme ou l'autorité désignés par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;

(h) le terme "Etat compétent" désigne la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'institution compétente;

(i) le terme "résidence" signifie le séjour habituel;

(j) le terme "séjour" signifie le séjour temporaire;

(k) le terme "institution du lieu de résidence" désigne l'institution habilitée à servir les prestations dont il s'agit au lieu où l'intéressé réside, selon la législation de la Partie Contractante que cette institution applique ou, si une telle institution n'existe pas, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;

(l) le terme "institution du lieu de séjour" désigne l'institution habilitée à servir les prestations dont il s'agit au lieu où l'intéressé séjourne, selon la législation de la Partie Contractante que cette institution applique ou, si une telle institution n'existe pas, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;

(m) le terme "travailleur" désigne un travailleur salarié ou indépendant, ainsi que toute personne assimilée selon la législation de la Partie Contractante en cause, à moins qu'il n'en soit autrement disposé par la présente Convention;

(n) le terme "travailleur frontalier" désigne un travailleur salarié qui est occupé sur le territoire d'une Partie Contractante et réside sur le territoire d'une autre Partie Contractante où il retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine; toutefois,

(i) dans les rapports entre la France et les Parties Contractantes limitrophes, pour être considéré comme travailleur frontalier, l'intéressé doit être occu-

pé et résider dans une zone dont la profondeur n'excède pas, en principe, vingt kilomètres de part et d'autre de la frontière commune;

(ii) le travailleur frontalier occupé sur le territoire d'une Partie Contractante par une entreprise dont il relève normalement, qui est détaché par cette entreprise hors de la zone frontalière, soit sur le territoire de la même Partie, soit sur le territoire d'une autre Partie Contractante, pour une durée probable n'excédant pas quatre mois, conserve la qualité de frontalier pendant la période de son détachement, dans la limite de quatre mois;

(o) le terme "réfugié" a la signification qui lui est attribuée à l'article premier, section A, de la Convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et au paragraphe 2 de l'article premier du Protocole relatif au statut des réfugiés, du 31 janvier 1967, sans limitation géographique;

(p) le terme "apatride" a la signification qui lui est attribuée à l'article premier de la Convention relative au statut des apatrides, faite à New-York le 28 septembre 1954;

(q) le terme "membres de famille" désigne les personnes définies ou admises comme telles, ou désignées comme membres du ménage, par la législation qu'applique l'institution chargée du service des prestations ou, dans les cas visés aux alinéas (a) et (c) du paragraphe 1 de l'article 21 et au paragraphe 6 de l'article 24, par la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elles résident; toutefois, si ces législations ne considèrent comme membres de la famille ou du ménage que les personnes vivant sous le toit de l'intéressé, cette condition est réputée remplie, lorsque les personnes dont il s'agit sont principalement à la charge de l'intéressé;

(r) le terme "survivants" désigne les personnes définies ou admises comme telles par la législation au titre de laquelle les prestations sont accordées; toutefois, si cette législation ne considère comme survivants que les personnes qui vivent sous le toit de défunt, cette condition est réputée remplie lorsque les personnes dont il s'agit étaient principalement à la charge du défunt;

(s) le terme "périodes d'assurance" désigne les périodes de cotisation, d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence telles qu'elles sont définies ou admises comme périodes d'assurance par la législation sous laquelle elles ont été accomplies, ainsi que toutes périodes assimilées, dans la mesure où elles sont reconnues par cette législation comme équivalentes à des périodes d'assurance;

(t) les termes "périodes d'emploi" et "périodes d'activité professionnelle" désignent les périodes définies ou admises comme telles par la législation sous laquelle elles ont été accomplies, ainsi que toutes périodes assimilées, dans la mesure où elles sont reconnues par cette législation comme équivalentes à des périodes d'emploi ou d'activité professionnelle;

(u) le terme "périodes de résidence" désigne les périodes définies ou admises comme telles par la législation sous laquelle elles ont été accomplies;

(v) les termes "prestations", "pensions", "rentes" désignent toutes prestations, pensions, rentes, y compris tous éléments à charge des fonds publics et toutes majorations, allocations de revalorisation ou allocations supplémentaires, à moins qu'il n'en soit autrement disposé par la présente Convention, ainsi que les prestations destinées à maintenir ou à améliorer la capacité de gain, les prestations en capital qui peuvent être substituées aux pensions ou rentes et les versements effectués, le cas échéant, à titre de remboursement de cotisations;

(w) le terme "allocations familiales" désigne les prestations périodiques en espèces accordées en fonction du nombre et de l'âge des enfants; le terme "allocations familiales" désigne toutes prestations en nature ou en espèces destinées à compenser les charges de famille, sauf les allocations spéciales de naissance expressément exclues à l'Annexe II; chaque Partie Contractante intéressée notifiera, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81, tout amendement à apporter à l'Annexe II en ce qui concerne les allocations spéciales de naissance prévues par sa législation;

(x) le terme "allocation au décès" désigne toute somme versée en une seule fois en cas de décès, à l'exclusion des prestations en capital visées à l'alinéa (v) du présent article;

(y) le terme "à caractère contributif" s'applique aux prestations dont l'octroi dépend soit d'une participation financière directe des personnes protégées ou de leur employeur, soit d'une condition de stage professionnel, ainsi qu'aux législations ou régimes qui accordent de telles prestations; les prestations dont l'octroi ne dépend ni d'une participation financière directe des personnes protégées ou de leur employeur, ni d'une condition de stage professionnel, sont dites "à caractère non contributif"; ainsi que les législations ou régimes qui accordent exclusivement de telles prestations;

(z) le terme "prestations accordées au titre de régimes transitoires" désigne soit les prestations accordées aux personnes ayant dépassé un certain âge au moment de l'entrée en vigueur de la législation applicable, soit les prestations accordées à titre transitoire en considération d'événements survenus ou de périodes accomplies hors des limites actuelles du territoire d'une Partie Contractante.

**ARTICLE 2**

1. La présente Convention s'applique à toutes les législations relatives aux branches de sécurité sociale qui concernent :

(a) les prestations de maladie et de maternité;

(b) les prestations d'invalidité;

(c) les prestations de vieillesse;

(d) les prestations de survivants;

(e) les prestations d'accident du travail et de maladie professionnelle;

(f) les allocations au décès;

(g) les prestations de chômage;

(h) les prestations familiales.

2. La présente Convention s'applique aux régimes de sécurité sociale généraux et aux régimes spéciaux, à caractère contributif ou non contributif, ainsi qu'aux régimes relatifs aux obligations de l'employeur concernant des prestations visées au paragraphe précédent. Des accords bilatéraux ou multilatéraux entre deux ou plusieurs Parties Contractantes détermineront, dans toute la mesure possible, les conditions dans lesquelles la Convention sera applicable aux régimes institués par voie d'accords collectifs rendus obligatoires par décision des pouvoirs publics.

3. En ce qui concerne les législations relatives aux gens de mer, les dispositions du Titre III de la présente Convention ne portent atteinte aux dispositions de la

législation d'aucune Partie Contractante relatives aux obligations de l'armateur, qui est considéré comme l'employeur pour l'application de la Convention.

4. La présente Convention ne s'applique ni à l'assistance sociale et médicale, ni aux régimes de prestations en faveur des victimes de la guerre ou de ses conséquences, ni aux régimes spéciaux des fonctionnaires ou du personnel assimilé.

5. La présente Convention ne s'applique pas aux législations visant à donner effet à une convention de sécurité sociale conclue entre une Partie Contractante et un ou plusieurs autres Etats.

#### ARTICLE 3

1. L'Annexe II mentionne, pour chaque Partie Contractante, les législations et régimes visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 2.

2. Chaque Partie Contractante notifiera, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81, tout amendement à apporter à l'Annexe II par suite de l'adoption d'une nouvelle législation. Cette notification sera effectuée dans un délai de trois mois à dater de la publication de ladite législation ou, si cette législation est publiée avant la date de ratification de la présente Convention, à la date de cette ratification.

#### ARTICLE 4

1. Sont admis à bénéficier des dispositions de la présente Convention :

(a) les personnes qui sont ou ont été soumises à la législation de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes et qui sont des ressortissants d'une Partie Contractante, ou bien des réfugiés ou des apatrides résidant sur le territoire d'une Partie Contractante, ainsi que les membres de leur famille et leurs survivants;

(b) les survivants des personnes qui ont été soumises à la législation de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes, sans égard à la nationalité de ces personnes, lorsque ces survivants sont des ressortissants d'une Partie Contractante, ou bien des réfugiés ou des apatrides résidant sur le territoire d'une Partie Contractante;

(c) sans préjudice des dispositions du paragraphe 4 de l'article 2, les fonctionnaires et le personnel qui, selon la législation de la Partie Contractante en cause, leur est assimilé, dans la mesure où ils sont soumis à une législation de cette Partie à laquelle la Convention est applicable.

2. Nonobstant les dispositions de l'alinéa (c) du paragraphe précédent, ne bénéficient pas de la présente Convention les catégories de personnes, - autres que les membres du personnel de service des missions diplomatiques ou postes consulaires et les domestiques privés au service d'agents de ces missions ou postes, - pour lesquelles la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et la Convention de Vienne sur les relations consulaires prévoient l'exemption des dispositions de sécurité sociale qui sont en vigueur dans l'Etat accréditaire ou dans l'Etat de résidence selon le cas.

#### ARTICLE 5

1. Sous réserve des dispositions de l'article 6, la présente Convention se substitue, en ce qui concerne les personnes auxquelles elle s'applique, à toute convention de sécurité sociale liant :

(a) soit exclusivement deux ou plusieurs Parties Contractantes;

(b) soit au moins deux Parties Contractantes et un ou plusieurs autres Etats, pour autant qu'il s'agisse de cas dans le règlement desquels aucune institution de l'un de ces Etats n'est appelée à intervenir.

2. Toutefois, lorsque l'application de certaines dispositions de la présente Convention est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux, les dispositions correspondantes des conventions de sécurité sociale visées aux alinéas (a) et (b) du paragraphe précédent demeurent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur de ces accords.

#### ARTICLE 6

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux obligations découlant d'une convention quelconque adoptée par la Conférence internationale du Travail.

2. La présente Convention ne porte pas atteinte aux dispositions relatives à la sécurité sociale du Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté Economique Européenne ou des accords d'association prévus par ce Traité, ni aux mesures d'application de ces dispositions.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 5, deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent maintenir en vigueur d'un commun accord, pour ce qui les concerne, les dispositions de conventions de sécurité sociale par lesquelles elles sont liées, en les mentionnant à l'Annexe III ou, s'il s'agit de dispositions relatives aux modalités d'application de ces conventions, en annexe à l'Accord complémentaire pour l'application de la présente Convention.

4. Toutefois, la présente Convention est applicable dans tous les cas pour le règlement desquels est appelée à intervenir l'institution d'une Partie Contractante autre que celles qui sont liées par les dispositions visées au paragraphe 2 ou au paragraphe 3 du présent article, ainsi que, en outre, lorsqu'il s'agit de personnes admises à bénéficier de la Convention et auxquelles ces dispositions ne sont pas exclusivement applicables.

5. Deux ou plusieurs Parties Contractantes liées par des dispositions mentionnées à l'Annexe III pourront apporter d'un commun accord à cette Annexe, pour ce qui les concerne, les amendements appropriés en les notifiant conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81.

#### ARTICLE 7

1. Deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent conclure entre elles, en tant que de besoin, des conventions de sécurité sociale fondées sur les principes de la présente Convention.

2. Chaque Partie Contractante notifiera, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81, toute convention qu'elle viendra à conclure en vertu du para-

graphe précédent, ainsi que toute modification ou dénonciation ultérieure d'une telle convention. Cette notification sera effectuée dans un délai de trois mois à dater de l'entrée en vigueur de ladite convention ou de sa modification, ou de l'effet de sa dénonciation.

#### ARTICLE 8

1. A moins qu'il n'en soit autrement disposé par la présente Convention, les personnes qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante et auxquelles la Convention est applicable sont soumises aux obligations et sont admises au bénéfice de la législation de toute Partie Contractante dans les mêmes conditions que les ressortissants de cette dernière Partie.

2. Toutefois, le bénéfice des prestations à caractère non contributif dont le montant est indépendant de la durée des périodes de résidence accomplies peut être subordonné à la condition que l'intéressé ait résidé sur le territoire de la Partie Contractante en cause ou, s'il s'agit de prestations de survivants, que le défunt y ait résidé pendant une durée qui ne peut, selon le cas, être fixée :

(a) à plus de six mois, immédiatement avant la demande de prestations, en ce qui concerne les prestations de maternité et les prestations de chômage;

(b) à plus de cinq années consécutives, immédiatement avant la demande de prestations, en ce qui concerne les prestations d'invalidité, ou immédiatement avant le décès, en ce qui concerne les prestations de survivants;

(c) à plus de dix années entre l'âge de seize ans et l'âge d'admission à pension de vieillesse, dont cinq années consécutives peuvent être exigées immédiatement avant la demande de prestations, en ce qui concerne les prestations de vieillesse.

3. Si une personne ne satisfait pas aux conditions prévues à l'alinéa (b) ou à l'alinéa (c) du paragraphe précédent, mais si elle a été soumise - ou, s'agissant de prestations de survivants, si le défunt a été soumis - à la législation de la Partie Contractante en cause pendant une année au moins, cette personne ou les survivants du défunt bénéficient néanmoins, sans préjudice des dispositions de l'article 27, de prestations calculées sur la base et à concurrence du montant de la prestation complète.

(a) en cas d'invalidité ou de décès, au prorata du nombre d'années de résidence accomplies par l'intéressé ou le défunt sous cette législation, entre la date à laquelle il a atteint l'âge de seize ans et la date à laquelle est survenue l'incapacité de travail suivie d'invalidité ou le décès, selon le cas, par rapport aux deux tiers du nombre d'années écoulées entre ces deux dates, sans qu'il soit tenu compte d'années postérieures à l'âge d'admission à pension de vieillesse;

(b) en cas de vieillesse, au prorata du nombre d'années de résidence accomplies par l'intéressé sous cette législation, entre la date à laquelle il a atteint l'âge de seize ans et la date à laquelle il a atteint l'âge d'admission à pension de vieillesse, par rapport à trente années.

4. L'Annexe IV mentionne, pour chaque Partie Contractante intéressée, les prestations prévues par sa législation, auxquelles les dispositions du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 du présent article sont applicables.

5. Chaque Partie Contractante intéressée notifiera, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81, tout amendement à apporter à l'Annexe IV. Si cet amendement résulte de l'adoption d'une nouvelle législation, la notification sera effectuée dans un délai de trois mois à dater de la publication de ladite législation ou, si cette législation est publiée avant la date de ratification de la présente Convention, à la date de cette ratification.

6. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne portent atteinte aux dispositions de la législation d'aucune Partie Contractante, en ce qui concerne la participation des intéressés à l'administration ou aux juridictions de la sécurité sociale.

7. Des modalités particulières peuvent être prévues, en ce qui concerne l'admission à l'assurance volontaire ou facultative continuée de personnes qui ne résident pas sur le territoire de la Partie Contractante en cause, ou en ce qui concerne le bénéfice des prestations accordées au titre de régimes transitoires, dans la mesure où ces modalités sont mentionnées à l'Annexe VII.

#### ARTICLE 9

1. Le bénéfice des dispositions de conventions de sécurité sociale maintenues en vigueur en vertu du paragraphe 3 de l'article 6, ainsi que des dispositions de conventions de sécurité sociale conclues en vertu du paragraphe 1 de l'article 7, peut être étendu aux ressortissants de toute Partie Contractante, d'un commun accord entre les Parties liées par ces dispositions.

2. L'Annexe V mentionne les dispositions de conventions de sécurité sociale maintenues en vigueur en vertu du paragraphe 3 de l'article 6 et dont le bénéfice est étendu, conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, aux ressortissants de toute Partie Contractante.

3. Les Parties Contractantes intéressées notifieront, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81, les dispositions de conventions de sécurité sociale conclues par elles en vertu du paragraphe 1 de l'article 7, dont le bénéfice est étendu, conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, aux ressortissants de toute Partie Contractante. Les dispositions desdites conventions seront inscrites à l'Annexe V.

4. Deux ou plusieurs Parties Contractantes liées par des dispositions mentionnées à l'Annexe V pourront apporter d'un commun accord à cette Annexe, pour ce qui les concerne, les amendements appropriés en les notifiant conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81.

#### ARTICLE 10

Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'admission à l'assurance volontaire ou facultative continuée à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, aux fins de ratification, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, des périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de la première Partie.

## ARTICLE 11

1. A moins qu'il n'en soit autrement disposé par la présente Convention, les prestations en espèces d'invalidité, de vieillesse ou de survivants, les rentes d'accident du travail ou de maladie professionnelle et les allocations au décès acquises au titre de la législation de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes ne peuvent subir aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni suppression, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui où se trouve l'institution débitrice.

2. Toutefois, nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 8, les prestations d'invalidité, de vieillesse ou de survivants mentionnées à l'Annexe IV sont calculées conformément aux dispositions de l'alinéa (a) ou de l'alinéa (b) du paragraphe 3 de l'article 8, selon le cas, lorsque le bénéficiaire réside sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui où se trouve l'institution débitrice.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne sont pas applicables aux prestations suivantes, dans la mesure où elles sont inscrites à l'Annexe VI:

(a) les prestations spéciales à caractère non contributif, accordées aux personnes qui sont incapables de gagner leur vie en raison de leur état de santé;

(b) les prestations spéciales à caractère non contributif, accordées aux personnes qui ne peuvent pas bénéficier des prestations normales;

(c) les prestations accordées au titre de régimes transitoires;

(d) les prestations spéciales accordées à titre de secours ou en considération d'une situation de besoin.

4. Chaque Partie Contractante intéressée notifiera, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81, tout amendement à apporter à l'Annexe VI. Si cet amendement résulte de l'adoption d'une nouvelle législation, la notification sera effectuée dans un délai de trois mois à dater de la publication de ladite législation ou, si cette législation est publiée avant la date de ratification de la présente Convention, à la date de cette ratification.

5. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne le remboursement de cotisations à la condition que l'intéressé ait cessé d'être assujetti à l'assurance obligatoire, cette condition n'est pas réputée remplie aussi longtemps que l'intéressé est assujetti à l'assurance obligatoire en application de la législation de toute autre Partie Contractante.

6. Les Parties Contractantes régleront, par voie d'accords bilatéraux ou multilatéraux, le service des prestations visées au paragraphe 1 du présent article, qui sont dues à des personnes admises à bénéficier des dispositions de la présente Convention, lorsque ces personnes résident sur le territoire d'un Etat non Partie Contractante.

## ARTICLE 12

Les règles de revalorisation prévues par la législation d'une Partie Contractante sont applicables aux prestations dues au titre de cette législation conformément aux dispositions de la présente Convention.

## ARTICLE 13

1. Sauf en ce qui concerne les prestations d'invalidité, de vieillesse, de survivants ou de maladie professionnelle, qui sont liquidées par les institutions de deux ou plusieurs Parties Contractantes conformément aux dispositions de l'article 29 ou de l'alinéa (b) de l'article 47, la présente Convention ne peut conférer ni maintenir le droit de bénéficier de plusieurs prestations de même nature ou de plusieurs prestations se rapportant à une même période d'assurance obligatoire.

2. Les clauses de réduction, de suspension ou de suppression prévues par la législation d'une Partie Contractante, en cas de cumul d'une prestation avec d'autres prestations ou avec d'autres revenus, ou du fait de l'exercice d'une activité professionnelle, sont opposables au bénéficiaire, même s'il s'agit de prestations acquises au titre de la législation d'une autre Partie Contractante ou s'il s'agit de revenus obtenus ou d'une activité exercée sur le territoire d'une autre Partie Contractante. Toutefois, pour l'application de cette règle, il n'est pas tenu compte des prestations de même nature d'invalidité, de vieillesse, de survivants ou de maladie professionnelle qui sont liquidées par les institutions de deux ou plusieurs Parties Contractantes conformément aux dispositions de l'article 29 ou de l'alinéa (b) de l'article 47.

## TITRE II

## Dispositions relatives à la législation applicable

## ARTICLE 14

En ce qui concerne les personnes admises à bénéficier des dispositions de la présente Convention, la législation applicable est déterminée conformément aux dispositions suivantes :

(a) les travailleurs salariés occupés sur le territoire d'une Partie Contractante sont soumis à la législation de cette Partie, même s'ils résident sur le territoire d'une autre Partie Contractante ou si l'entreprise ou l'employeur qui les occupe a son siège ou son domicile sur le territoire d'une autre Partie Contractante;

(b) les travailleurs qui exercent leur activité professionnelle à bord d'un navire battant pavillon d'une Partie Contractante sont soumis à la législation de cette Partie;

(c) les travailleurs indépendants qui exercent leur activité professionnelle sur le territoire d'une Partie Contractante sont soumis à la législation de cette Partie, même s'ils résident sur le territoire d'une autre Partie Contractante;

(d) les fonctionnaires et le personnel assimilé sont soumis à la législation de la Partie Contractante dont relève l'administration qui les occupe.

## ARTICLE 15

1. La règle énoncée à l'alinéa (a) de l'article 14 comporte les exceptions ou particularités suivantes :

(a) (i) les travailleurs salariés occupés sur le territoire d'une Partie Contractante par une entreprise dont ils relèvent normalement, qui sont détachés sur le

territoire d'une autre Partie Contractante par cette entreprise afin d'y effectuer un travail pour son compte, demeurent soumis à la législation de la première Partie, à condition que la durée prévisible de ce travail n'excède pas douze mois et qu'ils ne soient pas envoyés en remplacement d'autres travailleurs partis au terme de la période de leur détachement;

(ii) si la durée du travail à effectuer, se prolongeant en raison de circonstances imprévisibles au-delà de la durée initialement prévue, vient à excéder 12 mois, la législation de la première Partie demeure applicable jusqu'à l'achèvement de ce travail, sous réserve de l'accord de l'autorité compétente de la deuxième Partie ou de l'organisme désigné par elle;

(b) (i) les travailleurs salariés des transports internationaux occupés sur le territoire de deux ou plusieurs Parties Contractantes en qualité de personnel roulant ou navigant, au service d'une entreprise qui a son siège sur le territoire d'une Partie Contractante et qui effectue, pour le compte d'autrui ou pour son propre compte, des transports de passagers ou de marchandises, ferroviaires, routiers, aériens ou de navigation intérieure, sont soumis à la législation de cette dernière Partie;

(ii) toutefois, s'ils sont occupés par une succursale ou une représentation permanente que ladite entreprise possède sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui où elle a son siège, ils sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle cette succursale ou représentation permanente se trouve;

(iii) s'ils sont occupés de manière prépondérante sur le territoire de la Partie Contractante où ils résident, ils sont soumis à la législation de cette Partie, même si l'entreprise qui les occupe n'a ni siège, ni succursale, ni représentation permanente sur ce territoire;

(c) (i) les travailleurs salariés autres que ceux des transports internationaux, qui exercent normalement leur activité sur le territoire de deux ou plusieurs Parties Contractantes, sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils résident, s'ils exercent une partie de leur activité sur ce territoire ou s'ils relèvent de plusieurs entreprises ou de plusieurs employeurs ayant leur siège ou leur domicile sur le territoire de différentes Parties Contractantes;

(ii) dans les autres cas, ils sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'entreprise ou l'employeur qui les occupe a son siège ou son domicile;

(d) les travailleurs salariés occupés sur le territoire d'une Partie Contractante par une entreprise qui a son siège sur le territoire d'une autre Partie Contractante et qui est traversé par la frontière commune de ces Parties sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle cette entreprise a son siège.

2. La règle énoncée à l'alinéa (b) de l'article 14 comporte les exceptions suivantes :

(a) les travailleurs salariés, occupés par une entreprise dont ils relèvent normalement, soit sur le territoire d'une Partie Contractante, soit à bord d'un navire battant pavillon d'une Partie Contractante, qui sont détachés par cette entreprise afin d'effectuer un travail pour son compte à bord d'un navire battant pavillon d'une autre Partie Contractante, demeurent soumis à la législation de la première Partie, sous réserve des conditions prévues à l'alinéa (a) du paragraphe 1 du présent article;

(b) les travailleurs qui exercent normalement leur activité dans les eaux territoriales ou dans un port d'une Partie Contractante, sur un navire battant pavillon d'une autre Partie Contractante, sans appartenir à l'équipage de ce navire, sont soumis à la législation de la première Partie;

(c) les travailleurs salariés occupés à bord d'un navire battant pavillon d'une Partie Contractante, qui sont rémunérés au titre de cette occupation par une entreprise ou une personne ayant son siège ou son domicile sur le territoire d'une autre Partie Contractante, sont soumis à la législation de cette dernière Partie, s'ils ont leur résidence sur son territoire; l'entreprise ou la personne qui verse la rémunération est considérée comme l'employeur pour l'application de ladite législation.

3. La règle énoncée à l'alinéa (c) de l'article 14 comporte les exceptions ou particularités suivantes :

(a) les travailleurs indépendants qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante et exercent leur activité sur le territoire d'une autre Partie Contractante, sont soumis à la législation de la première Partie :

(i) si la seconde Partie ne possède pas de législation qui leur soit applicable, ou

(ii) si, selon les législations des deux Parties en cause, les travailleurs indépendants sont assujettis du seul fait de leur résidence sur le territoire de ces Parties;

(b) les travailleurs indépendants qui exercent normalement leur activité sur le territoire de deux ou plusieurs Parties Contractantes, sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils résident, s'ils exercent une partie de leur activité sur ce territoire ou si, selon cette législation, ils sont assujettis du seul fait de leur résidence sur le territoire de cette dernière Partie;

(c) au cas où les travailleurs indépendants visés à l'alinéa précédent n'exercent pas une partie de leur activité sur le territoire de la Partie Contractante où ils résident, ou si, selon la législation de cette Partie, ils ne sont pas assujettis du seul fait de leur résidence, ou si ladite Partie ne possède pas de législation qui leur soit applicable, ils sont soumis à la législation déterminée d'un commun accord entre les Parties Contractantes intéressées ou entre leurs autorités compétentes.

4. Si, en vertu des paragraphes précédents du présent article, un travailleur est soumis à la législation d'une Partie Contractante sur le territoire de laquelle il n'exerce pas d'activité professionnelle, cette législation lui est applicable comme s'il exerçait une telle activité sur le territoire de cette Partie.

## ARTICLE 16

1. Les dispositions des articles 14 et 15 ne sont pas applicables en matière d'assurance volontaire ou facultative continuée.

2. Au cas où l'application des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes aurait pour effet d'entraîner l'affiliation à un régime d'assurance obligatoire et de permettre l'admission simultanée à un ou plusieurs régimes d'assurance volontaire ou facultative continuée, l'intéressé est soumis exclusivement au régime d'assurance obligatoire. Toutefois, en matière d'invalidité, de vieillesse et de décès

(pensions), il n'est porté atteinte aux dispositions de la législation d'aucune Partie Contractante permettant le cumul d'affiliation à l'assurance volontaire ou facultative continuée et à l'assurance obligatoire.

3. Au cas où l'application des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes aurait pour effet de permettre l'admission à deux ou plusieurs régimes d'assurance volontaire ou facultative continuée, l'intéressé ne peut être admis qu'au régime d'assurance volontaire ou facultative continuée de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside ou, s'il ne réside pas sur le territoire de l'une de ces Parties, de celle d'entre elles pour la législation de laquelle il a opté.

#### ARTICLE 17

1. Les dispositions de l'alinéa (a) de l'article 14 sont applicables aux membres du personnel de service des missions diplomatiques ou des postes consulaires et aux domestiques privés au service d'agents de ces missions ou postes.

2. Toutefois, les travailleurs salariés visés au paragraphe précédent, qui sont ressortissants de la Partie Contractante, Etat accréditant ou Etat d'envoi, peuvent opter pour l'application de la législation de cette Partie. Ce droit d'option ne peut être exercé qu'une seule fois, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention ou à la date à laquelle l'intéressé est engagé par la mission diplomatique ou le poste consulaire ou au service privé d'agents de cette mission ou de ce poste, selon le cas. Cette option prend effet à la date où elle est exercée.

#### ARTICLE 18

1. Les autorités compétentes de deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent prévoir, d'un commun accord, des exceptions aux dispositions des articles 14 à 17 en faveur des intéressés.

2. En tant que de besoin, l'application des dispositions du paragraphe précédent est subordonnée à une demande des travailleurs intéressés et, le cas échéant, de leurs employeurs. En outre, elle fait l'objet d'une décision par laquelle l'autorité compétente de la Partie Contractante, dont la législation devrait être appliquée, constate que lesdits travailleurs cessent d'être soumis à cette législation pour être effectivement soumis à la législation d'une autre Partie Contractante.

#### TITRE III

##### Dispositions particulières aux différentes catégories de prestations

###### Chapitre 1

###### Maladie et maternité

#### ARTICLE 19

1. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution compétente de cette Partie tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, des périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de la première Partie.

2. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'admission à l'assurance obligatoire à l'accomplissement de périodes d'assurance, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, les périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante, sont prises en compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de la première Partie.

#### ARTICLE 20

1. Les personnes qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent et satisfont aux conditions requises par la législation de ce dernier Etat pour avoir droit aux prestations, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 19, bénéficient sur le territoire de la Partie Contractante où elles résident :

(a) des prestations en nature, servies à la charge de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation que cette dernière institution applique, comme si les personnes y étaient affiliées;

(b) des prestations en espèces, servies par l'institution compétente, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si ces personnes résidaient sur le territoire de l'Etat compétent. Toutefois, après accord entre l'institution compétente et l'institution du lieu de résidence, les prestations en espèces peuvent également être servies par l'intermédiaire de cette dernière institution pour le compte de l'institution compétente.

2. Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables par analogie aux membres de famille qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, en ce qui concerne le bénéfice des prestations en nature.

3. Les prestations peuvent également être servies aux travailleurs frontaliers par l'institution compétente sur le territoire de l'Etat compétent, selon les dispositions de la législation de cet Etat, comme s'ils résidaient sur son territoire. Toutefois, les membres de leur famille ne sont admis à bénéficier des prestations en nature dans les mêmes conditions que sous réserve d'un accord entre les autorités compétentes des Parties Contractantes intéressées ou, à défaut, de l'autorisation préalable de l'institution compétente, sauf cas d'urgence.

4. Si des personnes visées au présent article, autres que des travailleurs frontaliers ou des membres de leur famille, séjournent sur le territoire de l'Etat compétent, elles bénéficient des prestations selon les dispositions de la législation de cet Etat, comme si elles résidaient sur son territoire, même si elles ont déjà bénéficié de prestations pour le même cas de maladie ou de maternité avant le début de leur séjour.

5. Si des personnes visées au présent article transfèrent leur résidence sur le territoire de l'Etat compétent, elles bénéficient des prestations selon les dispositions de la législation de cet Etat, même si elles ont déjà bénéficié de prestations pour le même cas de maladie ou de maternité avant le transfert de leur résidence.

#### ARTICLE 21

1. Les personnes qui satisfont aux conditions requises par la législation de l'Etat compétent pour avoir droit aux prestations compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 19, et

(a) dont l'état vient à nécessiter immédiatement des prestations au cours d'un séjour sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, ou

(b) qui, après avoir été admises au bénéfice des prestations à charge de l'institution compétente, sont autorisées par cette institution à retourner sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent où elles résident, ou à transférer leur résidence sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent,

(c) qui sont autorisées par l'institution compétente à se rendre sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, pour y recevoir des soins appropriés à leur état,

bénéficient :

(i) des prestations en nature, servies à la charge de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence, selon les dispositions de la législation que cette dernière institution applique, comme si ces personnes y étaient affiliées, dans la limite de la durée fixée, le cas échéant, par la législation de l'Etat compétent;

(ii) des prestations en espèces, servies par l'institution compétente, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si ces personnes se trouvaient sur le territoire de l'Etat compétent. Toutefois, après accord entre l'institution compétente et l'institution du lieu de séjour ou de résidence, les prestations en espèces peuvent également être servies par l'intermédiaire de cette dernière institution pour le compte de l'institution compétente.

2. (a) L'autorisation visée à l'alinéa (b) du paragraphe précédent ne peut être refusée que si le déplacement de l'intéressé est de nature à compromettre son état de santé ou l'application d'un traitement médical;

(b) l'autorisation visée à l'alinéa (c) du paragraphe précédent ne peut être refusée lorsque les soins dont il s'agit ne peuvent être dispensés à l'intéressé sur le territoire de la Partie Contractante où il réside.

3. Les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont applicables par analogie aux membres de famille, en ce qui concerne le bénéfice des prestations en nature.

#### ARTICLE 22

1. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'octroi des prestations en nature aux membres de famille à la condition qu'ils soient personnellement assurés, les dispositions des articles 20 et 21 ne sont applicables aux membres de la famille d'une personne soumise à cette législation que s'ils sont affiliés personnellement soit à la même institution de ladite Partie que cette personne, soit à une autre institution de ladite Partie qui accorde des prestations correspondantes.

2. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations en espèces repose sur un gain moyen, l'institution compétente de cette Partie détermine ce gain moyen exclusivement en fonction des gains constatés pendant les périodes accomplies sous ladite législation.

3. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations en espèces repose sur un gain forfaitaire, l'institution compétente de cette Partie tient compte exclusivement du gain forfaitaire ou, le cas échéant, de la moyenne des gains forfaitaires correspondant aux périodes accomplies sous ladite législation.

4. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le montant des prestations en espèces varie avec le nombre des membres de famille, l'institution compétente de cette Partie tient compte également des membres de famille résidant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, comme s'ils résidaient sur le territoire de la première Partie.

#### ARTICLE 23

Les chômeurs qui satisfont aux conditions requises par la législation de la Partie Contractante à laquelle incombe la charge des prestations de chômage pour avoir droit aux prestations en nature, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 19, bénéficient des prestations en nature, ainsi que les membres de leur famille, lorsqu'ils résident sur le territoire d'une autre Partie Contractante. Dans ce cas, les prestations en nature sont servies par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation que cette institution applique, comme si l'intéressé avait droit auxdites prestations en vertu de cette législation, mais la charge en incombe à l'institution compétente de la première Partie.

#### ARTICLE 24

1. Lorsque le titulaire de pensions ou de rentes dues au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes a droit aux prestations en nature au titre de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 19, ces prestations sont servies à ce titulaire et aux membres de sa famille par l'institution du lieu de résidence et à la charge de cette institution, comme s'il était titulaire d'une pension ou d'une rente due au titre de la seule législation de cette dernière Partie.

2. Lorsque le titulaire d'une pension ou d'une rente due au titre de la législation d'une Partie Contractante, ou de pensions ou de rentes dues au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes, n'a pas droit aux prestations en nature au titre de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside, il bénéficie néanmoins de ces prestations, ainsi que les membres de sa famille, pour autant qu'il ait droit auxdites prestations en vertu de la législation de la première Partie, ou de l'une des premières Parties, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 19, ou qu'il y ait droit, s'il réside sur le territoire de

l'une de ces Parties. Les prestations en nature sont servies par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si l'intéressé avait droit auxdites prestations en vertu de cette législation, mais la charge en incombe à l'institution déterminée selon les règles énoncées au paragraphe suivant.

3. Dans les cas visés au paragraphe précédent, la charge des prestations en nature incombe à l'institution déterminée selon les règles suivantes :

(a) si le titulaire a droit auxdites prestations en vertu de la législation d'une seule Partie Contractante, la charge en incombe à l'institution compétente de cette Partie;

(b) si le titulaire a droit auxdites prestations en vertu des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes, la charge en incombe à l'institution compétente de la Partie Contractante sous la législation de laquelle le titulaire a accompli la plus longue période d'assurance ou de résidence; au cas où l'application de cette règle aurait pour effet d'attribuer la charge des prestations à plusieurs institutions, la charge en incombe à celle de la Partie Contractante à la législation de laquelle le titulaire a été soumis en dernier lieu.

4. Lorsque les membres de la famille du titulaire d'une pension ou d'une rente due au titre de la législation d'une Partie Contractante, ou de pensions ou de rentes dues au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes, résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celle où réside ce titulaire, ils bénéficient des prestations en nature comme si le titulaire résidait sur le même territoire qu'eux, pour autant qu'il ait droit auxdites prestations en vertu de la législation d'une Partie Contractante. Ces prestations sont servies par l'institution du lieu de résidence des membres de famille, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme s'ils avaient droit auxdites prestations en vertu de cette législation, mais la charge en incombe à l'institution du lieu de résidence du titulaire.

5. Si les membres de famille visés au paragraphe précédent transfèrent leur résidence sur le territoire de la Partie Contractante où réside le titulaire, ils bénéficient des prestations, selon les dispositions de la législation de cette Partie, même s'ils ont déjà bénéficié de prestations pour le même cas de maladie ou de maternité avant le transfert de leur résidence.

6. Le titulaire d'une pension ou d'une rente due au titre de la législation d'une Partie Contractante, ou de pensions ou de rentes dues au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes, qui a droit aux prestations en nature au titre de la législation de l'une de ces Parties, bénéficie de ces prestations, ainsi que les membres de sa famille

(a) au cours d'un séjour sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui où ils résident, lorsque leur état vient à nécessiter immédiatement des prestations, ou

(b) lorsqu'ils ont été autorisés par l'institution du lieu de résidence à se rendre sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui où ils résident, pour y recevoir des soins appropriés à leur état.

7. Dans les cas visés au paragraphe précédent, les prestations en nature sont servies par l'institution du lieu de séjour, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si l'intéressé avait droit auxdites prestations en vertu de cette législation, mais la charge en incombe à l'institution du lieu de résidence du titulaire.

8. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit des retenues de cotisation à la charge du titulaire de pension ou de rente pour la garantie des prestations en nature, l'institution de cette Partie, qui est débitrice d'une pension ou d'une rente, est autorisée à opérer ces retenues lorsque la charge des prestations en nature incombe à une institution de ladite Partie en vertu du présent article.

## ARTICLE 25

1. Si la législation appliquée par l'institution du lieu de résidence ou de séjour comporte plusieurs régimes d'assurance-maladie ou maternité, les dispositions applicables au service des prestations en nature, dans les cas visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 20, aux paragraphes 1 et 3 de l'article 21, à l'article 23 et aux paragraphes 2, 4 et 6 de l'article 24, sont celles du régime général ou, à défaut, du régime dont relèvent les travailleurs de l'industrie.

2. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'octroi des prestations à une condition relative à l'origine de l'affection, cette condition n'est pas opposable aux personnes auxquelles la présente Convention est applicable, quel que soit le territoire de la Partie Contractante où elles résident.

3. Si la législation d'une Partie Contractante fixe une durée maximale à l'octroi des prestations, l'institution qui applique cette législation peut tenir compte, le cas échéant, de la période pendant laquelle des prestations ont déjà été servies par l'institution d'une autre Partie Contractante pour le même cas de maladie ou de maternité.

## ARTICLE 26

1. L'application des dispositions des articles 20, 21, 23 et 24 entre deux ou plusieurs Parties Contractantes est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre ces Parties, qui pourront en outre prévoir des modalités particulières appropriées.

2. Les accords visés au paragraphe précédent détermineront notamment :

(a) les catégories de personnes auxquelles les dispositions des articles 20, 21, 23 et 24 seront applicables;

(b) la durée pendant laquelle le service des prestations en nature pourra être effectué par l'institution d'une Partie Contractante à la charge de l'institution d'une autre Partie Contractante;

(c) les conditions particulières relatives à l'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance;

(d) les règles destinées à éviter le cumul de prestations de même nature;

(e) les modalités de remboursement des prestations servies par l'institution d'une Partie Contractante à la charge de l'institution d'une autre Partie Contractante.

3. Deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent convenir de renoncer à tout remboursement entre les institutions relevant de leur compétence.

## Chapitre 2

### Invalidité, vieillesse et décès (pensions)

#### Section I : Dispositions communes

##### ARTICLE 27

Lorsqu'une personne a été soumise successivement ou alternativement aux législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes, cette personne ou ses survivants bénéficient de prestations conformément aux dispositions du présent chapitre, même dans le cas où les intéressés pourraient faire valoir des droits à prestations au titre de la législation de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes sans application desdites dispositions.

##### ARTICLE 28

1. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, des périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de la première Partie.

2. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes de résidence, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, des périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes de résidence accomplies sous la législation de la première Partie.

3. Si, en vertu de la législation d'une Partie Contractante, une personne a été soumise simultanément à un régime à caractère contributif et à un régime à caractère non contributif pour la même éventualité, l'institution de toute autre Partie Contractante en cause tient compte, pour l'application des paragraphes 1 ou 2 du présent article, de la plus longue période d'assurance ou de résidence accomplie sous la législation de la première Partie.

4. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial ou, le cas échéant, dans une profession ou un emploi déterminé, les périodes accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes ne sont prises en compte pour l'octroi de ces prestations que si elles ont été accomplies sous un régime correspondant ou, à défaut, dans la même profession ou, le cas échéant, dans le même emploi. Si, compte tenu des périodes ainsi accomplies, l'intéressé ne satisfait pas aux conditions requises pour bénéficier desdites prestations, ces périodes sont prises en compte pour l'octroi des prestations du régime général ou, à défaut, du régime applicable aux ouvriers ou aux employés, selon le cas.

5. Si la législation d'une Partie Contractante, qui n'exige aucune durée d'assurance ou d'emploi pour l'ouverture et la détermination du droit aux prestations, en subordonne l'octroi à la condition que l'intéressé ou, s'il s'agit de prestations de survivants, le défunt ait été soumis à cette législation au moment de la réalisation de l'éventualité, cette condition est réputée remplie si l'intéressé ou le défunt, selon le cas, était soumis à ce moment à la législation d'une autre Partie Contractante.

6. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que la période pendant laquelle une pension ou une rente est servie peut être prise en considération pour l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations, l'institution compétente de cette Partie tient compte, à cet effet, de la période pendant laquelle une pension ou une rente a été servie au titre de la législation de toute autre Partie Contractante.

##### ARTICLE 29

1. L'institution de chaque Partie Contractante à la législation de laquelle la personne considérée a été soumise détermine selon les dispositions de la législation qu'elle applique, si l'intéressé satisfait aux conditions requises pour avoir droit aux prestations, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 28.

2. Au cas où l'intéressé satisfait à ces conditions, ladite institution calcule le montant théorique de la prestation à laquelle il pourrait prétendre si toutes les périodes d'assurance et de résidence, accomplies sous les législations des Parties Contractantes en cause et prises en compte, conformément aux dispositions de l'article 28, pour la détermination du droit, avaient été accomplies uniquement sous la législation qu'elle applique.

3. Toutefois,

(a) s'il s'agit de prestations dont le montant est indépendant de la durée des périodes accomplies, ce montant est considéré comme le montant théorique visé au paragraphe précédent;

(b) s'il s'agit de prestations mentionnées à l'Annexe IV, le montant théorique visé au paragraphe précédent peut être calculé sur la base et à concurrence du montant de la prestation complète :

(i) en cas d'invalidité ou de décès, au prorata de la durée totale des périodes d'assurance et de résidence accomplies par l'intéressé ou le défunt avant la réalisation de l'éventualité sous les législations de toutes les Parties Contractantes en cause et prises en compte conformément aux dispositions de l'article 28, par rapport aux deux tiers du nombre d'années écoulées entre la date à laquelle l'intéressé ou le défunt a atteint l'âge de seize ans et la date à laquelle est survenu l'incapacité de travail suivie d'invalidité ou le décès, selon le cas, sans qu'il soit tenu compte d'années postérieures à l'âge d'admission à pension de vieillesse;

(ii) en cas de vieillesse, au prorata de la durée totale des périodes d'assurance et de résidence accomplies par l'intéressé sous les législations de toutes les Parties Contractantes en cause et prises en compte conformément aux dispositions de l'article 28, par rapport à trente années, sans qu'il soit tenu compte d'années postérieures à l'âge d'admission à pension de vieillesse.

4. Ladite institution fixe ensuite le montant effectif de la prestation qu'elle doit à l'intéressé, sur la base du montant théorique calculé conformément aux dispositions du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 du présent article, selon le cas, au prorata de la durée des périodes d'assurance ou de résidence accomplies avant la réalisation de l'éventualité sous la législation qu'elle applique, par rapport à la durée totale des périodes d'assurance et de résidence accomplies avant la réalisation de l'éventualité sous les législations de toutes les Parties Contractantes en cause.

5. Dans les cas où la législation d'une Partie Contractante prévoit que le montant des prestations ou de certains éléments de prestations est proportionnel à la durée des périodes d'assurance ou de résidence accomplies, l'institution compétente de cette Partie peut procéder au calcul direct de ces prestations ou éléments de prestations, en fonction des seules périodes accomplies sous la législation qu'elle applique, nonobstant les dispositions des paragraphes 2 à 4 du présent article.

#### ARTICLE 30

1. Pour le calcul du montant théorique visé au paragraphe 2 de l'article 29 :

(a) si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations repose sur un gain moyen, une cotisation moyenne, une majoration moyenne ou sur la relation ayant existé, pendant les périodes d'assurance, entre le gain brut de l'intéressé et la moyenne des gains bruts de tous les assurés à l'exclusion des apprentis, ces chiffres moyens ou proportionnels sont déterminés par l'institution compétente de cette Partie sur la base des seules périodes accomplies sous la législation de ladite Partie ou du gain brut perçu par l'intéressé pendant ces seules périodes;

(b) si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations repose sur le montant des gains, des cotisations ou de majorations éventuelles, les gains, les cotisations ou les majorations à prendre en compte par l'institution compétente de cette Partie, au titre des périodes accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes, sont déterminés sur la base de la moyenne des gains, des cotisations ou des majorations constatés pour les périodes accomplies sous la législation de la première Partie;

(c) si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations repose sur un gain ou un montant forfaitaire, le gain ou le montant à prendre en compte par l'institution compétente de cette Partie, au titre des périodes accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes, est égal au gain ou au montant forfaitaire ou, le cas échéant, à la moyenne des gains ou des montants forfaitaires correspondant aux périodes accomplies sous la législation de la première Partie;

(d) si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations repose, pour certaines périodes, sur le montant des gains et, pour d'autres périodes, sur un gain ou un montant forfaitaire, l'institution compétente de cette Partie prend en compte, au titre des périodes accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes, les gains ou montants déterminés conformément aux dispositions de l'alinéa (b) ou de l'alinéa (c) du présent paragraphe, selon le cas; si, pour toutes les périodes accomplies sous la législation de la première Partie, le calcul des prestations repose sur un gain ou un montant forfaitaire, le gain à prendre en compte par l'institution compétente de cette Partie, au titre des périodes accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes, est égal au gain fictif correspondant à ce gain ou montant forfaitaire.

2. Si la législation d'une Partie Contractante comporte des règles de revalorisation des éléments pris en compte pour le calcul des prestations, ces règles sont applicables, le cas échéant, aux éléments pris en compte par l'institution compétente de cette Partie, conformément aux dispositions du paragraphe précédent, au titre des périodes accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes.

3. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le montant des prestations varie avec le nombre des membres de famille, l'institution compétente de cette Partie tient compte également des membres de famille résidant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, comme s'ils résidaient sur le territoire de la première Partie.

#### ARTICLE 31

1. Nonobstant les dispositions de l'article 29, si la durée totale des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation d'une Partie Contractante n'atteint pas une année et si, compte tenu de ces seules périodes, aucun droit à prestations n'est acquis en vertu de cette législation, l'institution de cette Partie n'est pas tenue d'accorder des prestations au titre desdites périodes.

2. Les périodes visées au paragraphe précédent sont prises en compte par l'institution de chacune des autres Parties Contractantes en cause pour l'application des dispositions de l'article 29, à l'exception de celles de son paragraphe 4.

3. Toutefois, au cas où l'application des dispositions du paragraphe 1 du présent article aurait pour effet de décharger toutes les institutions en cause de l'obligation d'accorder des prestations, les prestations sont accordées exclusivement au titre de la législation de la dernière Partie Contractante aux conditions de laquelle l'intéressé satisfait, compte tenu des dispositions de l'article 28, comme si toutes les périodes visées au paragraphe 1 du présent article avaient été accomplies sous la législation de cette Partie.

#### ARTICLE 32

1. Nonobstant les dispositions de l'article 29, si la durée totale des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation d'une Partie Contractante est au moins égale à une année, mais inférieure à cinq années, l'institution de cette Partie n'est pas tenue d'accorder des prestations de vieillesse au titre desdites périodes.

2. Les périodes visées au paragraphe précédent sont prises en compte pour l'application de l'article 29, par l'institution de la Partie Contractante sous la législation de laquelle la personne considérée a accompli la plus longue période d'assurance ou de résidence, comme si ces périodes avaient été accomplies sous la législation de cette Partie. Au cas où, d'après cette règle, lesdites périodes devraient être prises en compte par plusieurs institutions, elles sont prises en compte par celle de la Partie Contractante à la législation de laquelle la personne considérée a été soumise en dernier lieu.

3. L'institution visée au paragraphe 1 du présent article transfère à l'institution visée au paragraphe 2, pour solde de tout compte, une somme forfaitaire égale à dix

fois le montant annuel de la fraction de prestation que cette dernière institution est tenue de servir, conformément aux dispositions de l'article 29, au titre des périodes accomplies sous la législation appliquée par la première institution. Les autorités compétentes des Parties Contractantes intéressées pourront convenir de modalités différentes de compensation des charges afférentes à ces périodes.

4. Toutefois, au cas où l'application des dispositions du paragraphe 1 du présent article aurait pour effet de décharger toutes les institutions en cause de l'obligation d'accorder des prestations, les prestations sont accordées conformément aux dispositions de l'article 29.

5. Au cas où l'application conjointe des dispositions du paragraphe 1 de l'article 31 et du paragraphe 1 du présent article aurait pour effet de décharger toutes les institutions en cause de l'obligation d'accorder des prestations, les prestations sont accordées conformément aux dispositions de l'article 29, sans préjudice des dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 31.

6. L'application des dispositions des paragraphes précédents du présent article entre une ou plusieurs Parties Contractantes est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre ces Parties et limitée aux cas où les intéressés ont été soumis exclusivement aux législations desdites Parties.

#### ARTICLE 33

1. Si l'intéressé ne réunit pas, à un moment donné, les conditions requises par les législations de toutes les Parties Contractantes en cause, compte tenu des dispositions de l'article 28, mais satisfait seulement aux conditions de l'une ou de plusieurs d'entre elles, les dispositions suivantes sont applicables :

(a) le montant des prestations dues est calculé conformément aux dispositions des paragraphes 2 à 4 ou du paragraphe 5 de l'article 29, selon le cas, par chacune des institutions compétentes qui appliquent une législation dont les conditions sont remplies;

(b) toutefois,

(i) si l'intéressé satisfait aux conditions de deux législations au moins, sans qu'il soit besoin de faire appel aux périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous les législations dont les conditions ne sont pas remplies, ces périodes ne sont pas prises en compte pour l'application des dispositions des paragraphes 2 à 4 de l'article 29;

(ii) si l'intéressé satisfait aux conditions d'une seule législation, sans qu'il soit besoin de faire appel aux dispositions de l'article 28, le montant de la prestation due est calculé conformément aux dispositions de la seule législation dont les conditions sont remplies et compte tenu des seules périodes accomplies sous cette législation.

2. Les prestations accordées dans le cas visé au paragraphe précédent au titre de l'une ou de plusieurs des législations en cause sont recalculées d'office conformément aux dispositions des paragraphes 2 à 4 ou du paragraphe 5 de l'article 29, selon le cas, au fur et à mesure que les conditions requises par l'une ou plusieurs des autres législations en cause viennent à être remplies, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 28.

3. Les prestations accordées au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes sont recalculées conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, à la demande des intéressés, lorsque les conditions requises par l'une ou plusieurs de ces législations cessent d'être remplies.

#### ARTICLE 34

1. Si le montant des prestations auxquelles l'intéressé pourrait prétendre, au titre de la législation d'une Partie Contractante, sans application des dispositions des articles 28 à 33, est supérieur au montant total des prestations dues conformément à ces dispositions, l'institution compétente de cette Partie est tenue de lui servir un complément égal à la différence entre ces deux montants. La charge de ce complément est assumée intégralement par ladite institution.

2. Au cas où l'application des dispositions du paragraphe précédent aurait pour effet d'attribuer à l'intéressé des compléments de la part des institutions de deux ou plusieurs Parties Contractantes, il bénéficie exclusivement du complément le plus élevé. La charge de ce complément est répartie entre les institutions compétentes desdites Parties Contractantes, selon la proportion correspondant au rapport qui existe entre le montant du complément dont chacune d'elles serait redevable si elle était seule en cause et le montant total des compléments que toutes ces institutions devraient servir.

3. Le complément visé aux paragraphes précédents du présent article est considéré comme un élément des prestations servies par l'institution débitrice. Son montant est déterminé à titre définitif, sauf le cas où il y aurait lieu d'appliquer les dispositions du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 de l'article 33.

#### Section E : Dispositions particulières à l'invalidité

##### ARTICLE 35

1. En cas d'aggravation d'une invalidité pour laquelle une personne bénéficie de prestations au titre de la législation d'une seule Partie Contractante, les dispositions suivantes sont applicables :

(a) si l'intéressé, depuis qu'il bénéficie des prestations, n'a pas été soumis à la législation d'une autre Partie Contractante, l'institution compétente de la première Partie est tenue d'accorder les prestations, compte tenu de l'aggravation, selon les dispositions de la législation qu'elle applique;

(b) si l'intéressé, depuis qu'il bénéficie des prestations a été soumis à la législation d'une ou de plusieurs des autres Parties Contractantes, les prestations lui sont accordées, compte tenu de l'aggravation conformément aux dispositions des articles 28 à 34;

(c) dans le cas visé à l'alinéa (b) du présent paragraphe, la date à laquelle l'aggravation a été constatée est considérée comme la date de la réalisation de l'éventualité;

(d) si, dans le cas visé à l'alinéa (b) du présent paragraphe, l'intéressé n'a pas droit à prestations de la part de l'institution d'une autre Partie Contractante, l'institu-

tution compétente de la première Partie est tenue d'accorder les prestations, compte tenu de l'aggravation, selon les dispositions de la législation qu'elle applique.

2. En cas d'aggravation d'une invalidité pour laquelle une personne bénéficie de prestations au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes, les prestations lui sont accordées, compte tenu de l'aggravation, conformément aux dispositions des articles 28 à 34. Les dispositions de l'alinéa (c) du paragraphe précédent sont applicables par analogie.

#### ARTICLE 36

1. Si, après suspension des prestations, leur service doit être repris, il est assuré par l'institution ou par les institutions qui étaient débitrices des prestations au moment de leur suspension, sans préjudice des dispositions de l'article 37.

2. Si, après suppression des prestations, l'état de l'intéressé vient à justifier l'octroi de nouvelles prestations, celles-ci sont accordées conformément aux dispositions des articles 28 à 34.

#### ARTICLE 37

1. Les prestations d'invalidité sont transformées, le cas échéant, en prestations de vieillesse, dans les conditions prévues par la législation ou les législations au titre desquelles elles ont été accordées et conformément aux dispositions des articles 28 à 34.

2. Lorsque, dans le cas visé à l'article 33, le bénéficiaire de prestations d'invalidité acquises au titre de la législation de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes est admis à faire valoir des droits à prestations de vieillesse, toute institution débitrice de prestations d'invalidité continue de servir à ce bénéficiaire les prestations auxquelles il a droit au titre de la législation qu'elle applique, jusqu'au moment où les dispositions du paragraphe précédent deviennent applicables à l'égard de cette institution.

### Chapitre 3

#### Accidents du travail et maladies professionnelles

#### ARTICLE 38

1. Les travailleurs qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, bénéficient sur le territoire de la Partie Contractante où ils résident :

(a) des prestations en nature, servies à la charge de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation que cette dernière institution applique, comme si ces travailleurs y étaient affiliés;

(b) des prestations en espèces, servies par l'institution compétente, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si ces travailleurs résidaient sur le territoire de l'Etat compétent. Toutefois, après accord entre l'institution compétente et l'institution du lieu de résidence, les prestations en espèces peuvent également être servies par l'intermédiaire de cette dernière institution pour le compte de l'institution compétente.

2. Les prestations peuvent également être servies aux travailleurs frontaliers par l'institution compétente sur le territoire de l'Etat compétent, selon les dispositions de la législation de cet Etat, comme s'ils résidaient sur son territoire.

3. Si des travailleurs visés au présent article, autres que des travailleurs frontaliers, sejournent sur le territoire de l'Etat compétent, ils bénéficient des prestations selon les dispositions de la législation de cet Etat, comme s'ils résidaient sur son territoire, même s'ils ont déjà bénéficié de prestations avant le début de leur séjour.

4. Si des travailleurs visés au présent article transfèrent leur résidence sur le territoire de l'Etat compétent, ils bénéficient des prestations selon les dispositions de la législation de cet Etat, même s'ils ont déjà bénéficié de prestations avant le transfert de leur résidence.

#### ARTICLE 39

L'accident de trajet survenu sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent est considéré comme étant survenu sur le territoire de l'Etat compétent.

#### ARTICLE 40

1. Les victimes d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle, (a) qui séjournent sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, ou

(b) qui, après avoir été admises au bénéfice des prestations à charge de l'institution compétente, sont autorisées par cette institution à retourner sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent où elles résident, ou à transférer leur résidence sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, ou

(c) qui sont autorisées par l'institution compétente à se rendre sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, pour y recevoir des soins appropriés à leur état, bénéficient :

(i) des prestations en nature, servies à la charge de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence, selon les dispositions de la législation que cette dernière institution applique, comme si ces victimes y étaient affiliées, dans la limite de la durée fixée, le cas échéant, par la législation de l'Etat compétent;

(ii) des prestations en espèces servies par l'institution compétente, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si ces victimes se trouvaient sur le territoire de l'Etat compétent. Toutefois, après accord entre l'institution compétente et l'institution du lieu de séjour ou de résidence, les prestations en espèces peuvent également être servies par l'intermédiaire de cette dernière institution pour le compte de l'institution compétente.

2. (a) L'autorisation visée à l'alinéa (b) du paragraphe précédent ne peut être refusée que si le déplacement de l'intéressé est de nature à compromettre son état de santé ou l'application d'un traitement médical ; .

(b) L'autorisation visée à l'alinéa (c) du paragraphe précédent ne peut être refusée lorsque les soins dont il s'agit ne peuvent être dispensés à l'intéressé sur le territoire de la Partie Contractante où il réside.

#### ARTICLE 41

Dans les cas prévus au paragraphe 1 de l'article 38 et au paragraphe 1 de l'article 40, les autorités compétentes de deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent convenir de subordonner l'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance à l'autorisation de l'institution compétente.

#### ARTICLE 42

1. Si la législation de l'Etat compétent prévoit la prise en charge des frais de transport de la victime, soit jusqu'à sa résidence, soit jusqu'à l'établissement hospitalier, les frais encourus pour le transport de la victime jusqu'au lieu correspondant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, où réside la victime, sont pris en charge par l'institution compétente, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, à condition qu'elle ait donné son autorisation préalable audit transport, compte dûment tenu des motifs qui le justifient.

2. Si la législation de l'Etat compétent prévoit la prise en charge des frais de transport du corps de la victime jusqu'au lieu d'inhumation, les frais encourus pour le transport du corps jusqu'au lieu correspondant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, où réside la victime, sont pris en charge par l'institution compétente, selon les dispositions de la législation qu'elle applique.

3. L'application des dispositions des paragraphes précédents du présent article entre deux ou plusieurs Parties Contractantes est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre ces Parties. Ces accords détermineront notamment les catégories de personnes auxquelles lesdites dispositions seront applicables et les modalités de répartition des frais de transport entre les Parties Contractantes en cause.

#### ARTICLE 43

1. S'il n'existe pas d'assurance contre les accidents du travail ou les maladies professionnelles sur le territoire de la Partie Contractante où la victime se trouve, ou si une telle assurance existe mais ne comporte pas d'institution responsable pour le service des prestations en nature, ces prestations sont servies par l'institution de lieu de séjour ou de résidence responsable pour le service des prestations en nature en cas de maladie.

2. Si la législation de l'Etat compétent subordonne la gratuité complète des prestations en nature à l'utilisation du service médical organisé par l'employeur, les prestations en nature servies dans les cas visés au paragraphe 1 de l'article 38 et au paragraphe 1 de l'article 40 sont considérées comme ayant été servies par un tel service médical.

3. Si la législation de l'Etat compétent comporte un régime relatif aux obligations de l'employeur, les prestations en nature servies dans les cas visés au paragraphe 1 de l'article 38 et au paragraphe 1 de l'article 40 sont considérées comme ayant été servies à la demande de l'institution compétente.

4. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit explicitement ou implicitement que les accidents du travail ou les maladies professionnelles survenus antérieurement sont pris en considération pour apprécier le degré d'incapacité, l'institution compétente de cette Partie prend également en considération à cet effet les accidents du travail et les maladies professionnelles antérieurement reconnus selon la législation de toute autre Partie Contractante, comme s'ils étaient survenus sous la législation qu'elle applique.

#### ARTICLE 44

1. Si la législation appliquée par l'institution du lieu de séjour ou de résidence comporte plusieurs régimes de réparation, les dispositions applicables au service des prestations en nature, dans les cas visés au paragraphe 1 de l'article 38 et au paragraphe 1 de l'article 40, sont celles du régime général ou, à défaut, du régime dont relèvent les travailleurs de l'industrie.

2. Si la législation d'une Partie Contractante fixe une durée maximale à l'octroi des prestations, l'institution qui applique cette législation peut tenir compte, le cas échéant, de la période pendant laquelle des prestations ont déjà été servies par l'institution d'une autre Partie Contractante pour le même cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

#### ARTICLE 45

1. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations en espèces repose sur un gain moyen, l'institution compétente de cette Partie détermine ce gain moyen exclusivement en fonction des gains constatés pendant les périodes accomplies sous ladite législation.

2. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations en espèces repose sur un gain forfaitaire, l'institution compétente de cette Partie tient compte exclusivement du gain forfaitaire ou, le cas échéant, de la moyenne des gains forfaitaires correspondant aux périodes accomplies sous ladite législation.

3. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le montant des prestations en espèces varie avec le nombre des membres de famille, l'institution compétente de cette Partie tient compte également des membres de famille résidant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, comme s'ils résidaient sur le territoire de la première Partie.

#### ARTICLE 46

1. Lorsque la victime d'une maladie professionnelle a exercé une activité susceptible de provoquer cette maladie sous la législation de deux ou plusieurs Parties Contractantes, les prestations auxquelles cette victime ou ses survivants

peuvent prétendre sont accordées exclusivement au titre de la législation de la dernière desdites Parties aux conditions de laquelle ils satisfont, compte tenu, le cas échéant, des dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 du présent article.

2. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne le bénéfice des prestations de maladie professionnelle à la condition que la maladie considérée ait été constatée médicalement pour la première fois sur son territoire, cette condition est réputée remplie lorsque cette maladie a été constatée pour la première fois sur le territoire d'une autre Partie Contractante.

3. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne explicitement ou implicitement le bénéfice des prestations de maladie professionnelle à la condition que la maladie considérée ait été constatée dans un délai déterminé après la cessation de la dernière activité susceptible de provoquer une telle maladie, l'institution compétente de cette Partie, quand elle examine à quel moment a été exercée cette dernière activité, tient compte, dans la mesure nécessaire, des activités de même nature exercées sous la législation de toute autre Partie Contractante, comme si elles avaient été exercées sous la législation de la première Partie.

4. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne explicitement ou implicitement le bénéfice des prestations de maladie professionnelle à la condition qu'une activité susceptible de provoquer la maladie considérée ait été exercée pendant une certaine durée, l'institution compétente de cette Partie tient compte, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, des périodes pendant lesquelles une telle activité a été exercée sous la législation de toute autre Partie Contractante.

5. L'application des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article entre deux ou plusieurs Parties Contractantes est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre ces Parties. Ces accords détermineront notamment les maladies professionnelles auxquelles lesdites dispositions seront applicables et les modalités de répartition de la charge des prestations entre les Parties Contractantes en cause.

#### ARTICLE 47

Lorsque la victime d'une maladie professionnelle a bénéficié ou bénéficiera d'une réparation à charge de l'institution d'une Partie Contractante et fait valoir, en cas d'aggravation, des droits à prestations auprès de l'institution d'une autre Partie Contractante, les dispositions suivantes sont applicables :

(a) si la victime n'a pas exercé sous la législation de la seconde Partie une activité susceptible de provoquer ou d'aggraver la maladie considérée, l'institution compétente de la première Partie est tenue d'assumer la charge des prestations, compte tenu de l'aggravation, selon les dispositions de la législation qu'elle applique;

(b) si la victime a exercé une telle activité sous la législation de la seconde Partie, l'institution compétente de la première Partie est tenue d'assumer la charge des prestations, compte non tenu de l'aggravation, selon les dispositions de la législation qu'elle applique; l'institution compétente de la seconde Partie accorde à l'intéressé un supplément dont le montant est égal à la différence entre le montant des prestations dues après l'aggravation et le montant des prestations qui auraient été dues avant l'aggravation, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, si la maladie considérée était survenue sous la législation de cette Partie.

#### ARTICLE 48

1. L'institution compétente est tenue de rembourser le montant des prestations en nature servies pour son compte en vertu du paragraphe 1 de l'article 38 et du paragraphe 1 de l'article 40.

2. Les remboursements visés au paragraphe précédent seront déterminés et effectués selon des modalités à convenir entre les autorités compétentes des Parties Contractantes.

3. Deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent convenir de renoncer à tout remboursement entre les institutions relevant de leur compétence.

#### Chapitre 4

##### Décès (allocations)

#### ARTICLE 49

1. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux allocations au décès à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, des périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de la première Partie.

2. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux allocations au décès à l'accomplissement de périodes de résidence, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, des périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes de résidence accomplies sous la législation de la première Partie.

#### ARTICLE 50

1. Lorsqu'une personne est décédée sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, le décès est censé être survenu sur le territoire de l'Etat compétent.

2. L'institution compétente est tenue d'accorder les allocations au décès dues au titre de la législation qu'elle applique, même si le bénéficiaire réside sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent.

3. Les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont également applicables au cas où le décès résulte d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

#### Chapitre 5

##### Chômage

#### ARTICLE 51

1. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance, d'emploi ou d'activité professionnelle accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de la première Partie, à condition toutefois que, s'il s'agit de périodes d'emploi ou d'activité professionnelle, ces périodes eussent été considérées comme périodes d'assurance si elles avaient été accomplies sous cette dernière législation.

2. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'octroi des prestations à l'accomplissement de périodes d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance, d'emploi ou d'activité professionnelle accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence accomplies sous la législation de la première Partie.

3. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial, les périodes accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes ne sont prises en compte pour l'octroi de ces prestations que si elles ont été accomplies sous un régime correspondant ou, à défaut, dans la même profession. Si, compte tenu des périodes ainsi accomplies, l'intéressé ne satisfait pas aux conditions requises pour bénéficier desdites prestations, ces périodes sont prises en compte pour l'octroi des prestations du régime général.

4. L'application des dispositions des paragraphes précédents du présent article est subordonnée à la condition que l'intéressé ait été soumis en dernier lieu à la législation de la Partie Contractante au titre de laquelle les prestations sont demandées, sauf dans les cas visés aux alinéas (a) (ii) et (b) (ii) du paragraphe 1 de l'article 53.

#### ARTICLE 52

Les chômeurs qui satisfont aux conditions requises par la législation d'une Partie Contractante pour avoir droit aux prestations, au regard de l'accomplissement de périodes d'assurance, d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 51, et qui transfèrent leur résidence sur le territoire d'une autre Partie Contractante, sont consensus satisfaire également aux conditions requises à cet égard par la législation de la seconde Partie pour avoir droit aux prestations, à condition qu'ils présentent une demande à l'institution du lieu de leur nouvelle résidence dans le délai de trente jours suivant le transfert de résidence. Les prestations sont servies par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation que cette institution applique, à la charge de l'institution compétente de la première Partie.

#### ARTICLE 53

1. Sans préjudice des dispositions de l'article 52, un chômeur qui, au cours de son dernier emploi, résidait sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, bénéficie des prestations selon les dispositions suivantes :

(a) (i) un travailleur frontalier, en chômage partiel ou accidentel dans l'entreprise qui l'occupe, bénéficie des prestations selon les dispositions de la législation de l'Etat compétent, comme s'il résidait sur le territoire de cet Etat, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 51; ces prestations sont servies par l'institution compétente;

(ii) un travailleur frontalier, en chômage complet, bénéficie des prestations selon les dispositions de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside, comme s'il avait été soumis à cette législation au cours de son dernier emploi, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 51; ces prestations sont servies par l'institution du lieu de résidence;

(b) (i) un travailleur autre qu'un travailleur frontalier, en chômage partiel, accidentel ou complet, qui demeure à la disposition de son employeur ou des services de l'emploi sur le territoire de l'Etat compétent, bénéficie des prestations selon les dispositions de la législation de l'Etat compétent, comme s'il résidait sur le territoire de cet Etat, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 51; ces prestations sont servies par l'institution compétente;

(ii) un travailleur autre qu'un travailleur frontalier, en chômage complet, qui se met à la disposition des services de l'emploi sur le territoire de la Partie Contractante où il réside ou qui retourne sur ce territoire, bénéficie des prestations selon les dispositions de la législation de cette Partie, comme s'il avait été soumis à cette législation au cours de son dernier emploi, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 51; ces prestations sont servies par l'institution du lieu de résidence;

(iii) toutefois, si le travailleur visé à l'alinéa (b) (ii) du présent paragraphe a été admis au bénéfice des prestations par l'institution compétente de la Partie Contractante à la législation de laquelle il a été soumis en dernier lieu, il bénéficie des prestations conformément aux dispositions de l'article 52, comme s'il avait transféré sa résidence sur le territoire de la Partie Contractante visée à l'alinéa (b) (ii) du présent paragraphe.

2. Aussi longtemps qu'un chômeur a droit à des prestations en vertu de l'alinéa (a) (i) ou de l'alinéa (b) (i) du paragraphe précédent, il ne peut prétendre à des prestations au titre de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside.

#### ARTICLE 54

Dans les cas visés à l'article 52 et à l'alinéa (b) (iii) du paragraphe 1 de l'article 53, si la législation appliquée par l'institution du lieu de résidence fixe une durée maximale à l'octroi des prestations, cette institution peut tenir compte, le cas échéant, de la période pendant laquelle des prestations ont déjà été servies par l'institution d'une autre Partie Contractante après la dernière constatation du droit aux prestations.

**ARTICLE 55**

1. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations repose sur le montant du gain antérieur, l'institution qui applique cette législation tient compte exclusivement du gain perçu par l'intéressé pour la dernière activité qu'il a exercée sur le territoire de ladite Partie ou, si l'intéressé n'a pas exercé sa dernière activité quatre semaines au moins sur ce territoire, du gain usuel correspondant, au lieu où le chômeur réside, à une activité équivalente ou analogue à celle qu'il a exercée en dernier lieu sur le territoire d'une autre Partie Contractante.
2. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le montant des prestations varie avec le nombre des membres de famille, l'institution qui applique cette législation tient compte également des membres de famille résidant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, comme s'ils résident sur le territoire de la première Partie.
3. Si la législation appliquée par l'institution du lieu de résidence prévoit que la durée d'octroi des prestations dépend de la durée des périodes accomplies, la durée d'octroi des prestations est déterminée compte tenu, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 de l'article 51.

**ARTICLE 56**

1. L'application des dispositions des articles 52 à 54 entre deux ou plusieurs Parties Contractantes est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre ces Parties, qui pourront en outre prévoir des modalités particulières appropriées.
2. Les accords visés au paragraphe précédent détermineront notamment :
  - (a) les catégories de personnes auxquelles les dispositions des articles 52 à 54 seront applicables;
  - (b) la durée pendant laquelle le service des prestations pourra être effectué par l'institution d'une Partie Contractante à la charge de l'institution d'une autre Partie Contractante;
  - (c) les modalités de remboursement des prestations servies par l'institution d'une Partie Contractante à la charge de l'institution d'une autre Partie Contractante.
3. Deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent convenir de renoncer à tout remboursement entre les institutions relevant de leur compétence.

**Chapitre 6****Prestations familiales****ARTICLE 57**

Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, des périodes d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence accomplies sous la législation de la première Partie.

**ARTICLE 58**

1. L'application des dispositions de la section 1 ou de la section 2 du présent chapitre entre deux ou plusieurs Parties Contractantes est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre ces Parties, qui pourront en outre prévoir des modalités particulières appropriées.
2. Les accords visés au paragraphe précédent détermineront notamment :
  - (a) les catégories de personnes auxquelles les dispositions des articles 59 à 62 seront applicables;
  - (b) les règles destinées à éviter le cumul de prestations de même nature;
  - (c) le maintien des droits acquis, le cas échéant, en vertu de conventions de sécurité sociale.

**Section 1 : Allocations familiales****ARTICLE 59**

1. Pour l'application du présent article et de l'article 60, le terme "enfants" désigne, dans les limites fixées par la législation de la Partie Contractante en cause :
  - (a) les enfants légitimes, légitimés, naturels reconnus, adoptifs et les petits-enfants orphelins de l'allocataire;
  - (b) les enfants légitimes, légitimés, naturels reconnus, adoptifs et les petits-enfants orphelins du conjoint de l'allocataire, à condition qu'ils vivent au foyer de ce dernier et résident sur le territoire d'une Partie Contractante.
2. Les personnes soumises à la législation d'une Partie Contractante, ayant des enfants qui résident ou sont élevés sur le territoire d'une autre Partie Contractante, ont droit pour ces enfants aux allocations familiales prévues par la législation de la première Partie, comme si ces enfants résidaient ou étaient élevés sur le territoire de cette Partie.
3. Toutefois, dans le cas visé au paragraphe précédent, le montant des allocations familiales peut être limité à concurrence du montant des allocations familiales prévues par la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle les enfants résident ou sont élevés.
4. En cas d'application des dispositions du paragraphe précédent, la comparaison des montants d'allocations familiales selon les deux législations en cause est effectuée compte tenu du nombre total des enfants relevant de même allocataire. Si la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle les enfants résident ou sont élevés prévoit des montants différents d'allocations familiales pour diverses catégories d'allocataires, il est tenu compte des montants qui seraient dus si l'allocataire était soumis à cette législation.

5. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article ne sont pas applicables à un travailleur salarié visé à l'alinéa (a) du paragraphe 1 de l'article 15, en ce qui concerne les enfants qui l'accompagnent sur le territoire de la Partie Contractante où il est détaché.

6. Les allocations familiales sont servies selon les dispositions de la législation de la Partie Contractante à laquelle l'allocataire est soumis, même si la personne physique ou morale à laquelle ces allocations doivent être servies réside ou se trouve sur le territoire d'une autre Partie Contractante.

**ARTICLE 60**

1. Les chômeurs au bénéfice de prestations de chômage à la charge de l'institution d'une Partie Contractante, ayant des enfants qui résident ou sont élevés sur le territoire d'une autre Partie Contractante, ont droit pour ces enfants aux allocations familiales prévues dans cette éventualité par la législation de la première Partie, comme si ces enfants résidaient ou étaient élevés sur le territoire de cette Partie.
2. Dans le cas visé au paragraphe précédent, les dispositions des paragraphes 1, 3, 4 et 6 de l'article 59 sont applicables par analogie.

**Section 2 : Prestations familiales****ARTICLE 61**

1. Les personnes soumises à la législation d'une Partie Contractante ont droit, pour les membres de leur famille qui résident sur le territoire d'une autre Partie Contractante, aux prestations prévues par la législation de cette dernière Partie, comme si lesdites personnes étaient soumises à sa législation. Ces prestations sont servies aux membres de famille par l'institution du lieu de leur résidence, selon les dispositions de la législation que cette institution applique, à la charge de l'institution compétente.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, un travailleur salarié visé à l'alinéa (a) du paragraphe 1 de l'article 15 a droit, pour les membres de sa famille qui l'accompagnent sur le territoire de la Partie Contractante où il est détaché, aux prestations prévues par la législation de la Partie Contractante à laquelle il demeure soumis. Ces prestations sont servies par l'institution compétente de cette dernière Partie. Toutefois, après accord entre l'institution compétente et l'institution du lieu de résidence, les prestations peuvent également être servies par l'intermédiaire de cette dernière institution pour le compte de l'institution compétente.

**ARTICLE 62**

Les chômeurs au bénéfice de prestations de chômage à la charge de l'institution d'une Partie Contractante ont droit, pour les membres de leur famille qui résident sur le territoire d'une autre Partie Contractante, aux prestations familiales prévues par la législation de cette dernière Partie, à condition que la législation de la première Partie accorde des prestations familiales en cas de chômage. Les prestations familiales sont servies aux membres de famille par l'institution du lieu de leur résidence, selon les dispositions de la législation que cette institution applique, à la charge de l'institution compétente de la première Partie.

**ARTICLE 63**

1. En cas d'application des dispositions de la présente section entre deux ou plusieurs Parties Contractantes, les accords bilatéraux ou multilatéraux visés au paragraphe 1 de l'article 58 détermineront les modalités de remboursement des prestations servies par l'institution d'une Partie Contractante à la charge de l'institution d'une autre Partie Contractante.
2. Deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent convenir de renoncer à tout remboursement entre les institutions relevant de leur compétence.

**TITRE IV****Dispositions diverses****ARTICLE 64**

1. Les autorités compétentes des Parties Contractantes se communiquent :
  - (a) toutes informations concernant les mesures prises pour l'application de la présente Convention;
  - (b) toutes informations concernant les modifications de leur législation susceptibles d'affecter l'application de la présente Convention.
2. Pour l'application de la présente Convention, les autorités et institutions des Parties Contractantes se prêtent leurs bons offices, comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation. L'entraide administrative de ces autorités et institutions est en principe gratuite. Toutefois, les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent convenir du remboursement de certains frais.
3. Pour l'application de la présente Convention, les autorités et institutions des Parties Contractantes peuvent communiquer directement entre elles, ainsi qu'avec les intéressés ou leurs mandataires.
4. Les autorités, institutions et juridictions d'une Partie Contractante ne peuvent rejeter les requêtes ou autres documents qui leur sont adressés, du fait qu'ils sont rédigés dans une langue officielle d'une autre Partie Contractante.

**ARTICLE 65**

1. Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de timbres, de droits de greffe ou d'enregistrement, prévues par la législation d'une Partie Contractante pour les pièces ou documents à produire en application de la législation de cette Partie, est étendu aux pièces ou documents analogues à produire en application de la législation d'une autre Partie Contractante ou de la présente Convention.
2. Tous actes, documents ou pièces quelconques de nature officielle à produire aux fins d'application de la présente Convention sont dispensés de légalisation et de toute autre formalité similaire.

## ARTICLE 66

1. Si le requérant réside sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, il peut présenter valablement sa demande à l'institution du lieu de résidence, qui saisit l'institution ou les institutions compétentes mentionnées dans la demande.

2. Les demandes, déclarations ou recours qui auraient dû être introduits, selon la législation d'une Partie Contractante, dans un délai déterminé, auprès d'une autorité, institution ou juridiction de cette Partie, sont recevables s'ils sont introduits dans le même délai auprès d'une autorité, institution ou juridiction d'une autre Partie Contractante. En ce cas, l'autorité, l'institution ou la juridiction ainsi saisie transmet sans délai ces demandes, déclarations ou recours à l'autorité, à l'institution ou à la juridiction compétente de la première Partie, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités compétentes des Parties Contractantes en cause. La date à laquelle ces demandes, déclarations ou recours ont été introduits auprès d'une autorité, institution ou juridiction de la seconde Partie est considérée comme la date d'introduction auprès de l'autorité, de l'institution ou de la juridiction compétente pour en connaître.

## ARTICLE 67

1. Les expertises médicales prévues par la législation d'une Partie Contractante peuvent, à la requête de l'institution qui applique cette législation, être effectuées sur le territoire d'une autre Partie Contractante par l'institution du lieu de séjour ou de résidence. En ce cas, elles sont censées avoir été effectuées sur le territoire de la première Partie.

2. L'application des dispositions du paragraphe précédent entre deux ou plusieurs Parties Contractantes est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre ces Parties.

## ARTICLE 68

1. Lorsque, en vertu de la présente Convention, l'institution d'une Partie Contractante est débitrice de prestations en espèces envers un bénéficiaire qui se trouve sur le territoire d'une autre Partie Contractante, la dette est exprimée dans la monnaie de la première Partie. Ladite institution s'en libère valablement dans la monnaie de la seconde Partie.

2. Lorsque, en vertu de la présente Convention, l'institution d'une Partie Contractante est débitrice de sommes destinées au remboursement de prestations servies par l'institution d'une autre Partie Contractante, la dette est exprimée dans la monnaie de la seconde Partie. La première institution s'en libère valablement dans ladite monnaie, à moins que les Parties Contractantes en cause ne soient convenues d'autres modalités.

3. Les transferts de sommes qui résultent de l'application de la présente Convention sont effectués conformément aux accords en vigueur en cette matière, au moment du transfert, entre les Parties Contractantes en cause. A défaut, les mesures nécessaires pour effectuer ces transferts sont fixées d'un commun accord entre lesdites Parties.

## ARTICLE 69

1. Pour la fixation du montant des cotisations dues à l'institution d'une Partie Contractante, il est tenu compte, le cas échéant, des revenus obtenus sur le territoire de toute autre Partie Contractante.

2. Le recouvrement des cotisations dues à l'institution d'une Partie Contractante peut être opéré sur le territoire d'une autre Partie Contractante, suivant la procédure administrative et avec les garanties et priviléges applicables au recouvrement des cotisations dues à une institution correspondante de cette dernière Partie.

3. L'application des dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article entre deux ou plusieurs Parties Contractantes est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre ces Parties. Ces accords pourront cerner également la procédure judiciaire de recouvrement.

## ARTICLE 70

1. Si une personne bénéficie de prestations au titre de la législation d'une Partie Contractante pour un dommage causé ou survenu sur le territoire d'une autre Partie Contractante, les droits de l'institution débitrice des prestations, à l'encontre du tiers tenu à la réparation du dommage, sont réglés de la manière suivante :

(a) lorsque l'institution débitrice est subrogée, en vertu de la législation qui lui est applicable, dans les droits que le bénéficiaire détient à l'encontre du tiers, toute Partie Contractante reconnaît une telle subrogation;

(b) lorsque l'institution débitrice a un droit direct à l'encontre du tiers, toute Partie Contractante reconnaît ce droit.

2. L'application des dispositions du paragraphe précédent entre deux ou plusieurs Parties Contractantes est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre ces Parties.

3. Les règles applicables à la responsabilité de l'employeur ou de ses préposés, en cas d'accident du travail ou de trajet survenu sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, seront déterminées par voie d'accords entre les Parties Contractantes intéressées.

## ARTICLE 71

1. Tout différend venant à s'élever entre deux ou plusieurs Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention, sera d'abord l'objet de négociations entre les Parties au litige.

2. Si l'une des Parties au litige considère qu'il s'agit d'une question de nature à intéresser l'ensemble des Parties Contractantes, les Parties au litige agissant d'un commun accord ou, à défaut, l'une d'elles, en saisissent le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, qui émettra un avis sur la question dans un délai de six mois.

3. Si le différend n'a pu être réglé, selon le cas, soit dans un délai de six mois à partir de la première demande tendant à l'ouverture des négociations préactives par le paragraphe 1 du présent article, soit dans un délai de trois mois suivant la communication aux Parties Contractantes de l'avis émis par le Comité des Ministres, le différend peut faire l'objet d'une procédure arbitrale devant un arbitre unique à la

requête de toute Partie au litige. La Partie requérante fera connaître à l'autre Partie, par l'intermédiaire du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, l'objet de la requête qu'elle entend soumettre à l'arbitrage, ainsi que les moyens sur lesquels cette requête est fondée.

4. Sauf accord contraire des Parties au litige, l'arbitre sera désigné par le Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme. L'arbitre ne devra pas être le ressortissant de l'une des Parties au litige, ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces Parties, ni se trouver à leur service, ni s'être déjà occupé de l'affaire à un autre titre.

5. Si, dans le cas visé au paragraphe précédent, le Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme se trouve empêché ou s'il est le ressortissant de l'une des Parties au litige, la désignation de l'arbitre incombera au Vice-Président de la Cour ou au membre le plus ancien de la Cour qui ne se trouve pas empêché et qui n'est pas le ressortissant de l'une des Parties au litige.

6. A défaut d'un compromis spécial entre les Parties au litige ou à défaut de précisions suffisantes dans le compromis, l'arbitre se prononcera sur la base des dispositions de la présente Convention, compte tenu des principes généraux du droit international.

7. La sentence de l'arbitre sera obligatoire et sans appel.

## ARTICLE 72

1. L'Annexe VII mentionne pour chaque Partie Contractante intéressée les modalités particulières d'application de sa législation.

2. Chaque Partie Contractante intéressée notifiera, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81, tout amendement à apporter à l'Annexe VII. Si cet amendement résulte de l'adoption d'une nouvelle législation, la notification sera effectuée dans un délai de trois mois à dater de la publication de ladite législation ou, si cette législation est publiée avant la date de ratification de la présente Convention, à la date de cette ratification.

## ARTICLE 73

1. Les annexes visées à l'alinéa (b) de l'article 1, au paragraphe 1 de l'article 3, au paragraphe 3 de l'article 6, au paragraphe 4 de l'article 8, au paragraphe 2 de l'article 9, au paragraphe 3 de l'article 11 et au paragraphe 1 de l'article 72, ainsi que les amendements qui seront apportés à ces annexes, font partie intégrante de la présente Convention.

2. Tout amendement aux annexes visées au paragraphe précédent sera considéré comme adopté si, dans les trois mois suivant la notification prévue à l'alinéa (d) du paragraphe 2 de l'article 81, de la présente Convention, aucune Partie Contractante ou aucun Etat signataire ne s'y est opposé par notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. En cas de notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe d'une telle opposition, l'affaire fera l'objet d'un règlement conformément à une procédure à établir par le Comité des Ministres.

## TITRE V

## Dispositions transitoires et finales

## ARTICLE 74

1. La présente Convention n'ouvre aucun droit pour une période antérieure à son entrée en vigueur à l'égard de la Partie Contractante ou des Parties Contractantes en cause.

2. Toute période d'assurance, ainsi que, le cas échéant, toute période d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence accomplie sous la législation d'une Partie Contractante avant l'entrée en vigueur de la présente Convention est prise en considération pour la détermination des droits ouverts conformément aux dispositions de cette Convention.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 du présent article, un droit est ouvert, en vertu de la présente Convention, même s'il se rapporte à une éventualité réalisée antérieurement à son entrée en vigueur.

4. Toute prestation qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue à cause de la nationalité de l'intéressé ou en raison de sa résidence sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celle où se trouve l'institution débitrice sera, à la demande de l'intéressé, liquidée ou rétablie à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, sauf si les droits antérieurement liquidés ont donné lieu à un règlement en capital.

5. Les droits des intéressés ayant obtenu, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention, la liquidation d'une pension ou d'une rente, seront révisés à leur demande, compte tenu des dispositions de cette Convention. Ces droits peuvent également être révisés d'office. En aucun cas, une telle révision ne devra avoir pour effet de réduire les droits antérieurs des intéressés.

6. Si la demande visée au paragraphe 4 ou la demande visée au paragraphe 5 du présent article est présentée dans un délai de deux ans à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les droits ouverts conformément aux dispositions de cette Convention sont acquis à partir de cette date, sans que les dispositions de la législation de toute Partie Contractante, relatives à la déchéance ou à la prescription des droits, soient opposables aux intéressés.

7. Si la demande visée au paragraphe 4 ou la demande visée au paragraphe 5 du présent article est présentée après l'expiration d'un délai de deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les droits qui ne sont pas frappés de déchéance ou qui ne sont pas prescrits ne sont acquis que compte tenu de la date de la demande, sous réserve des dispositions plus favorables de la législation de la Partie Contractante en cause.

## ARTICLE 75

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel sera intervenu le dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur, à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

#### ARTICLE 76

A partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les dispositions de l'Accord intérimaire européen concernant la sécurité sociale à l'exclusion des régimes relatifs à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants et de l'Accord intérimaire européen concernant les régimes de sécurité sociale relatifs à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants, ainsi que de leurs Protocoles additionnels, cesseront d'être applicables dans les relations entre Parties Contractantes.

#### ARTICLE 77

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à cette Convention. La résolution concernant cette invitation devra recevoir l'accord unanime des Etats membres du Conseil ayant ratifié ou accepté ladite Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

#### ARTICLE 78

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, dénoncer cette Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

#### ARTICLE 79

1. En cas de dénonciation de la présente Convention, tout droit acquis en vertu de ses dispositions est maintenu.

2. Les droits en cours d'acquisition, relatifs aux périodes accomplies antérieurement à la date à laquelle la dénonciation prend effet, ne s'éteignent pas du fait de la dénonciation; leur maintien ultérieur est déterminé par voie d'accord ou, à défaut d'un tel accord, par la législation qu'il applique l'institution en cause.

#### ARTICLE 80

1. L'application de la présente Convention est réglée par les dispositions d'un Accord complémentaire, qui est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe.

2. Les Parties Contractantes ou, si les dispositions constitutionnelles de ces Parties le permettent, leurs autorités compétentes, prendront tous autres arrangements nécessaires à l'application de la présente Convention.

3. Tout Etat signataire de la présente Convention qui la ratifie ou l'accepte doit, soit ratifier ou accepter en même temps l'Accord complémentaire, soit signer ledit Accord complémentaire sans réserve de ratification ou d'acceptation, au plus tard au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation de la Convention.

4. Tout Etat qui adhère à la présente Convention doit en même temps adhérer à l'Accord complémentaire.

5. Toute Partie Contractante qui dénonce la présente Convention doit en même temps dénoncer l'Accord complémentaire.

#### ARTICLE 81

1. Les notifications ou déclarations visées aux alinéas (b) et (w) de l'article 1, au paragraphe 2 de l'article 3, au paragraphe 5 de l'article 6, au paragraphe 2 de l'article 7, au paragraphe 5 de l'article 8, aux paragraphes 3 et 4 de l'article 9, au paragraphe 4 de l'article 11 et au paragraphe 2 de l'article 72 sont adressées au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera, dans un délai d'un mois aux Parties Contractantes, aux Etats signataires ainsi qu'au Directeur Général du Bureau international du Travail :

(a) toute signature, ainsi que le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;

(b) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 75 et de l'article 77;

(c) toute notification de dénonciation reçue en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 78 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet;

(d) toute notification ou déclaration reçue en application des dispositions du paragraphe 1 du présent article.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 14 décembre 1972, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

*Rudolf Kirchschlager.*

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

*Jean Bouha.*

Pour le Gouvernement de la République de Chypre:

Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark:

Pour le Gouvernement de la République française:

*Maurice Schumann.*

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:

Pour le Gouvernement de la République islandaise:

Pour le Gouvernement d'Irlande:

Pour le Gouvernement de la République italienne:

*Alberto Bemporad.*

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:

*Gaston Thorn.*

Pour le Gouvernement de Malte:

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

*C. W. Van Boetzelaer Van Asperen.*

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

Pour le Gouvernement de la République portugaise:

*José Vieira Lima.*

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

Pour le Gouvernement de la République turque:

*Ü. Haluk Bayükken.*

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

#### ANNEXE I

[Article 1, alinéa b])

#### Définition des territoires et des ressortissants des Parties Contractantes

*Autriche:*

Territoire — le territoire de l'Autriche.

Ressortissants — les personnes de nationalité autrichienne.

*Belgique:*

Territoire — le territoire de la Belgique.

Ressortissants — les personnes de nationalité belge.

*Chypre:*

Territoire — le territoire de la République de Chypre.

Ressortissants — les citoyens de la République de Chypre.

*Danemark:*

Territoire — le territoire du Danemark, à l'exception des îles Féroé et du Groenland.

Ressortissants — les personnes de nationalité danoise.

*France:*

Territoire — le territoire des départements européens et des départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) de la République française.

Ressortissants — les personnes de nationalité française.

*République fédérale d'Allemagne:*

Territoire — le territoire où s'applique la Loi fondamentale pour la République Fédérale d'Allemagne.

Ressortissants — les Allemands au sens de la Loi fondamentale pour la République Fédérale d'Allemagne.

*Islande:*

Territoire — le territoire de l'Islande.

Ressortissants — les personnes de nationalité islandaise.

*Irlande:*

Territoire — le territoire soumis à la juridiction du Gouvernement de l'Irlande.

Ressortissants — les personnes de nationalité irlandaise.

*Italie:*

Territoire — le territoire de l'Italie.

Ressortissants — les personnes de nationalité italienne.

*Luxembourg:*

Territoire — le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Ressortissants — les personnes de nationalité luxembourgeoise.

*Malte:*

Territoire — le territoire de Malte et de ses dépendances.

Ressortissants — les citoyens de Malte.

*Pays-Bas:*

Territoire — le territoire du Royaume des Pays-Bas en Europe.

Ressortissants — les personnes de nationalité néerlandaise.

*Norvège:*

Territoire — le territoire du Royaume de Norvège, y compris les îles du Spitzberg, de Jan Mayen et les dépendances norvégiennes.

Ressortissants — les personnes de nationalité norvégienne.

*Suède:*

Territoire — le territoire du Royaume de Suède.

Ressortissants — les personnes de nationalité suédoise.

*Suisse:*

Territoire — le territoire de la Confédération suisse.

Ressortissants — les personnes de nationalité suisse.

*Turquie:*

Territoire — le territoire de la Turquie.

Ressortissants — les personnes de nationalité turque.

*Royaume-Uni:*

Territoire — le territoire du Royaume-Uni, y compris les îles de Man, de Jersey, de Guernesey et d'Aurigny, mais non les autres territoires pour lesquels le Gouvernement du Royaume-Uni assume la responsabilité des relations internationales.

Ressortissants — les citoyens du Royaume-Uni et des colonies.

## ANNEXE II

(Article 3, paragraphe 1)

**Législations et régimes auxquels s'applique  
la présente Convention**

Lorsque la présente annexe comporte l'énumération de lois déterminées, elle est censée couvrir également tout acte législatif qui codifie, modifie, complète ou met en vigueur lesdites lois.

*Autriche:*

Législations concernant:

- a) L'assurance-maladie (maladie, maternité et décès);
- b) L'assurance-pensions des ouvriers;
- c) L'assurance-pensions des employés;
- d) L'assurance-pensions des mineurs;
- e) L'assurance-pensions des travailleurs indépendants du commerce;
- f) L'assurance-pensions des exploitants agricoles et sylvicoles;
- g) L'assurance des notaires;
- h) L'assurance-accidents du travail et maladies professionnelles;
- i) L'assurance-chômage;
- j) Les allocations familiales.

*Belgique:*

Législations concernant:

- a) L'assurance-maladie-invalidité (maladie, maternité, invalidité et décès);
- i) Régimes des travailleurs salariés (ouvriers, employés, ouvriers mineurs et personnel du secteur public);
- ii) Régime des marins de la marine marchande;
- iii) Régime des travailleurs indépendants (assurance-maladie);
- b) Les pensions de retraite et de survie;
- i) Régimes des travailleurs salariés (ouvriers, employés, ouvriers mineurs et marins de la marine marchande);

- ii) Régime des travailleurs indépendants;
- c) La réparation des dommages résultant des accidents du travail;
- i) Régime des salariés en général;
- ii) Régime des gens de mer;
- d) La réparation des dommages résultant des maladies professionnelles;
- e) L'organisation du soutien des chômeurs involontaires;
- f) Les allocations familiales des travailleurs salariés et les allocations familiales des employeurs et des non salariés, à l'exclusion des allocations de naissance prévues par ces législations.

*Chypre:*

Législations concernant:

- a) Les assurances sociales (maladie, chômage, maternité, veuves, orphelins, vieillesse et décès; prestations en espèces y compris traitement médical gratuit pour les accidents du travail et maladies professionnelles);
- b) Réparation des dommages causés par pneumoconiose (prestations en espèces pour maladie professionnelle ou décès causé par pneumoconiose).

*Danemark:*

Loi n<sup>o</sup> 239 du 10 juin 1960 sur l'assurance publique contre la maladie (maladie et maternité).

Loi n<sup>o</sup> 218 du 4 juin 1965 sur la pension de vieillesse.

Loi n<sup>o</sup> 219 du 4 juin 1965 sur la pension d'invalidité.

Loi n<sup>o</sup> 70 du 13 mars 1959 (chapitre 1) sur la pension de veuve et l'assistance aux veuves.

Loi n<sup>o</sup> 46 du 7 mars 1964 sur la pension supplémentaire du marché du travail.

Loi n<sup>o</sup> 259 du 18 août 1964 sur l'assurance contre les lésions professionnelles.

Loi n<sup>o</sup> 40 du 22 février 1967 sur l'assurance-chômage.

Loi n<sup>o</sup> 236 du 3 juin 1967 (chapitres 1 et 3) sur les allocations familiales et autres prestations familiales.

*France:*

Législations concernant:

- a) L'organisation générale et le contentieux de la sécurité sociale;
- b) Les dispositions générales fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles (maladie, maternité, invalidité, vieillesse et décès);
- c) Les dispositions générales fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions agricoles (maladie, maternité, invalidité, vieillesse et décès);
- d) La prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles;
- e) Les prestations familiales, à l'exception de l'allocation de maternité;
- f) L'allocation aux vieux travailleurs salariés et l'allocation aux mères de famille;
- g) L'assurance-maladie, maternité et invalidité des exploitants agricoles;
- h) L'assurance-maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles;
- i) Les allocations contributives et non contributives de vieillesse des personnes non salariées;
- j) L'allocation spéciale;
- k) L'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité;
- l) Les garanties de ressources aux travailleurs privés d'emploi (allocations d'aide publique);
- m) Les régimes spéciaux applicables aux activités et entreprises énumérées ci-dessous, pour autant que ces régimes concernent des éventualités couvertes par les législations ci-dessus mentionnées qui visent les régimes généraux respectivement applicables aux travailleurs des professions non agricoles autres que celles qui sont couvertes par un régime spécial et aux travailleurs des professions agricoles:

  - Activités entraînant l'affiliation au régime des marins;
  - Entreprises minières ou assimilées;
  - Société nationale des chemins de fer français;
  - Chemins de fer d'intérêt général secondaire et d'intérêt local et tramways;
  - Régime autonome des transports parisiens;
  - Exploitations de production, de transport et de distribution d'énergie électrique et de gaz;
  - Compagnie générale des eaux;
  - Banque de France, Crédit foncier de France;
  - Opéra, Opéra comique, Comédie française;
  - Etudes notariales et organismes assimilés.

*République fédérale d'Allemagne:*

Législations concernant:

- a) L'assurance-maladie (maladie, maternité et décès);
- b) La protection des travailleuses mères, pour autant qu'il s'agisse de prestations en espèces et en nature dues par l'institution d'assurance-maladie pendant la grossesse et après l'accouchement;
- c) L'assurance-pensions des ouvriers et des artisans;
- d) L'assurance-pensions des employés;
- e) L'assurance-pensions des travailleurs des mines et, pour la Sarre, l'assurance-pensions dans la sidérurgie, ainsi que le régime d'aide aux vieux agriculteurs;
- f) L'assurance-accidents;
- g) L'assurance-chômage et l'assistance-chômage;
- h) Les allocations familiales.

*Islande:*

Loi n° 40 du 30 avril 1963 sur la sécurité sociale.

Loi n° 86 du 11 juin 1938 sur l'assurance-pensions des sages-femmes.

Loi n° 65 du 2 septembre 1955 sur l'assurance-pensions des infirmières.

Loi n° 78 du 28 avril 1962 sur l'assurance-pensions des marins pêcheurs et des marins de la marine marchande.

Loi n° 29 du 7 avril 1956 sur l'assurance-chômage.

*Irlande:*

Législations concernant:

- a) Les prestations d'incapacité (maladie et invalidité), de maternité, et les allocations au décès;
- b) Les retraites, les pensions de vieillesse, de veuves et d'orphelins;
- c) Les prestations de l'assurance-chômage et de l'assistance-chômage;
- d) Les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles;
- e) Les allocations familiales.

*Italie:*

Législations concernant:

- a) L'assurance-maladie (maladie, maternité et décès);
- b) L'assurance-tuberculose;
- c) La protection physique et économique des travailleuses mères, pour autant qu'il s'agisse de prestations servies par les institutions d'assurances sociales;
- d) L'assurance-invalidité, vieillesse et survivants;
- e) L'assurance-accidents du travail et maladies professionnelles;
- f) L'assurance-chômage involontaire;
- g) Les allocations familiales;
- h) Les régimes spéciaux d'assurances sociales établis pour des catégories déterminées de travailleurs, pour autant qu'ils concernent des éventualités ou prestations couvertes par les législations mentionnées ci-dessus.

*Luxembourg:*

Législations concernant:

- a) L'assurance-maladie (maladie, maternité et décès);
- Régime des ouvriers, régime des employés privés, régime des fonctionnaires et assimilés et régime des professions indépendantes;
- b) L'assurance-pensions (invalidité, vieillesse et décès);
- Régime des ouvriers, régime des employés privés (y compris les travailleurs intellectuels indépendants), régime des artisans, régime des commerçants et industriels et régime agricole;
- c) L'assurance-pensions supplémentaire des ouvriers mineurs et métallurgistes, des employés techniques des mines de fond et des chauffeurs professionnels;
- d) L'assurance-accidents du travail et maladies professionnelles;
- e) Les indemnités de chômage;
- f) Les prestations familiales à l'exclusion des allocations de naissance.

*Malte:*

Loi sur l'assurance nationale (maladie, chômage, invalidité, vieillesse, décès et lésions professionnelles) (1956).

*Pays-Bas:*

Législations concernant:

- a) Les prestations de maladie et de maternité;

- b) Les prestations d'incapacité de travail (invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles);
- c) Les prestations de vieillesse;
- d) Les prestations de survivants;
- e) Les prestations de chômage;
- f) Les allocations familiales.

*Norvège:*

Loi du 6 juillet 1957 sur la coordination et l'intégration des pensions et prestations d'assurance.

Loi du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale (maladie et maternité, chômage, maladies professionnelles, invalidité, vieillesse et décès).

Loi du 27 juin 1947 sur l'emploi, chapitre v.

Loi du 3 décembre 1948 sur l'assurance-pensions des marins.

Loi du 3 décembre 1951 sur l'assurance-pensions des travailleurs forestiers.

Loi du 26 juin 1953 sur l'assurance-pensions des pharmaciens.

Loi du 28 juin 1957 sur l'assurance-pensions des marins pêcheurs.

Loi du 22 juin 1962 sur l'assurance-pensions des infirmières.

Loi du 12 décembre 1958 sur l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Loi du 24 octobre 1946 sur les allocations familiales.

*Suède:*

Loi n° 381 du 25 mai 1962 sur l'assurance publique et Loi n° 382 du 25 mai 1962 portant l'introduction de la loi sur l'assurance publique.

Loi n° 243 du 14 mai 1954 sur l'assurance contre les lésions professionnelles.

Décret n° 629 du 14 décembre 1956 concernant les Caisses de chômage agréées.

Loi n° 529 du 26 juillet 1947 concernant les allocations familiales générales.

*Suisse:*

Législations fédérales concernant:

- a) L'assurance-maladie, y compris l'assurance-tuberculose et les prestations de maternité;
- b) L'assurance-invalidité;
- c) L'assurance-vieillesse et survivants;
- d) L'assurance-accidents obligatoire en cas d'accidents professionnels et non professionnels ou en cas de maladies professionnelles;
- e) L'assurance-chômage;
- f) Les allocations familiales aux travailleurs agricoles et aux petits paysans.

*Turquie:*

Législations concernant:

- a) Les assurances sociales des travailleurs salariés (maladie, maternité, invalidité, vieillesse, décès, accidents du travail et maladies professionnelles);

- b) Les assurances sociales des travailleurs indépendants et des professions libérales (invalidité, vieillesse et décès).

*Royaume-Uni:*

Législations concernant:

- a) Les services nationaux de santé;
- b) L'assurance nationale (prestations en espèces, de chômage, de maladie, de maternité, de veuves, d'orphelins, de retraite et de décès);
- c) L'assurance contre les lésions professionnelles;
- d) Les allocations familiales;
- e) L'assurance insulaire (Jersey);
- f) L'assurance sociale (Guernesey).

## ANNEXE III

(Article 6, paragraphe 3)

**Dispositions maintenues en vigueur nonobstant les dispositions de l'article 5****I — Conventions multilatérales**

1 — Les dispositions en vigueur de l'Accord du 27 juillet 1950 et de l'Accord révisé du 13 février 1961 concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans.

2 — Les dispositions de la Convention de sécurité sociale conclue le 15 septembre 1955 entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, telles que modifiées par les Accords subséquents et par les Protocoles ainsi que les dispositions des Accords complémentaires à cette Convention.

3 — Les dispositions de la Convention européenne du 9 juillet 1956 concernant la sécurité sociale des travailleurs des transports internationaux.

## II — Conventions bilatérales

### Rémarques générales:

1 — Dans la mesure où les dispositions d'accords complémentaires ou d'une convention spéciale sur l'assurance-chômage mentionnées à la présente annexe prévoient des références aux dispositions d'une convention générale, ces références sont remplacées par des références aux dispositions correspondantes de la présente Convention, pour autant que les dispositions en cause de ladite convention générale ne soient pas elles-mêmes mentionnées à la présente annexe.

2 — Les causes d'interprétation ou de dénonciation prévues dans une convention de sécurité sociale dont certaines dispositions sont mentionnées à la présente annexe demeurent applicables, en ce qui concerne lesdites dispositions.

3 — Les conventions de sécurité sociale qui figurent entre crochets [...] ne sont pas en vigueur à la date d'ouverture à la signature de la présente Convention.

### Autriche-République fédérale d'Allemagne:

Convention de sécurité sociale du 22 décembre 1966.

Convention sur l'assurance-chômage de 19 mai 1951.

Protocole additionnel du 23 novembre 1951 à la Convention sur l'assurance-chômage du 19 mai 1951.

Deuxième Convention sur l'assurance-chômage du 31 octobre 1953.

### Autriche-France:

Convention de sécurité sociale du 28 mai 1971.

### Autriche-Italie:

Convention relative aux assurances sociales du 30 décembre 1950.

### Autriche-Suisse:

Convention de sécurité sociale du 15 novembre 1967.

### Autriche-Turquie:

Convention de sécurité sociale du 12 octobre 1966.

### Autriche-Royaume-Uni:

Convention de sécurité sociale du 18 juin 1971.

### Belgique-Suisse:

Convention du 17 juin 1952 en matière d'assurances sociales (en cours de révision).

[Project de Convention de sécurité sociale du 9 septembre 1971.]

### Belgique-Turquie:

Convention générale de sécurité sociale du 4 juillet 1966.

### Belgique-Royaume-Uni:

Convention de sécurité sociale du 20 mai 1957.

### Chypre-Royaume-Uni:

Convention de sécurité sociale du 6 octobre 1969.

### Danemark-France:

Convention générale de sécurité sociale du 30 juin 1951 et Protocoles.

### Danemark-République fédérale d'Allemagne:

Article 3, paragraphe 4, et article 10 de la Convention de sécurité sociale du 14 août 1953.

Point 15 du Protocole final du 14 août 1953 à la Convention de sécurité sociale du 14 août 1953.

Accord complémentaire du 14 août 1953 à la Convention de sécurité sociale du 14 août 1953.

Article 3, paragraphe 4, 2<sup>e</sup> phrase; article 5, paragraphe 6; article 8, paragraphe 3, et article 10 de la Convention sur l'assurance-chômage du 1<sup>er</sup> août 1959.

Points 4, 5 et 6 du Protocole final du 1<sup>er</sup> août 1959 à la Convention sur l'assurance-chômage du 1<sup>er</sup> août 1959.

### Danemark-Suisse:

Convention du 21 mai relative aux assurances sociales.

Convention complémentaire à la Convention du 21 mai 1954 relative aux assurances sociales, conclue le 15 novembre 1962.

### Danemark-Royaume-Uni:

Convention de sécurité sociale du 27 août 1959.

### France-Norvège:

Convention générale de sécurité sociale du 30 septembre 1954.

### France-Suisse:

Convention du 9 juillet 1949 et Protocoles y relatifs concernant l'assurance vieillesse et survivants.

Arrangements du 9 juin 1933 concernant l'assistance réciproque aux chômeurs des deux pays.

### France-Turquie:

[Convention de sécurité sociale du 20 janvier 1972.]

### France-Royaume-Uni:

Convention générale de sécurité sociale (et Protocole spécial concernant les services de santé publique) du 10 juillet 1956.

Échange de lettres du 25 février 1965 (paiement d'allocations familiales aux travailleurs saisonniers agricoles se rendant de France à Jersey et réciproquement).

Échange de lettres du 19 novembre 1965 (paiement d'allocations familiales aux travailleurs saisonniers agricoles se rendant de France à Guernesey et réciproquement).

Échange de lettres du 19 mai 1959 étendant le champ d'application de la Convention du 10 juillet 1956 à Jersey.

Échange de lettres du 19 novembre 1965 étendant le champ d'application de la Convention du 10 juillet 1956 à Guernesey, Alderney, Héroul et Jethou.

Échange de lettres du 27/30 juillet 1970 sur l'amélioration des assurances sociales des enseignants britanniques en France.

### République fédérale d'Allemagne-Norvège:

Accord du 2/6 septembre 1965 sur le service réciproque des prestations sociales.

### République fédérale d'Allemagne-Suisse:

Convention de sécurité sociale du 25 février 1964.

Convention complémentaire à la Convention de sécurité sociale du 24 octobre 1950, conclue le 24 décembre 1962.

Convention entre le Reich allemand et la Suisse concernant l'assurance-chômage des travailleurs des régions frontières du 4 février 1928.

### République fédérale d'Allemagne-Turquie:

Convention de sécurité sociale du 30 avril 1964.

Convention additionnelle du 28 mai 1969 portant modification de la Convention de sécurité sociale du 30 avril 1964.

### République fédérale d'Allemagne-Royaume-Uni:

Convention de sécurité sociale du 20 avril 1960.

Protocole sur les prestations en nature du 20 avril 1960.

Convention sur l'assurance-chômage du 20 avril 1960.

### Irland-Royaume-Uni:

Convention de sécurité sociale du 29 mars 1960.

Convention du 22 juillet 1964 relative à l'assurance sociale et à la réparation des lésions professionnelles conclue entre le Ministre de la Prévoyance sociale d'Irlande et le Ministère du Travail et de l'Assurance nationale d'Irlande du Nord.

Convention de sécurité sociale du 28 février 1966.

Convention de sécurité sociale du 3 octobre 1968.

Convention de sécurité sociale du 14 septembre 1971.

*Italie-Suisse:*

Convention de sécurité sociale du 14 décembre 1962.  
Accord complémentaire à la Convention de sécurité sociale du 14 décembre 1962, conclu le 18 décembre 1963. [Avenant du 4 juillet 1969 à la Convention de sécurité sociale du 14 décembre 1962.]

*Italie-Royaume-Uni:*

Convention relative aux assurances sociales du 28 novembre 1951.

*Luxembourg-Suisse:*

Convention de sécurité sociale du 3 juin 1967, à l'exception des articles 18 à 21.

*Luxembourg-Royaume-Uni:*

Convention sur la sécurité sociale du 13 octobre 1953.

*Malte-Royaume-Uni:*

Convention de sécurité sociale du 26 octobre 1956.  
Convention de sécurité sociale du 21 mars 1958.

*Pays-Bas-Suisse:*

Convention de sécurité sociale du 27 mai 1970.

*Pays-Bas-Turquie:*

Titre III de la Convention de sécurité sociale du 5 avril 1966.

*Pays-Bas-Royaume-Uni:*

Convention de sécurité sociale du 11 août 1954.  
Protocole du 11 août 1954 concernant les prestations en nature.

*Norvège-Royaume-Uni:*

Convention de sécurité sociale du 25 juillet 1957.

*Suède-Suisse:*

Convention du 17 décembre 1954 relative aux assurances sociales.

*Suède-Royaume-Uni:*

Convention de sécurité sociale du 9 juin 1956.

*Suisse-Turquie:*

Convention de sécurité sociale du 1<sup>er</sup> mai 1969.

*Suisse-Royaume-Uni:*

Convention de sécurité sociale du 21 février 1968.

*Turquie-Royaume-Uni:*

Convention d'assurance sociale du 9 septembre 1959.

**ANNEXE IV**

(Article 8, paragraphe 4)

**Prestations auxquelles les dispositions du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 de l'article 8 sont applicables***Danemark:*

Article 8, paragraphe 2, alinéa a):

Maternité:

Les prestations de maternité prévues au chapitre 3 de la Loi n° 236 du 3 juin 1967 sur les allocations familiales et autres prestations familiales.

Article 8, paragraphe 2, alinéa b), et paragraphe 3, alinéa a):

Invalidité:

— Les prestations prévues par la Loi n° 219 du 4 juin 1965 sur les pensions d'invalidité.

Décès:

— Les prestations prévues par la Loi n° 70 du 13 mars 1959 sur les pensions de veuve et l'assistance aux veuves.

Article 8, paragraphe 2, alinéa c), et paragraphe 3, alinéa b):

Vieillesse:

— Les prestations prévues par la Loi n° 218 du 4 juin 1965 sur les pensions de vieillesse.

*République fédérale d'Allemagne:*

Article 8, paragraphe 2, alinéa a):

Chômage:

— Les prestations prévues par le régime d'assistance-chômage.

*Islande:*

Article 8, paragraphe 2, alinéa a):

Maternité:

— La prime à la naissance prévue à l'article 18 de la Loi n° 40 du 30 avril 1963 sur la sécurité sociale.

Article 8, paragraphe 2, alinéa b), et paragraphe 3, alinéa a):

Invalidité:

— Les prestations d'invalidité prévues au chapitre II-B de la Loi n° 40 du 30 avril 1963 sur la sécurité sociale.

Décès:

— Les prestations de survivants prévues au chapitre II-B de la Loi n° 40 du 30 avril 1963 sur la sécurité sociale.

Article 8, paragraphe 2, alinéa c), et paragraphe 3, alinéa b):

Vieillesse:

— Les prestations de vieillesse prévues au chapitre II-B de la Loi n° 40 du 30 avril 1963 sur la sécurité sociale.

*Norvège:*

Article 8, paragraphe 2, alinéa a):

Maternité:

— L'allocation de maternité prévue au paragraphe 3 de la section 13 du chapitre 3 de la Loi du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale.

— L'allocation forfaitaire, l'allocation de secours et l'allocation d'éducation aux mères célibataires prévues aux paragraphes 2 et 3 du chapitre 12 de la Loi du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale.

Chômage:

— Les différentes catégories d'assistance prévues aux alinéas b), c), d) et e) de la section 1 du chapitre 4 de la Loi du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale.

*Suède:*

Article 8, paragraphe 2, alinéa a):

Maternité:

— L'allocation de maternité prévue par la Loi n° 381 du 25 mai 1962 sur l'assurance publique.

Article 8, paragraphe 2, alinéa b), et paragraphe 3, alinéa a):

Invalidité:

— La pension nationale prévue par la Loi n° 381 du 25 mai 1962 sur l'assurance publique et la Loi n° 382 du 25 mai 1962 portant introduction de la Loi sur l'assurance publique.

Décès:

— La pension nationale prévue par la Loi n° 381 du 25 mai 1962 sur l'assurance publique et la Loi n° 382 du 25 mai 1962 portant introduction de la Loi sur l'assurance publique.

Article 8, paragraphe 2, alinéa c), et paragraphe 3, alinéa b):

Vieillesse:

— La pension nationale prévue par la Loi n° 381 du 25 mai 1962 sur l'assurance publique et la Loi n° 382 du 25 mai 1962 portant introduction de la Loi sur l'assurance publique.

**ANNEXE V**

(Article 9, paragraphes 2 et 3)

**Dispositions dont le bénéfice est étendu aux ressortissants de toutes les Parties Contractantes****1 — (Article 9, paragraphe 2)***Autriche-Turquie:*

Convention de sécurité sociale du 12 octobre 1966.

*Chypre-Royaume-Uni:*

Convention de sécurité sociale du 6 octobre 1969.

*République fédérale d'Allemagne-Turquie:*

Convention de sécurité sociale du 30 avril 1964, à l'exception de l'article 4, paragraphe 1, et de l'article 8.

*République fédérale d'Allemagne-Royaume-Uni:*

Convention de sécurité sociale du 20 avril 1960, à l'exception de l'article 3, paragraphe 1, et de l'article 7, paragraphes 2, 3 et 4.

Protocole sur les prestations en nature du 20 avril 1960.  
Convention du 20 avril 1960 sur l'assurance-chômage, à l'exception de l'article 3 et de l'article 5, paragraphes 2, 3 et 4.

*Irlande-Royaume-Uni:*

Convention de sécurité sociale du 29 mars 1960.  
Convention du 22 juillet 1964 relative à l'assurance sociale et à la réparation des lésions professionnelles conclue entre le Ministre de la Prévoyance sociale d'Irlande et le Ministère du Travail et de l'Assurance nationale d'Irlande du Nord.  
Convention de sécurité sociale du 28 février 1966.  
Convention de sécurité sociale du 3 octobre 1968.  
Convention de sécurité sociale du 14 septembre 1971.

*Malte-Royaume-Uni:*

Convention de sécurité sociale du 26 octobre 1956.  
Convention de sécurité sociale du 21 mars 1958.

*Pays-Bas-Turquie:*

Titre III de la Convention de sécurité sociale du 5 avril 1966.

*Pays-Bas-Royaume-Uni:*

Convention de sécurité sociale du 11 août 1954.  
Protocole du 11 août 1954 concernant les prestations en nature.

**2 — (Article 9, paragraphe 3)**

(Néant.)

**ANNEXE VI**

(Article 11, paragraphe 3)

**Prestations auxquelles les dispositions du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 de l'article 11 ne sont pas applicables**

*Autriche:*

**Article 11, paragraphe 3, alinéa b):**

Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 11 ne sont pas applicables au supplément compensatoire de l'assurance-pensions.

*Belgique:*

**Article 11, paragraphe 3, alinéa c):**

Les pensions de retraite et de survie des régimes des ouvriers et des employés accordées sur la base des dispositions légales en vigueur avant le 1<sup>er</sup> janvier 1962, pour la partie de la pension qui correspond aux années antérieures à 1945 lorsque ces années ne sont pas des périodes d'assurance effective.

*Danemark:*

**Article 11, paragraphe 3, alinéa b):**

Les prestations d'invalidité prévues à l'article 15 de la Loi n° 219 du 4 juin 1965 sur la pension d'invalidité.

**Article 11, paragraphe 3, alinéa d):**

Le supplément de pension prévu à l'article 11 de la Loi n° 219 du 4 juin 1965 sur la pension d'invalidité, à l'article 10 de la Loi n° 218 du 4 juin 1965 sur la pension de vieillesse et au paragraphe 4 de l'article 3 de la Loi n° 70 du 13 mars 1959 sur la pension de veuve et l'assistance aux veuves, modifiée par la Loi n° 194 du 4 juin 1964.

*France:*

**Article 11, paragraphe 3, alinéa b):**

L'allocation spéciale.

**Article 11, paragraphe 3, alinéa c):**

Les allocations non contributives de vieillesse des non-salariés.

**Article 11, paragraphe 3, alinéa d):**

L'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité.

*Islande:*

**Article 11, paragraphe 3, alinéa d):**

Le supplément de pension de vieillesse ou d'invalidité prévu à l'article 21 de la Loi n° 40 du 30 avril 1963 sur la sécurité sociale.

*Irlande:*

**Article 11, paragraphe 3, alinéa b):**

Les pensions non contributives de vieillesse et les pensions non contributives de veuves et d'orphelins, et les allocations aux épouses abandonnées.

*Luxembourg:*

**Article 11, paragraphe 3, alinéa b):**

Les pensions de vieillesse, d'invalidité et de survivants des employés privés, pour la partie qui correspond aux périodes d'emploi antérieures à l'entrée en vigueur du régime d'assurance-pensions des employés privés.

*Norvège:*

**Article 11, paragraphe 3, alinéa c):**

Les majorations transitoires de prestations prévues au paragraphe 5 de l'article 5, au paragraphe 5 de l'article 7, au paragraphe 4 de l'article 8 et aux paragraphes 4, 5, 6 et 11 de l'article 10 de la Loi du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale.

**Article 11, paragraphe 3, alinéa d):**

La prestation de base et l'allocation de secours prévues au paragraphe 2 de l'article 8 de la Loi du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale.

L'allocation de secours aux survivants prévue au paragraphe 2 de l'article 10 de la Loi du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale.

L'allocation de secours et l'allocation transitoire aux mères célibataires prévues au paragraphe 3 de l'article 12 de la Loi du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale.

*Suède:*

**Article 11, paragraphe 3, alinéa a):**

Les prestations prévues au premier paragraphe de l'article 3 du chapitre 9 de la Loi n° 381 du 25 mai 1962 sur l'assurance publique.

**Article 11, paragraphe 3, alinéa c):**

La pension complémentaire prévue au chapitre 15 de la Loi n° 381 du 25 mai 1962 sur l'assurance publique et par la Loi n° 382 du 25 mai 1962 portant introduction de la Loi sur l'assurance publique.

Les prestations prévues à l'article 16 de la Loi n° 382 du 25 mai 1962 portant introduction de la Loi sur l'assurance publique.

**Article 11, paragraphe 3, alinéa d):**

Les prestations prévues au deuxième paragraphe de l'article 2 au deuxième paragraphe de l'article 3 et à l'article 5 du chapitre 9 de la Loi n° 381 du 25 mai 1962 sur l'assurance publique.

*Suisse:*

**Article 11, paragraphe 3, alinéa a):**

Les allocations pour impotents.

**Article 11, paragraphe 3, alinéa b):**

Les rentes extraordinaires de l'assurance-invalidité.

Les rentes extraordinaires de l'assurance-vieillesse et survivants.

**Article 11, paragraphe 3, alinéa d):**

Les rentes ordinaires d'invalidité allouées aux invalides dont le degré d'invalidité est inférieur à 50 %.

**ANNEXE VII**

(Article 72, paragraphe 1)

**Modalités particulières d'application des législations des Parties Contractantes**

**1 — Application de la législation autrichienne**

**A — Application de la législation autrichienne en ce qui concerne l'assurance-maladie, l'assurance-accidents du travail et maladies professionnelles et l'assurance-pensions**

**1 — Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 8 de la présente Convention et les dispositions correspondantes des conventions bilatérales mentionnées à l'Annexe III n'affectent pas les dispositions de la législation autrichienne concernant les droits à prestations acquis ou en cours d'acquisition dans l'assurance-pensions et dans l'assurance-accidents du travail et maladies professionnelles au titre d'activités professionnelles exercées à l'étranger, ainsi que les dispositions concernant la prise en compte des périodes d'activité professionnelle accomplies en qualité de travailleur indépendant sur le territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, mais en dehors du territoire de la République d'Autriche.**

**2 — Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 8 de la présente Convention n'affectent pas les dispositions des conventions bilatérales entre l'Autriche et d'autres États, qui règlent la charge de l'assurance.**

3 — En vertu des dispositions du paragraphe 1 de l'article 8 de la présente Convention, les périodes suivantes sont considérées comme périodes assimilées pour les ressortissants des autres Parties Contractantes, sans préjudice des autres conditions requises:

a) En ce qui concerne la première guerre mondiale, les périodes de service de guerre dans l'armée austro-hongroise ou dans l'armée d'un État allié à la Monarchie austro-hongroise, ainsi que les périodes assimilées de captivité (internement civil) et de rapatriement consécutif;

b) En ce qui concerne la deuxième guerre mondiale, les périodes de service de guerre dans les forces armées de l'ancien Reich allemand et de ses alliés, les périodes de service militaire ou de service de travail, ainsi que les périodes assimilées de service de secours ou de service de défense aérienne, de captivité (internement civil) et de rapatriement consécutif.

4 — Dans la mesure où, en vertu des dispositions de la législation autrichienne, le bénéfice de prestations d'assurance sociale ou de revenus d'une autre nature, l'exercice d'une activité professionnelle ou la constatation d'une situation d'assurance sociale ont des effets légaux sur un droit à prestations, sur l'octroi de prestations, sur l'assujettissement à l'assurance obligatoire ou sur l'admission à l'assurance volontaire, les prestations servies, les revenus acquis, l'activité exercée ou la situation constatée sur le territoire ou sous la législation d'une autre Partie Contractante entraînent les mêmes effets.

5 — Sont aussi considérées comme périodes neutres au sens de la législation autrichienne, pour l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations, des périodes correspondantes accomplies sous la législation de toute Partie Contractante.

6 — Les dispositions du chapitre 2 du titre III de la présente Convention ne sont pas applicables aux prestations de l'assurance-pensions des travailleurs indépendants du commerce et aux prestations de l'assurance-pensions complémentaire dans l'agriculture octroyées aux personnes qui, au moment de l'entrée en vigueur des dispositions légales applicables, ayant déjà dépassé un âge déterminé.

7 — Aux fins de la détermination, dans l'assurance-pensions autrichienne, du régime envers lequel il existe un droit à prestations et de l'institution compétente pour le service des prestations, les périodes d'assurance accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes sont prises en considération selon la nature de l'activité professionnelle exercée pendant ces périodes. Les périodes d'assurance pendant lesquelles aucune activité professionnelle n'a été exercée sont prises en considération selon la nature de l'activité professionnelle exercé en dernier lieu avant ces périodes; lorsque la nature de l'activité professionnelle ne peut pas être établie ou lorsque aucune activité professionnelle n'a été exercée pendant toute la durée de l'assurance, ces périodes d'assurance sont prises en considération comme si elles avaient été accomplies dans des conditions selon lesquelles l'Institut d'assurance sociale des ouvriers serait compétent. Les périodes durant lesquelles existe ou a existé un droit au titre de l'assurance d'une autre Partie Contractante, à la suite de la réalisation de l'éventualité d'invalidité ou de vieillesse, sont prises en considération selon la nature de l'activité professionnelle exercée en dernier lieu avant la réalisation de l'éventualité. Pour déterminer s'il existe un droit à prestations envers le régime autrichien d'assurance-pensions des mineurs, les périodes d'assurance accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes ne sont prises en considération que pour autant qu'il s'agisse de périodes au sens des dispositions du paragraphe 4 de l'article 28 de la présente Convention.

8 — Les périodes d'assurance qui n'ont pas été accomplies, mais qui doivent être considérées comme des périodes d'assurance en vertu des dispositions de la législation autrichienne, sont prises en considération comme si elles avaient été accomplies sous la législation autrichienne.

9 — Lorsque, en application des dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 30 de la présente Convention, la base de cotisation en vue de l'établissement de la base de calcul ne peut pas être déterminée en vertu des dispositions de la législation autrichienne, dans le cas où la date de référence est située avant le 1<sup>er</sup> janvier 1962, la base de cotisation sera déterminée en multipliant le salaire usuel au 31 décembre 1946, pour un travailleur de même catégorie, par le coefficient fixé en vertu des dispositions de la législation autrichienne, jusqu'à concurrence du plafond de la base de cotisation en vigueur pour la période considérée.

10 — Pour la détermination du montant théorique en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 29 de la présente Convention, les périodes d'assurance à prendre en considération, en vertu des dispositions des législations d'autres Parties Contractantes, doivent être prises en considération sans tenir compte des dis-

positions de la législation autrichienne concernant la prise en considération de périodes d'assurance.

11 — Pour l'application des dispositions des paragraphes 2 et 4 de l'article 29 de la présente Convention, les règles suivantes sont applicables:

a) Les périodes d'assurance simultanées sont à prendre en considération dans les limites de leur durée;

b) Les suppléments compensatoires en vertu des dispositions de la législation autrichienne sont à calculer après la détermination du montant des prestations dues.

12 — Lorsque, en calculant le montant du supplément autrichien, le nombre maximal de mois d'assurance doit être pris en considération, le prorata visé au paragraphe 4 de l'article 29 de la présente Convention doit être déterminé sur la base de toutes les périodes d'assurance prises en considération pour le calcul du montant théorique, sans tenir compte de ce nombre maximal.

13 — Les dispositions de la législation autrichienne concernant la suspension des pensions, dans le cas où le bénéficiaire se trouve à l'étranger, doivent être appliquées après la détermination de la prestation partielle, tandis que celles qui concernent d'autres situations doivent être appliquées avant la détermination de la prestation partielle.

14 — Les périodes d'assurance accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes ne sont pas prises en considération en ce qui concerne les conditions d'ouverture du droit à la prime de fidélité des mineurs et l'octroi de cette prime.

15 — L'allocation d'impotence doit être calculée, en vertu des dispositions de la législation autrichienne, sur la base du montant de la prestation autrichienne déterminé en application des dispositions du paragraphe 4 de l'article 29 de la présente Convention, dans les limites du montant maximal réduit au prorata selon ces dispositions; si l'allocation d'impotence est d'un montant fixe, ce montant est réduit au prorata selon les dispositions du paragraphe 4 dudit article 29. Lorsque, en vertu des dispositions de la législation autrichienne, un droit à prestations est ouvert sans avoir recours aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 28 de la présente Convention, le montant maximal (ou le montant fixe) ne doit pas être réduit, à moins qu'une allocation d'impotence ou une prestation similaire ne soit accordée en vertu des dispositions de la législation d'une autre Partie Contractante.

16 — Les paiements spéciaux de pensions prévus par l'assurance-pensions autrichienne sont payables pour le même montant que la prestation déterminée en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 29 de la présente Convention; les dispositions de l'article 34 de la présente Convention sont applicables par analogie.

17 — Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 28 de la Convention ne seront, d'après la législation autrichienne, appliquées à aucune demande de pension de vieillesse anticipée, telle que définie par cette législation, en cas de chômage ou de longue durée d'assurance.

#### B — Application de la législation autrichienne en ce qui concerne l'assurance-chômage

1 — Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 8 de la présente Convention n'affectent pas les dispositions de la législation autrichienne concernant le secours d'urgence.

2 — Les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 51 de la présente Convention concernant la totalisation des périodes ne sont pas applicables pour l'acquisition du droit à l'allocation de congé non payé.

#### II — Application de la législation danoise

En ce qui concerne les prestations de chômage, le Gouvernement du Danemark s'engage à encourager les Caisses de chômage agréées à appliquer les dispositions de la présente Convention, dans la mesure où elles sont en vigueur à l'égard du Danemark.

#### III — Application de la législation française

1 — Le principe de l'égalité de traitement énoncé à l'article 8 de la présente Convention ne s'applique pas à la Loi n° 65 555 du 10 juillet 1965 accordant aux français exerçant ou ayant exercé à l'étranger une activité professionnelle salariée ou non salariée la faculté d'accès au régime de l'assurance volontaire vieillesse.

2 — Le droit à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, aux allocations non contributives de vieillesse des personnes non salariées et à l'allocation spéciale n'est ouvert, en application de la présente Convention, qu'aux personnes qui justifient avoir résidé en France pendant au moins dix années entre l'âge de seize ans et l'âge d'admission au bénéfice desdites allocations, dont cinq années consécutives immédiatement avant la demande d'allocations.

3 — Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux dispositions de la législation française en vertu desquelles sont prises en considération pour l'ouverture du droit à l'allocation aux vieux travailleurs salariés et aux allocations non contributives de vieillesse des personnes non salariées les périodes d'activité professionnelle accomplies sur le territoire français.

4 — L'allocation spéciale et l'indemnité cumulable prévues par le régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs des mines ne sont servies qu'aux personnes qui travaillent dans les mines françaises.

5 — Le principe de l'égalité de traitement énoncé à l'article 8 de la présente Convention ne s'applique pas à la législation relative aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi. Le droit aux prestations prévues par cette législation est subordonné à la condition que l'intéressé ait résidé en France pendant trois mois immédiatement avant la demande de prestations.

#### IV — Application de la législation de la République fédérale d'Allemagne

1 — a) Pour autant que cette indemnisation ne soit pas déjà prescrite par la législation allemande en matière d'assurance obligatoire contre les accidents, les institutions allemandes indemnisent également en vertu des dispositions de la présente Convention, tant que la victime ou ses survivants résident sur le territoire d'une Partie Contractante, les accidents et maladies professionnelles survenus en Alsace-Lorraine avant le 1<sup>er</sup> janvier 1919 et dont la charge n'a pas été reprise par les institutions françaises conformément à la décision du Conseil de la Société des Nations en date du 21 juin 1921 (Reichsgesetzblatt, p. 1289).

b) Les dispositions de l'article 11 de la présente Convention ne portent pas atteinte aux dispositions de la législation allemande en vertu desquelles les accidents et maladies professionnelles survenus hors du territoire de la République fédérale d'Allemagne, ainsi que les périodes accomplies hors de ce territoire, ne donnent pas lieu ou ne donnent lieu que dans certaines conditions au paiement de prestations lorsque les bénéficiaires résident hors du territoire de la République fédérale d'Allemagne.

2 — a) Pour déterminer si des périodes considérées par la législation allemande comme périodes d'interruption (Ausfallzeiten) ou périodes complémentaires (Zurechnungszeiten) doivent être prises en compte comme telles, les cotisations obligatoires versées en vertu de la législation d'une autre Partie Contractante et l'affiliation à l'assurance-pensions d'une autre Partie Contractante sont assimilées aux cotisations obligatoires versées en vertu de la législation allemande et à l'affiliation à l'assurance-pensions allemande. Lors du calcul du nombre de mois civils écoulés entre la date de l'affiliation à l'assurance et la date de la réalisation de l'éventualité, les périodes assimilées en vertu de la législation d'une autre Partie Contractante, qui sont comprises entre ces deux dates, ne sont pas prises en considération, de même que les périodes au cours desquelles l'intéressé a bénéficié d'une pension ou d'une rente.

b) L'alinéa précédent n'est pas applicable à la durée forfaitaire d'interruption (pauschale Ausfallzeit).

c) La prise en compte d'une période complémentaire (Zurechnungszeit) en vertu de la législation allemande sur l'assurance-pensions des travailleurs des mines est en outre subordonnée à la condition que la dernière cotisation versée en vertu de la législation allemande ait été versée à l'assurance-pensions des travailleurs des mines.

d) Pour la prise en compte des périodes allemandes de compensation (Ersatzzeiten), seule la législation allemande est applicable.

3 — a) S'il y a cumul d'une pension d'invalidité professionnelle (Berufsunfähigkeit) ou d'invalidité générale (Erwerbsunfähigkeit) ou d'une pension de vieillesse due en vertu de la législation allemande avec une rente due en vertu de la législation d'une autre Partie Contractante en raison d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, on prendra en considération comme rémunération annuelle celle qui, en vertu de la législation allemande, devrait être prise en considération au moment de l'accident pour une victime se trouvant dans une situation comparable; à cet effet, il y a lieu d'appliquer les dispositions en vigueur au lieu de résidence de l'intéressé sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne ou s'il réside hors de ce territoire, les dispositions en vigueur au lieu du siège de l'institution compétente de l'assurance-pensions allemande. La rémunération de la victime dont il s'agit doit être déterminée ou recalculée selon les dispositions de la législation allemande.

b) Le total de la rente d'assurance-accidents et le montant théorique de la prestation, au sens du paragraphe 2 de l'article 29 de la présente Convention, à l'exclusion des compléments de prestations, suppléments pour enfants et majorations de l'assurance complémentaire (Möberversicherung), est comparé au montant

maximal pris en considération en application de l'alinéa précédent; la somme dont ce total excède le montant maximal en question constitue le montant fictif de la réduction. Celui-ci est réparti à proportion de la durée d'assurance, selon les dispositions du paragraphe 4 de l'article 29 de la présente Convention; la partie correspondant à la durée d'assurance allemande doit être déduite du prorata allemand.

4 — En ce qui concerne la suppression de la prestation compensatoire du régime minier, les entreprises minières sur le territoire d'une autre Partie Contractante sont assimilées aux entreprises minières allemandes.

5 — Les institutions allemandes d'assurance-pensions appliquent le paragraphe 5 de l'article 29 de la présente Convention, lorsque:

a) La législation en vigueur avant le 1<sup>er</sup> janvier 1957 concernant le calcul de la pension est applicable;

b) Une période complémentaire (Zurechnungszeit) doit être prise en considération; ou

c) Un supplément pour enfants doit être pris en considération.

6 — Les dispositions du chapitre 2 du titre III de la présente Convention ne sont pas applicables à l'assurance-pensions dans la sidérurgie et au régime d'aide aux vieux agriculteurs.

#### V — Application de la législation luxembourgeoise

1 — Par dérogation aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 74 de la présente Convention, les périodes d'assurance et les périodes accomplies avant le 1<sup>er</sup> janvier 1946 sous la législation luxembourgeoise d'assurance-pensions (invalidité, vieillesse et décès) ne seront prises en considération pour l'application de cette législation que dans la mesure où les droits en cours d'acquisition auront été maintenus au moment de l'entrée en vigueur de ladite Convention ou recouvrée ultérieurement conformément à cette seuil la législation ou aux conventions bilatérales de sécurité sociale en vigueur ou à conclure. Au cas où plusieurs conventions sont appelées à intervenir, les périodes d'assurance et les périodes assimilées sont prises en considération à partir de la date la plus ancienne.

2 — Pour l'attribution de la part fondamentale dans les pensions luxembourgeoises, les périodes d'assurance accomplies sous la législation luxembourgeoise par des travailleurs ne résidant pas sur le territoire luxembourgeois sont assimilées à des périodes de résidence.

3 — Le complément dû, le cas échéant, pour parfaire la pension minimum, ainsi que le supplément pour enfant, est versé dans la même proportion que la part fondamentale à charge de l'Etat et des communes.

#### VI — Application de la législation néerlandaise

##### A — Application de la législation néerlandaise sur l'assurance-vieillesse générale

1 — Pour l'application de l'article 29 de la présente Convention, sont également considérées comme périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise sur l'assurance-vieillesse générale les périodes antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1957 durant lesquelles le bénéficiaire, qui ne remplit pas les conditions lui permettant de bénéficier de l'assimilation de ces périodes aux périodes d'assurance, a résidé sur le territoire des Pays-Bas après l'âge de quinze ans accomplis ou durant lesquelles, tout en résidant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, il a exercé une activité salariée aux Pays-Bas pour un employeur établi dans ce pays.

2 — Il n'y a pas lieu de tenir compte des périodes à prendre en considération en vertu du paragraphe précédent, lorsqu'elles coïncident avec des périodes prises en considération pour le calcul de la pension de vieillesse due au titre de la législation d'une autre Partie Contractante.

3 — Dans le cas de la femme mariée dont le mari a droit à une pension en vertu de la législation néerlandaise sur l'assurance-vieillesse générale, sont également prises en considération les périodes antérieures à la date où l'intéressée a atteint l'âge de soixante-cinq ans accomplis et pendant lesquelles, étant mariée, elle a résidé durant ce mariage sur le territoire de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes, pour autant que ces périodes coïncident avec les périodes d'assurance accomplies par son mari sous cette législation et avec celles à prendre en considération en vertu du paragraphe 1 ci-dessus.

4 — Il n'y a pas lieu de tenir compte des périodes à prendre en considération, dans le cas de la femme mariée, en vertu du paragraphe précédent, lorsqu'elles coïncident avec des périodes prises en considération pour le calcul de la pension de vieillesse qui lui est due au titre de la législation d'une autre Partie Contractante ou avec des périodes pendant lesquelles elle a bénéficié d'une pension de vieillesse en vertu d'une telle législation.

5 — Dans le cas de la femme qui a été mariée et dont le mari a été soumis à la législation néerlandaise sur l'assurance-vieillesse ou est censé avoir accompli des périodes d'assurance au sens du paragraphe 1 ci-dessus, les dispositions des deux paragraphes précédents sont applicables par analogie.

6 — Les périodes antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1957 ne sont prises en considération pour le calcul de la pension de vieillesse que si l'intéressé a résidé durant six ans sur le territoire de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes après l'âge de cinquante-neuf ans accomplis et s'il réside sur le territoire de l'une de ces Parties.

#### B — Application de la législation néerlandaise sur l'assurance générale des veuves et des orphelins

1 — Pour l'application des dispositions de l'article 29 de la présente Convention, sont également considérées comme périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise sur l'assurance générale des veuves et des orphelins, les périodes antérieures au 1<sup>er</sup> octobre 1959 durant lesquelles le défunt a résidé sur le territoire des Pays-Bas après l'âge de quinze ans accomplis ou pendant lesquelles, tout en résidant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, il a exercé une activité salariée aux Pays-Bas pour un employeur établi dans ce pays.

2 — Il n'y a pas lieu de tenir compte des périodes à prendre en considération en vertu du paragraphe précédent lorsqu'elles coïncident avec des périodes d'assurance accomplies sous la législation d'une autre Partie Contractante relative aux prestations aux survivants.

#### C — Application de la législation néerlandaise sur l'assurance contre l'incapacité de travail

1 — Pour l'application des dispositions de l'article 29 de la présente Convention, sont également considérés comme périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise sur l'assurance contre l'incapacité de travail les périodes de travail salarié et les périodes assimilées accomplies aux Pays-Bas avant le 1<sup>er</sup> juillet 1967.

2 — Si lesdites périodes ont été accomplies aux Pays-Bas exclusivement avant le 1<sup>er</sup> juillet 1967, les gains sur lesquels repose le calcul des prestations seront déterminés sur la base des montants prévus par la loi du 2 février 1967 portant réglementation transitoire de l'assurance contre l'incapacité de travail, adaptées à l'évolution de l'indice des salaires depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1967.

3 — Les dispositions des alinéas *a*) et *d*) du paragraphe 1 de l'article 35 de la présente Convention ne sont pas appliquées par les institutions néerlandaises aux prestations calculées sur la base d'une invalidité de moins de 45 pour cent, si l'aggravation de l'invalidité préexistante est manifestement due à une cause autre que celle qui a entraîné l'invalidité au titre de l'quelle les prestations sont perçues.

#### D — Application de la législation néerlandaise sur l'assurance facultative continuée

Le principe d'égalité de traitement énoncé à l'article 8 de la présente Convention ne s'applique pas à l'assurance-vieillesse facultative continuée en ce qui concerne le paiement des cotisations réduites.

### VII — Application de la législation norvégienne

L'application des dispositions du deuxième alinéa du paragraphe 4 de l'article 1 de la loi du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale ne peut être étendue aux non-nationaux.

L'application de la législation norvégienne ne peut être étendue aux non-nationaux dans les îles du Spitzberg, à moins qu'ils ne soient occupés par un employeur norvégien.

### VIII — Application de la législation suédoise

En ce qui concerne les prestations de chômage, le Gouvernement de la Suède s'engage à encourager les Caisses de chômage agréées à appliquer les dispositions de la présente Convention, dans la mesure où elles sont en vigueur à l'égard de la Suède.

### IX — Application de la législation suisse

1 — Le principe de l'égalité de traitement énoncé à l'article 8 de la présente Convention ne s'applique pas:

*a*) À l'assurance-vieillesse et survivants facultative et à l'assurance-invalidité facultative des ressortissants suisses à l'étranger;

*b*) À l'assurance-vieillesse et survivants et à l'assurance-invalidité des ressortissants suisses travaillant à l'étranger pour le compte d'un employeur en Suisse;

*c*) Aux prestations de secours versées à des invalides suisses résidant à l'étranger;

*d*) Aux rentes extraordinaires de l'assurance-vieillesse et survivant versées aux ressortissants suisses nés avant le 1<sup>er</sup> juillet 1883 et à leurs survivants.

2 — Les rentes extraordinaires de l'assurance-invalidité ou les rentes de vieillesse venant à s'y substituer sont accordées aux ressortissants des Parties Contractantes, à condition qu'ils aient résidé en Suisse pendant cinq années immédiatement avant la demande de prestations.

Les rentes extraordinaires de l'assurance-vieillesse et survivants sont accordées aux ressortissants des Parties Contractantes à condition qu'ils aient résidé en Suisse pendant dix années immédiatement avant la demande de prestations, s'il s'agit de rentes de vieillesse, ou à condition que le défunt y ait résidé pendant cinq années immédiatement avant la demande de prestations s'il s'agit de rentes de survivants ou de rentes de vieillesse venant à s'y substituer.

La durée de résidence dont il s'agit est considérée comme ininterrompue, lorsque le séjour hors du territoire suisse n'excède pas trois mois au cours d'une année civile. Les périodes de résidence en Suisse, pendant lesquelles la personne intéressée a été exemptée de l'assujettissement à l'assurance-invalidité, vieillesse et survivants suisse, ne sont pas prises en compte dans la durée de résidence requise.

3 — Lorsque des ressortissants des Parties Contractantes ont acquis un droit aux prestations de l'assurance-invalidité vieillesse et survivants suisse, il sera fait application des dispositions du paragraphe 5 de l'article 29 de la présente Convention pour le calcul du montant des rentes dues par l'assurance suisse.

4 — En ce qui concerne le droit à la rente ordinaire d'invalidité, les ressortissants des Parties Contractantes sont considérés comme assurés au sens des dispositions légales suisses si, au moment de la survenance de l'invalidité, ils sont affiliés à l'assurance-pensions de l'une des Parties Contractantes ou peuvent faire valoir des droits à prestations d'invalidité au titre de la législation de l'une des Parties Contractantes.

5 — *a*) Les ressortissants des Parties Contractantes peuvent prétendre au bénéfice des mesures de réadaptation, conformément à la législation fédérale sur l'assurance-invalidité, aussi longtemps qu'ils conservent leur domicile en Suisse, pour autant qu'ils aient versé des cotisations à l'assurance suisse au moins pendant une année entière précédant immédiatement le moment où ils doivent bénéficier de ces mesures.

*b*) Les épouses et les veuves qui n'exercent pas d'activité lucrative, ainsi que les enfants mineurs des ressortissants des Parties Contractantes, peuvent prétendre au bénéfice des mesures de réadaptation, conformément à la législation fédérale sur l'assurance-invalidité, aussi longtemps qu'ils conservent leur domicile en Suisse, pour autant qu'ils y aient résidé d'une manière ininterrompue au moins pendant une année précédant immédiatement le moment où ils doivent bénéficier de ces mesures.

*c*) Les enfants mineurs des ressortissants des Parties Contractantes peuvent prétendre au bénéfice des mesures de réadaptation, conformément à la législation fédérale sur l'assurance-invalidité, lorsqu'ils ont leur domicile en Suisse et y sont nés invalides ou lorsqu'ils ont résidé en Suisse d'une manière ininterrompue depuis leur naissance.

#### Accord Complémentaire pour l'Application de la Convention Européenne de Sécurité Sociale

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la Convention européenne de Sécurité sociale et du présent Accord complémentaire,

Considérant qu'aux termes du paragraphe 1 de l'article 80 de la Convention européenne de Sécurité sociale, l'application de celle-ci est réglée par les dispositions d'un Accord complémentaire,

Sont convenus de ce qui suit :

#### TITRE I

#### Dispositions générales

#### ARTICLE 1

Aux fins de l'application du présent Accord complémentaire :

*(a)* le terme "Convention" désigne la Convention européenne de Sécurité sociale;

*(b)* le terme "Accord" désigne l'Accord complémentaire pour l'application de la Convention;

*(c)* le terme "Comité" désigne le Comité d'experts en matière de Sécurité sociale du Conseil de l'Europe ou tout autre Comité que le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe peut charger d'accomplir les tâches visées à l'article 2 de l'Accord;

*(d)* le terme "travailleur saisonnier" désigne un travailleur qui se rend sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui où il réside, afin d'y effectuer,

pour le compte d'une entreprise ou d'un employeur de cette Partie, un travail à caractère saisonnier dont la durée ne doit pas excéder huit mois, et qui séjourne sur le territoire de ladite Partie pendant la durée de son travail; par travail à caractère saisonnier il convient d'entendre un travail qui dépend du rythme des saisons et se répète automatiquement chaque année; la justification de la qualité de saisonnier est établie par la production du contrat de travail visé par les services de l'emploi de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle le travailleur saisonnier vient exercer son activité ou d'un document visé par ces services et attestant que l'intéressé dispose d'un emploi saisonnier sur ce territoire;

(e) les termes définis à l'article 1 de la Convention ont la signification qui leur est attribuée audit article.

## ARTICLE 2

1. Les modèles des certificats, attestations, déclarations, demandes et autres documents nécessaires à l'application de la Convention et de l'Accord sont établis par le Comité. Si deux ou plusieurs Parties Contractantes conviennent d'utiliser d'autres modèles de ces documents, elles en informeront le Comité.

2. Le Comité peut réunir, à la demande des autorités compétentes de toute Partie Contractante, des informations sur les dispositions des législations auxquelles s'applique la Convention.

3. Le Comité peut préparer des guides destinés à faire connaître aux intéressés leurs droits, ainsi que les formalités administratives qui leur incombent pour les faire valoir.

## ARTICLE 3

1. Les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent désigner des organismes de liaison habilités à communiquer directement entre eux, ainsi qu'avec les institutions de toute Partie Contractante, à condition d'y être autorisés par l'autorité compétente de cette Partie.

2. Toute institution d'une Partie Contractante, ainsi que toute personne résidant ou séjournant sur le territoire d'une Partie Contractante, peut s'adresser à l'institution d'une autre Partie Contractante, soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes de liaison.

## ARTICLE 4

1. L'Annexe 1 mentionne l'autorité compétente ou les autorités compétentes de chaque Partie Contractante.

2. L'Annexe 2 mentionne les institutions compétentes de chaque Partie Contractante.

3. L'Annexe 3 mentionne les institutions du lieu de résidence et les institutions du lieu de séjour de chaque Partie Contractante.

4. L'Annexe 4 mentionne les organismes de liaison désignés par les autorités compétentes des Parties Contractantes en vertu du paragraphe 1 de l'article 3 de l'Accord.

5. L'Annexe 5 mentionne les dispositions visées à l'alinéa (b) de l'article 6 et au paragraphe 2 de l'article 46 de l'Accord.

6. L'Annexe 6 mentionne le nom et le siège des banques visées au paragraphe 1 de l'article 48 de l'Accord.

7. L'Annexe 7 mentionne les institutions désignées par les autorités compétentes des Parties Contractantes en vertu des dispositions du paragraphe 1 de l'article 7, du paragraphe 1 de l'article 12, des paragraphes 2 et 3 de l'article 14, de l'article 34, du paragraphe 1 de l'article 57, du paragraphe 1 de l'article 63, du paragraphe 2 de l'article 72, du paragraphe 2 de l'article 73, de l'article 76, de l'article 77, du paragraphe 2 de l'article 78, du paragraphe 1 de l'article 83, de l'article 84 et du paragraphe 2 de l'article 87 de l'Accord.

## ARTICLE 5

Deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent fixer d'un commun accord, pour ce qui les concerne, des modalités d'application différentes de celles qui sont prévues par l'Accord.

## ARTICLE 6

L'Accord se substitue :

(a) aux accords relatifs à l'application des conventions de sécurité sociale auxquelles se substitue la Convention;

(b) aux dispositions relatives à l'application des dispositions de conventions de sécurité sociale visées au paragraphe 3 de l'article 6 de la Convention, à moins que ces dispositions ne soient mentionnées à l'Annexe 5.

## TITRE II

### APPLICATION DU TITRE I DE LA CONVENTION

(Dispositions générales)

*Application de l'article 10 de la Convention*

## ARTICLE 7

1. Si, compte tenu des dispositions de l'article 10 de la Convention, l'intéressé satisfait aux conditions requises pour l'admission à l'assurance facultative continuée en cas d'invalideité, de vieillesse ou de décès (pensions) dans plusieurs régimes, au titre de la législation d'une Partie Contractante, et s'il n'a pas été assujetti à l'assurance obligatoire dans l'un de ces régimes au titre de son dernier emploi, il ne peut bénéficier de ces dispositions que pour l'admission à l'assurance facultative continuée dans le régime qui aurait été compétent s'il avait occupé, sous la législation de cette Partie, l'emploi assujetti à l'assurance-pension qu'il a occupé en dernier lieu sous la législation d'une autre Partie Contractante. Au cas où ledit emploi

n'aurait pas entraîné l'assujettissement à l'assurance obligatoire en vertu de la législation de la première Partie ou s'il n'est pas possible de déterminer la nature de cet emploi, l'autorité compétente de cette Partie ou l'institution désignée par elle détermine le régime dans lequel l'assurance facultative peut être continuée.

2. Pour bénéficier des dispositions de l'article 10 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution de la Partie Contractante en cause un certificat relatif aux périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, aux périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante. Ce certificat est délivré, à la demande de l'intéressé ou de ladite institution, par l'institution ou les institutions auprès desquelles il a accompli les périodes dont il s'agit.

*Application de l'article 13 de la Convention*

## ARTICLE 8

Lorsque le bénéficiaire d'une prestation due au titre de la législation d'une Partie Contractante a également droit à prestations au titre de la législation de l'une ou de plusieurs des autres Parties Contractantes, les règles suivantes sont applicables :

(a) au cas où l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de la Convention entraînerait la réduction, la suspension ou la suppression concomitante de ces prestations, chacune d'elles ne peut être réduite, suspendue ni supprimée pour un montant supérieur au montant obtenu en divisant le montant sur lequel porte la réduction, la suspension ou la suppression en vertu de la législation au titre de laquelle cette prestation est due par le nombre de prestations sujettes à réduction, à suppression ou à suppression auxquelles le bénéficiaire a droit;

(b) toutefois, s'il s'agit de prestations d'invalideité, de vieillesse ou de décès (pensions) liquidées conformément aux dispositions de l'article 29 de la Convention par l'institution d'une Partie Contractante, cette institution tient compte des prestations, revenus ou rémunérations de nature à entraîner la réduction, la suspension ou la suppression de la prestation due par elle, non pour le calcul du montant théorique visé aux paragraphes 2 et 3 de l'article 29 de la Convention, mais exclusivement pour la réduction, la suspension ou la suppression du montant visé au paragraphe 4 ou au paragraphe 5 du même article 29; toutefois, ces prestations, revenus ou rémunérations ne sont comptés que pour une fraction de leur montant, déterminée au prorata de la durée des périodes accomplies, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 29 de la Convention;

(c) pour l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de la Convention, les institutions compétentes en cause se communiquent, sur demande, tous renseignements appropriés;

(d) pour l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de la Convention, le cours officiel de change à prendre en considération est le cours valable le premier jour du mois au cours duquel s'effectue la dernière opération de liquidation ou, le cas échéant, le cours valable lors du nouveau calcul de la pension ou de la rente.

## ARTICLE 9

Si une personne ou un membre de sa famille peut prétendre au bénéfice des prestations de maternité au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes, ces prestations sont accordées exclusivement au titre de la législation de celle de ces Parties sur le territoire de laquelle a eu lieu l'accouchement ou, si l'accouchement n'a pas eu lieu sur le territoire de l'une de ces Parties, exclusivement au titre de la législation à laquelle cette personne a été soumise en dernier lieu.

## ARTICLE 10

1. En cas de décès survenu sur le territoire d'une Partie Contractante, seul est maintenu le droit à l'allocation au décès acquis au titre de la législation de cette Partie, à l'exclusion des droits acquis au titre de la législation de toute autre Partie Contractante.

2. En cas de décès survenu sur le territoire d'une Partie Contractante, alors que le droit à l'allocation au décès est acquis exclusivement au titre des législations de deux ou plusieurs autres Parties Contractantes, ou en cas de décès survenu hors du territoire de toute Partie Contractante, alors que ce droit est acquis au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes, seul est maintenu le droit acquis au titre de la législation de la Partie Contractante à laquelle une personne ouvrant droit à l'allocation au décès a été soumise en dernier lieu, à l'exclusion des droits acquis au titre de la législation de toute autre Partie Contractante.

## ARTICLE 11

Si, au cours de la même période, deux ou plusieurs personnes ont droit à des allocations familiales au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes pour les mêmes membres de famille, la Partie Contractante à la législation de laquelle est soumis le soutien principal de famille est considérée comme seul Etat compétent. Toutefois, au cas où des allocations familiales sont dues en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle résident ou sont élevés les enfants, en raison de l'exercice d'un emploi ou d'une activité professionnelle, cette Partie est considérée comme seul Etat compétent.

## TITRE III

### APPLICATION DU TITRE II DE LA CONVENTION (Dispositions relatives à la législation applicable)

*Application des paragraphes 1 et 2 de l'article 16 de la Convention*

## ARTICLE 12

1. Dans les cas visés à l'alinéa (a) (i) du paragraphe 1 et à l'alinéa (a) du paragraphe 2 de l'article 15 de la Convention, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante dont la législation demeure applicable remet au tra-

vailleur salarié, à la demande de celui-ci ou de son employeur, si les conditions requises sont remplies, un certificat de détachement attestant qu'il demeure soumis à cette législation.

2. L'accord prévu à l'alinéa (a) (ii) du paragraphe 1 de l'article 15 de la Convention doit être demandé par l'employeur. L'assentiment du travailleur intéressé est requis si la législation de la Partie Contractante visée au paragraphe précédent le prévoit.

#### ARTICLE 13

Lorsque, en vertu de l'alinéa (b) ou de l'alinéa (c) du paragraphe 1 de l'article 15 de la Convention, la législation d'une Partie Contractante est applicable à un travailleur salarié dont l'employeur ne se trouve pas sur le territoire de ladite Partie, cette législation est appliquée comme si ce travailleur était occupé au lieu où il réside sur ledit territoire, notamment en vue de déterminer l'institution compétente.

#### Application de l'article 17 de la Convention

#### ARTICLE 14

1. Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 17 de la Convention demeurent applicables jusqu'à la date de l'option prévue au paragraphe 2 dudit article 17.

2. Le travailleur salarié qui exerce son droit d'option en informe l'institution compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il est occupé, ainsi que l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante pour la législation de laquelle il a opté, en avisant en même temps son employeur. Cette institution en informe, en tant que de besoin, toute autre institution de cette dernière Partie, conformément aux directives émises par l'autorité compétente de cette Partie.

3. L'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante pour la législation de laquelle le travailleur salarié a opté lui remet un certificat attestant qu'il est soumis à la législation de cette Partie, pendant qu'il est occupé dans la mission diplomatique ou le poste consulaire dont il s'agit, ou pendant qu'il est au service privé d'agents de cette mission ou de ce poste.

4. Si le travailleur salarié a opté pour l'application de la législation de la Partie Contractante, Etat accédant ou Etat d'envoi, les dispositions de cette législation sont appliquées comme si le travailleur salarié était occupé au lieu où le gouvernement de ladite Partie a son siège.

#### TITRE IV

#### Totalisation des périodes d'assurance et de résidence

#### Application des articles 10, 19, 28, 49 et 51 de la Convention

#### ARTICLE 15

1. Dans les cas visés à l'article 10, à l'article 19, aux paragraphes 1 à 4 de l'article 28, à l'article 49 et aux paragraphes 1 à 3 de l'article 51 de la Convention, sans préjudice, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 4 de l'article 28 ou du paragraphe 3 de l'article 51 de la Convention, la totalisation des périodes d'assurance et de résidence n'effectue conformément aux règles suivantes :

(a) aux périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation d'une Partie Contractante s'ajoutent les périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, les périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante, dans la mesure où il est nécessaire d'y faire appel pour compléter les périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation de la première Partie, en vue de l'admission, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations, à condition que ces périodes ne se superposent pas; s'il s'agit de prestations d'invalidité, de vieillesse ou de décès (pensions) à liquider par les institutions de deux ou plusieurs Parties Contractantes conformément aux dispositions de l'article 29 de la Convention, chacune des institutions en cause procède séparément à cette totalisation, en tenant compte de l'ensemble des périodes d'assurance ou de résidence accomplies par l'intéressé sous les législations de toutes les Parties Contractantes auxquelles il a été soumis;

(b) lorsqu'une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance obligatoire sous la législation d'une Partie Contractante coïncide avec une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance volontaire ou facultative continuée sous la législation d'une autre Partie Contractante, seule la première est prise en compte, sans préjudice des dispositions de la seconde phrase du paragraphe 2 de l'article 16 de la Convention;

(c) lorsqu'une période d'assurance effective accomplie sous la législation d'une Partie Contractante coïncide avec une période assimilée à une période d'assurance effective en vertu de la législation d'une autre Partie Contractante, seule la première est prise en compte;

(d) toute période assimilée à une période d'assurance effective en vertu des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes n'est prise en compte que par l'institution de celle de ces Parties à la législation de laquelle l'intéressé a été soumis à titre obligatoire en dernier lieu avant ladite période; au cas où l'assuré n'aurait pas été soumis à titre obligatoire à la législation de l'une de ces Parties avant ladite période, celle-ci est prise en compte par l'institution de celle desdites Parties à la législation de laquelle il a été soumis à titre obligatoire pour la première fois après ladite période;

(e) au cas où l'époque à laquelle certaines périodes d'assurance ont été accomplies sous la législation d'une Partie Contractante ne peut être déterminée de façon précise, il est presisé que ces périodes ne se superposent pas à des périodes accomplies sous la législation d'une autre Partie Contractante et il en est tenu compte, dans la mesure où elles peuvent utilement être prises en considération;

(f) au cas où, selon la législation d'une Partie Contractante, certaines périodes d'assurance ne sont prises en compte que si elles ont été accomplies dans un délai déterminé, l'institution qui applique cette législation ne tient compte de périodes accomplies sous la législation d'une autre Partie Contractante que si elles ont été accomplies dans le même délai.

2. Les périodes d'assurance accomplies sous un régime d'une Partie Contractante auquel ne s'applique pas la Convention, mais qui sont prises en compte par un

régime de la même Partie auquel la Convention est applicable, sont considérées comme des périodes d'assurance à prendre en compte aux fins de la totalisation.

3. Lorsque les périodes d'assurance accomplies sous la législation d'une Partie Contractante sont exprimées dans des unités différentes de celles qui sont utilisées par la législation d'une autre Partie Contractante, la conversion nécessaire aux fins de la totalisation s'effectue selon les règles suivantes :

- (a) si l'intéressé a été soumis au régime de la semaine de six jours :
- (i) un jour est équivalent à huit heures et inversement;
- (ii) six jours sont équivalents à une semaine et inversement;
- (iii) vingt-six jours sont équivalents à un mois et inversement;
- (iv) trois mois ou treize semaines ou soixante-dix-huit jours sont équivalents à un trimestre et inversement;
- (v) pour la conversion des semaines en mois et inversement, les semaines et les mois sont convertis en jours;
- (vi) l'application des règles précédentes ne peut avoir pour effet de retenir, pour l'ensemble des périodes accomplies au cours d'une année civile, un total supérieur à trois cent douze jours ou cinquante-deux semaines ou douze mois ou quatre trimestres;
- (b) si l'intéressé a été soumis au régime de la semaine de cinq jours :
- (i) un jour est équivalent à neuf heures et inversement;
- (ii) cinq jours sont équivalents à une semaine et inversement;
- (iii) vingt-deux jours sont équivalents à un mois et inversement;
- (iv) trois mois ou treize semaines ou soixante-six jours sont équivalents à un trimestre et inversement;
- (v) pour la conversion des semaines en mois et inversement, les semaines et les mois sont convertis en jours;
- (vi) l'application des règles précédentes ne peut avoir pour effet de retenir, pour l'ensemble des périodes accomplies au cours d'une année civile, un total supérieur à deux cent soixante-quatre jours ou cinquante-deux semaines ou douze mois ou quatre trimestres.

4. Lorsque, en vertu de l'alinéa (b) du paragraphe 1 du présent article, des périodes d'assurance accomplies au titre d'une assurance volontaire ou facultative continuée sous la législation d'une Partie Contractante, en matière d'invalidité, de vieillesse ou de décès (pensions), ne sont pas prises en compte aux fins de la totalisation, les cotisations afférentes à ces périodes sont considérées comme destinées à améliorer les prestations dues au titre de ladite législation. Si cette législation prévoit une assurance complémentaire, lesdites cotisations sont prises en compte pour le calcul des prestations dues au titre d'une telle assurance.

#### TITRE V

#### APPLICATION DU TITRE III DE LA CONVENTION

(Dispositions particulières aux différentes catégories de prestations)

#### Chapitre 1 : Maladie et maternité

#### Application de l'article 19 de la Convention

#### ARTICLE 16

1. Pour bénéficier des dispositions de l'article 19 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution compétente un certificat mentionnant les périodes d'assurance accomplies sous la législation de la Partie Contractante à laquelle il a été soumis antérieurement en dernier lieu et fournit tous renseignements complémentaires requis par la législation que cette institution applique.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent est délivré, à la demande de l'intéressé, par l'institution compétente en matière de maladie de la Partie Contractante à la législation de laquelle il a été soumis antérieurement en dernier lieu. Si l'intéressé ne présente pas ledit certificat, l'institution compétente s'adresse à cette institution pour l'obtenir.

3. Si l'est nécessaire de tenir compte de périodes d'assurance accomplies antérieurement sous la législation de toute autre Partie Contractante pour satisfaire aux conditions requises par la législation de l'Etat compétent les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont applicables par analogie.

#### Application de l'article 20 de la Convention

#### ARTICLE 17

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu de l'article 20 de la Convention, l'intéressé s'inscrit, ainsi que les membres de sa famille, auprès de l'institution du lieu de résidence, en présentant un certificat par lequel il est attesté qu'il a droit à ces prestations, pour lui-même et pour les membres de sa famille. Ce certificat est délivré par l'institution compétente, au vu des renseignements fournis, le cas échéant, par l'employeur. Si l'intéressé ou les membres de sa famille ne présentent pas ledit certificat, l'institution du lieu de résidence s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent demeure valable aussi longtemps que l'institution du lieu de résidence n'a pas reçu notification de son annulation.

3. Si l'intéressé a la qualité de travailleur saisonnier, le certificat visé au paragraphe 1 du présent article est valable pendant toute la durée prévue du travail saisonnier, à moins que l'institution compétente ne notification entretemps son annulation à l'institution du lieu de résidence.

4. L'institution du lieu de résidence avise l'institution compétente de toute inscription à laquelle elle a procédé conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.

5. Lors de toute demande de prestations en nature, le requérant présente les pièces justificatives normalement requises pour l'octroi des prestations en nature en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside.

6. En cas d'hospitalisation, l'institution du lieu de résidence informe à l'institution compétente, aussitôt qu'elle en a connaissance, la date d'entrée à l'établissement hospitalier, la durée probable de l'hospitalisation et la date de sortie.

7. L'intéressé ou les membres de sa famille sont tenus d'informer l'institution du lieu de résidence de tout changement dans leur situation susceptible de modifier le droit aux prestations en nature, notamment tout abandon ou changement d'emploi ou d'activité professionnelle de l'intéressé ou tout transfert de la résidence ou du séjour de celui-ci ou d'un membre de sa famille. L'institution compétente informe également l'institution du lieu de résidence de la cessation de l'affiliation ou de la fin des droits à prestations de l'intéressé. L'institution du lieu de résidence peut demander en tout temps à l'institution compétente de lui fournir tous renseignements relatifs à l'affiliation ou aux droits à prestations de l'intéressé.

#### ARTICLE 18

S'il s'agit de travailleurs frontaliers ou de membres de leur famille, les médicaments, les bandages, les lunettes, le petit appareillage, les analyses et examens de laboratoire ne peuvent être délivrés ou effectués que sur le territoire de la Partie Contractante où ils ont été prescrits, selon les dispositions de la législation de cette Partie.

#### ARTICLE 19

1. Pour bénéficier des prestations en espèces en vertu de l'alinéa (b) du paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention, l'intéressé s'adresse à l'institution du lieu de résidence, dans un délai de trois jours à compter du début de l'incapacité de travail, en présentant un avis d'arrêt de travail ou, si la législation appliquée par l'institution compétente ou par l'institution du lieu de résidence le prévoit, un certificat d'incapacité de travail délivré par le médecin traitant. Il est en outre tenu de produire tous autres documents requis en vertu de la législation de l'Etat compétent, selon la nature des prestations demandées.

2. Lorsque les médecins traitants du pays de résidence ne délivrent pas de certificats d'incapacité de travail, l'intéressé s'adresse directement à l'institution du lieu de résidence, dans le délai fixé par la législation qu'elle applique. Cette institution fait procéder immédiatement à la constatation médicale de l'incapacité de travail et à l'établissement du certificat visé au paragraphe précédent.

3. L'institution du lieu de résidence transmet sans délai à l'institution compétente les documents visés aux paragraphes précédents du présent article, en précisant la durée probable de l'incapacité de travail.

4. Dès que possible, l'institution du lieu de résidence procède au contrôle médical et administratif de l'intéressé et en communique sans délai les résultats à l'institution compétente qui conserve la faculté de faire procéder à l'examen de l'intéressé, par un médecin de son choix, à sa propre charge. Si cette dernière institution décide de refuser les prestations, parce que les règles de contrôle n'ont pas été observées par l'intéressé, elle lui notifie cette décision et en adresse simultanément copie à l'institution du lieu de résidence.

5. La fin de l'incapacité de travail est notifiée sans délai à l'intéressé par l'institution du lieu de résidence qui en avise aussitôt l'institution compétente. Lorsque cette dernière institution décide elle-même que l'intéressé est redevenu apte au travail, elle lui notifie cette décision et en adresse simultanément copie à l'institution du lieu de résidence.

6. Si, dans le même cas, deux dates différentes sont fixées respectivement par l'institution du lieu de résidence et par l'institution compétente pour la fin de l'incapacité de travail, la date fixée par l'institution compétente est retenue.

7. Lorsque l'intéressé reprend le travail, il en avise l'institution compétente, s'il est ainsi prévu par la législation que cette institution applique.

8. L'institution compétente sert les prestations en espèces par tous moyens appropriés, notamment par mandat-poste international, et en avise l'institution du lieu de résidence. Si ces prestations sont servies par l'institution du lieu de résidence pour le compte de l'institution compétente, l'institution compétente informe l'intéressé de ses droits selon les modalités prescrites par la législation qu'elle applique et lui indique en même temps l'institution chargée de servir lesdites prestations. Elle fait simultanément connaître à l'institution du lieu de résidence le montant des prestations, les dates auxquelles elles doivent être servies et la durée maximale de leur octroi, telle qu'elle est prévue par la législation de l'Etat compétent. La conversion du montant des prestations à servir par cette dernière institution est effectuée au cours officiel de change valable le premier jour du mois au cours duquel ces prestations sont servies.

#### Application de l'article 21 de la Convention

#### ARTICLE 20

1. Pour bénéficier des prestations en nature, pour lui-même ou pour les membres de famille qui l'accompagnent lors de son détachement, le travailleur visé à l'alinéa (a) (i) du paragraphe 1 ou à l'alinéa (a) du paragraphe 2 de l'article 15 de la Convention présente à l'institution du lieu de séjour le certificat prévu au paragraphe 1 de l'article 12 de l'Accord. Lorsque ledit travailleur a présenté ce certificat, il est présumé remplir les conditions d'ouverture du droit aux prestations en nature.

2. Pour bénéficier des prestations en nature, pour lui-même ou pour les membres de famille qui l'accompagnent, le travailleur visé à l'alinéa (b) du paragraphe 1 de l'article 15 de la Convention, qui se trouve dans l'exercice de son emploi sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, présente dans les meilleurs délais à l'institution du lieu de séjour une attestation délivrée par l'employeur ou son préposé au cours des deux mois civils précédents. Cette attestation indique notamment la date depuis laquelle l'intéressé travaille pour le compte dudit employeur, ainsi que le nom et le siège de l'institution compétente; toutefois si, en vertu de la législation de l'Etat compétent, l'employeur n'est pas censé connaître l'institution compétente, ledit travailleur indique par écrit le nom et le siège de cette institution, lors de la présentation de la demande à l'institution du lieu de séjour. Lorsqu'il a produit cette attestation, il est présumé remplir les conditions d'ouverture du droit aux prestations en nature. S'il n'est pas en mesure de s'adresser à l'institution du lieu de séjour avant le traitement médical, il bénéficie néanmoins de ce traitement sur présentation de ladite attestation, comme s'il était assuré auprès de cette institution.

3. L'institution du lieu de séjour s'adresse sans délai à l'institution compétente pour savoir si le travailleur visé au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du présent article, selon le cas, ou les membres de famille intéressés satisfont aux conditions

d'ouverture du droit aux prestations en nature. Elle est tenue de servir ces prestations jusqu'à réception de la réponse de l'institution compétente et au plus tard pendant un délai de trente jours.

4. L'institution compétente adresse sa réponse à l'institution du lieu de séjour dans un délai de dix jours suivant la réception de la demande de cette institution. Si cette réponse est affirmative, l'institution compétente indique, le cas échéant, la durée maximale d'octroi des prestations en nature, telle qu'elle est prévue par la législation qu'elle applique, et l'institution du lieu de séjour continue de servir lesdites prestations.

5. En remplacement du certificat ou de l'attestation visés respectivement aux paragraphes 1 et 2 du présent article, le travailleur peut présenter à l'institution du lieu de séjour le certificat visé au paragraphe 1 de l'article 21 de l'Accord. En ce cas, les dispositions des paragraphes précédents du présent article ne sont pas applicables.

6. Les dispositions du paragraphe 6 de l'article 17 de l'Accord sont applicables par analogie.

#### ARTICLE 21

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu de l'alinéa (a) (i) du paragraphe 1 de l'article 21 de la Convention, sauf les cas où est invoquée la présomption établie aux paragraphes 1 et 2 de l'article 20 de l'Accord, l'intéressé présente à l'institution du lieu de séjour un certificat attestant qu'il a droit à ces prestations. Ce certificat, délivré par l'institution compétente à la demande de l'intéressé, avant qu'il ne quitte le territoire de la Partie Contractante où il réside, indique notamment, le cas échéant, la durée maximale d'octroi des prestations en nature, telle qu'elle est prévue par la législation de l'Etat compétent. Si l'intéressé ne présente pas ledit certificat, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

2. Les dispositions du paragraphe 6 de l'article 17 de l'Accord sont applicables par analogie.

#### ARTICLE 22

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu de l'alinéa (b) (i) du paragraphe 1 de l'article 21 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution du lieu de résidence un certificat attestant qu'il est autorisé à conserver le bénéfice de ces prestations. Ce certificat, délivré par l'institution compétente à la demande de l'intéressé, avant son départ, indique notamment, le cas échéant, la durée maximale pendant laquelle lesdites prestations peuvent encore être servies, selon les dispositions de la législation de l'Etat compétent. Le certificat peut être délivré après le départ de l'intéressé, à la demande de ce dernier, lorsqu'il n'a pu être établi antérieurement pour des raisons de force majeure.

2. Les dispositions du paragraphe 6 de l'article 17 de l'Accord sont applicables par analogie.

3. Les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont applicables par analogie, dans le cas visé à l'alinéa (c) (i) du paragraphe 1 de l'article 21 de la Convention.

#### ARTICLE 23

Les dispositions de l'article 21 ou de l'article 22 de l'Accord, selon le cas, sont applicables par analogie pour l'octroi des prestations en nature aux membres de famille visés au paragraphe 3 de l'article 21 de la Convention.

#### ARTICLE 24

1. Pour bénéficier des prestations en espèces en vertu de l'alinéa (a) (ii) du paragraphe 1 de l'article 21 de la Convention, l'intéressé s'adresse à l'institution du lieu de séjour, dans un délai de trois jours à compter du début de l'incapacité de travail, en présentant, si la législation appliquée par l'institution compétente ou par l'institution du lieu de séjour le prévoit, un certificat d'incapacité de travail délivré par le médecin traitant. Il indique en outre son adresse dans le pays où il séjourne, ainsi que le nom et l'adresse de l'institution compétente.

2. Lorsque les médecins traitants du pays de séjour ne délivrent pas de certificats d'incapacité de travail, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 19 de l'Accord sont applicables par analogie.

3. L'institution du lieu de séjour transmet sans délai à l'institution compétente les documents visés aux paragraphes précédents du présent article, en précisant notamment la durée probable de l'incapacité de travail.

4. S'il s'agit de personnes autres que des travailleurs visés à l'alinéa (a) (ii) du paragraphe 1 et à l'alinéa (a) du paragraphe 2 de l'article 15 de la Convention et s'il est médicalement constaté que leur état de santé ne les empêche pas de rentrer sur le territoire de la Partie Contractante où elles résident, l'institution du lieu de séjour le leur notifie immédiatement et adresse une copie de cette notification à l'institution compétente.

5. En outre, les dispositions des paragraphes 4 à 8 de l'article 19 de l'Accord sont applicables par analogie.

#### Application du paragraphe 4 de l'article 22 de la Convention

#### ARTICLE 25

1. Pour bénéficier des dispositions du paragraphe 4 de l'article 22 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution compétente un certificat relatif aux membres de sa famille qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent. Ce certificat est délivré par l'institution du lieu de résidence de ces membres de famille.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent est valable pendant un délai de douze mois suivant la date de sa délivrance. Il peut être renouvelé; dans ce cas, la durée de sa validité court à partir de la date de son renouvellement. L'intéressé est tenu de notifier immédiatement à l'institution compétente toute modification à apporter à ce certificat. Une telle modification prend effet du jour où le fait qui la justifie est survenu.

3. Au lieu du certificat visé au paragraphe 1 du présent article, l'institution compétente peut requérir de l'intéressé la production de documents récents d'état-civil

relatifs aux membres de sa famille qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, si de tels documents sont normalement délivrés par les autorités de cette Partie.

#### *Application de l'article 23 de la Convention*

#### ARTICLE 26

Les dispositions de l'article 17 de l'Accord sont applicables par analogie pour l'octroi des prestations en nature aux chômeurs et aux membres de leur famille qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent.

#### *Application de l'article 24 de la Convention*

#### ARTICLE 27

1. Pour bénéficier des prestations en nature sur le territoire de la Partie Contractante où il réside, en vertu du paragraphe 2 de l'article 24 de la Convention, le titulaire de pension ou de rente s'inscrit, ainsi que les membres de sa famille, auprès de l'institution du lieu de résidence, en présentant un certificat attestant qu'il a droit aux prestations en nature, pour lui-même et pour les membres de sa famille, en vertu de la législation ou de l'une des législations au titre desquelles une pension ou une rente est due.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent est délivré, à la demande du titulaire, par l'institution ou par l'une des institutions débitrices de pension ou de rente ou, le cas échéant, par l'institution habilitée à décider du droit aux prestations en nature, dès que le titulaire satisfait aux conditions d'ouverture du droit à ces prestations. Si le titulaire ne présente pas ce certificat, l'institution du lieu de résidence s'adresse, pour l'obtenir, à l'institution ou aux institutions débitrices de pension ou de rente, ou le cas échéant, à toute autre institution habilitée à délivrer ledit certificat. En attendant la réception de ce certificat, l'institution du lieu de résidence peut procéder à une inscription provisoire du titulaire et des membres de sa famille, au vu des pièces justificatives admises par elle. Cette inscription n'est opposable à l'institution à laquelle incombe la charge des prestations en nature que lorsque cette dernière institution a délivré ledit certificat.

3. L'institution du lieu de résidence avise l'institution qui a délivré le certificat visé au paragraphe 1 du présent article de toute inscription à laquelle elle a procédé conformément aux dispositions de ce même paragraphe.

4. Lors de toute demande de prestations en nature, l'institution du lieu de résidence peut exiger du titulaire la preuve qu'il a toujours droit à une pension ou rente, au moyen du récépissé ou du talon du mandat correspondant au dernier arrêté servi.

5. Le titulaire ou les membres de sa famille sont tenus d'informer l'institution du lieu de résidence de tout changement dans leur situation susceptible de modifier le droit aux prestations en nature, notamment toute suspension ou suppression de la pension ou de la rente et tout transfert de leur résidence. Les institutions en cause informeront également l'institution du lieu de résidence du titulaire de tout changement dont elles ont connaissance.

#### ARTICLE 28

1. Pour bénéficier des prestations en nature sur le territoire de la Partie Contractante où ils résident, en vertu du paragraphe 4 de l'article 24 de la Convention, les membres de famille d'un titulaire de pension ou de rente s'inscrivent auprès de l'institution du lieu de leur résidence, en présentant les pièces justificatives normalement requises, en vertu de la législation que cette institution applique, pour l'octroi de telles prestations aux membres de la famille d'un titulaire de pension ou de rente, ainsi qu'un certificat analogue à celui qui est visé au paragraphe 1 de l'article 27 de l'Accord. Ladite institution avise l'institution du lieu de résidence du titulaire de toute inscription à laquelle elle a procédé conformément aux dispositions du présent paragraphe.

2. Lors de toute demande de prestations en nature, les membres de famille présentent à l'institution du lieu de leur résidence un certificat attestant que le titulaire a droit aux prestations en nature pour lui-même et pour les membres de sa famille; ce certificat, délivré par l'institution du lieu de résidence du titulaire, demeure valable aussi longtemps que l'institution du lieu de résidence des membres de famille n'a pas reçu notification de son annulation.

3. L'institution du lieu de résidence du titulaire informe l'institution du lieu de résidence des membres de famille de la suspension ou suppression de la pension ou de la rente et de tout transfert de la résidence du titulaire. L'institution du lieu de résidence des membres de famille peut demander en tout temps à l'institution du lieu de résidence du titulaire de lui fournir tous renseignements relatifs aux droits à prestations de ce dernier.

4. Les membres de famille sont tenus d'informer l'institution du lieu de leur résidence de tout changement dans leur situation susceptible de modifier le droit aux prestations en nature, notamment tout transfert de leur résidence.

#### ARTICLE 29

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu du paragraphe 6 de l'article 24 de la Convention, le titulaire de pension ou de rente présente à l'institution du lieu de séjour un certificat attestant qu'il a droit à ces prestations. Ce certificat, délivré par l'institution du lieu de résidence du titulaire, avant qu'il ne quitte le territoire de la Partie Contractante où il réside, indique notamment, le cas échéant, la durée maximale d'octroi des prestations en nature, telle qu'elle est prévue par la législation de cette Partie. Si le titulaire ne présente pas ledit certificat, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution du lieu de résidence pour l'obtenir.

2. Les dispositions du paragraphe 6 de l'article 17 de l'Accord sont applicables par analogie. Dans ce cas, l'institution du lieu de résidence du titulaire est considérée comme l'institution compétente.

3. Les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont applicables par analogie pour l'octroi des prestations en nature aux membres de famille visés au paragraphe 6 de l'article 24 de la Convention.

4. Si les formalités prévues aux paragraphes précédents du présent article n'ont pu être accomplies pendant le séjour de l'intéressé sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, les dispositions de l'article 30 de l'Accord sont applicables par analogie.

#### *Application des articles 21 et 24 de la Convention*

#### ARTICLE 30

Si les formalités prévues aux paragraphes 1, 2 et 5 de l'article 20 et aux articles 21 et 22 de l'Accord n'ont pu être accomplies pendant le séjour de l'intéressé sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, les frais exigés sont remboursés, à la demande de l'intéressé, par l'institution compétente aux tarifs de remboursement appliqués par l'institution du lieu de séjour. L'institution du lieu de séjour fournit à l'institution compétente qui le demande les indications nécessaires sur ces tarifs.

#### *Application du paragraphe 3 de l'article 25 de la Convention*

#### ARTICLE 31

Pour l'application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 25 de la Convention, l'institution d'une Partie Contractante appelée à servir des prestations s'adresse, s'il y a lieu, à l'institution d'une autre Partie Contractante, afin d'obtenir les renseignements relatifs à la durée pendant laquelle cette dernière institution a déjà servi des prestations, pour le même cas de maladie ou de maternité.

#### Chapitre 2 : Invalidité, vieillesse et décès (pensions)

#### *Application des articles 27 à 37 de la Convention*

#### Présentation et instruction des demandes de prestations

#### ARTICLE 32

1. Pour bénéficier des prestations en vertu des articles 28 à 34 de la Convention, le requérant adresse une demande à l'institution du lieu de résidence, selon les modalités prévues par la législation qui applique cette institution. Si le requérant ou le défunt n'a pas été soumis à cette législation, l'institution du lieu de résidence transmet la demande à l'institution de la Partie Contractante à la législation de laquelle le requérant ou le défunt a été soumis en dernier lieu, en indiquant la date à laquelle la demande a été présentée. Cette date est considérée comme la date de présentation de la demande auprès de cette dernière institution.

2. Lorsque le requérant réside sur le territoire d'une Partie Contractante à la législation de laquelle lui-même ou le défunt n'a pas été soumis, il peut adresser sa demande à l'institution de la Partie Contractante à la législation de laquelle lui-même ou le défunt a été soumis en dernier lieu.

#### ARTICLE 33

La présentation des demandes visées à l'article 32 de l'Accord est soumise aux règles suivantes :

(a) la demande doit être accompagnée des pièces justificatives requises et établie sur les formules prévues

(i) soit par la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle réside le requérant, dans le cas visé au paragraphe 1 de l'article 32,

(ii) soit par la législation de la Partie Contractante à laquelle le requérant ou le défunt a été soumis en dernier lieu, dans le cas visé au paragraphe 2 de l'article 32;

(b) l'exhaustivité des renseignements donnés par le requérant doit être établie par des pièces officielles annexées à la formule de demande, ou confirmée par les organes compétents de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside;

(c) le requérant doit indiquer, dans la mesure du possible, soit l'institution ou les institutions d'assurance-invalidité, -vieillesse ou décès (pensions) de toute Partie Contractante à la législation de laquelle lui-même ou le défunt a été soumis, soit l'employeur ou les employeurs par lesquels lui-même ou le défunt a été occupé sur le territoire de toute Partie Contractante, en produisant les certificats de travail qui peuvent être en sa possession.

#### ARTICLE 34

Pour bénéficier des dispositions du paragraphe 3 de l'article 30 de la Convention, le requérant présente un certificat relatif aux membres de sa famille qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui où se trouve l'institution chargée de liquider des prestations. Ce certificat est délivré, soit par l'institution du lieu de résidence de ces membres de famille, compétente en matière de maladie, soit par une autre institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ces membres de famille résident. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 25 de l'Accord sont applicables par analogie.

#### ARTICLE 35

Pour déterminer le degré d'invalidité, l'institution d'une Partie Contractante prend en considération tous renseignements d'ordre médical et administratif recueillis par l'institution de toute autre Partie Contractante. Toutefois, chaque institution conserve la faculté de faire procéder à l'examen du requérant par un médecin de son choix, à sa propre charge.

#### ARTICLE 36

1. Les demandes de prestations sont instruites par l'institution en cause à laquelle elles ont été adressées ou transmises, selon le cas, conformément aux dispositions de l'article 32 de l'Accord. Cette institution est désignée par le terme "institution d'instruction".

2. L'institution d'instruction notifie immédiatement les demandes de prestations à toutes les institutions en cause, afin que ces demandes puissent être instruites simultanément et sans délai par celles-ci.

#### ARTICLE 37

1. Pour l'instruction des demandes de prestations, l'institution d'instruction utilise une formule comportant notamment le relevé et la récapitulation des périodes d'assurance ou de résidence accomplies par l'intéressé lui-même ou le défunt sous les législations de toutes les Parties Contractantes en cause.

2. La transmission de cette formule à l'institution de toute autre Partie Contractante tient lieu de transmission des pièces justificatives.

### ARTICLE 38

1. L'institution d'instruction porte, sur la formule visée au paragraphe 1 de l'article 37 de l'Accord, les périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation qu'elle applique et communique un exemplaire de cette formule à l'institution d'assurance-invalidité, vieillesse ou décès (pensions) de toute Partie Contractante à la législation de laquelle l'intéressé ou le défunt a été soumis, en joignant, le cas échéant, les certificats de travail produits par le requérant.

2. S'il n'y a qu'une autre institution en cause, cette institution complète la formule qui lui a été communiquée, conformément aux dispositions du paragraphe précédent, par l'indication des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation qu'elle applique. Cette institution détermine ensuite les droits qui s'ouvrent au titre de cette législation, compte tenu des dispositions de l'article 28 de la Convention, et mentionne sur cette formule le montant théorique et le montant effectif de la prestation qu'elle a calculés conformément aux dispositions des paragraphes 2, 3, 4 ou 5 de l'article 29 de la Convention, ainsi que, le cas échéant, le montant de la prestation à laquelle le requérant pourrait prétendre, sans application des articles 28 à 33 de la Convention, pour les seules périodes accomplies sous la législation qu'elle applique. L'indication des voies et délais de recours est ajoutée sur ladite formule, qui est retournée à l'institution d'instruction.

3. S'il y a deux ou plusieurs autres institutions en cause, chacune de ces institutions complète la formule qui lui a été communiquée, conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, par l'indication des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation qu'elle applique et la retourne à l'institution d'instruction. Cette institution communique la formule ainsi complétée à toutes les institutions en cause; chacune de ces institutions détermine les droits qui s'ouvrent au titre de la législation qu'elle applique, compte tenu des dispositions de l'article 28 de la Convention, et mentionne sur cette formule le montant théorique et le montant effectif de la prestation qu'elle a calculés conformément aux dispositions des paragraphes 2, 3, 4 ou 5 de l'article 29 de la Convention, ainsi que, le cas échéant, le montant de la prestation à laquelle le requérant pourrait prétendre, sans application des dispositions des articles 28 à 33 de la Convention, pour les seules périodes accomplies sous la législation qu'elle applique. L'indication des voies et délais de recours est ajoutée sur ladite formule, qui est retournée à l'institution d'instruction.

4. Lorsque l'institution d'instruction est en possession de l'ensemble des renseignements visés au paragraphe 2 ou au paragraphe 3 du présent article, cette institution détermine à son tour les droits qui s'ouvrent au titre de la législation qu'elle applique, compte tenu des dispositions de l'article 28 de la Convention, et calcule le montant théorique et le montant effectif de la prestation qu'elle doit, conformément aux dispositions des paragraphes 2, 3, 4 ou 5 de l'article 29 de la Convention, ainsi que, le cas échéant, le montant de la prestation à laquelle le requérant pourrait prétendre sans application des dispositions des articles 28 à 33 de la Convention, pour les seules périodes accomplies sous la législation qu'elle applique.

5. Dès que l'institution d'instruction, au récépissé des renseignements visés aux paragraphes 2 ou 3 du présent article, constate qu'il y a lieu d'appliquer les dispositions des paragraphes 2 ou 3 de l'article 31, des paragraphes 2, 4 ou 5 de l'article 32 ou du paragraphe 1 de l'article 34 de la Convention, elle en avise les autres institutions en cause.

### ARTICLE 39

1. Si l'institution d'instruction constate que le requérant a droit à prestations au titre de la législation qu'elle applique, sans qu'il soit besoin de faire appel aux périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous les législations des autres Parties Contractantes auxquelles l'intéressé ou le défunt a été soumis, elle lui sera immédiatement versée ces prestations à titre provisoiel.

2. Toute institution habilitée, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 29 de la Convention, à procéder au calcul direct des prestations ou éléments de prestations qu'elle doit au bénéficiaire, lui sera immédiatement versées ces prestations. Si l'ilagit d'une institution autre que l'institution d'instruction, qui sera lesdites prestations directement au bénéficiaire, elle en avise aussitôt l'institution d'instruction et réserve le montant des rappels éventuels d'arrérages, en vue de l'application du paragraphe 7 du présent article, au profit de toute institution qui aurait versé des sommes en trop.

3. Au cas où l'institution d'instruction sera des prestations en vertu du paragraphe 1 du présent article, elle réduit, le cas échéant, le montant de ces prestations du montant des prestations servies par toute autre institution en vertu du paragraphe précédent, dès qu'elle en a connaissance.

4. Si, au cours de l'instruction de la demande, l'une des institutions en cause, autre que l'institution d'instruction, constate que le requérant a droit à prestations au titre de la législation qu'elle applique, sans qu'il soit besoin de faire appel aux périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous les législations des autres Parties Contractantes auxquelles l'intéressé ou le défunt a été soumis, elle en avise aussitôt l'institution d'instruction, qui sera immédiatement le montant de ces prestations au bénéficiaire, à titre provisoiel, pour le compte de la première institution, sans préjudice, le cas échéant, des dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article.

5. Au cas où l'institution d'instruction devrait servir des prestations en vertu du paragraphe 1 et du paragraphe 4 du présent article, elle ne sera que le montant de la prestation la plus élevée, sans préjudice, le cas échéant, des dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article.

6. Au cas où l'institution d'instruction ne sera pas de prestations en vertu des paragraphes 1, 2 ou 4 du présent article et dans les cas pouvant donner lieu à retard, elle versera à l'intéressé une avance récupérable, dont le montant est déterminé conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 4 de l'article 29 de la Convention.

7. Lors du règlement définitif de la demande de prestations, l'institution d'instruction et les autres institutions intéressées procèdent à la régularisation des comptes correspondant aux prestations servies à titre provisoiel et aux avances consenties conformément aux dispositions des paragraphes 1, 3, 4, 5 et 6 du présent article. Les sommes versées en trop à ce titre par lesdites institutions peuvent être retenues sur le montant des arrérages qu'elles doivent servir à l'intéressé.

### ARTICLE 40

1. Dans le cas visé au paragraphe 2 de l'article 34 de la Convention, l'institution d'instruction calcule et notifie à toutes les institutions en cause le montant définitif du complément que chacune de ces institutions doit accorder.

2. Pour l'application des dispositions de l'article 34 de la Convention, la conversion des montants libellés en différentes monnaies nationales est effectuée au cours officiel de change valable le premier jour du mois au cours duquel est intervenue la dernière opération de liquidation de la prestation.

### ARTICLE 41

Pour l'application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 33 de la Convention, les dispositions des articles 38 et 40 de l'Accord sont applicables par analogie.

### ARTICLE 42

1. Chacune des institutions en cause communique au requérant la décision qu'elle a prise sur sa demande de prestations, aussitôt que cette décision peut être considérée comme définitive, après consultation avec l'institution d'instruction, et en avisant simultanément cette dernière institution. Toute décision doit mentionner le caractère partiel de la liquidation intervenue et comporter l'indication des voies et délais de recours prévus par la législation considérée.

2. Après règlement définitif de la demande de prestations, l'institution d'instruction récapitule et transmet au requérant l'ensemble des décisions prises par les institutions en cause.

### ARTICLE 43

En vue d'accélérer la liquidation des prestations, les règles suivantes sont applicables :

(a) lorsqu'une personne, antérieurement soumise à la législation de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes, est soumise à la législation d'une autre Partie Contractante, l'institution compétente de cette dernière Partie s'adresse à l'organisme de liaison de l'autre ou des autres Parties Contractantes, pour obtenir toutes informations relatives notamment aux institutions auprès desquelles l'intéressé a été affilié et, le cas échéant, aux numéros d'immatriculation qui lui ont été attribués;

(b) les institutions en cause procèdent, dans la mesure du possible, à la requête de l'intéressé ou de l'institution à laquelle il est affilié, à la reconstitution de sa carrière, à partir de la date précédant d'une année la date à laquelle il atteindra l'âge d'admission à pension de vieillesse.

### Contrôle administratif et médical

### ARTICLE 44

1. Lorsqu'un bénéficiaire de :

- (a) prestations d'invalidité,
- (b) prestations de vieillesse accordées en cas d'inaptitude au travail,
- (c) prestations de vieillesse accordées aux chômeurs âgés,
- (d) prestations de vieillesse accordées en cas de cessation de l'activité professionnelle,
- (e) prestations de survivants accordées en cas d'invalidité ou d'inaptitude au travail,

(f) prestations accordées à la condition que les ressources du bénéficiaire n'excèdent pas une limite prescrite,

séjourne ou réside sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, le contrôle administratif et médical est effectué, à la demande de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence, selon les modalités prévues par la législation que cette dernière institution applique. Toutefois, l'institution compétente conserve la faculté de faire procéder à l'examen du bénéficiaire par un médecin de son choix, à sa propre charge.

2. Si à la suite du contrôle visé au paragraphe précédent, il est constaté que le bénéficiaire est occupé ou qu'il dispose de ressources excédant la limite prescrite, l'institution du lieu de séjour ou de résidence est tenue d'adresser un rapport à l'institution compétente qui a demandé le contrôle. Ce rapport fait état des informations requises par l'institution compétente, selon le cas, et indique notamment la nature de l'emploi occupé, le montant des gains ou ressources dont l'intéressé a disposé au cours du dernier trimestre écoulé, la rémunération normale perçue dans la même région par un travailleur de la catégorie professionnelle à laquelle appartenait l'intéressé dans la profession qu'il exerçait, avant de devenir invalide, au cours d'une période de référence à déterminer par l'institution compétente, ainsi que, le cas échéant, l'avis d'un médecin expert sur l'état de santé de l'intéressé.

### ARTICLE 45

Lorsque, après suspension des prestations dont il bénéficiait, l'intéressé recouvre son droit à prestations, alors qu'il réside sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, les institutions en cause échangent tous renseignements utiles en vue de reprendre le service desdites prestations.

### Paiement des prestations

### ARTICLE 46

1. Si l'institution débitrice d'une Partie Contractante ne sera pas directement les prestations dues aux bénéficiaires qui résident sur le territoire d'une autre Partie Contractante, le paiement de ces prestations est effectué à la demande de l'institution débitrice, par l'organisme de liaison de cette dernière Partie ou par l'institution du lieu de résidence, selon les modalités prévues aux articles 47 à 51 de l'Accord; si l'institution débitrice sera directement les prestations à ces bénéficiaires, elle en notifie le paiement à l'institution du lieu de résidence.

2. Les dispositions d'accords antérieurs, relatives au paiement des prestations et applicables au jour précédent l'entrée en vigueur de l'Accord, demeurent applicables, pour autant qu'elles soient mentionnées à l'Annexe 5.

#### ARTICLE 47

L'institution débitrice de prestations adresse, en double exemplaire, à l'organisme de liaison de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle réside le bénéficiaire ou à l'institution du lieu de résidence, désigné par le terme "organisme payeur", un bordereau des arrérages qui doit parvenir à cet organisme au plus tard vingt jours avant la date d'échéance des prestations.

#### ARTICLE 48

1. Dix jours avant la date d'échéance des prestations, l'institution débitrice verse, dans la monnaie de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elle se trouve, la somme nécessaire au paiement des arrérages mentionnés sur le bordereau prévu à l'article 47 de l'Accord. Le versement est effectué auprès de la banque nationale ou d'une autre banque de cette Partie, au compte ouvert au nom de la banque nationale ou d'une autre banque de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'organisme payeur, à l'ordre de cet organisme. Ce versement est libératoire. L'institution débitrice adresse simultanément à l'organisme payeur un avis de versement.

2. La banque au compte de laquelle le versement a été effectué crédite l'organisme payeur de la contrevaluer du versement dans la monnaie de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve cet organisme.

3. Le nom et le siège des banques visées au paragraphe 1 du présent article sont mentionnés à l'Annexe 6.

#### ARTICLE 49

1. Les arrérages mentionnés sur le bordereau prévu à l'article 47 de l'Accord sont payés au bénéficiaire par l'organisme payeur, pour le compte de l'institution débitrice. Ces paiements sont effectués selon les modalités prévues par la législation qui applique l'organisme payeur.

2. La somme revenant au bénéficiaire est convertie dans la monnaie de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside, au cours auquel la somme versée conformément aux dispositions de l'article 48 de l'Accord a été crédite à l'organisme payeur.

3. Dès que l'organisme payeur ou tout autre organisme désigné par lui a connaissance d'une circonstance justifiant la suspension ou la suppression des prestations, il cesse tout paiement. Il en est de même lorsque le bénéficiaire transfère sa résidence sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui où se trouve l'organisme payeur.

4. L'organisme payeur avise l'institution débitrice de tout motif de non-paiement et lui indique, le cas échéant, la date de tout événement qui le justifie.

#### ARTICLE 50

1. Les paiements visés au paragraphe 1 de l'article 49 de l'Accord font l'objet d'un apurement à la fin de toute période de paiement, afin d'arrêter les montants effectivement versés aux bénéficiaires ou à leurs représentants légaux ou mandataires, ainsi que les montants non versés.

2. Le montant total, arrêté en chiffres et en lettres dans la monnaie de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'institution débitrice, est certifié conforme aux paiements effectués par l'organisme payeur et revêtu de la signature du représentant de cet organisme.

3. L'organisme payeur se porte garant de la régularité des paiements constatés.

4. La différence entre les sommes versées par l'institution débitrice, exprimées dans la monnaie de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elle se trouve, et la valeur, exprimée dans la même monnaie, des paiements justifiés par l'organisme payeur est imputée sur les sommes à verser ultérieurement au même titre par l'institution débitrice.

#### ARTICLE 51

Les frais afférents au paiement des prestations, notamment les frais postaux et bancaires, peuvent être récupérés sur les bénéficiaires par l'organisme payeur, dans les conditions prévues par la législation que cet organisme applique.

#### ARTICLE 52

Lorsque le bénéficiaire de prestations dues au titre de la législation de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes transfère sa résidence du territoire d'une Partie Contractante sur celui d'une autre Partie Contractante, il est tenu de le notifier à l'institution ou aux institutions débitrices de ces prestations et, le cas échéant, à l'organisme payeur.

#### Chapitre 3 : Accidents du travail et maladies professionnelles

##### Dispositions générales

##### Application de l'article 38 de la Convention

#### ARTICLE 53

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu de l'alinéa (a) du paragraphe 1 de l'article 38 de la Convention, le travailleur présente à l'institution du lieu de résidence un certificat attestant qu'il a droit à ces prestations. Ce certificat est délivré par l'institution compétente, au vu des renseignements fournis par l'employeur, le cas échéant. En outre, si la législation de l'Etat compétent le prévoit, le travailleur présente à l'institution du lieu de résidence un avis de réception de la déclaration d'accident du travail ou de maladie professionnelle. S'il ne présente pas ces

documents, l'institution du lieu de résidence s'adresse à l'institution compétente pour les obtenir et, en attendant, elle lui sera les prestations en nature de maladie, pour autant qu'il ait droit à de telles prestations.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent demeure valable aussi longtemps que l'institution du lieu de résidence n'a pas reçu notification de son annulation.

3. Si le travailleur a la qualité de saisonnier, le certificat visé au paragraphe 1 du présent article est valable pendant toute la durée prévue du travail saisonnier, à moins que l'institution compétente ne notification entretenu son annulation à l'institution du lieu de résidence.

4. Lors de toute demande de prestations en nature, le travailleur présente les pièces justificatives normalement requises pour l'octroi des prestations en nature, en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside.

5. En cas d'hospitalisation, l'institution du lieu de résidence notifie à l'institution compétente, aussitôt qu'elle en a connaissance, la date d'entrée à l'établissement hospitalier, la durée probable de l'hospitalisation et la date de sortie.

6. Le travailleur est tenu d'informer l'institution du lieu de résidence de tout changement dans sa situation susceptible de modifier le droit aux prestations en nature, notamment tout abandon ou changement d'emploi ou d'activité professionnelle, ou tout transfert de résidence ou de séjour. L'institution compétente informe également l'institution du lieu de résidence de la fin des droits à prestations du travailleur. L'institution du lieu de résidence peut demander en tout temps à l'institution compétente de lui fournir tous renseignements relatifs aux droits à prestations du travailleur.

7. S'il s'agit de travailleurs frontaliers, les médicaments, les bandages, les lunettes, le petit appareillage, les analyses et examens de laboratoire ne peuvent être délivrés ou effectués que sur le territoire de la Partie Contractante où ils ont été prescrits, selon les dispositions de la législation de cette Partie.

#### ARTICLE 54

1. Pour bénéficier des prestations en espèces, autres que les rentes, en vertu de l'alinéa (b) du paragraphe 1 de l'article 38 de la Convention, le travailleur s'adresse à l'institution du lieu de résidence, dans un délai de trois jours à compter du début de l'incapacité de travail, en présentant un avis d'arrêt de travail ou, si la législation appliquée par l'institution compétente ou par l'institution du lieu de résidence le prévoit, un certificat d'incapacité de travail délivré par le médecin traitant. Il est en outre tenu de produire tous autres documents requis en vertu de la législation de l'Etat compétent, selon la nature des prestations demandées.

2. Lorsque les médecins traitants du pays de résidence ne délivrent pas de certificats d'incapacité de travail, le travailleur s'adresse directement à l'institution du lieu de résidence, dans le délai fixé par la législation qu'elle applique. Cette institution fait procéder immédiatement à la constatation médicale de l'incapacité de travail et à l'établissement du certificat visé au paragraphe précédent.

3. L'institution du lieu de résidence transmet sans délai à l'institution compétente les documents visés aux paragraphes précédents du présent article, en précisant la durée probable de l'incapacité de travail.

4. Dès que possible, l'institution du lieu de résidence procède au contrôle médical administratif du travailleur, comme s'il s'agissait de son propre assuré, et en communique sans délai les résultats à l'institution compétente qui conserve la faculté de faire procéder à l'examen de l'intéressé par un médecin de son choix, à sa propre charge. Si cette dernière institution décide de refuser les prestations parce que les règles de contrôle n'ont pas été observées par le travailleur, elle lui notifie cette décision et en adresse simultanément copie à l'institution du lieu de résidence.

5. La fin de l'incapacité de travail est notifiée sans délai au travailleur par l'institution du lieu de résidence, qui en avise aussitôt l'institution compétente. Lorsque cette dernière institution décide elle-même que le travailleur est redevenu apte au travail, elle lui notifie cette décision et en adresse simultanément copie à l'institution du lieu de résidence.

6. Si, dans le même cas, deux dates différentes sont fixées respectivement par l'institution du lieu de résidence et par l'institution compétente pour la fin de l'incapacité de travail, la date fixée par l'institution compétente est retenue.

7. Lorsque le travailleur reprend le travail, il en avise l'institution compétente, s'il en est ainsi prévu par la législation que cette institution applique.

8. L'institution compétente vers les prestations en espèces par tous moyens appropriés, notamment par mandat-poste international, et en avise l'institution du lieu de résidence. Si ces prestations sont servies par l'institution du lieu de résidence pour le compte de l'institution compétente, l'institution compétente informe le travailleur de ses droits, selon les modalités prescrites par la législation qu'elle applique, et lui indique en même temps l'institution chargée de servir ledites prestations. Elle fait simultanément connaître à l'institution du lieu de résidence le montant des prestations, les dates auxquelles elles doivent être servies et la durée maximale de leur octroi, telle qu'elle est prévue par la législation de l'Etat compétent. La conversion du montant des prestations à servir par cette dernière institution est effectuée au cours officiel de change valable le premier jour du mois au cours duquel ces prestations sont servies.

##### Application de l'article 40 de la Convention

#### ARTICLE 55

1. Pour bénéficier des prestations en nature, le travailleur visé à l'alinéa (a) (i) du paragraphe 1 ou à l'alinéa (a) du paragraphe 2 de l'article 15 de la Convention présente à l'institution du lieu de séjour le certificat prévu au paragraphe 1 de l'article 12 de l'Accord. Lorsque ledit travailleur a présenté ce certificat, il est présumé remplir les conditions d'ouverture du droit aux prestations en nature.

2. Pour bénéficier des prestations en nature, le travailleur visé à l'alinéa (b) (i) du paragraphe 1 de l'article 15 de la Convention, qui se trouve dans l'exercice de son emploi sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, présente, dans les meilleurs délais, à l'institution du lieu de séjour, une attestation délivrée par l'employeur ou son préposé au cours des deux mois civils précédents. Cette attestation indique notamment la date depuis laquelle l'intéressé travaille pour le compte dudit employeur, ainsi que le nom et le siège de l'institution compétente. Lorsque le travailleur a produit cette attestation, il est présumé remplir les conditions d'ouverture du droit aux prestations en nature. S'il n'est pas en mesure de s'adresser

à l'institution du lieu de séjour avant le traitement médical, il bénéficie néanmoins de ce traitement sur présentation de ladite attestation, comme s'il était assuré auprès de cette institution.

3. L'institution du lieu de séjour s'adresse sans délai, à l'institution compétente, pour savoir si le travailleur visé au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du présent article, selon le cas, satisfait aux conditions d'ouverture du droit aux prestations en nature. Elle est tenue de servir ces prestations jusqu'à réception de la réponse de l'institution compétente et au plus tard un délai de trente jours.

4. L'institution compétente adresse sa réponse à l'institution du lieu de séjour dans un délai de dix jours suivant la réception de la demande de cette institution. Si cette réponse est affirmative, l'institution compétente indique, le cas échéant, la durée maximale d'octroi des prestations en nature, telle qu'elle est prévue par la législation qu'elle applique, et l'institution du lieu de séjour continue de servir lesdites prestations.

5. En remplacement du certificat ou de l'attestation visés respectivement aux paragraphes 1 et 2 du présent article, le travailleur peut présenter à l'institution du lieu de séjour le certificat visé au paragraphe 1 de l'article 56 de l'Accord. En ce cas, les dispositions des paragraphes précédents du présent article ne sont pas applicables.

6. Les dispositions du paragraphe 5 de l'article 53 de l'Accord sont applicables par analogie.

#### ARTICLE 56

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu de l'alinéa (a) (i) du paragraphe 1 de l'article 40 de la Convention, sauf les cas où est invoquée la présomption établie aux paragraphes 1 et 2 de l'article 55 de l'Accord, le travailleur présente à l'institution du lieu de séjour un certificat attestant qu'il a droit à ces prestations. Ce certificat, délivré par l'institution compétente à la demande du travailleur, ayant qu'il ne quitte le territoire de la Partie Contractante où il réside, indique notamment, le cas échéant, la durée maximale d'octroi des prestations en nature, telle qu'elle est prévue par la législation de l'Etat compétent. Si le travailleur ne présente pas ledit certificat, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

2. Les dispositions du paragraphe 5 de l'article 53 de l'Accord sont applicables par analogie.

#### ARTICLE 57

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu de l'alinéa (b) (i) du paragraphe 1 de l'article 40 de la Convention, le travailleur présente à l'institution du lieu de résidence un certificat attestant qu'il est autorisé à conserver le bénéfice de ces prestations. Ce certificat, délivré par l'institution compétente, indique notamment, le cas échéant, la durée maximale pendant laquelle lesdites prestations peuvent encore être servies, selon les dispositions de la législation de l'Etat compétent. L'institution compétente adresse une copie dudit certificat à l'organisme désigné par l'autorité compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'intéressé est retourné ou a transféré sa résidence. Le certificat peut être délivré après le départ du travailleur, à la demande de ce dernier, lorsqu'il n'a pu être établi antérieurement pour des raisons de force majeure.

2. Les dispositions du paragraphe 5 de l'article 53 de l'Accord sont applicables par analogie.

3. Les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont applicables par analogie dans le cas visé à l'alinéa (c) (i) du paragraphe 1 de l'article 40 de la Convention.

#### ARTICLE 58

1. Pour bénéficier des prestations en espèces, autres que les rentes, en vertu de l'alinéa (a) (ii) du paragraphe 1 de l'article 40 de la Convention, le travailleur s'adresse à l'institution du lieu de séjour dans un délai de trois jours à compter du début de l'incapacité de travail, en présentant, si la législation appliquée par l'institution compétente ou par l'institution du lieu de séjour le prévoit, un certificat d'incapacité de travail délivré par le médecin traitant. Il indique, en outre, son adresse dans le pays où il séjourne, ainsi que le nom et l'adresse de l'institution compétente.

2. Lorsque les médecins traitants du pays de séjour ne délivrent pas de certificats d'incapacité de travail, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 54 de l'Accord sont applicables par analogie.

3. L'institution du lieu de séjour transmet, sans délai, à l'institution compétente les documents visés aux paragraphes précédents du présent article, en précisant notamment la durée probable de l'incapacité de travail.

4. S'il s'agit de travailleurs autres que ceux qui sont visés à l'alinéa (a) (i) du paragraphe 1 et à l'alinéa (a) du paragraphe 2 de l'article 15 de la Convention et s'il est médicalement constaté que leur état de santé ne les empêche pas de rentrer sur le territoire de la Partie Contractante où ils résident, l'institution du lieu de séjour le leur notifie immédiatement et adresse une copie de cette notification à l'institution compétente.

5. En outre, les dispositions des paragraphes 4 à 8 de l'article 54 de l'Accord sont applicables par analogie.

#### Application des articles 38 à 40 de la Convention

#### ARTICLE 59

1. Lorsque l'accident du travail ou la maladie professionnelle sont survenus sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, la déclaration doit en être effectuée conformément aux dispositions de la législation de l'Etat compétent, sans préjudice, le cas échéant, de toutes dispositions légales en vigueur sur le territoire de la Partie Contractante où l'accident ou la maladie sont survenus et dont l'application demeure requise en un tel cas. Cette déclaration est adressée à l'institution compétente et une copie en est communiquée, le cas échéant, à l'institution du lieu de résidence.

2. L'institution de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'accident du travail ou la maladie professionnelle sont survenus communique à l'institution

compétente, en double exemplaire, les certificats médicaux établis sur ce territoire et, à la demande de cette dernière institution, tous renseignements appropriés.

3. Le certificat constatant la guérison de la victime ou la consolidation de son état doit, le cas échéant, décrire de façon précise l'état de la victime et comporter des indications sur les conséquences définitives de l'accident du travail ou de la maladie professionnelle. Les honoraires afférents sont payés par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution du lieu de séjour, selon le cas, au tarif appliqué par cette institution et à la charge de l'institution compétente.

4. L'institution compétente notifie à l'institution du lieu de résidence ou à l'institution du lieu de séjour, selon le cas, la décision fixant la date de guérison ou de consolidation, ainsi que, le cas échéant, la décision relative à l'attribution d'une rente.

#### ARTICLE 60

1. Lorsque l'institution en cause conteste que, dans le cas visé au paragraphe 1 de l'article 38 ou au paragraphe 1 de l'article 40 de la Convention, la législation relative aux accidents du travail ou aux maladies professionnelles est applicable, elle en avise aussitôt l'institution du lieu de résidence ou l'institution du lieu de séjour ayant servi les prestations en nature, qui sont alors considérées comme relevant du régime de maladie et continuent d'être versées à ce titre, pour autant que l'intéressé ait droit à de telles prestations.

2. Lorsqu'une décision définitive est intervenue à la suite de cette contestation, l'institution en cause en avise aussitôt l'institution du lieu de résidence ou l'institution du lieu de séjour ayant servi les prestations en nature. S'il ne s'agit pas d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, cette institution continue de servir les prestations en nature de maladie, pour autant que l'intéressé ait droit à de telles prestations. Au contraire, s'il s'agit d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, les prestations dont le travailleur a bénéficié au titre du régime de maladie sont considérées comme prestations d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

#### Application du paragraphe 4 de l'article 43 de la Convention

#### ARTICLE 61

1. Pour l'appréciation du degré d'incapacité, dans le cas visé au paragraphe 4 de l'article 43 de la Convention, le travailleur soumet à l'institution compétente de la Partie Contractante à la législation de laquelle il était soumis, lorsque l'accident du travail ou la maladie professionnelle sont survenus, tous renseignements relatifs aux accidents du travail ou aux maladies professionnelles dont il a été victime antérieurement, alors qu'il était soumis à la législation de toute autre Partie Contractante, quel que soit le degré d'incapacité provoquée par ces cas antérieurs d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

2. L'institution compétente peut s'adresser à toute autre institution qui a été compétente antérieurement, pour obtenir les renseignements qu'elle estime nécessaires.

#### Application du paragraphe 8 de l'article 44 de la Convention

#### ARTICLE 62

Pour l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 44 de la Convention, l'institution d'une Partie Contractante appelée à servir des prestations peut demander, dans la mesure nécessaire, à l'institution d'une autre Partie Contractante, de lui communiquer des renseignements relatifs à la durée pendant laquelle cette dernière institution a déjà servi des prestations, pour le même cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

#### Application du paragraphe 3 de l'article 45 de la Convention

#### ARTICLE 63

Pour bénéficier des dispositions du paragraphe 3 de l'article 45 de la Convention, le requérant présente à l'institution compétente un certificat relatif aux membres de sa famille qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent. Ce certificat est délivré, soit par l'institution du lieu de résidence de ces membres de famille, compétente en matière de maladie, soit par une autre institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ces membres de famille résident. En outre, les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 25 de l'Accord sont applicables par analogie.

#### Application de l'article 46 de la Convention

#### ARTICLE 64

1. Dans le cas visé au paragraphe 1 de l'article 46 de la Convention, la déclaration de la maladie professionnelle est adressée, soit à l'institution compétente en matière de maladie professionnelle de la Partie Contractante sous la législation de laquelle la victime a exercé en dernier lieu une activité susceptible de provoquer la maladie considérée, soit à l'institution du lieu de résidence qui transmet la déclaration à la première institution.

2. S'il apparaît à l'institution saisie de la déclaration qu'une activité susceptible de provoquer la maladie professionnelle considérée a été exercée en dernier lieu sous la législation d'une autre Partie Contractante, elle transmet la déclaration et les pièces qui l'accompagnent à l'institution correspondante de cette Partie et en informe simultanément l'intéressé.

3. Lorsque l'institution de la Partie Contractante, sous la législation de laquelle la victime a exercé en dernier lieu une activité susceptible de provoquer la maladie professionnelle considérée, constate que la victime ou ses survivants ne satisfont pas aux conditions de cette législation, compte tenu des dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 46 de la Convention, ladite institution :

(a) transmet sans délai, à l'institution de la Partie Contractante sous la législation de laquelle la victime a exercé précédemment une activité susceptible de provoquer la maladie considérée, la déclaration et toutes les pièces qui l'accompagnent, y compris les constatations et rapports des expertises médicales auxquelles la première institution a procédé, ainsi qu'une copie de la décision visée à l'alinéa suivant;

(b) notifie simultanément à l'intéressé sa décision, en indiquant notamment les raisons qui motivent le refus des prestations, les voies et délais de recours, ainsi que la date à laquelle le dossier a été transmis à l'institution visée à l'alinéa précédent.

4. Il y a lieu, le cas échéant, de remonter, selon la même procédure, jusqu'à l'institution correspondante de la Partie Contractante sous la législation de laquelle la victime a exercé en premier lieu une activité susceptible de provoquer la maladie professionnelle considérée.

#### ARTICLE 65

1. En cas d'introduction d'un recours contre une décision de rejet prise par l'institution de l'une des Parties Contractantes, sous la législation desquelles la victime a exercé une activité susceptible de provoquer la maladie professionnelle considérée, cette institution est tenue d'en informer l'institution à laquelle la déclaration a éventuellement été transmise, selon la procédure prévue au paragraphe 3 de l'article 64 de l'Accord, et de l'aviser ultérieurement de la décision définitive intervenue.

2. Si le droit aux prestations est ouvert au titre de la législation qu'applique l'institution à laquelle la déclaration a été transmise, selon la procédure prévue au paragraphe 3 de l'article 64 de l'Accord, compte tenu des dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 46 de la Convention, cette institution accorde à l'intéressé des avances dont le montant est déterminé après consultation de l'institution contre la décision de laquelle le recours a été introduit. Si, à la suite du recours, cette dernière institution est tenue de servir les prestations, elle rembourse à l'institution précédente le montant des avances accordées et retient un montant correspondant sur les prestations dues à l'intéressé.

#### Application de l'article 47 de la Convention

#### ARTICLE 66

Dans le cas visé à l'article 47 de la Convention, le travailleur est tenu de fournir à l'institution de la Partie Contractante auprès de laquelle il fait valoir des droits à prestations tous renseignements relatifs aux prestations accordées antérieurement pour la maladie professionnelle considérée et aux activités professionnelles qu'il a exercées depuis l'octroi de ces prestations. Cette institution peut s'adresser à toute autre institution qui a été compétente antérieurement pour obtenir les renseignements qu'elle estime nécessaires.

#### Présentation et instruction des demandes de rentes

#### ARTICLE 67

1. Lorsqu'un travailleur ou ses survivants résidant sur le territoire d'une Partie Contractante sollicitent le bénéfice d'une rente ou d'une allocation destinée à compléter une rente au titre de la législation d'une autre Partie Contractante, ils adressent leur demande, soit à l'institution compétente, soit à l'institution du lieu de résidence, qui la transmet à l'institution compétente. La présentation de la demande est soumise aux règles suivantes :

(a) la demande doit être accompagnée des pièces justificatives requises et établie sur les formules prévues par la législation de l'Etat compétent;

(b) l'exactitude des renseignements donnés par le requérant doit être établie par des pièces officielles annexées à la formule de demande, ou confirmé par les organes compétents de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside.

2. L'institution compétente notifie sa décision au requérant directement ou par l'intermédiaire de l'organisme de liaison de l'Etat compétent; elle adresse copie de cette notification à l'organisme de liaison de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle réside le requérant.

#### Contrôle administratif et médical

#### ARTICLE 68

Lorsqu'un titulaire de rente séjourne ou réside sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, le contrôle administratif et médical, ainsi que les examens médicaux nécessaires à la révision des rentes, sont effectués, à la demande de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence, selon les modalités prévues par la législation que cette dernière institution applique. Toutefois, l'institution compétente conserve la faculté de faire procéder à l'examen du bénéficiaire par un médecin de son choix, à sa propre charge.

#### Paiement des rentes

#### ARTICLE 69

Le paiement des rentes dues par l'institution d'une Partie Contractante à des titulaires résidant sur le territoire d'une autre Partie Contractante est effectué conformément aux dispositions prévues aux articles 46 à 51 de l'Accord.

#### Chapitre 4 : Décès (allocations)

#### Application des articles 49 et 50 de la Convention

#### ARTICLE 70

Lorsqu'une personne résidant sur le territoire d'une Partie Contractante sollicite le bénéfice d'une allocation au décès en vertu de la législation d'une autre Partie Contractante, elle adresse sa demande, soit à l'institution compétente, soit à l'institution du lieu de résidence, avec les pièces justificatives requises par la législation qu'applique l'institution compétente. L'exactitude des renseignements donnés par le requérant doit être établie par des pièces officielles annexées à la demande ou confirmée par les organes compétents de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside.

#### ARTICLE 71

1. Pour bénéficier des dispositions de l'article 49 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution compétente un certificat mentionnant les périodes d'assurance

ou de résidence accomplies sous la législation de la Partie Contractante à laquelle la personne ouvrant droit à l'allocation au décès a été soumise en dernier lieu.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent est délivré, à la demande de l'intéressé, par l'institution compétente en matière de maladie ou de vieillesse, selon le cas, de la Partie Contractante à la législation de laquelle la personne ouvrant droit à l'allocation au décès a été soumise en dernier lieu. Si l'intéressé ne présente pas ledit certificat, l'institution compétente s'adresse à cette dernière institution pour l'obtenir.

3. S'il est nécessaire de tenir compte de périodes d'assurance ou de résidence accomplies antérieurement sous la législation de toute autre Partie Contractante, pour satisfaire aux conditions requises par la législation de l'Etat compétent, les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont applicables par analogie.

#### Chapitre 5 : Chômage

#### Application de l'article 51 de la Convention

#### ARTICLE 72

1. Pour bénéficier des dispositions du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 de l'article 51 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution compétente un certificat mentionnant les périodes d'assurance, d'emploi ou d'activité professionnelle accomplies sous la législation de la Partie Contractante à laquelle il a été soumis antérieurement en dernier lieu et fournit tous renseignements complémentaires requis par la législation que cette institution applique.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent est délivré, à la demande de l'intéressé, soit par l'institution compétente en matière de chômage de la Partie Contractante à la législation de laquelle il a été soumis antérieurement en dernier lieu, soit par une autre institution désignée par l'autorité compétente de cette Partie. Si l'intéressé ne présente pas ledit certificat, l'institution compétente s'adresse à l'une de ces institutions pour l'obtenir, à moins que l'institution compétente en matière de maladie ne soit en mesure de lui communiquer copie du certificat prévu au paragraphe 1 de l'article 16 de l'Accord.

3. S'il est nécessaire de tenir compte de périodes d'assurance, d'emploi ou d'activité professionnelle accomplies antérieurement sous la législation de toute autre Partie Contractante, pour satisfaire aux conditions requises par la législation de l'Etat compétent, les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont applicables par analogie.

#### Application de l'article 52 de la Convention

#### ARTICLE 73

1. Pour bénéficier des dispositions de l'article 52 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution du lieu de sa nouvelle résidence un certificat attestant qu'il satisfait aux conditions requises par la législation de l'Etat compétent pour avoir droit aux prestations, au regard de l'accomplissement des périodes d'assurance, d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence, et fournit tous renseignements complémentaires requis par la législation que cette institution applique.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent est délivré par l'institution compétente, à la demande de l'intéressé, avant le transfert de résidence. Cette institution en adresse copie à l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'intéressé transfère sa résidence. Si l'intéressé ne présente pas ce certificat ou si l'institution du lieu de la nouvelle résidence n'a pas reçu copie dudit certificat, cette institution s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

#### Application de l'article 53 de la Convention

#### ARTICLE 74

1. Dans les cas visés à l'alinéa (a) (ii) et à l'alinéa (b) (ii) du paragraphe 1 de l'article 53 de la Convention, l'institution du lieu de résidence est considérée comme l'institution compétente pour l'application des dispositions de l'article 72 de l'Accord.

2. Dans le cas visé à l'alinéa (b) (iii) du paragraphe 1 de l'article 53 de la Convention, les dispositions de l'article 73 de l'Accord sont applicables par analogie.

3. Pour l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 53 de la Convention, l'institution du lieu de résidence demande à l'institution compétente tous renseignements relatifs aux droits de l'intéressé à l'égard de cette dernière institution.

#### Application de l'article 54 de la Convention

#### ARTICLE 75

Pour l'application des dispositions de l'article 54 de la Convention, l'institution compétente indique, le cas échéant, dans le certificat visé au paragraphe 1 de l'article 73 de l'Accord, la durée pendant laquelle elle a déjà servi des prestations après la dernière constatation du droit aux prestations.

#### Application de l'article 55 de la Convention

#### ARTICLE 76

Pour le calcul des prestations incomptant à une institution visée au paragraphe 1 de l'article 55 de la Convention, au cas où l'intéressé n'a pas exercé son dernier emploi pendant quatre semaines au moins sur le territoire de la Partie Contractante où se trouve cette institution, il lui présente une attestation indiquant la nature du dernier emploi exercé sur le territoire d'une autre Partie Contractante pendant quatre semaines au moins, ainsi que la branche économique dans laquelle cet emploi a été exercé. Si le travailleur ne présente pas cette attestation, ladite institution s'adresse, pour l'obtenir, soit à l'institution compétente en matière de chômage de cette dernière Partie, soit à une autre institution désignée par l'autorité compétente de ladite Partie.

#### ARTICLE 77

Pour bénéficier des dispositions du paragraphe 2 de l'article 55 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution compétente un certificat relatif aux mem-

bres de sa famille qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent. Ce certificat est délivré, soit par l'institution du lieu de résidence de ces membres de famille, compétente en matière de maladie, soit par une autre institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ces membres de famille résident. En outre, les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 25 de l'Accord sont applicables par analogie.

#### Chapitre 6 . Prestations familiales

##### *Application de l'article 57 de la Convention*

#### ARTICLE 78

1. Pour bénéficier des dispositions de l'article 57 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution compétente un certificat mentionnant les périodes d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence accomplies sous la législation de la Partie Contractante à laquelle il a été soumis antérieurement en dernier lieu et fournit tous renseignements complémentaires requis par la législation que cette institution applique.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent est délivré, à la demande de l'intéressé, soit par l'institution compétente en matière de prestations familiales de la Partie Contractante à la législation de laquelle il a été soumis antérieurement en dernier lieu, soit par une autre institution désignée par l'autorité compétente de cette Partie. Si l'intéressé ne présente pas ledit certificat, l'institution compétente s'adresse à l'une de ces institutions pour l'obtenir, à moins que l'institution compétente en matière de maladie ne soit en mesure de lui communiquer copie du certificat prévu au paragraphe 1 de l'article 16 de l'Accord.

3. S'il est nécessaire de tenir compte de périodes d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence accomplies antérieurement sous la législation de toute autre Partie Contractante, pour satisfaire aux conditions requises par la législation de l'Etat compétent, les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont applicables par analogie.

##### *Application des articles 59 et 60 de la Convention*

#### ARTICLE 79

1. Pour bénéficier des dispositions de l'article 59 de la Convention, l'intéressé adresse une demande à l'institution compétente, le cas échéant, par l'intermédiaire de son employeur.

2. En cas d'application du paragraphe 3 de l'article 59 de la Convention, afin d'effectuer la comparaison prévue au paragraphe 4 dudit article, l'institution compétente obtient les renseignements relatifs au montant des allocations familiales prévues par la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle résident ou sont élevés les enfants, par l'intermédiaire de l'autorité compétente dont elle relève. Cette autorité compétente s'adresse à la fin de chaque trimestre à l'autorité compétente de ladite Partie Contractante pour obtenir ces renseignements, qui doivent être fondés sur l'état de la législation applicable au quinzième jour du dernier mois du dernier trimestre considéré et qui constituent les bases valables de liquidation des allocations familiales afférentes au trimestre suivant.

3. L'intéressé produit, à l'appui de sa demande, un état de famille délivré par les autorités compétentes en matière d'état civil sur le territoire de la Partie Contractante où résident ou sont élevés les enfants, si de tels documents sont normalement délivrés par ces autorités ou, sinon, par l'institution désignée par l'autorité compétente de cette Partie. Cet état de famille doit être renouvelé une fois par an.

4. En outre, l'intéressé fournit, le cas échéant, à la demande de l'institution compétente, les renseignements permettant d'individualiser la personne à laquelle doivent être servies les allocations familiales sur le territoire de la Partie Contractante où résident ou sont élevés les enfants.

5. L'intéressé est tenu d'informer l'institution compétente, le cas échéant par l'intermédiaire de son employeur, de tout changement dans la situation de ses enfants susceptible d'affecter le droit aux allocations familiales, notamment de tout transfert de leur résidence et de toute modification du nombre des enfants pour lesquels des allocations familiales sont dues.

6. Les dispositions des paragraphes 1, 3 et 5 du présent article sont applicables dans le cas visé au paragraphe 5 de l'article 59 de la Convention.

#### ARTICLE 80

1. Si l'intéressé a exercé un emploi ou une activité professionnelle ou s'il a résidé au cours d'un mois ou d'un trimestre civil sur le territoire de deux Parties Contractantes, les allocations familiales auxquelles il peut prétendre, en vertu des législations de chacune de ces Parties, correspondent au nombre des allocations journalières dues en application de la législation considérée. Si l'une ou l'autre de ces législations prévoit, soit l'octroi d'allocations mensuelles, soit l'octroi d'allocations trimestrielles, il est accordé au titre de cette législation soit un vingt-sixième du montant des allocations mensuelles, soit un soixante-dix-huitième du montant des allocations trimestrielles pour chaque journée d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence accomplie sur le territoire de la Partie Contractante considérée et pour chaque journée assimilée par la législation de cette Partie.

2. Si l'institution d'une Partie Contractante a servi des allocations familiales pour un mois ou une partie de mois, alors que la charge en incombe à l'institution d'une autre Partie Contractante, les allocations servies indûment donnent lieu à décompte entre ces institutions.

##### *Application de l'article 61 de la Convention*

#### ARTICLE 81

1. Pour bénéficier des prestations familiales sur le territoire de la Partie Contractante où ils résident, les membres de famille visés au paragraphe 1 de l'article 61 de la Convention s'inscrivent auprès de l'institution du lieu de leur résidence, en présentant les pièces justificatives normalement requises pour l'octroi des prestations familiales, en vertu de la législation que cette institution applique, ainsi

qu'un certificat attestant que l'intéressé satisfait aux conditions d'ouverture du droit aux prestations et comportant, à cet effet, les indications suivantes :

(a) si la législation de l'Etat compétent ne subordonne l'ouverture du droit aux prestations à aucune condition d'emploi ou d'activité professionnelle, le certificat mentionne uniquement que l'intéressé est soumis à la législation de cet Etat;

(b) si la législation de l'Etat compétent subordonne l'ouverture du droit aux prestations à une durée déterminée d'emploi ou d'activité professionnelle, le certificat atteste que cette condition est remplie;

(c) si la législation de l'Etat compétent prévoit que le droit aux prestations s'ouvre pour une durée correspondant à la durée des périodes d'emploi ou d'activité professionnelle, le certificat mentionne la durée d'emploi ou d'activité professionnelle accomplie pendant la période considérée.

Ce certificat est délivré par l'institution compétente à la demande de l'intéressé, dès qu'il satisfait aux conditions requises. Si les membres de la famille ne présentent pas ledit certificat, l'institution du lieu de leur résidence s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent, dans les cas mentionnés aux alinéas (a) et (b), demeure valable aussi longtemps que l'institution du lieu de résidence n'a pas reçu notification de son annulation. Toutefois, dans le cas mentionné à l'alinéa (c), ce certificat est seulement valable pendant un délai de trois mois suivant la date de sa délivrance et doit être renouvelé d'office tous les trois mois par l'institution compétente.

3. Si l'intéressé a la qualité de travailleur saisonnier, le certificat visé au paragraphe 1 du présent article est valable pendant toute la durée prévue du travail saisonnier, à moins que l'institution compétente ne通知 entre-temps son annulation à l'institution du lieu de résidence.

4. Si la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle résident les membres de famille prévoit l'octroi de prestations mensuelles ou trimestrielles, alors que la législation de l'Etat compétent prévoit que le droit aux prestations s'ouvre pour une durée correspondant à la durée d'emploi ou d'activité professionnelle accomplie, les prestations sont accordées au prorata de cette durée par rapport à la durée prévue par la législation du pays de résidence des membres de famille.

5. Si la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle résident les membres de famille prévoit l'octroi des prestations pour un nombre de journées correspondant aux journées d'emploi ou d'activité professionnelle accomplies, alors que la législation de l'Etat compétent prévoit que le droit aux prestations s'ouvre pour un mois ou un trimestre entier, les prestations sont accordées pour un mois ou un trimestre.

6. Dans les cas visés aux paragraphes 4 et 5 du présent article, lorsque les périodes d'emploi ou d'activité professionnelle accomplies sous la législation de l'Etat compétent sont exprimées en unités différentes de celles qui servent au calcul des prestations en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle résident les membres de famille, la conversion s'effectue conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 15 de l'Accord.

7. L'institution compétente informe immédiatement l'institution du lieu de résidence des membres de famille de la date à laquelle l'intéressé cesse d'avoir droit aux prestations ou transfère sa résidence du territoire d'une Partie Contractante sur celui d'une autre Partie Contractante. L'institution du lieu de résidence des membres de famille peut demander en tout temps à l'institution compétente de lui fournir tous renseignements relatifs aux droits à prestations de l'intéressé.

8. Les membres de famille sont tenus d'informer l'institution du lieu de leur résidence de tout changement dans leur situation susceptible de modifier le droit aux prestations, notamment de tout transfert de leur résidence.

#### ARTICLE 82

Si des membres de famille transfèrent leur résidence du territoire d'une Partie Contractante sur celui d'une autre Partie Contractante au cours d'un mois ou d'un trimestre civil, les prestations familiales qui leur sont accordées au titre de la législation de chacune de ces Parties correspondent au nombre de prestations journalières dues en application de la législation considérée. Si l'une ou l'autre de ces législations prévoit soit l'octroi de prestations mensuelles, soit l'octroi de prestations trimestrielles, ces prestations sont accordées au prorata de la durée de résidence des intéressés sur le territoire de la Partie en cause pendant le mois ou le trimestre considéré.

##### *Application de l'article 62 de la Convention*

#### ARTICLE 83

1. Pour bénéficier des prestations familiales sur le territoire de la Partie Contractante où ils résident, les membres de famille visés à l'article 62 de la Convention présentent à l'institution du lieu de leur résidence un certificat attestant que l'intéressé bénéficie de prestations de chômage au titre de la législation d'une autre Partie Contractante et qu'il aurait droit aux prestations familiales s'il résidait avec les membres de sa famille sur le territoire de l'Etat compétent. Ce certificat est délivré soit par l'institution compétente en matière de chômage de ce dernier Etat, soit par une autre institution désignée par l'autorité compétente de cet Etat. Si les membres de famille ne présentent pas ledit certificat, l'institution du lieu de leur résidence s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

2. Les dispositions des articles 81 et 82 de l'Accord sont applicables par analogie.

#### TITRE VI

##### *Dispositions diverses*

#### ARTICLE 84

L'institution du lieu de résidence d'un bénéficiaire qui a obtenu indûment des prestations, ou l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ce bénéficiaire réside, prête ses bons offices à l'institution de toute autre Partie Contractante ayant servi ces prestations, en cas de recours exercé par cette dernière institution à l'encontre dudit bénéficiaire.

## ARTICLE 85

1. Si, lors de la liquidation ou de la révision de prestations d'invalidité, de vieillesse ou de décès (pensions), en application du Chapitre 2 du Titre III de la Convention, l'institution d'une Partie Contractante a versé à un bénéficiaire de prestations une somme qui excède celle à laquelle il a droit, cette institution peut demander à l'institution de toute autre Partie Contractante, débitrice de prestations correspondantes en faveur de ce bénéficiaire, de retenir le montant payé en trop sur les rappels d'arrérages qu'elle verse audit bénéficiaire. Cette dernière institution transfère le montant ainsi retenu à l'institution créancière. Si la récupération ne peut être effectuée sur les rappels d'arrérages, les dispositions du paragraphe suivant sont applicables.

2. Lorsque l'institution d'une Partie Contractante a versé à un bénéficiaire de prestations une somme qui excède celle à laquelle il a droit, cette institution peut, dans les conditions et limites prévues par la législation qu'elle applique, demander à l'institution de toute autre Partie Contractante, débitrice de prestations en faveur de ce bénéficiaire, de retenir le montant payé en trop sur les sommes qu'elle verse audit bénéficiaire. Cette dernière institution opère la retenue dans les conditions et limites où une telle compensation est autorisée par la législation qu'elle applique, comme s'il s'agissait de sommes servies en trop par elle-même, et transfère le montant ainsi retenu à l'institution créancière.

3. Lorsque l'institution d'une Partie Contractante a versé une avance sur prestations pour une période au cours de laquelle le bénéficiaire avait droit à recevoir des prestations correspondantes au titre de la législation d'une autre Partie Contractante, cette institution peut demander à l'institution de l'autre Partie de retenir le montant de ladite avance sur les sommes qu'elle doit audit bénéficiaire pour la même période. Cette dernière institution opère la retenue et transfère le montant ainsi retenu à l'institution créancière.

## ARTICLE 86

Lorsqu'une personne a bénéficié de l'assistance sociale sur le territoire d'une Partie Contractante, pendant une période au cours de laquelle elle avait droit à recevoir des prestations au titre de la législation d'une autre Partie Contractante, l'organisme qui fournit l'assistance sociale peut, s'il dispose légalement d'un recours sur les prestations dues aux bénéficiaires de l'assistance sociale, demander à l'institution de toute autre Partie Contractante, débitrice de prestations en faveur de cette personne, de retenir le montant des frais d'assistance sociale octroyés au cours de ladite période sur les sommes qu'elle verse à ladite personne. Cette dernière institution opère la retenue et transfère le montant ainsi retenu à l'organisme créancier.

## ARTICLE 87

1. Au cas où le droit à prestations n'est pas reconnu par l'institution indiquée comme compétente, les prestations en nature servies par l'institution du lieu de séjour, en vertu de la présomption établie au paragraphe 2 de l'article 20 ou du paragraphe 2 de l'article 55 de l'Accord, sont remboursées par la première institution.

2. Les dépenses encourues par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution du lieu de séjour au titre de prestations en nature servies en vertu des dispositions du paragraphe 1 de l'article 60 de l'Accord, alors que l'intéressé n'a pas droit à prestations, sont remboursées par l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause.

3. L'institution qui a remboursé des prestations indues, en vertu des dispositions du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 du présent article, conserve sur le bénéficiaire une créance égale au montant des prestations indûment servies.

## ARTICLE 88

En cas de contestation entre les institutions ou les autorités compétentes de deux ou plusieurs Parties Contractantes au sujet, soit de la législation applicable en vertu du Titre II de la Convention, soit de la détermination de l'institution appelée à servir des prestations, l'intéressé qui pourra prétendre à des prestations, à défaut de contestation, bénéficie à titre provisoire des prestations prévues par la législation qui applique l'institution du lieu de résidence ou, si l'intéressé ne réside pas sur le territoire de l'une des Parties Contractantes en cause, par la législation de la Partie Contractante à laquelle il a été assujetti antérieurement en dernier lieu. Après règlement de la contestation, la charge des prestations servies à titre provisoire incombe à l'institution reconnue compétente pour le service des prestations.

## ARTICLE 89

Si l'institution compétente d'une Partie Contractante considère, en vue d'appliquer sa législation ou la Convention, dans des cas déterminés, qu'il y a lieu de procéder à une enquête sur le territoire d'une autre Partie Contractante, elle peut désigner un enquêteur à cet effet, après accord entre les autorités compétentes des deux Parties en cause. L'autorité compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'enquête est effectuée prête son concours audit enquêteur, en désignant notamment une personne chargée de l'assister pour la consultation des procès-verbaux et de tous autres documents relatifs au cas considéré.

## ARTICLE 90

Si la législation d'une Partie Contractante ne considère comme membre de la famille ou du ménage que les personnes vivant sous le toit de l'intéressé, l'institution qui applique cette législation peut requérir la preuve que ces membres de la famille ou du ménage, lorsqu'ils ne satisfont pas à cette condition, sont principalement à la charge de l'intéressé, au moyen de pièces établissant que l'intéressé subvient d'une manière substantielle à leur entretien.

## ARTICLE 91

Les accords qui viendront à être conclus en vertu du paragraphe 1 de l'article 26, du paragraphe 3 ou du paragraphe 6 de l'article 32, de l'article 41, du paragraphe 3 de l'article 42, du paragraphe 5 de l'article 46, du paragraphe 1 de l'article 56, du paragraphe 1 de l'article 58, du paragraphe 2 de l'article 67, du paragraphe 3 de l'article 69, du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 de l'article 70 de la Convention, ainsi

qu'en vertu de l'article 5 de l'Accord, seront communiqués au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, dans un délai de trois mois à dater de leur entrée en vigueur.

## ARTICLE 92

1. Les annexes visées à l'article 4 de l'Accord font partie intégrante de celui-ci.
2. Tout amendement aux annexes à l'Accord sera notifié par la Partie Contractante ou les Parties Contractantes intéressées au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
3. En cas de proposition d'amendement à l'Annexe 5 à l'Accord, la procédure prévue aux paragraphes 2 et 3 de l'article 73 de la Convention est applicable par analogie.

## TITRE VII

## Dispositions transitoires et finales

## ARTICLE 93

L'introduction d'une demande de prestations d'invalidité, de vieillesse ou de survivants, après l'entrée en vigueur de la Convention, auprès de l'institution d'une Partie Contractante, entraîne la révision d'office, conformément aux dispositions de ladite Convention, des prestations liquidées avant son entrée en vigueur, pour la même éventualité, par l'institution ou par les institutions de l'une ou de plusieurs des autres Parties Contractantes.

## ARTICLE 94

1. L'Accord est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe ayant signé la Convention, qui peuvent y devenir Parties par :
  - (a) la signature sans réserve de ratification ou d'acceptation;
  - (b) la signature sous réserve de ratification ou d'acceptation, suivie de ratification ou d'acceptation.
2. Tout Etat qui signe l'Accord sans réserve de ratification ou d'acceptation ou qui le ratifie ou l'accepte doit en même temps ratifier ou accepter la Convention.
3. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

## ARTICLE 95

1. L'Accord entrera en vigueur à la même date que la Convention.
2. Pour tout Etat membre qui le signera ultérieurement sans réserve de ratification ou d'acceptation ou qui le ratifiera ou l'acceptera, l'Accord entrera en vigueur trois mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'acceptation.

## ARTICLE 96

1. Tout Etat non membre du Conseil de l'Europe qui, sur invitation du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, conformément à l'article 77 de la Convention, adhéra à celle-ci, devra en même temps adhérer à l'Accord.
2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

## ARTICLE 97

1. L'Accord aura la même durée que la Convention.
2. Aucune Partie Contractante ne peut dénoncer l'Accord sans dénoncer en même temps la Convention dans les conditions fixées aux dispositions de l'article 78 de celle-ci.
3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de sa notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

## ARTICLE 98

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera, dans un délai d'un mois aux Parties Contractantes, aux Etats signataires, ainsi qu'au Directeur Général du Bureau international du Travail :

- (a) toute signature sans réserve de ratification ou d'acceptation;
- (b) toute signature sous réserve de ratification ou d'acceptation;
- (c) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;
- (d) toute date d'entrée en vigueur de l'Accord, conformément aux dispositions des articles 95 et 96;
- (e) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 97 de l'Accord et la date à laquelle la dénonciation prendra effet;
- (f) toute communication ou notification reçue en application des dispositions de l'article 91 et du paragraphe 2 de l'article 92 de l'Accord.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord complémentaire.

Fait à Paris, le 14 décembre 1972, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

Rudolf Kirchschläger.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

*Jean Bouha.*

Pour le Gouvernement de la République de Chypre:

Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark:

Pour le Gouvernement de la République française:

*Maurice Schumann.*

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:

Pour le Gouvernement de la République islandaise:

Pour le Gouvernement d'Irlande:

Pour le Gouvernement de la République italienne:

*Alberto Bemporad.*

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:

*Gaston Thorn.*

Pour le Gouvernement de Malte:

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

*C. W. Van Boetzelaer.*

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

Pour le Gouvernement de la République portugaise:

*José Vieira Lima.*

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

Pour le Gouvernement de la République turque:

*Ü. Haluk Bayücken.*

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

#### *France:*

Le Ministère chargé de la Sécurité sociale, Paris;

Le ministre de l'Agriculture, Paris;

Le ministre chargé de la Marine marchande, Paris.

#### *République fédérale d'Allemagne:*

Bundesminister für Arbeit und Sozialordnung (ministre fédéral du Travail et des Affaires sociales), Bonn.

#### *Islande:*

The Minister of Social Affairs (ministre des Affaires sociales), Reykjavik;

The Minister of Health and Social Security (ministre de la Santé et de la Sécurité sociale), Reykjavik.

#### *Irlande:*

An tAire Leasa Shóisialaigh, Baile Átha Cliath (ministre chargé de la Sécurité et de l'Assistance sociales), Dublin.

#### *Italie:*

Il Ministro del Lavoro e della Previdenza Sociale (ministre du Travail et de la Prévoyance sociale), Rome.

#### *Luxembourg:*

Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Luxembourg;

Le ministre de la Famille, Luxembourg;

Le ministre des Classes moyennes, Luxembourg;

Le ministre de l'Agriculture, Luxembourg.

#### *Malte:*

The Minister Responsible for the Department of Social Services (ministre responsable des Services sociaux), La Vallette.

#### *Pays-Bas:*

Minister van sociale zaken (ministre des Affaires sociales), La Haye.

#### *Norvège:*

Ministère des Affaires sociales, Oslo;

En ce qui concerne l'assurance-chômage: Ministère du Travail et des Affaires communales, Oslo.

#### *Suède:*

Le Gouvernement suédois.

#### *Suisse:*

En ce qui concerne les régimes d'assurance-maladie et maternité, d'assurance-invalidité, vieillesse et survivants, dassurance en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles ainsi que le régime fédéral des allocations familiales: Office fédéral des Assurances sociales, Berne;

En ce qui concerne le régime d'assurance-chômage: Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail, Berne.

#### *Turquie:*

Le Ministère du Travail, Ankara.

#### *Royaume-Uni:*

The Secretary of State for Social Services (secrétaire d'État pour les Services sociaux);

The Secretary of State for Scotland (secrétaire d'État pour l'Écosse);

The Secretary of State for Wales (secrétaire d'Etat pour le Pays de Galles);

The Ministry of Health and Social Services for Northern Ireland (Ministère de la Santé et des Services sociaux pour l'Irlande du Nord);

The Isle of Man Board of Social Services (Office des Services sociaux pour l'Île de Man);

The Social Security Committee of the States of Jersey and the States of Guernsey Insurance Authority (Commission parlementaire de Sécurité sociale de Jersey et l'Autorité compétente en matière d'Assurance de Guernesey), Londres.

## **Annexes à l'Accord Complémentaire pour l'Application de la Convention Européenne de Sécurité Social**

### **ANNEXE 1**

(Article 1, alinéa e), de la Convention  
et article 4, paragraphe 1, de l'Accord)

#### **Autorités compétentes**

##### ***Autriche:***

Bundesminister für soziale Verwaltung (le ministre fédéral des Affaires sociales), Vienne;

En ce qui concerne les prestations familiales: Bundesminister für Finanzen (le ministre fédéral des Finances), Vienne.

##### ***Belgique:***

Le ministre de la Prévoyance sociale, Bruxelles;

En ce qui concerne les obligations imposées en vertu du régime de la sécurité sociale des travailleurs indépendants ainsi que pour les prestations familiales et les prestations en cas de vieillesse et de décès (pensions) prévues par ce régime: le ministre des Classes moyennes, Bruxelles.

##### ***Chypre:***

The Minister of Labour and Social Insurance (le ministre du Travail et des Assurances sociales), Nicosie.

##### ***Danemark:***

Socialministeriet (Ministère des Affaires sociales), Copenhague; Arbejdsminderiet (Ministère du Travail), Copenhague.

## ANNEXE 2

[Article 1, alinea g), de la Convention et article 4, paragraphe 2, de l'Accord)]

**Institutions compétentes****Autriche:**

À moins que la présente Annexe en dispose autrement, la compétence de l'institution autrichienne est régie par les dispositions législatives et réglementaires autrichiennes.

**1 — Maladie et maternité:**

La Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger (Fédération principale des institutions autrichiennes d'assurance sociale), Vienne, étant entendu que le remboursement des dépenses encourues en application de l'article 24, paragraphe 2, de la Convention sera effectué à partir des contributions à l'assurance-maladie des pensionnés, versées par les institutions d'assurance-pension à ladite Fédération principale.

**2 — Invalidité, vieillesse, décès (pensions):**

La compétence des institutions autrichiennes d'assurance-pension en ce qui concerne la décision en matière de demandes et d'octroi des pensions est exclusivement déterminée par la législation autrichienne. La détermination de l'institution autrichienne compétente relève de la responsabilité de la Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger (Fédération principale des institutions autrichiennes d'assurance sociale), Vienne.

**3 — Chômage:**

Bundesministerium für soziale Verwaltung (Ministère fédéral des Affaires sociales), Vienne.

**4 — Prestations familiales:**

Bundesministerium für Finanzen (Ministère fédéral des Finances), Vienne.

**Belgique:****1 — Maladie-maternité:**

a) Application des articles 16, 17, 19, 20, 21, 22, 24 et 25 de l'Accord:

i) En règle générale: l'organisme assureur auquel le travailleur est affilié;

ii) Pour les marins: la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, Anvers;

**b) Application de l'article 28 de l'Accord:**

i) En règle générale: l'Institut national d'assurance maladie-invalidité conjointement avec l'organisme assureur auquel le travailleur est affilié;

ii) Pour les marins: la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, Anvers.

**2 — Invalidité:**

a) Invalidité générale (ouvriers, employés, travailleurs indépendants et ouvriers-mineurs dans la mesure où ces derniers n'ont pas droit au regard du régime spécial): l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, à Bruxelles, conjointement avec les organismes assureurs;

b) Invalidité spéciale des ouvriers-mineurs: le Fonds national de retraite des ouvriers-mineurs, Bruxelles;

c) Invalidité des marins: la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, Anvers.

**3 — Vieillesse-décès (pensions):**

a) Des travailleurs salariés: l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, Bruxelles;

**b) Des travailleurs indépendants:**

Pour les rentes: les Caisses libres d'assurances sociales pour travailleurs indépendants et la Caisse nationale auxiliaire d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;

Pour autres prestations de retraite et de survie: Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, Bruxelles.

**4 — Accidents du travail:**

a) Pour les demandes d'allocations destinées à compléter une rente: Fonds des accidents du travail, Bruxelles;

**b) Dans les autres cas:****i) En règle générale: l'assureur;****ii) Pour les marins: Fonds des accidents du travail, Bruxelles.****5 — Maladies professionnelles:****Fonds des maladies professionnelles, Bruxelles.****6 — Allocations au décès:****a) Assurance maladie-invalidité:**

i) En règle générale: Institut national d'assurance maladie-invalidité conjointement avec l'organisme assureur auquel le travailleur était affilié;

ii) Pour les marins: Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, Anvers;

**b) Accidents du travail:**

i) En règle générale: l'employeur ou l'assureur subrogé;

ii) Pour les marins: Caisse commune de la marine marchande, Anvers;

**c) Maladies professionnelles:**

Fonds des maladies professionnelles, Bruxelles.

**Chômage:**

i) En règle générale: Office national de l'emploi, Bruxelles;

ii) Pour les marins: Pool des marins de la marine marchande, Anvers.

**8 — Prestations familiales:**

a) Travailleurs salariés: l'organisme d'allocations familiales pour travailleurs salariés auquel l'employeur est affilié;

**b) Travailleurs indépendants:**

Caisse libre d'assurances sociales pour travailleurs indépendants ou Caisse nationale auxiliaire d'assurances sociales pour travailleurs indépendants à laquelle l'assuré est affilié;

Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, Bruxelles, pour les droits dits spéciaux (allocations d'orphelin, d'invalidité, etc.).

**Chypre:**

Département des Assurances sociales du Ministère du Travail et des Assurances sociales, Nicosie.

**Danemark:****1 — Maladie:**

Caisse locale d'assurance-maladie.

**2 — Maternité:**

a) Prestations en nature: Caisse locale d'assurance-maladie;

b) Prestations en espèces: l'autorité locale ou dans le cas où le service de telles prestations lui a été dévolu par cette autorité, la Caisse locale d'assurance-maladie.

**3 — Invalidité, pensions de vieillesse et de survivants:**

Kommunen (l'autorité locale).

**4 — Pension supplémentaire de l'emploi:**

Office de pension supplémentaire de l'emploi, Hillerød.

**5 — Accidents du travail et maladies professionnelles:**

Direction de l'assurance-accidents du travail, Copenhague.

**6 — Décès:**

Caisse locale d'assurance maladie.

**7 — Chômage:**

Direction du Travail, Copenhague.

**8 — Prestations familiales:**

Kommunen (l'autorité locale).

**France:****1 — Métropole****A — Travailleurs salariés****1 — Régime général:****a) Maladie, maternité, décès (capital), invalidité:**

Caisse primaire d'assurance-maladie, sauf en ce qui concerne l'invalidité;

Pour la région parisienne: Caisse régionale d'assurance-maladie de Paris;

Pour la région de Strasbourg: Caisse régionale d'assurance maladie de Strasbourg.

**b) Vieillesse et prestations aux conjoint survivants:**

Caisse régionale d'assurance-maladie (section vieillesse) sauf pour la région parisienne;

Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés, Paris, pour la circonscription de Strasbourg;

Caisse régionale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés, Strasbourg.

**c) Accidents du travail et maladies professionnelles:**

i) Incapacité temporaire: Caisse primaire d'assurance-maladie;

**ii) Incapacité permanente:**

Rentes: Caisse primaire d'assurance-maladie (pour les accidents survenus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1947);

Employeur ou assureur substitué (pour les accidents antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1947);

Majorations de rentes: Caisse primaire de Sécurité sociale (pour les accidents survenus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1947);

Caisse des dépôts et consignations (pour les accidents antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1947).

**d) Chômage:**

Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

**e) Prestations familiales:**

Caisse d'allocations familiales.

**2 — Régime agricole:**

a) Assurances-maladie, maternité, décès (capital), invalidité, prestations familiales:

Caisse départementale de mutualité sociale agricole.

b) Assurance-vieillesse et prestations aux conjoints survivants:

Caisse centrale de secours mutuels agricoles.

c) Accidents du travail ou maladies professionnelles:

L'employeur ou l'organisme d'assurance substitué à l'employeur (sauf s'il s'agit de majorations de rentes: l'institution compétente est alors: Caisse des dépôts et consignations, Arcueil-94).

d) Chômage:

Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

**3 — Régime minier:**

a) Maladie, maternité, décès (allocations):

Société de secours minière.

b) Invalidité, vieillesse et prestations aux survivants:

Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines.

c) Accidents du travail:

i) Incapacité temporaire: la Société de secours minière;

ii) Incapacité permanente:

Rentes: Union régionale des Sociétés de secours minières (pour les accidents du travail survenus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1947);

L'employeur ou l'assureur substitué (pour les accidents du travail antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1947);

Majorations de rentes: Union régionale des Sociétés de secours minières (pour les accidents du travail survenus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1947);

Caisse des dépôts et consignations (pour les accidents du travail antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1947).

d) Chômage:

Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

e) Prestations familiales:

Union régionale des Sociétés de secours minières.

**4 — Régime des marins:**

a) Maladie, maternité, invalidité, accidents du travail, pension de survivant d'un invalide ou d'une victime d'un accident du travail, allocations au décès:

La section «Caisse générale de prévoyance des marins» du quartier des affaires maritimes.

b) Vieillesse-décès (pensions):

La section «Caisse de retraites des marins» du quartier des affaires maritimes.

c) Prestations familiales:

Caisse nationale d'allocations familiales des marins du commerce;

Caisse nationale d'allocations familiales de la pêche maritime.

d) Chômage:

Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

**B — Travailleurs non salariés des professions non agricoles**

a) Maladie-maternité-accidents:

i) Immatriculation:

Caisse mutuelle régionale d'assurance des travailleurs non salariés des professions non agricoles;

ii) Versement des cotisations-service des prestations: l'organisme conventionné (Mutuelle ou Compagnie d'assurances habilitée par la Caisse nationale et conventionnée par la Caisse mutuelle régionale).

b) Invalidité-vieillesse et survivants, décès (capital):

Caisse interprofessionnelle locale ou la Caisse professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance-vieillesse des professions artisanales;

Caisse nationale des Barreaux français.

c) Vieillesse et survivants:

Caisse interprofessionnelle locale ou la Caisse professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance-vieillesse des professions industrielles et commerciales;

Section professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance-vieillesse des professions libérales.

d) Prestations familiales:

Caisse d'allocations familiales.

**C — Travailleurs non salariés des professions agricoles**

a) Maladie-maternité-invalidité-accidents du travail de la vie privée:

i) Responsable de l'immatriculation:

Caisse départementale de mutualité social agricole;

ii) Ayant la charge des prestations:

Caisse départementale de mutualité sociale agricole, ou Caisse d'assurance mutuelle agricole, ou l'assureur privé.

b) Vieillesse et pensions de survivants, prestations familiales: Caisse départementale de mutualité sociale agricole.

**II — Départements d'outre-mer****A — Travailleurs salariés assujettis aux régimes suivants:**

Général;

Agricole;

Minier:

a) Tous risques: Caisse générale de sécurité sociale (sauf pour les majorations de rentes afférentes à des accidents du travail survenus dans les départements d'outre-mer avant le 1<sup>er</sup> janvier 1952, auquel cas l'organisme compétent est la Direction départementale de l'enregistrement).

En outre, l'aide aux travailleurs sans emploi prend la forme de chantiers de chômage dépendant de la Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

b) Prestations familiales:

Caisse d'allocations familiales du département.

Marins:

a) Pour tous les risques:

Section de la Caisse de retraite des marins ou de la Caisse générale de prévoyance des marins, du quartier des affaires maritimes selon les risques.

b) Prestations familiales:

Caisse d'allocations familiales du département.

**B — Travailleurs non salariés des professions non agricoles**

a) Maladie:

L'organisme compétent est en instance de création.

b) Invalidité-décès (capital):

L'organisme compétent est en instance de création.

c) Invalidité-décès (capital)-vieillesse et survivants:

Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance-vieillesse artisanale (CANCAVA), Paris;

Caisse nationale des Barreaux français, Paris.

d) Vieillesse et décès:

Caisse interprofessionnelle d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants d'Algérie et d'Outre-mer (CAVICORG), Paris.

Section professionnelle de chaque profession pour les professions libérales.

e) Prestations familiales:

Caisse d'allocations familiales du département.

**C — Travailleurs non salariés des professions agricoles**

a) Maladie-maternité-vieillesse:

Caisse générale de sécurité sociale du régime des salariés.

b) Prestations familiales:

Caisse d'allocations familiales du département.

**République fédérale d'Allemagne:**

**A — À moins que la présente Annexe en dispose autrement, la compétence des institutions allemandes est réglée par la législation allemande.**

1 — Maladie:

Pour l'application de l'article 24, paragraphe 2, de la Convention:

L'Institution d'assurance-maladie à laquelle de titulaire de la pension aurait été affilié s'il résidait sur le territoire de la République fédérale. Si — conformément à cette procédure — l'institution compétente est la Allgemeine Ortskrankenkasse (Caisse générale locale d'assurance-maladie) ou bien une Landkrankenkasse (Caisse rurale d'assurance-maladie); ou encore s'il n'y a pas d'institution compétente:

Allgemeine Ortskrankenkasse Bad Godesberg (Caisse générale locale d'assurance-maladie de Bad Godesberg), Bonn-Bad Godesberg.

2 — Vieillesse, invalidité, décès (pensions) pour les travailleurs salariés, pour les employés et pour les mineurs:

a) Pour l'attribution et le paiement de prestations à la demande de l'intéressé lorsque celui-ci a été exclusivement soit assuré soit considéré comme assuré sous la législation allemande (de même que pour ses survivants) et qui réside sur le territoire d'une autre partie Contractante ou bien tout en étant ressortissant d'une autre Partie Contractante, réside sur le territoire d'un État qui n'est pas Partie Contractante:

i) Lorsque la dernière contribution a été payée à l'assurance-pension des travailleurs salariés:

aa) Si l'assuré réside aux Pays-Bas ou bien si étant ressortissant néerlandais, il réside sur le territoire d'un État qui n'est pas Par-

tie Contractante: Landesversicherungsanstalt Westfalen (Institution régionale d'assurance de Westphalie), Münster;

Si l'assuré réside en Belgique ou bien si étant ressortissant belge, il réside sur le territoire d'un État qui n'est pas Partie Contractante: Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Institution régionale d'assurance de la province de Rhénanie), Düsseldorf;

Si l'assuré réside en Italie ou bien si étant ressortissant italien, il réside sur le territoire d'un État qui n'est pas Partie Contractante: Landesversicherungsanstalt Schwaben (Institution régionale d'assurance de Souabe), Augsburg;

Si l'assuré réside en France ou au Luxembourg ou bien si étant ressortissant français ou luxembourgeois, il réside sur le territoire d'un État qui n'est pas Partie Contractante: Landesversicherungsanstalt Rheinland-Pfalz (Institution régionale d'assurance de Rhénanie-Palatinat) Speyer;

Si l'assuré réside en Autriche ou bien si étant ressortissant autrichien, il réside sur le territoire d'un État qui n'est pas Partie Contractante: Landesversicherungsanstalt Oberbayern (Institution régionale d'assurance de la Haute-Bavière) München;

Si l'assuré réside en Suisse ou bien si étant ressortissant suisse, il réside sur le territoire d'un État qui n'est pas Partie Contractante: Landesversicherungsanstalt Baden (Institution régionale d'assurance de Baden), Karlsruhe;

Si l'assuré réside au Danemark ou bien si étant ressortissant danois, il réside sur le territoire d'un État qui n'est pas Partie Contractante: Landesversicherungsanstalt Schleswig-Holstein (Institution régionale d'assurance de Schleswig-Holstein), Lübeck;

Si l'assuré réside au Royaume-Uni ou bien si étant ressortissant britannique, il réside sur le territoire d'un État qui n'est pas Partie Contractante: Landesversicherungsanstalt Freie und Hansestadt Hamburg (Institution régionale d'assurance de la Ville libre et hanséatique de Hambourg), Hamburg;

Si l'assuré réside en Turquie ou bien si étant ressortissant turc, il réside sur le territoire d'un État qui n'est pas Partie Contractante: Landesversicherungsanstalt Oberfranken und Mittelfranken (Institution régionale d'assurance de Franconie supérieure et de Franconie centrale), Bayreuth;

Si l'assuré réside sur le territoire d'une autre Partie Contractante ou bien si étant ressortissant d'une autre Partie Contractante, il réside sur le territoire d'un État qui n'est pas Partie Contractante: Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Institution régionale d'assurance de la province de Rhénanie), Düsseldorf;

*bb*) Si la dernière cotisation a été payée à la Seekasse (Caisse d'assurance des marins), à Hamburg, ou bien à la Bundesbahnsicherungsanstalt (Institution d'assurance des chemins de fer fédéraux), à Frankfurt/Main, ou — si l'intéressé réside dans un État membre des Communautés européennes, ou étant ressortissant d'un de ces États — réside sur le territoire d'un État non membre des Communautés européennes: à la Landesversicherungsanstalt für das Saarland (Institution régionale d'assurance de la Sarre), à Saarbrücken, l'institution à laquelle le dernière cotisation a été payée.

*ii*) Si la dernière cotisation a été payée à l'assurance-pension des employés:

Bundesversicherungsanstalt für Angestellte (Institution fédérale d'assurance pour les employés), Berlin, ou s'il s'agit des marins: Seekasse (Caisse d'assurance des marins), Hamburg.

*iii*) Si la dernière cotisation a été payé à l'assurance-pension des mineurs ou, si le stage exigé est accompli ou considéré comme accompli en vue de l'octroi d'une pension de mineur, en raison d'une diminution de la capacité pour des travaux miniers:

Bundesknappschaft (Institution fédérale d'assurance pour les mineurs), Bochum.

Pour les décisions et le paiement des prestations demandées en application des articles 27 à 37 de la Convention, les institutions compétentes sont les suivantes:

*i*) Si la dernière cotisation payée sous la législation allemande a été versée à l'assurance-pension des travailleurs salariés:

*aa*) Si l'intéressé réside sur le territoire de la République fédérale, mais hors de la Sarre ou bien

S'il réside hors du territoire de la République fédérale et la dernière cotisation payée en application des dispositions de la législation allemande a été versée à une institution hors de la Sarre, si la dernière cotisation payée en application des dispositions de la législation d'une autre Partie Contractante, a été versée à:

— Une institution néerlandaise d'assurance-pension Landesversicherungsanstalt Westfalen (Institution régionale d'assurance de Westphalie), Münster;

— Une institution belge d'assurance-pension Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Institution régionale d'assurance de la province de Rhénanie), Düsseldorf;

— Une institution italienne d'assurance-pension Landesversicherungsanstalt Schwaben (Institution régionale d'assurance de Souabe), Augsburg;

— Une institution française ou luxembourgeoise d'assurance-pension Landesversicherungsanstalt Rheinland-Pfalz (Institution régionale d'assurance de Rhénanie-Palatinat), Speyer;

— Une institution autrichienne d'assurance-pension Landesversicherungsanstalt Oberbayern (Institution régionale d'assurance de la Haute-Bavière), München;

— Une institution suisse d'assurance-pension Landesversicherungsanstalt Baden (Institution régionale d'assurance de Baden), Karlsruhe;

— Une institution danoise d'assurance-pension Landesversicherungsanstalt Schleswig-Holstein (Institution régionale d'assurance de Schleswig-Holstein), Lübeck;

— Une institution britannique d'assurance-pension Landesversicherungsanstalt Freie und Hansestadt Hamburg (Institution régionale d'assurance de la Ville libre et hanséatique de Hambourg), Hamburg;

— Une institution turque d'assurance-pension Landesversicherungsanstalt Oberfranken und Mittelfranken (Institution régionale d'assurance de Franconie supérieure et de Franconie centrale), Bayreuth;

— Une institution d'assurance-pension de toute autre Partie Contractante: Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Institution régionale d'assurance de la province de Rhénanie), Düsseldorf.

*bb*) Si l'intéressé a été assuré sous la législation d'un État membre des Communautés européennes et

*aaa*) Résidé dans la Sarre; ou bien

*bbb*) Résidé hors du territoire de la République fédérale et la dernière cotisation sous la législation allemande a été payée à l'institution régionale d'assurance de la Sarre, Département de l'assurance-pension des travailleurs salariés: Landesversicherungsanstalt für das Saarland (Institution régionale d'assurance de la Sarre), Saarbrücken.

*cc*) Si la dernière cotisation sous la législation allemande a été payée à la Seekasse (Caisse d'assurance des marins), à Hamburg ou à la Bundesbahnsicherungsanstalt (Institution d'assurance des chemins de fer fédéraux), à Frankfurt/Main: l'institution à laquelle a été versée la dernière cotisation.

*ii*) Si la dernière cotisation sous la législation allemande a été payée à l'assurance-pension des employés:

Bundesversicherungsanstalt für Angestellte (Assurance fédérale pour les employés), à Berlin, ou bien

S'il s'agit de marins:

Seekasse (Caisse d'assurance des marins), Hamburg.

*iii*) Si la dernière cotisation sous la législation allemande a été payée à l'assurance-pension des mineurs, ou si — sur la seule base de périodes d'assurance accomplies en République fédérale ou de la prise en compte des périodes d'assurance dans d'autres États, conformément à l'article 28 de la Convention —, le stage exigé est accompli ou considéré comme accompli en vue de l'octroi d'une pension de mineur en raison d'une diminution de la capacité pour des travaux miniers:

Bundesknappschaft (Institution fédérale d'assurance pour les mineurs), Bochum.

3 — Assurance-pension complémentaire des travailleurs de la sidérurgie:

Landesversicherungsanstalt für das Saarland (Institution régionale d'assurance de la Sarre), Saarbrücken.

## B — Prestations de chômage et prestations familiales

Bundesanstalt für Arbeit (Institut fédérale du travail), Nürnberg.

Irlande:

Pour toutes les branches d'assurances:

— Au niveau national:

Tryggingastofnun Stofnun rikisins (Administration nationale des assurances).

— Au niveau local:

Les autorités locales, à l'exception de la branche de maladie, pour laquelle sont compétentes les caisses locales publiques d'assurance-maladie, et de chômage, pour laquelle est compétente Tryggingastofnun Stofnun rikisins l'administration nationale des assurances pour le compte du Atvinnu Leysistryggingasjoddor (Fonds de chômage).

Irlande:

An Roinn Leasa Shóisialaigh, Baile Átha Cliath (Ministère de la Sécurité et de l'Assistance sociales), Dublin.

**Italie:****1 — Maladie-maternité:****a) En cas de tuberculose:**

Les services provinciaux de l'Institut national de la prévoyance sociale (INPS);

**b) En cas d'autres maladies et de maternité:**

— En règle générale: Institut national pour l'assurance contre les maladies (INAM), ou

— Pour la province de Bolzano: Caisse mutuelle de maladie de Bolzano, ou

— Pour la province de Trento: Caisse mutuelle de maladie de Trento,

— L'organisme assureur auquel l'intéressé est affilié.

**2 — Accidents du travail et maladies professionnelles:**

Les services provinciaux de l'Institut national pour l'assurance contre les accidents du travail (INAIL).

**3 — Invalidité, vieillesse, décès:**

a) En règle générale: les services provinciaux de l'Institut national de la prévoyance sociale (INPS);

b) Dans les autres cas: les organismes assureurs.

**4 — Allocations au décès:**

Les institutions indiquées aux numéros 1, 2, 3, selon le cas.

**5 — Chômage:**

a) En règle générale: les services provinciaux de l'Institut national de la prévoyance sociale (INPS);

b) Pour les journalistes: Institut national de prévoyance pour les journalistes italiens «G. Amendola», Rome.

**Luxembourg:****1 — Maladie-maternité:**

a) Caisse de maladie à laquelle la personne est affiliée par la suite de son activité professionnelle ou à laquelle elle était affiliée en dernier lieu;

b) Au sens du paragraphe 3 de l'article 24 de la Convention, la ou les institutions débitrices de la pension, au prorata des périodes d'assurance respectives.

**2 — Invalidité, vieillesse, décès (pensions):**

a) Établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, Luxembourg, s'il s'agit d'un ouvrier.

b) Caisse de pension des employés privés, Luxembourg, s'il s'agit d'un employé salarié et d'un travailleur intellectuel indépendant.

c) Caisse de pension des artisans, Luxembourg, s'il s'agit d'un artisan indépendant.

d) Caisse de pension agricole, Luxembourg, s'il s'agit d'une personne exerçant une activité professionnelle agricole pour son propre compte.

e) Caisse de pension des commerçants et industriels, Luxembourg, s'il s'agit d'une personne exerçant pour son propre compte une activité commerciale ou industrielle.

**3 — Accidents du travail et maladies professionnelles:**

a) Association d'assurance contre les accidents, section agricole, Luxembourg, s'il s'agit de travailleurs agricoles ou de personnes exerçant pour leur propre compte une activité professionnelle agricole ainsi que des membres de famille de ces dernières;

b) Association d'assurance contre les accidents, section industrielle, dans tous les autres cas d'assurance obligatoire ou facultative.

**4 — Chômage:**

Office national du travail, Luxembourg.

**5 — Prestations familiales:**

a) Caisse d'allocations familiales des ouvriers près l'établissement d'assurance-vieillesse et invalidité, Luxembourg, s'il s'agit d'affiliés de cet établissement.

b) Caisse d'allocations familiales des employés près la Caisse de pension des employés privés, Luxembourg, s'il s'agit d'employés salariés relevant de cette caisse.

c) Caisse d'allocations familiales des non-salariés, Luxembourg, dans tous les autres cas.

**6 — Allocations au décès:**

Institutions mentionnées aux points 1 a), 2 et 3, selon qu'il s'agit d'une prestation de l'un ou de l'autre de ces régimes.

**Malte:****The Department of Social Services (Département des Services sociaux).****Pays-Bas:****1 — Maladie-maternité:**

a) Prestations en nature: (Caisse de maladie) Ziekenfonds à laquelle l'intéressé est affilié.

**b) Prestations en espèces: (Association professionnelle), Bedrijfsvereniging à laquelle est affilié l'employeur de l'assuré.****2 — Invalidité:**

a) Quand l'intéressé a également un droit à prestations en vertu de la seule législation néerlandaise, en dehors de l'application de la Convention:

Bedrijfsvereniging (Association professionnelle), à laquelle est affilié l'employeur de l'assuré.

b) Dans tous les autres cas: Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nouvelle association professionnelle générale), Amsterdam.

**3 — Vieillesse-décès (pensions):**

Sociale Verzekeringsbank (Banque des assurances sociales), Amsterdam.

**4 — Chômage:**

a) Prestations de l'assurance-chômage: Bedrijfsvereniging (Association professionnelle) à laquelle est affilié l'employeur.

b) Prestations des pouvoirs publics: l'administration communale du lieu de résidence.

**5 — Prestations familiales:**

a) Quand le bénéficiaire réside aux Pays-Bas: le Conseil du travail (Raad van Arbeid) dans le ressort duquel il a sa résidence;

b) Quand le bénéficiaire réside hors des Pays-Bas, mais son employeur réside ou est établi aux Pays-Bas: Raad van Arbeid (Conseil du travail) dans le ressort duquel l'employeur réside ou est établi;

c) Dans tous les autres cas: Sociale Verzekeringsbank (Banque des assurances sociales), Amsterdam.

**Norvège:****1 — Maladie-maternité:**

Offices locaux d'assurance.

**2 — Invalidité-vieillesse et survivants:**

Rikstrygdeverket (Institution nationale d'assurance).

**3 — Vieillesse-invalidité et survivants des travailleurs des forêts:**

Offices locaux d'assurance.

**4 — Vieillesse-invalidité et survivants (pensions) des pêcheurs:**

Offices locaux d'assurance.

**5 — Accidents du travail et maladies professionnelles:**

Institution nationale d'assurance.

**6 — Prestations familiales (allocations familiales):**

Offices locaux d'assurance.

**7 — Chômage:**

Direction du travail.

**Suède:****1 — Maladie, maternité, invalidité, vieillesse et survivants (pensions):**

Allmän försäkringskassa (Caisses générales d'assurance).

**2 — Accidents du travail et maladies professionnelles:**

Riksörsäkringsverket (Office national de l'assurance sociale).

**3 — Chômage:**

Erkänd arbetslöshestskassa (Caisses officielles d'assurance chômage).

**4 — Prestations familiales:**

Barnavardsnämnd (les organismes locaux chargés de la protection de l'enfance).

**Suisse:****1 — Maladie-maternité:**

Caisse maladie qui figurent dans une liste à établir au moment de la ratification de la Convention.

**2 — Invalidité-vieillesse-décès (pensions):**

a) Caisse de compensation d'assurance-vieillesse, survivants et invalidité à laquelle l'intéressé est affilié en dernier lieu, lorsqu'il réside en Suisse;

b) Caisse suisse de compensation, Genève, lorsque l'intéressé réside hors de la Suisse.

**3 — Accidents du travail et maladies professionnelles:**

Agence d'arrondissement de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents à laquelle l'employeur de l'intéressé est affilié.

**4 — Chômage:**

Caisse d'assurance chômage à laquelle l'intéressé est affilié ou était affilié en dernier lieu.

**5 — Prestations familiales:**

Caisse d'allocations familiales à laquelle l'intéressé est affilié ou était affilié en dernier lieu.

**Turquie:****a) Pour l'application de la législation concernant les assurances sociales des travailleurs salariés (maladie, maternité, invalidité,**

vieillesse et décès, accidents du travail et maladies professionnelles:

Institution des Assurances Sociales (SSK);

b) Pour l'application de la législation concernant les assurances sociales des travailleurs indépendants et des professions libérales (invalidité, vieillesse et décès):

Institution des Assurances Sociales des Travailleurs Indépendants et des Professions libérales (BAG-KUR).

Royaume-Uni:

L'autorité compétente qui est indiquée à l'Annexe 1 de l'Accord.

### ANNEXE 3

[Article 1, alinéas *k*) et *l*), de la Convention et article 4, paragraphe 3, de l'Accord]

#### **Institutions du lieu de résidence et institutions du lieu de séjour**

Autriche:

1 — Maladie:

Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Caisse régionale de l'assurance-maladie pour travailleurs et employés) qui est territorialement compétente pour le lieu de résidence ou le lieu de séjour du bénéficiaire.

2 — Accidents du travail et maladies professionnelles:

a) Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Caisse régionale de l'assurance-maladie pour travailleurs et employés) qui est territorialement compétente pour le lieu de résidence ou le lieu de séjour du bénéficiaire, pour autant qu'il s'agit du service de prestations en nature et de prestations en espèces (à l'exclusion de rentes et de l'allocation au décès);

b) Allgemeine Unfallversicherungsanstalt (Office général de l'assurance-accidents) à Vienne, pour autant qu'il s'agit du service de prestations en espèces [à l'exclusion des prestations en espèces au sens de l'alinéa *a*)] et pour autant qu'il s'agit de l'application de l'article 68 de l'Accord.

3 — Chômage:

Arbeitsamt (Office de l'emploi) qui est compétent pour le lieu de résidence ou le lieu de séjour du bénéficiaire.

4 — Prestations familiales:

Finanzamt (Service des finances) qui est compétente pour le lieu de résidence ou le lieu de séjour du bénéficiaire.

Belgique:

#### **I — Pour les institutions du lieu de résidence**

1 — Maladie-maternité:

a) Application des articles 17, 19, 22, 25, 27 et 29 de l'Accord: les organismes assureurs.

b) Application de l'article 29 de l'Accord:

i) En règle générale: les organismes assureurs;

ii) Pour les marins: la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge à Anvers ou les organismes assureurs.

2 — Invalidité:

a) Invalidité générale (ouvriers, employés, travailleurs indépendants, ouvriers-mineurs dans la mesure où ces derniers n'ont pas de droit au regard du régime spécial): Institut national d'assurances maladie-invalidité, à Bruxelles, conjointement avec les organismes assureurs.

b) Invalidité spéciale des ouvriers-mineurs: Fonds national de retraite des ouvriers-mineurs, Bruxelles.

c) Invalidité des marins: Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, Anvers.

3 — Vieillesse-décès (pensions):

a) Travailleurs salariés: Office national des pensions pour travailleurs salariés, Bruxelles;

b) Travailleurs indépendants:

— Pour les rentes: Caisse libre d'assurances sociales pour travailleurs indépendants et Caisse nationale auxiliaire d'assurance sociale pour travailleurs indépendants;

— Pour les autres prestations de retraite et de survie: Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, Bruxelles.

4 — Accidents du travail:

Les organismes assureurs.

5 — Maladies professionnelles:

Fonds des maladies professionnelles, Bruxelles.

6 — Chômage:

a) En règle générale: Office national de l'emploi, Bruxelles;

b) Pour les marins: Pool des marins de la marine marchande, Anvers.

7 — Prestations familiales:

a) Salariés: Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, Bruxelles;

b) Indépendants: Institut national d'assurance sociales pour travailleurs indépendants, Bruxelles.

8 — Allocations au décès:

Les organismes assureurs conjointement avec l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

#### **II — Pour les institutions du lieu de séjour**

1 — Maladie-maternité:

Institut national d'assurances maladie-invalidité par l'intermédiaire des organismes assureurs.

2 — Accidents du travail:

Institut national d'assurances maladie-invalidité par l'intermédiaire des organismes assureurs.

3 — Maladies professionnelles:

Fonds des maladies professionnelles, Bruxelles.

Chypre:

The Department of Social Insurance of the Ministry of Labour and Social Insurance (Département des assurances sociales auprès du Ministère du Travail et des Assurances sociales).

Danemark:

1 — Maladie:

Caisse publique locale d'assurance-maladie.

2 — Maternité:

a) Prestations en nature: la Caisse locale d'assurance-maladie;  
b) Prestation en espèces: l'autorité locale ou dans le cas où le service de telles prestations lui a été dévolu par cette autorité, la Caisse locale d'assurance-maladie.

3 — Invalidité, pensions de vieillesse et survivants:

L'autorité locale.

4 — Pension supplémentaire de l'emploi:

Labour Market Supplementary Pension Board (Office de pension supplémentaire de l'emploi), Hillerød.

5 — Accidents du travail et maladies professionnelles:

Direction de l'assurance-accidents du travail, Copenhague.

6 — Décès:

Caisse locale d'assurance-maladie.

7 — Chômage:

Direction du travail, Copenhague.

8 — Prestations familiales:

Kommunen (l'autorité locale).

France:

#### **I — Metropole**

#### **A — Travailleurs salariés**

1 — Régime général:

a) Prestations des assurances-maladie, maternité, décès (capital), accident du travail et maladie professionnelle (incapacité temporaire);

Caisse primaire d'assurance-maladie;

b) Pensions d'invalidité:

Caisse primaire d'assurance-maladie, sauf en cas de résidence ou de séjour:

i) Dans la région parisienne: Caisse régionale d'assurance-maladie de Paris;

ii) Dans la région strasbourgeoise: Caisse régionale d'assurance-maladie de Strasbourg;

c) Prestations de l'assurance-vieillesse: la Caisse liquidatrice soit:

Caisse régionale d'assurance-maladie (section vieillesse) soit,

Caisse régionale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés de Strasbourg soit,

Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés à Paris;

d) Accident du travail ou maladie professionnelle (incapacité permanente):

i) Rente ou majorations de rente pour les risques survenus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1947: Caisse primaire d'assurance-maladie;

ii) Rente pour le risque survenu antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1947: l'employeur ou l'assureur substitué;

iii) Majoration de rente pour le risque survenu antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1947: Caisse des dépôts et consignations;

e) Chômage:

La Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre;

*f) Prestations familiales:*  
La Caisse d'allocations familiales.

**2 — Régime agricole:**

*a) Prestations de l'assurance-maladie, maternité, décès (capital), invalidité, prestations familiales:*

Caisse départementale de mutualité sociale agricole;

*b) Prestations de l'assurance-vieillesse:*

Caisse centrale de secours mutuels agricoles;

*c) Rentes pour accident du travail ou maladie professionnelle:*

L'employeur ou l'assureur substitué;

*d) Chômage:*

Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

**3 — Régime minier:**

*a) Prestations en cas de maladie, maternité, décès (allocation), incapacité temporaire à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle:*

La Société de secours minière;

*b) Prestations pour invalidité, vieillesse:*

La Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines à Paris;

*c) Accident du travail ou maladie professionnelle:*

*i) Pour le risque survenu depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1947:*

Rentes;

Majoration de rentes;

L'Union régionale des sociétés de secours minières;

*ii) Pour le risque survenu antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1947:*

Rentes;

L'employeur ou l'assureur substitué;

Majoration de rentes;

La Caisse des dépôts et consignations;

*d) Chômage:*

La Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

**4 — Régime des marins:**

*a) Maladie, maternité, accident du travail, pension de survivant d'un invalide ou d'une victime d'un accident du travail, allocation au décès:*

La section «Caisse générale de prévoyance des marins» du quartier des affaires maritimes;

*b) Vieillesse, décès (pensions):*

La section «Caisse de retraites des marins» du quartier des affaires maritimes, ou

Le comptable assignataire dans l'État membre où réside le bénéficiaire;

*c) Chômage:*

La Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre;

*d) Prestations familiales:*

Caisse nationale d'allocations familiales des marins du commerce;

Caisse nationale d'allocations familiales de la pêche maritime.

**B — Travailleurs non salariés des professions non agricoles**

*a) Maladie-maternité-accidents:*

L'organisme conventionné (Mutuelle ou Compagnie d'assurance habilitée par la Caisse nationale et conventionnée par la Caisse mutuelle agricole);

*b) Invalidité-vieillesse et survivants-décès (capital):*

Caisse interprofessionnelle locale ou la Caisse professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance-vieillesse des professions artisanales;

Caisse nationale des Barreaux français;

*c) Vieillesse et survivants:*

Caisse interprofessionnelle locale ou la Caisse professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance-vieillesse des professions industrielles et commerciales;

Section professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance-vieillesse des professions libérales;

*d) Prestations familiales:*

Caisse d'allocations familiales.

**C — Travailleurs non salariés des professions agricoles**

*a) Maladie-maternité-accidents du travail-invalidité:*

La Société ou la Caisse locale ou l'organisme d'assurance;

Union départementale mutualiste;

Bureau départemental du groupement des assurances-maladie, pour les exploitants agricoles ou la compagnie d'assurance déléguée;

*b) Vieillesse et pension de survivant, prestations familiales:*

Caisse départementale de mutualité sociale agricole.

**II — Départements d'outre-mer**

**A — Travailleurs salariés assujettis aux régimes suivants**

*1 — Général;*

*2 — Agricole;*

*3 — Minier:*

*a) Tous les risques sauf le chômage où l'aide est conçue sous forme de chantier dépendant de la Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre;*

Caisse générale de sécurité sociale;

*b) Prestations familiales:*

Caisse départementale d'allocations familiales.

*4 — Marins:*

*a) Pension d'invalidité ou de vieillesse: la section de la «Caisse générale de prévoyance des marins» ou la Caisse de retraite des marins du quartier d'immatriculation selon le risque;*

*b) Prestations familiales: Caissé départementale d'allocations familiales.*

**B — Travailleurs non salariés des professions non agricoles**

*a) Maladie:*

L'organisme compétent est en instance de création;

*b) Invalidité-décès (capital):*

L'organisme compétent est en instance de création;

*c) Invalidité-décès (capital)-vieillesse et survivants:*

Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (CANCAVA), Paris;

Caisse nationale des Barreaux français, Paris.

*d) Vieillesse et décès:*

Caisse interprofessionnelle d'assurance-vieillesse des industriels et des commerçants d'Algérie et d'Outre-Mer (CAVICORG), Paris;

Section professionnelle de chaque profession pour les professions libérales;

*e) Prestations familiales:*

La Caisse départementale d'allocations familiales.

**C — Travailleurs non salariés des professions agricoles**

*Maladie-maternité-vieillesse:*

Caisse générale de sécurité sociale du régime général.

Prestations familiales:

La Caisse départementale d'allocations familiales.

*République fédérale d'Allemagne:*

*1 — Maladie:*

*a) Pour tous les cas (à l'exception de l'application de l'article 20, paragraphe 2, de la Convention et de l'article 17 de l'Accord):*

*i) Allgemeine Ortskrankenkasse (Caisse générale locale d'assurance-maladie) qui est compétente pour le lieu de résidence ou de séjour du bénéficiaire ou bien pour le cas où à cet endroit il n'existe pas une telle institution;*

*ii) Landkrankenkasse (Caisse rurale de l'assurance-maladie) qui est compétente pour le lieu de résidence ou de séjour du bénéficiaire;*

*iii) En ce qui concerne les mineurs et les membres de leur famille, l'institution compétente est la Bundesknappschaft (Institution fédérale d'assurance des mineurs), Bochum;*

*b) Pour l'application de l'article 20, paragraphe 2, de la Convention et de l'article 17 de l'Accord:*

*i) L'institution auprès de laquelle le travailleur a été assuré en dernier lieu; lorsqu'une telle institution n'existe pas ou si l'intérêté a été assuré en dernier lieu auprès de la Caisse générale locale d'assurance-maladie, ou d'une Caisse rurale d'assurance-maladie, ou encore auprès de l'institution fédérale d'assurance pour les mineurs;*

*ii) L'institution compétente du lieu de résidence ou de séjour du bénéficiaire dans l'acception indiquée à l'alinéa a) ci-dessus.*

*2 — Accidents:*

*a) Pour les prestations en nature, excepté celles relevant de mesures thérapeutiques spéciales (Heilverfahren) à la charge des associations professionnelles des employeurs (Berufsgenossenschaften) y compris l'intervention du médecin chargé des premières constatations officielles en oto-rhino-laryngologie ou en ophtalmologie, les prothèses et appareillages; prestations en espèces [à l'exception des rentes, majorations pour tierce personne (Pflegegeld) et allocations au décès]:*

*i) Allgemeine Ortskrankenkasse (Caisse générale locale d'assurance-maladie) compétente pour le lieu de résidence ou de séjour du bénéficiaire;*

Dans le cas où cette institution n'existe pas:

- ii) Landkrankenkasse (Caisse rurale d'assurance-maladie) compétente pour le lieu de résidence ou de séjour du bénéficiaire;*
- iii) S'il s'agit de mineurs ou des membres de leur famille: Bundesknappschaft (Institution fédérale d'assurance pour les mineurs), Bochum;*

*b) Pour les prestations en nature ou en espèces, à l'exclusion de celles visées à l'alinéa *a*) ci-dessus, ou en cas d'application de l'article 68 de l'Accord:*

**Hauptverband der gewerblichen Berufsgenossenschaften (Fédération centrale des Associations professionnelles des employeurs de l'industrie), Bonn.**

**3 — Assurance-pensions:**

*a) Assurance pension des travailleurs salariés:*

*i) Relations avec les Pays-Bas:*

**Landesversicherungsanstalt Westfalen (Institution régionale d'assurance de Westphalie), Münster;**

*ii) Relations avec la Belgique:*

**Landesversicherungsanstalt Rheninprovinz (Institution régionale d'assurance de la province de Rhénanie), Düsseldorf;**

*iii) Relations avec l'Italie:*

**Landesversicherungsanstalt Schwaben (Institution régionale d'assurance de Souabe), Augsburg;**

*iv) Relations avec la France et le Luxembourg:*

**Landesversicherungsanstalt Rheinland-Pfalz (Institution régionale d'assurance de Rhénanie-Palatinat), Speyer;**

*v) Relations avec l'Autriche:*

**Landesversicherungsanstalt Oberbayern (Institution régionale d'assurance de la Haute-Bavière), München;**

*vi) Relations avec la Suisse:*

**Landesversicherungsanstalt Baden (Institution régionale d'assurance de Baden), Karlsruhe;**

*vii) Relations avec le Danemark:*

**Landesversicherungsanstalt Schleswig-Holstein (Institution régionale d'assurance de Schleswig-Holstein), Lübeck;**

*viii) Relations avec le Royaume-Uni:*

**Landesversicherungsanstalt Freie und Hansestadt Hamburg (Institution régionale d'assurance de la ville libre et hanséatique de Hambourg), Hambourg;**

*ix) Relations avec la Turquie:*

**Landesversicherungsanstalt Oberfranken und Mittelfranken (Institution régionale d'assurance de Franconie supérieure et de Franconie centrale), Bayreuth;**

*x) Relations avec une autre Partie Contractante:*

**Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Institution régionale d'assurance de la province de Rhénanie), Düsseldorf;**

*b) Assurance-pension des employés:*

**Bundesversicherungsanstalt für Angestellte (Institution fédérale d'assurance pour les employés), Berlin;**

*c) Assurance-pension des mineurs:*

**Bundesknappschaft (Institution fédérale d'assurance pour les mineurs), Bochum.**

*4 — Prestations de chômage et prestations familiales:*

**Arbeitsamt (Office du travail) compétent pour le lieu de résidence ou de séjour du bénéficiaire.**

**Islande:**

Les institutions indiquées à l'Annexe 2 de l'Accord.

**Irlande:**

L'institution indiquée à l'Annexe 2 de l'Accord.

**Italie:**

**1 — Maladie-maternité:**

*a) En cas de tuberculose:*

**Les services provinciaux de l'Institut national de la prévoyance sociale (INPS);**

*b) En cas d'autres maladies et de maternité:*

*En règle générale:*

**Les services provinciaux de l'Institut national pour l'assurance contre les maladies (INAM), ou**

**Pour la province de Bolzano: la Caisse mutuelle de maladie de Bolzano, ou**

**Pour la province de Trento: la Caisse mutuelle de maladie de Trento;**

**Dans les autres cas: L'organisme assureur.**

**2 — Accidents du travail et maladies professionnelles:**

**Les services provinciaux de l'Institut national pour l'assurance contre les accidents du travail (INAIL).**

**3 — Invalidité, vieillesse, décès:**

*a) En règle générale:*

**Les services provinciaux de l'Institut national de la prévoyance sociale (INPS);**

**b) Dans les autres cas:**

**Les organismes assureurs.**

**4 — Allocations ou décès:**

**Les institutions indiquées aux numéros 1, 2, 3, selon le cas.**

**5 — Chômage:**

*a) En règle générale:*

**Les services provinciaux de l'Institut national de la prévoyance sociale (INPS);**

*b) Pour les journalistes:*

**l'Institut national de prévoyance pour les journalistes italiens «G. Amendola», Rome.**

**6 — Prestations familiales:**

**Les institutions indiquées au numéro 5.**

**Luxembourg:**

**1 — Maladie-maternité:**

**au sens des articles 20, 21, 23 et 24, paragraphes 2, 4, 6 et 7, de la Convention: la Caisse nationale d'assurance maladie des ouvriers, Luxembourg;**

**b) Au sens de l'article 24, paragraphe 1, de la Convention: la Caisse de maladie compétente suivant la législation luxembourgeoise pour la pension partielle luxembourgeoise.**

**2 — Invalidité-vieillesse-décès (pensions):**

**a) Établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, Luxembourg, s'il s'agit d'un ouvrier;**

**b) Caisse de pensions des employés privés, Luxembourg, s'il s'agit d'un employé salarié et d'un travailleur intellectuel indépendant;**

**c) Caisse de pensions des artisans, Luxembourg, s'il s'agit d'un artisan indépendant;**

**d) Caisse de pensions agricoles, Luxembourg, s'il s'agit d'une personne exerçant une activité professionnelle agricole pour son propre compte;**

**e) Caisse de pensions des commerçants et industriels, Luxembourg, s'il s'agit d'une personne exerçant pour son propre compte une activité commerciale ou industrielle.**

**3 — Accidents du travail et maladies professionnelles:**

**a) Association d'assurance contre les accidents, section agricole, Luxembourg, s'il s'agit de travailleurs agricoles ou de personnes exerçant pour leur propre compte une activité professionnelle agricole ainsi que les membres de famille de ces dernières;**

**b) Association d'assurance contre les accidents, section industrielle, dans tous les autres cas d'assurance obligatoire ou facultative.**

**4 — Chômage:**

**Office national du travail, Luxembourg.**

**5 — Prestations familiales:**

**a) Caisse d'allocations familiales des ouvriers près l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, Luxembourg, s'il s'agit de personnes qui en cas d'occupation au Luxembourg y seraient affiliées;**

**b) Caisse d'allocations familiales des employés près la Caisse de pensions des employés privés, Luxembourg, s'il s'agit de personnes qui en cas d'occupation au Luxembourg y seraient affiliées;**

**c) Caisse d'allocations familiales des non-salariés, Luxembourg, dans tous les autres cas.**

**Malte:**

**The Department of Social Services (Département des Services sociaux), Malte.**

**Pays-Bas:**

**1 — Maladie-maternité-accidents du travail-maladies professionnelles:**

*a) Prestations en nature:*

*i) Institutions du lieu de résidence:*

**Une des caisses de maladie compétentes pour le lieu de résidence, au choix de l'intéressé;**

*ii) Institutions du lieu de séjour:*

**Algemeen Nederlands Onderling Ziekenfonds (Caisse mutuelle générale de maladie des Pays-Bas), Utrecht;**

*b) Prestations en espèces:*

**Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nouvelle Association professionnelle générale), Amsterdam.**

**2 — Invalidité:**

**a) Quand l'intéressé a également un droit à prestations en vertu de la seule législation néerlandaise, en dehors de l'application de la Convention:**

**Bedrijfsvereniging (Association professionnelle) compétente;**

*b) Dans tous les autres cas:*

**Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nouvelle Association professionnelle générale), Amsterdam.**

## 3 — Vieillesse et décès (pensions):

Pour l'application de l'article 45 de l'Accord:

Sociale Verzekeringbank (Banque des assurances sociales), Amsterdam.

## 4 — Chômage:

## a) Prestations de l'assurance-chômage:

Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nouvelle Association professionnelle générale), Amsterdam;

## b) Prestations à charge des pouvoirs publics:

L'administration communale du lieu de résidence ou de séjour.

## 5 — Prestations familiales:

Raad van Arbeid (Conseil du travail) compétent pour le lieu de résidence.

*Norvège:*

Les offices locaux d'assurance (pour toutes les branches à l'exception des prestations de chômage);

Assurance-chômage: les Offices du travail des Comtés, les Offices locaux du travail et les Offices des marins.

*Suède:*

Les institutions indiquées à l'Annexe 2 de l'Accord.

*Suisse:*

## 1 — Maladie-maternité:

Les caisses maladie reconnues qui figurent dans une liste à établir au moment de la ratification de la Convention.

## 2 — Invalidité-vieillesse-décès (pension):

Caisse suisse de compensation, Genève.

## 3 — Accidents du travail et maladies professionnelles:

Agence d'arrondissement de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents compétente selon le lieu de résidence ou de séjour.

## 4 — Chômage:

Caisse cantonale d'assurance-chômage compétente en vertu du lieu de résidence ou de séjour.

## 5 — Prestations familiales:

Caisse cantonale de compensation compétente en vertu du lieu de résidence ou de séjour.

*Turquie:*

Les offices régionaux et agences des institutions indiquées à l'Annexe 2 de l'Accord.

*Royaume-Uni:*

Les autorités compétentes indiquées à l'Annexe 1 de l'Accord.

**ANNEXE 4**

(Article 3, paragraphe 1, et article 4, paragraphe 4, de l'Accord)

**Organismes de liaison***Autriche:*

## 1 — Maladie, assurance-accidents et assurance-pensions et rentes:

Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (Confédération principale des Institutions de Sécurité sociale autrichienne), Vienne.

## 2 — Chômage:

Bundesministerium für soziale Verwaltung (Ministère fédéral des Affaires sociales), Vienne.

## 3 — Prestations familiales:

Bundesministerium für Finanzen (Ministère fédéral des Finances), Vienne.

*Belgique:*

## a) En règle générale:

Ministère de la Prévoyance sociale, Bruxelles;

b) Ministère des Classes moyennes, à Bruxelles, en ce qui concerne les obligations imposées en vertu du régime de la sécurité sociale des travailleurs indépendants et les prestations en cas de vieillesse et de décès (pensions) prévues pour ce régime.

*Cyprès:*

Directeur des Assurances sociales, Ministère du Travail et des Assurances sociales, Nicosie.

*Danemark:*

## 1 — Maladie-maternité:

Direction de l'assurance-accidents du travail, Copenhague.

## 2 — Invalidité-vieillesse-décès (pensions):

Ministre des Affaires sociales, Copenhague.

## 3 — Accidents et maladies professionnelles:

Direction de l'assurance-accidents du travail, Copenhague.

## 4 — Décès:

Direction de la Santé, Département des assurances, Copenhague.

## 5 — Chômage:

Direction du Travail, Copenhague.

## 6 — Prestations familiales:

Socialministeriet (Ministère des Affaires sociales), Copenhague.

*République fédérale d'Allemagne:*

## 1 — Assurance-maladie:

Bundesverband der Ortskrankenkassen (Association fédérale des Caisses locales d'assurance-maladie), Bonn-Bad Godesberg.

## 2 — Assurance-accidents:

Hauptverband der gewerblichen Berufsgenossenschaften (Fédération centrale des Associations professionnelles des employeurs de l'industrie), Bonn.

## 3 — Assurance-pension des travailleurs salariés:

a) Pour l'application de l'article 3, paragraphe 2, de l'Accord: Verband Deutscher Rentenversicherungsträger (Fédération des Institutions allemandes d'assurance-pension), Frankfurt;

## b) Pour les autres cas:

i) Relations avec les Pays-Bas: Landesversicherungsanstalt Westfalen (Institution régionale d'assurance de Westphalie), Münster;

## ii) Relations avec la Belgique:

Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Institution régionale d'assurance de la province de Rhénanie), Düsseldorf;

## iii) Relations avec l'Italie:

Landesversicherungsanstalt Schwaben (Institution régionale d'assurance de Souabe), Augsburg;

## iv) Relations avec la France ou le Luxembourg:

Landesversicherungsanstalt Rheinland-Pfalz (Institution régionale d'assurance de Rhénanie-Palatinat), Speyer;

## v) Relations avec l'Autriche:

Landesversicherungsanstalt Oberbayern (Institution régionale d'assurance de la Haute-Bavière), München;

## vi) Relations avec la Suisse:

Landesversicherungsanstalt Baden (Institution régionale d'assurance de Baden), Karlsruhe;

## vii) Relations avec le Danemark:

Landesversicherungsanstalt Schleswig-Holstein (Institution régionale d'assurance de Schleswig-Holstein), Lübeck;

## viii) Relations avec le Royaume-Uni:

Landesversicherungsanstalt Freie und Hansestadt Hamburg (Institution régionale d'assurance de la ville libre et hanséatique de Hambourg), Hambourg;

## ix) Relations avec la Turquie:

Landesversicherungsanstalt Oberfranken und Mittelfranken (Institution régionale d'assurance de Franconie supérieure et de Franconie centrale), Bayreuth;

## x) Relations avec une autre Partie Contractante:

Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Institution régionale d'assurance de la province de Rhénanie), Düsseldorf.

## 4 — Assurance-pension des employés:

Bundesversicherungsanstalt für Angestellte (Institution fédérale d'assurance pour les employés), Berlin.

## 5 — Assurance-pension des mineurs:

Bundesknappschaft (Institution fédérale d'assurance pour les mineurs), Bochum.

## 6 — Assurance-pension complémentaire des travailleurs de la sidérurgie:

Landesversicherungsanstalt für das Saarland, Abteilung Hüttknappenschaftliche Zusatzversicherung (Institution régionale d'assurance de la Sarre, Département de l'assurance-pension complémentaire des travailleurs de la sidérurgie), Saarbrücken.

## 7 — Assurance-vieillesse des agriculteurs:

Gesamtverband der Landwirtschaftlichen Alterskassen (Fédération des Caisses de pensions de vieillesse des agriculteurs), Kassel.

## 8 — Prestations de chômage et prestations familiales:

Hauptstelle der Bundesanstalt für Arbeit (Office central de l'Institut fédéral du travail), Nürnberg.

*France:*

Centre de sécurité sociale des travailleurs migrants, Paris.

*Islande:*

L'institution indiquée à l'Annexe 1 de l'Accord.

*Irlande:*

L'institution indiquée à l'Annexe 2 de l'Accord.

*Italie:*

- 1 — Maladie (à l'exclusion de la tuberculose)-maternité.  
Institut national pour l'assurance contre les maladies (INAM), Rome.
- 2 — Accidents du travail et maladies professionnelles:  
Institut national pour l'assurance contre les accidents du travail (INAIL), Rome.
- 3 — Invalidité, vieillesse, décès, tuberculose, chômage, prestations familiales:  
Institut national de la prévoyance sociale (INPS), Rome.

*Luxembourg:*

Pour l'application de l'article 46 de l'Accord, les institutions chargées des prestations de même nature dans le pays de résidence (voir Annexe 2).

Dans tous les autres cas: le Ministère du Travail et de la Sécurité sociale, Luxembourg.

*Malte:*

Le Département des Services Sociaux.

*Pays-Bas:*

- 1 — Maladie-maternité-invalidité-accidents du travail et maladies professionnelles:
  - a) Prestations en nature:  
Ziekenfondsraad (Conseil des Caisses de maladie), Amsterdam;
  - b) Prestations en espèces:  
Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nouvelle Association professionnelle générale), Amsterdam.
- 2 — Vieillesse-décès (pensions)-prestations familiales:  
Sociale Verzekeringsbank (Banque des assurances sociales), Amsterdam.

*Norvège:*

Institution nationale d'assurance (pour toutes les branches, à l'exception du chômage).

Chômage: Direction du Travail.

*Suède:*

- 1 — Maladie-maternité-invalidité-vieillesse-décès (pensions)-accidents du travail et maladies professionnelles:  
Riksförsäkringsverket (Office national de l'assurance sociale), Stockholm.
- 2 — Chômage:  
Arbetsmarknadsstyrelsen (Office national de l'emploi), Stockholm.
- 3 — Prestations familiales:  
Socialstyrelsen (Office national de la santé et des questions sociales), Stockholm.

*Suisse:*

- 1 — Maladie-maternité:  
Office fédéral des assurances sociales, Berne.
- 2 — Invalidité-vieillesse-décès (pensions):  
Caisse suisse de compensation, Genève.
- 3 — Accidents du travail et maladies professionnelles:  
Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents, Lucerne.
- 4 — Chômage:  
Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, service de l'assurance-chômage, Berne.
- 5 — Prestations familiales:  
Office fédéral des assurances sociales, Berne.

*Turquie:*

Les institutions indiquées à l'Annexe 2 de l'Accord.

*Royaume-Uni:*

Les autorités compétentes mentionnées à l'Annexe 1 de l'Accord.

## ANNEXE 5

[Article 4, paragraphe 5, article 6, alinéa *nb*), et article 46, paragraphe 2, de l'Accord]

**Dispositions d'application maintenues en vigueur**

(Les arrangements administratifs qui figurent entre crochets [ ] ne sont pas en vigueur à la date d'ouverture à la signature de l'Accord)

**I — Dispositions d'arrangements multilatéraux**

Arrangement pour l'application de l'Accord du 13 février 1961, concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans;

Arrangement pour l'application de la Convention de sécurité sociale conclue le 15 septembre 1955 entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède;

Arrangement pour l'application de la Convention européenne du 9 juillet 1956, concernant la sécurité sociale des travailleurs des transports internationaux.

**II — Dispositions d'arrangements bilatéraux***Autriche-République fédérale d'Allemagne:*

Arrangement administratif du 22 décembre 1966 pour l'application de la Convention de sécurité sociale et l'Arrangement administratif additionnel du 10 avril 1969;

Arrangement administratif du 30 janvier 1953 pour l'application de la Convention sur l'assurance-chômage du 19 mai 1951, tel que modifié par l'Arrangement administratif du 31 octobre 1953.

*Autriche-Italie:*

Arrangement administratif du 6 octobre 1955 pour l'application de la Convention relative aux assurances sociales.

*Autriche-Suisse:*

Arrangement administratif du 1er octobre 1968 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 15 novembre 1967.

*Autriche-Turquie:*

Arrangement administratif du 3 février 1967 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 12 octobre 1966.

*Autriche-Royaume-Uni:*

Arrangement administratif pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 18 juin 1971.

*Belgique-Suisse:*

Arrangement administratif du 24 juillet 1953 pour l'application de la Convention du 17 juin 1952 en matière d'assurances sociales.

*Belgique-Turquie:*

Arrangement administratif du 6 janvier 1969 pour l'application de la Convention générale de sécurité sociale du 4 juillet 1966.

*Belgique-Royaume-Uni:*

Arrangement administratif pour l'application de la Convention de sécurité sociale et du protocole y annexé, signé à Bruxelles le 20 mai 1957.

*Chypre-Royaume-Uni:*

Arrangement pour l'application de la Convention de sécurité sociale conclu entre Chypre et le Royaume-Uni du 6 octobre 1969.

*Danemark-France:*

Arrangement administratif du 30 avril 1954 pour l'application de la Convention générale de sécurité sociale du 30 juin 1951.

Arrangement administratif du 21 mai 1954 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 30 juin 1951.

*Danemark-République fédérale d'Allemagne:*

Arrangement administratif du 4 juin 1954 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 14 août 1953 (premier Arrangement administratif);

Arrangement administratif du 4 juin 1954 pour l'application de l'Accord complémentaire du 14 août 1953 relatif à la Convention de sécurité sociale du 14 août 1953 (deuxième Arrangement administratif), dans la mesure où ces Arrangements administratifs contiennent des règles concernant la mise en oeuvre des dispositions énumérées à l'Annexe III de la Convention.

*Danemark-Suisse:*

Arrangement administratif du 23 juin 1955 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 21 mai 1954.

*Danemark-Royaume-Uni:*

Arrangement administratif pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 27 août 1959.

*France-Suisse:*

Arrangement administratif du 30 mai 1950 pour l'application de la Convention du 9 juillet 1949 sur l'assurance-vieillesse et survivants.

*France-Royaume-Uni:*

Arrangement administratif du 8 septembre 1958 pour l'application de la Convention générale de sécurité sociale du 10 juillet 1956.

*République fédérale d'Allemagne-Suisse:*

Arrangement administratif du 23 août 1967 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 25 février 1964.

*République fédérale d'Allemagne-Turquie:*

Arrangement administratif pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 30 avril 1964 et de la Convention du 29 mai 1969 portant la modification de la Convention du 30 avril 1964.

*République fédérale d'Allemagne-Royaume-Uni:*

Arrangement administratif du 10 décembre 1964 (avec les amendements entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1967) pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 20 avril 1960.

*Irlande-Royaume-Uni:*

Arrangements administratifs pour l'application des Accords et de la Convention de sécurité sociale visés ci-dessous:

Accord de sécurité sociale du 29 mars 1960;

Accord sur la sécurité sociale et la compensation des travailleurs entre le Ministère de la Sécurité et de l'Assistance sociales et le Ministère du Travail et des Assurances sociales de l'Irlande du Nord du 22 juillet 1964;

Accord de sécurité sociale du 28 février 1966;

Accord de sécurité sociale du 3 octobre 1968;

Convention de sécurité sociale du 14 septembre 1971.

*Italie-Suisse:*

Arrangement administratif du 18 décembre 1963 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 14 décembre 1962.

[Arrangement administratif pour l'application de l'avenant du 4 juillet 1969 à la Convention de sécurité sociale précitée.]

*Italie-Royaume-Uni:*

Arrangement administratif pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 28 novembre 1951.

*Luxembourg-Suisse:*

Arrangement administratif du 17 février 1970 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 3 juin 1967.

*Luxembourg-Royaume-Uni:*

Arrangement administratif pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 13 octobre 1953.

*Malte-Royaume-Uni:*

Arrangement administratif pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 26 octobre 1956 et de la Convention de sécurité sociale du 21 mars 1958.

*Pays-Bas-Suisse:*

Arrangement administratif du 29 mai 1970 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 27 mai 1970.

*Pays-Bas-Turquie:*

Les dispositions de l'Arrangement du 14 juin 1967 relatives à l'application du titre III de la Convention de sécurité sociale du 5 avril 1966.

*Pays-Bas-Royaume-Uni:*

Arrangement administratif du 12 juin 1956 pour l'application de la Convention de sécurité sociale et de son Protocole du 11 août 1954.

*Norvège-Royaume-Uni:*

Arrangement administratif pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 25 juillet 1957.

*Suède-Royaume-Uni:*

[Arrangement administratif pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 9 juin 1956.]

*Suisse-Turquie:*

Arrangement administratif du 14 juin 1970 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 1<sup>er</sup> mai 1969.

*Suisse-Royaume-Uni:*

[Arrangement administratif pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 21 février 1968.]

*Turquie-Royaume-Uni:*

Arrangement pour l'application de la Convention d'assurance sociale du 9 septembre 1959.

## ANNEXE 6

(Article 4, paragraphe 6, et article 48, paragraphe 1, de l'Accord)

### Instituts bancaires

*Autriche:*

Österreichische Nationalbank (Banque nationale d'Autriche), Vienne.

*Chypre:*

Banque centrale de Chypre, Nicosie.

*Danemark:*

Danmarks Nationalbank, Holmens Kanal 17, 1060 Copenhagen K.

*France:*

Banque de France, Paris.

*République fédérale d'Allemagne:*

Deutsche Bundesbank (Banque fédérale d'Allemagne), Francfort/Main.

*Islande:*

Landsbanki Islands, Reykjavik (Banque nationale d'Islande).

*Irlande:*

Banc Ceannais na hÉireann, Baile Átha Cliath (Banque d'Irlande), Dublin.

*Luxembourg:*

Banque internationale, Luxembourg.

*Malte:*

The Central Bank of Malta (Banque centrale de Malte), La Vallette.

*Norvège:*

Banque de Norvège, Oslo.

**Suède:**

Sveriges Riksbank (Banque de Suède), Box 2119, 103 13 Stockholm 2.

**Suisse:**

Banque nationale Suisse, Berne.

**Turquie:**

Banque centrale de la République de Turquie, Ankara.

**Royaume-Uni:**

The Bank of England (Banque d'Angleterre), Londres.

**ANNEXE 7**

(Article 4, paragraphe 7, de l'Accord)

**Institutions désignées par les autorités compétentes des Parties Contractantes**

**Autriche:**

1 — Pour l'application de l'article 7, paragraphe 1, de l'Accord:

a) L'institution autrichienne compétente d'après la nature de l'occupation exercée en dernier lieu;

b) Au cas où la nature de l'occupation exercée en dernier lieu ne peut être déterminée:

Pensionsversicherungsanstalt der Arbeiter (Office d'assurance-pension des ouvriers), Vienne.

2 — Pour l'application de l'article 12, paragraphe 1, de l'Accord:

a) L'institution compétente pour l'assurance-maladie;

b) Lorsqu'il s'agit de personnes ne relevant pas de l'assurance-maladie: l'institution compétente de l'assurance-accident.

3 — Pour l'application de l'article 14, paragraphes 2 et 3, de l'Accord:

L'institution compétente pour l'assurance-maladie.

4 — Pour l'application de l'article 22, paragraphe 1, de l'Accord:

Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Caisse régionale d'assurance-maladie pour travailleurs et employés) territorialement compétente pour le lieu de résidence ou le lieu de séjour.

5 — Pour l'application de l'article 34 de l'Accord:

Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Caisse régionale d'assurance-maladie pour travailleurs et employés) dans le domaine de compétence de laquelle habitent les membres de famille.

6 — Pour l'application de l'article 57, paragraphe 1, de l'Accord:

Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (Fédération principale des institutions autrichiennes d'assurance sociale), Vienne.

7 — Pour l'application de l'article 63, paragraphe 1, de l'Accord:

Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Caisse régionale d'assurance-maladie pour travailleurs et employés) dans le domaine de compétence de laquelle habitent les membres de famille.

8 — Pour l'application de l'article 72, paragraphe 2, de l'Accord:

Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Caisse régionale d'assurance-maladie pour travailleurs et employés) auprès de laquelle la personne concernée avait été assurée à l'occasion de son dernier emploi.

9 — Pour l'application de l'article 73, paragraphe 2, deuxième phrase, de l'Accord:

Arbeitsamt (Office de l'emploi) dans la circonscription duquel se trouve le nouveau lieu de résidence ou le nouveau lieu de séjour du chômeur.

10 — Pour l'application des articles 76 et 77 de l'Accord:

a) Arbeitsamt (Office de l'emploi) duquel le travailleur a reçu, en dernier lieu, des prestations en Autriche;

b) Dans les cas où le travailleur n'a pas reçu des prestations en Autriche:

Arbeitsamt (Office de l'emploi) dans la circonscription duquel est situé le lieu du dernier emploi en Autriche.

11 — Pour l'application de l'article 78, paragraphe 2, de l'Accord:

Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Caisse régionale d'assurance-maladie pour travailleurs et employés) dans la circonscription de laquelle l'emploi concerné avait été exercé.

12 — Pour l'application de l'article 83, paragraphe 1, de l'Accord:

Arbeitsamt (Office de l'emploi) duquel le chômeur reçoit des prestations.

13 — Pour l'application de l'article 84 de l'Accord:

Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (Fédération principale des institutions autrichiennes d'assurance sociale), Vienne, lorsque l'institution locale compétente n'est pas connue.

14 — Pour l'application de l'article 87, paragraphe 2, de l'Accord:

Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (Fédération principale des institutions autrichiennes d'assurance sociale), Vienne, étant entendu que le remboursement des dépenses relatives aux prestations en nature sera effectué à partir des contributions des pensionnés à l'assurance-maladie, versées par les institutions d'assurance-pension à ladite Fédération principale.

**Belgique:**

1 — Pour l'application de l'article 15, paragraphe 1, a), i) et ii), de la Convention et des articles 12 et 14, paragraphe 1, de l'Accord:

Office national de sécurité sociale, Bruxelles.

2 — Pour l'application de l'article 15, paragraphe 2, a), de la Convention et de article 12 de l'Accord:

Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, Anvers.

3 — Pour l'application de l'article 22, paragraphe 1, et de l'article 87, paragraphe 2, de l'Accord:

Institut national d'assurance-maladie-invalidité, Bruxelles.

4 — Pour l'application de l'article 72, paragraphe 2, de l'article 73, paragraphe 2, des articles 76, 77, 78, paragraphe 2, et 83, paragraphe 1, de l'Accord:

a) En règle générale: Office national de l'emploi, Bruxelles;

b) Pour les marins: Pool des marins de la marine marchande, Anvers.

5 — Pour l'application de l'article 84 de l'Accord:

a) Invalidité spéciale des ouvriers-mineurs:

Fonds national de retraite des ouvriers-mineurs, Bruxelles;

b) Vieillesse-décès (pensions):

Caisse nationale des pensions de retraite et de survie, Bruxelles.

**Cypre:**

Le département des assurances sociales auprès du Ministère du Travail et des Assurances sociales.

**Danemark:**

1 — Pour l'application de l'article 12, paragraphe 1, de l'Accord:

Socialministeriet (Ministère des Affaires sociales), Copenhague.

2 — Pour l'application de l'article 14, paragraphes 2 et 3, de l'Accord:

Socialministeriet (Ministère des Affaires sociales), Copenhague.

3 — Pour l'application de l'article 22, paragraphe 1, de l'Accord:

Office local de sécurité sociale.

4 — Pour l'application de l'article 34 de l'Accord:

Socialministeriet (Ministère des Affaires sociales), Copenhague.

5 — Pour l'application de l'article 57, paragraphe 1, de l'Accord:

Office local de sécurité sociale.

6 — Pour l'application de l'article 63, paragraphe 1, de l'Accord:

Office local de sécurité sociale.

7 — Pour l'application de l'article 72, paragraphe 2, de l'Accord:

Office local de sécurité sociale.

8 — Pour l'application de l'article 73, paragraphe 2, de l'Accord:

Arbejdssdirektoratet (Direction du Travail), Copenhague.

9 — Pour l'application de l'article 76 de l'Accord:

Office local de sécurité sociale.

10 — Pour l'application de l'article 77 de l'Accord:

Socialministeriet (Ministère des Affaires sociales), Copenhague.

11 — Pour l'application de l'article 78, paragraphe 2, de l'Accord:

Office local de sécurité sociale.

12 — Pour l'application de l'article 83, paragraphe 1, de l'Accord:

Office local de sécurité sociale.

13 — Pour l'application de l'article 84 de l'Accord:

Office local de sécurité sociale.

14 — Pour l'application de l'article 87, paragraphe 2, de l'Accord:

Direktoratet for Sygekasseraesnet (Direction de la Santé, Département des assurances), Copenhague.

*France:*

1 — Pour l'application de l'article 7, paragraphe 1, de l'Accord:

Direction régionale de la sécurité sociale.

2 — Pour l'application des articles suivants: 12, paragraphe 1; 57, paragraphe 1; 63, paragraphe 1; 76, 77 et 87, paragraphe 2, de l'Accord:

i) Pour les salariés en Métropole:

Régime général:

Caisse primaire d'assurance-maladie;

Régime agricole:

Caisse départementale de la mutualité sociale agricole;

Régime minier:

Société de secours minière;

Régime des marins:

Section «Caisse générale de prévoyance des marins» du quartier des affaires maritimes;

ii) Pour les salariés dans les départements d'outre-mer:

Régime général, régime agricole et régime minier:

Caisse générale de sécurité sociale;

Régime des marins:

Section «Caisse générale de prévoyance des marins» du quartier général des affaires maritimes.

3 — Pour l'application de l'article 12, paragraphe 2, de l'Accord:

Pour les régimes de salariés sur le territoire métropolitain et dans les départements d'outre-mer:

Régime général et régime minier:

Direction régionale de sécurité sociale;

Régime agricole:

Inspection divisionnaire des lois sociales en agriculture;

Régime des marins:

Secrétariat général de la Marine marchande, Direction de l'établissement national des invalides de la marine, Sous-direction «Sécurité sociale des gens de mer», Paris.

4 — Pour l'application de l'article 14, paragraphe 2 et 3, de l'Accord:

Caisse primaire centrale d'assurance-maladie de la région parisienne.

5 — Pour l'application des articles 22 et 34 de l'Accord:

a), i) Pour les salariés en métropole:

Régime général:

Caisse primaire d'assurance-maladie;

Régime agricole:

Caisse départementale de la mutualité sociale agricole;

Régime minier:

Société de secours minière;

Régime des marins:

Section «Caisse générale de prévoyance des marins» du quartier des affaires maritimes;

ii) Pour les salariés dans les départements d'outre-mer:

Régime général, régime agricole et régime minier:

Caisse générale de sécurité sociale;

Régime des marins:

Section «Caisse générale de prévoyance des marins» du quartier général des affaires maritimes;

b), i) Pour les travailleurs non salariés en métropole:

Travailleurs des professions non agricoles:

Caisse mutuelle régionale d'assurance des travailleurs non salariés des professions non agricoles;

Travailleurs des professions agricoles:

Caisse départementale de mutualité sociale agricole;

ii) Pour les travailleurs non salariés dans les départements d'outre-mer:

Travailleurs des professions non agricoles:

Organisme en voie de création;

Travailleurs des professions agricoles:

Caisse générale de sécurité sociale.

6 — Pour l'application des articles 72, paragraphe 2, et 73, paragraphe 2, de l'Accord:

Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

7 — Pour l'application des articles 78, paragraphe 2, et 83, paragraphe 1, de l'Accord:

a), i) Pour les salariés en métropole:

Régime général:

Caisse d'allocations familiales;

Régime agricole:

Caisse départementale de la mutualité social agricole;

Régime minier:

Union régionale des sociétés de secours minières;

Régime des marins:

Caisse nationale d'allocations familiales des marins du commerce, ou

Caisse nationale d'allocations familiales de la pêche maritime;

ii) Pour tous les régimes des salariés dans les départements d'outre-mer;

Caisse d'allocations familiales;

b), i) Pour les travailleurs non salariés en métropole:

Travailleurs non salariés des professions non agricoles;

Caisse d'allocations familiales;

Travailleurs non salariés des professions agricoles;

Caisse départementale de la mutualité sociale agricole;

ii) Pour les travailleurs non salariés dans les départements d'outre-mer:

Travailleurs non salariés des professions non agricoles ou des professions agricoles;

Caisse d'allocations familiales.

8 — Pour l'application de l'article 84 de l'Accord:

Directeur régional de la sécurité sociale.

*République Fédérale d'Allemagne:*

1 — Pour l'application de l'article 7, paragraphe 1, de l'Accord:

a) En fonction de la nature de la dernière activité exercée:

i) L'institution locale compétente d'assurance-pension des travailleurs salariés, ou

ii) Bundesversicherungsanstalt für Angestellte (Institution fédérale d'assurance pour les employés), Berlin;

b) Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer la nature de la dernière activité exercée:

L'institution locale compétente d'assurance-pension des travailleurs salariés.

2 — Pour l'application de l'article 12, paragraphe 1, de l'Accord:

a) L'institution responsable en matière d'assurance-maladie;

b) Lorsque l'intéressé n'est pas couvert par l'assurance-maladie:

L'institution responsable auprès de laquelle l'employeur verse les cotisations de l'assurance-pension;

c) Dans tous les autres cas:

L'institution compétente d'assurance-accidents.

3 — Pour l'application de l'article 14, paragraphes 2 et 3, de l'Accord:

a) L'institution compétente pour l'application d'assurance-maladie;

b) Lorsque l'assurance-maladie n'est pas obligatoire en fonction de l'emploi:

L'institution à laquelle sont versées les cotisations de l'assurance-pension;

c) Dans tous les autres cas:

L'institution compétente d'assurance-accidents.

4 — Pour l'application de l'article 22, paragraphe 1, de l'Accord:

a) Allgemeine Ortskrankenkasse (Caisse générale locale de l'assurance-maladie) compétente pour le lieu de résidence de l'intéressé;

b) Lorsqu'une pareille institution n'existe pas:

Landkrankenkasse (Caisse rurale d'assurance-maladie) compétente pour le lieu de résidence de l'intéressé;

c) Lorsqu'il s'agit de mineurs ou des membres de leur famille:

Bundesknappekschaft (Institution fédérale d'assurance pour les mineurs), Bochum.

5 — Pour l'application de l'article 72, paragraphe 2, de l'article 76 et de l'article 78, paragraphe 2, de l'Accord:

a) L'Office du travail qui a servi des prestations en dernier lieu au travailleur en Allemagne, ou

b) Lorsque le travailleur n'a pas reçu de prestations en Allemagne:

L'Office du travail dans le district duquel le travailleur a été employé en dernier lieu sur le territoire de la République fédérale.

6 — Pour l'application de l'article 73, paragraphe 2, de l'Accord:

L'Office du travail dans le district duquel se trouve le nouveau lieu de résidence ou de séjour du chômeur.

7 — Pour l'application de l'article 83 de l'Accord:

L'Office du travail qui sert des prestations au chômeur.

8 — Pour l'application de l'article 84 du présent Accord, dans le cas où les prestations de chômage ou les allocations familiales ont été indûment servies:

L'Office du travail compétent pour le lieu de résidence de la personne à laquelle les prestations de chômage ou les allocations familiales ont été indûment servies.

9 — Pour l'application de l'article 87, paragraphe 2, de l'Accord:

a) Pour le remboursement des prestations en nature servies aux travailleurs auxquels un droit n'était pas ouvert sur présentation de l'attestation visée à l'article 20, paragraphe 2, de l'Accord:

Bundesverband der Ortskrankenkassen (Association fédérale des caisses locales d'assurance-maladie), Bonn-Bad Godesberg;

b) Pour le remboursement des prestations en nature servies aux travailleurs auxquels un droit n'était pas ouvert sur présentation de l'attestation visée à l'article 55, paragraphe 2, de l'Accord:

i) Dans le cas où pour l'ouverture du droit l'institution compétente aurait été une institution d'assurance-maladie:

Bundesverband der Ortskrankenkassen (Association fédérale des caisses locales d'assurance-maladie), Bonn-Bad Godesberg;

ii) Dans tous les autres cas:

Hauptverband der gewerblichen Berufsgenossenschaften (Fédération centrale des associations professionnelles des employeurs de l'industrie), Bonn.

#### *Islande:*

L'administration chargée des assurances.

#### *Irlande:*

An Roinn Leasa Shóisialaigh, Baile Átha Cliath (Ministère de la Sécurité et de l'assistance sociales), Dublin.

#### *Italie:*

1 — Pour l'application de l'article 7, paragraphe 1, de l'Accord:

Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, Rome.

2 — Pour l'application des articles 12, paragraphe 1, 14, paragraphes 2 et 3, 22, paragraphe 1, et 34, paragraphe 1, de l'Accord:

Les services provinciaux de l'Institut national pour l'assurance contre les maladies (INAM).

3 — Pour l'application de l'article 57, paragraphe 1, de l'Accord:

Les services provinciaux de l'Institut national pour l'assurance contre les accidents du travail.

4 — Pour l'application de l'article 63, paragraphe 1, de l'Accord:

Institut national pour l'assurance contre les maladies, Rome.

5 — Pour l'application des articles 72, paragraphe 2, 73, paragraphe 2, 76, 77, 78, paragraphe 2, et 83, paragraphe 1, de l'Accord:

En règle générale:

Les services provinciaux de l'Institut national de la prévoyance sociale.

6 — Pour l'application de l'article 84 de l'Accord:

Les institutions mentionnées à l'Annexe 3.

7 — Pour l'application de l'article 87, paragraphe 2, de l'Accord:

La tuberculose: Institut national de la prévoyance sociale, Rome;

Maladie: Institut national pour l'assurance contre les maladies, Rome;

Accidents du travail et maladies professionnelles: Institut national pour l'assurance contre les accidents du travail, Rome.

#### *Luxembourg:*

1 — Pour l'application de l'article 7, paragraphe 1, de l'Accord:

Caisse de pensions des employés privés, Luxembourg.

2 — Pour l'application de l'article 12, paragraphe 1, de l'Accord:

Ministère du Travail et de la Sécurité sociale, Luxembourg.

3 — Pour l'application de l'article 14, paragraphes 2 et 3, de l'Accord:

Ministère du Travail et de la Sécurité sociale, Luxembourg.

4 — Pour l'application de l'article 22, paragraphe 1, de l'Accord:

Caisse nationale d'assurance-maladie des ouvriers, Luxembourg.

5 — Pour l'application de l'article 34, paragraphe 1, de l'Accord:

Caisse nationale d'assurance-maladie des ouvriers, Luxembourg.

6 — Pour l'application de l'article 57, paragraphe 1, et de l'article 63, paragraphe 1, de l'Accord:

Association d'assurance contre les accidents, section industrielle, Luxembourg.

7 — Pour l'application de l'article 72, paragraphe 2, de l'Accord:

Office national du travail, Luxembourg.

8 — Pour l'application de l'article 73, paragraphe 2, de l'Accord:

Office national du travail, Luxembourg.

10 — Pour l'application de l'article 77 de l'Accord:

Caisse nationale d'assurance-maladie des ouvriers, Luxembourg.

11 — Pour l'application de l'article 78, paragraphe 2, de l'Accord:

La Caisse de maladie à laquelle l'intéressé a été affilié en dernier lieu.

12 — Pour l'application de l'article 83, paragraphe 1, de l'Accord:

Office national du travail, Luxembourg.

13 — Pour l'application de l'article 84 de l'Accord:

Les institutions du lieu de résidence indiquées à l'Annexe 3 de l'Accord.

14 — Pour l'application de l'article 87, paragraphe 2, de l'Accord:

La Caisse de maladie compétente suivant l'occupation exercée.

#### *Malte:*

Le Département des Services sociaux.

#### *Pays-Bas:*

1 — Pour l'application de l'article 7, paragraphe 1, de l'article 12, paragraphe 1, et de l'article 14, paragraphes 2 et 3, de l'Accord:

Sociale Verzekeringssraad (Conseil des assurances sociales), La Haye.

2 — Pour l'application de l'article 57, paragraphe 1, et de l'article 87, paragraphe 2, de l'Accord:

Ziekentjondssraad (Conseil des caisses de maladie), Amsterdam.

3 — Pour l'application de l'article 72, paragraphe 2, de l'article 73, paragraphe 2, et de l'article 76 de l'Accord:

Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nouvelle Association professionnelle générale), Amsterdam.

#### *Norvège:*

Les offices locaux des assurances.

#### *Suède:*

1 — Pour l'application de l'article 12, paragraphe 1, de l'article 14, paragraphes 2 et 3, de l'article 34, de l'article 57, paragraphe 1, de l'article 63, paragraphe 1, et de l'article 87, paragraphe 2, de l'Accord:

Riksförärsäkringsverket (Office national des assurances sociales), Stockholm.

2 — Pour l'application de l'article 72, paragraphe 2, de l'article 73, paragraphe 2, des articles 76, 77 et 83, paragraphe 1, de l'Accord:

Arbetsmarknadsstyrelsen (Office national de l'emploi), Stockholm.

3 — Pour l'application de l'article 78, paragraphe 2, de l'Accord:

Socialstyrelsen (Office national de la santé et des questions sociales), Stockholm.

4 — Pour l'application de l'article 84 de l'Accord:

a) Maladie, maternité, invalidité, vieillesse, décès (pensions), accidents du travail et maladies professionnelles:

Riksförärsäkringsverket (Office national des assurances sociales), Stockholm;

b) Chômage:

Arbetsmarknadsstyrelsen (Office national de l'emploi), Stockholm;

c) Allocations familiales:

Socialstyrelsen (Office national de la santé et des questions sociales), Stockholm.

#### *Suisse:*

1 — Pour l'application de l'article 12, paragraphe 1, de l'Accord:

a) La caisse maladie reconnue figure sur une liste à établir au moment de la ratification de la Convention;

b) Caisse de compensation de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité à laquelle l'intéressé est affilié;

c) Agence d'arrondissement de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents auprès de laquelle l'intéressé est assuré.

2 — Pour l'application de l'article 14, paragraphes 2 et 3, de l'Accord:

Caisse fédérale de compensation, Berne, pour l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité.

3 — Pour l'application des articles 34, 63 et 77 de l'Accord:

L'autorité communale compétente selon le lieu de résidence des membres de la famille.

4 — Pour l'application de l'article 57, paragraphe 1, de l'Accord:

Caisse nationale suisse d'assurance, Lucerne.

5 — Pour l'application des articles 72, paragraphe 2, 73, paragraphe 2, et 76 de l'Accord:

L'Institution sera désignée au moment de la ratification de la Convention.

6 — Pour l'application des articles 78, paragraphe 2, et 87, paragraphe 2, de l'Accord:

L'Institution sera désignée au moment de la ratification de la Convention.

#### Turquie:

Les institutions indiquées à l'Annexe 2 de l'Accord.

#### Royaume-Uni:

Les autorités compétentes indiquées à l'Annexe 1 de l'Accord.

## CONVENÇÃO EUROPEIA DE SEGURANÇA SOCIAL

Os Estados membros do Conselho da Europa, signatários da presente Convenção,

Considerando que o objectivo do Conselho da Europa é realizar uma união mais estreita entre os seus membros, nomeadamente com vista a favorecer o seu progresso social;

Considerando que a coordenação multilateral das legislações de segurança social é um dos meios para realizar este objectivo;

Considerando que o Código Europeu de Segurança Social, aberto à assinatura a 16 de Abril de 1964, dispõe no seu artigo 73.º que as Partes Contratantes no Código se esforçem por regulamentar num instrumento especial as questões relativas à segurança social dos estrangeiros e dos emigrantes, nomeadamente em relação à igualdade de tratamento com os nacionais e à conservação dos direitos adquiridos ou em curso de aquisição;

Afirmando o princípio da igualdade de tratamento dos nacionais das Partes Contratantes, dos refugiados e dos apátridas, quanto à legislação de segurança social de qualquer Parte Contratante, assim como o princípio da manutenção das vantagens decorrentes do benefício das legislações de segurança social, apesar das deslocações das pessoas protegidas através dos territórios das Partes Contratantes, princípios de que aliás se inspiram não só certas disposições da Carta Social Europeia, mas também várias convenções da Organização Internacional do Trabalho,

acordaram no seguinte:

## TÍTULO I

### Disposições gerais

#### ARTIGO 1.º

Para os fins da aplicação da presente Convenção:

a) O termo «Parte Contratante» designa qualquer Estado que depositou um instrumento

de ratificação, de aceitação ou de adesão, em conformidade com as disposições do parágrafo 1 dos artigos 75.º ou 77.º;

b) Os termos «território de uma Parte Contratante» e «nacional de uma Parte Contratante» são definidos no anexo I; cada Parte Contratante notificará, de acordo com as disposições do parágrafo 1 do artigo 81.º, qualquer emenda a introduzir ao anexo I;

c) O termo «legislação» designa as leis, os regulamentos e as disposições estatutárias que estão em vigor na data de assinatura da presente Convenção ou que entrem em vigor ulteriormente no conjunto ou numa Parte qualquer do território de cada Parte Contratante e que dizem respeito aos ramos e regimes de segurança social visados nos parágrafos 1 e 2 do artigo 2.º;

d) O termo «convenção de segurança social» designa qualquer instrumento bilateral ou multilateral que vincule ou venha a vincular exclusivamente duas ou mais Partes Contratantes, assim como qualquer instrumento multilateral que vincule ou venha a vincular ao menos duas Partes Contratantes e um outro Estado ou vários Estados no domínio da segurança social, para o conjunto ou parte dos ramos e regimes visados nos parágrafos 1 e 2 do artigo 2.º, assim como os acordos de qualquer natureza concluídos no âmbito dos ditos instrumentos;

e) O termo «autoridade competente» designa o ministro, os ministros ou a autoridade correspondente de que dependem os regimes de segurança social, no conjunto ou numa parte qualquer do território de cada Parte Contratante;

f) O termo «instituição» designa o organismo ou a autoridade encarregues de aplicar toda ou parte da legislação de cada Parte Contratante;

g) O termo «instituição competente» designa:

i) Se se trata de um regime de segurança social, quer a instituição em que o interessado está filiado na altura do pedido de prestações quer a instituição pela qual tem direito a prestações ou teria direito se residisse no território da Parte Contratante onde se encontra esta instituição, ou ainda a instituição designada pela autoridade competente da Parte Contratante em causa;

ii) Se se trata de um regime que não seja um regime de segurança social ou de um regime de prestações familiares, a instituição designada pela autoridade competente da Parte Contratante em causa;

iii) Se se trata de um regime relativo às obrigações da entidade patronal em relação às prestações visadas no parágrafo 1 do artigo 2.º, quer a entidade patronal ou o segurador

- sub-rogado, quer na falta dele, o organismo ou a autoridade designados pela autoridade competente da Parte Contratante em causa;
- h) O termo «Estado competente» designa a Parte Contratante em cujo território se encontra a instituição competente;
- i) O termo «residência» significa a estada habitual;
- j) O termo «estada» significa a estada temporária;
- k) O termo «instituição do lugar de residência» designa a instituição habilitada para conceder as prestações em causa no local onde o interessado reside, de acordo com a legislação da Parte Contratante aplicada por esta instituição ou, se tal instituição não existe, a instituição designada pela autoridade competente da Parte Contratante em questão;
- l) O termo «instituição do lugar de estada» designa a instituição habilitada a conceder as prestações em causa no local onde o interessado se encontra, de acordo com a legislação da Parte Contratante aplicada por esta instituição ou, se tal instituição não existe, a instituição designada pela autoridade competente da Parte Contratante em questão;
- m) O termo «trabalhador» designa um trabalhador assalariado ou independente, assim como qualquer pessoa que lhe seja equiparada de acordo com a legislação da Parte Contratante em questão, a menos que a presente Convenção disponha em contrário;
- n) O termo «trabalhador fronteiriço» designa um trabalhador assalariado que esteja ocupado no território de uma Parte Contratante e resida no território de outra Parte Contratante, à qual volta em princípio diariamente ou pelo menos uma vez por semana; no entanto:
- i) Nas relações entre a França e as Partes Contratantes limítrofes, para ser considerado trabalhador fronteiriço, o interessado deve estar ocupado e residir numa zona cuja distância não exceda, em princípio, 20 quilómetros de cada lado da fronteira comum;
  - ii) O trabalhador fronteiriço ocupado no território de uma Parte Contratante por uma empresa de que depende normalmente, que seja destacado por esta empresa para fora da zona fronteiriça, quer seja no território da mesma Parte, quer no de uma outra Parte Contratante, durante um período provável que não exceda quatro meses, mantém a qualidade de fronteiriço durante o período em que é destacado, até ao limite de 4 meses;
- o) O termo «refugiado» tem o significado que lhe é atribuído no artigo 1.º secção A, da Convenção Relativa ao Estatuto dos Refugiados, assinada em Genebra a 28 de Julho de 1951, e no parágrafo 2 do artigo 1.º do Protocolo Relativo ao Estatuto dos Refugiados, de 31 de Janeiro de 1967, sem limite geográfico;
- p) O termo «apátrida» tem o significado que lhe é atribuído no artigo 1.º da Convenção Relativa ao Estatuto dos Apátridas, feita em Nova Iorque a 28 de Setembro de 1954;
- q) O termo «membros da família» designa as pessoas definidas ou tidas como tal, ou designadas como membros do casal, pela legislação aplicada pela instituição que tem a seu cargo a concessão das prestações ou, nos casos visados nas alíneas a) e c) do parágrafo 1 do artigo 21.º e no parágrafo 6 do artigo 24.º, pela legislação da Parte Contratante em cujo território residam; no entanto, se estas legislações só consideram como membros da família ou do casal as pessoas que vivem sob o mesmo tecto que o interessado, esta condição é considerada preenchida quando as pessoas em causa estiverem principalmente a cargo do interessado;
- r) O termo «sobreviventes» designa as pessoas definidas ou tidas como tais pela legislação ao abrigo da qual as prestações são concedidas; no entanto, se esta legislação só considera como sobreviventes as pessoas que viviam sob o mesmo tecto que o defunto, esta condição é considerada preenchida quando as pessoas em causa estavam principalmente a cargo do defunto;
- s) O termo «períodos de seguro» designa os períodos de contribuição de emprego, de actividade profissional ou de residência tal como são definidos e considerados como períodos de seguro pela legislação ao abrigo da qual foram cumpridos, bem como todos os períodos equiparados, na medida em que são reconhecidos por esta legislação como equivalentes a período de seguro;
- t) Os termos «períodos de emprego» e «períodos de actividade profissional» designam os períodos definidos ou considerados como tais pela legislação ao abrigo da qual foram cumpridos, assim como todos os períodos que lhe sejam assimilados por serem reconhecidos por esta legislação como equivalentes a períodos de emprego ou de actividade profissional;
- u) O termo «períodos de residência» designa os períodos definidos ou considerados como tais pela legislação ao abrigo da qual foram cumpridos;
- v) Os termos «prestações», «pensões», e «rendas» designam todas as prestações, pensões, rendas, incluindo todos os elementos a cargo dos fundos públicos e todas as

- melhorias, subsídios de revalorização ou subsídios suplementares, desde que esta Convenção não contenha qualquer disposição contrária, bem como as prestações destinadas a manter ou a melhorar a capacidade de ganho, as prestações em capital que podem ser convertidas em pensões ou rendas e os pagamentos efectuados, se for caso disso, a título de reembolso de contribuições;
- w) O termo «abono de família» designa as prestações pecuniárias periódicas concedidas em função do número e da idade das crianças; a expressão «prestações familiares» designa todas as prestações em espécie ou pecuniárias destinadas a compensar os encargos familiares, salvo os subsídios especiais de nascimento, expressamente excluídas do anexo II; cada Parte Contratante interessada notificará, de acordo com as disposições do parágrafo 1 do artigo 81.º, qualquer emenda a introduzir no anexo II em relação aos subsídios especiais de nascimento previstos pela sua legislação;
- x) O termo «subsídio por morte» designa qualquer quantia paga de uma só vez no caso de falecimento, excepto as prestações em capital referidas na alínea v) do presente artigo;
- y) O termo «de carácter contributivo» aplica-se às prestações cuja concessão depende de uma participação financeira directa das pessoas protegidas ou da sua entidade patronal, de uma condição de estágio profissional, assim como às legislações ou regimes que concedem tais prestações; as prestações cuja concessão não depende de uma participação financeira directa das pessoas protegidas ou da sua entidade patronal, nem de uma condição de estágio profissional, são chamadas «de carácter não contributivo», assim como as legislações ou regimes que concedem exclusivamente tais prestações;
- z) O termo «prestações concedidas a título de regimes transitórios» designa quer as prestações concedidas às pessoas que ultrapassaram uma certa idade na altura da entrada em vigor da legislação aplicável, quer as prestações concedidas a título transitório, considerando acontecimentos ocorridos ou períodos cumpridos fora dos limites actuais do território de uma Parte Contratante.

#### ARTIGO 2.º

1 — A presente Convenção aplica-se a todas as legislações relativas aos ramos de segurança social que dizem respeito:

- a) Às prestações de doença e de maternidade;
- b) Às prestações de invalidez;
- c) Às prestações de velhice;
- d) Às prestações de sobreviventes;

- e) Às prestações de acidente de trabalho e de doença profissional;
- f) Aos subsídios por morte;
- g) Às prestações de desemprego;
- h) Às prestações familiares.

2 — A presente Convenção aplica-se aos regimes de segurança social gerais e aos regimes especiais, de carácter contributivo ou não contributivo, assim como aos regimes relativos às obrigações da entidade patronal em relação às prestações referidas no parágrafo precedente. Acordos bilaterais ou multilaterais entre 2 ou várias Partes Contratantes, determinarão, na medida do possível, as condições em que a Convenção se aplica aos regimes instituídos através de acordos colectivos tornados obrigatórios por decisão dos poderes públicos.

3 — No que diz respeito às legislações relativas aos trabalhadores marítimos, as disposições do título III da presente Convenção não prejudicam as disposições da legislação de qualquer Parte Contratante relativas às obrigações do armador, que é considerado como entidade patronal para aplicação da Convenção.

4 — A presente Convenção não se aplica à assistência social e médica, nem aos regimes de prestações a favor das vítimas de guerra ou das consequências desta, nem aos regimes especiais dos funcionários públicos ou do pessoal assimilado.

5 — A presente Convenção não se aplica às legislações que visam dar efeito a uma convenção de segurança social concluída entre uma Parte Contratante e um ou vários outros Estados.

#### ARTIGO 3.º

1 — O anexo II menciona, para cada Parte Contratante, as legislações e regimes referidos nos parágrafos 1 e 2 do artigo 2.º

2 — Cada Parte Contratante notificará, de acordo com as disposições do parágrafo 1 do artigo 81.º, qualquer emenda a introduzir ao anexo II em consequência da adopção de uma nova legislação. Esta notificação será efectuada num prazo de 3 meses a partir da data da publicação da dita legislação, ou se esta legislação é publicada antes da data de ratificação da presente Convenção, na data desta ratificação.

#### ARTIGO 4.º

1 — Podem beneficiar das disposições da presente Convenção:

- a) As pessoas que estão ou estiveram abrangidas pela legislação de uma ou de várias Partes Contratantes e que são nacionais de uma Parte Contratante, ou refugiados ou apátridas, residentes no território de uma Parte Contratante, assim como os seus familiares ou os seus sobreviventes;
- b) Os sobreviventes das pessoas que estiveram abrangidas pela legislação de uma ou várias Partes Contratantes, sem ter em conta a sua nacionalidade, desde que estes sobreviventes sejam cidadãos de uma Parte

Contratante, ou refugiados ou apátridas que residam no território de uma Parte Contratante;

- c) Sem prejuízo das disposições do parágrafo 4 do artigo 2.º, os funcionários públicos e o pessoal que, de acordo com a legislação da Parte Contratante em causa, lhes é equiparado, na medida em que estejam abrangidos pela legislação desta Parte, à qual a Convenção é aplicável.

2 — Não obstante as disposições da alínea c) do parágrafo precedente, não beneficiam da presente Convenção as categorias de pessoas — que não sejam membros do pessoal de serviço das missões diplomáticas ou consulados e os domésticos privados ao serviço de agentes destas missões ou postos — às quais se aplica a Convenção de Viena sobre as Relações Diplomáticas e a Convenção de Viena sobre as Relações Consulares, que prevêem a isenção das disposições de segurança social que estão em vigor no Estado credenciador ou no Estado de residência, conforme o caso.

#### ARTIGO 5.º

1 — Sob reserva das disposições do artigo 6.º, a presente Convenção substitui-se, no que se refere às pessoas a quem se aplica, a qualquer convenção de segurança social vinculando:

- a) Quer apenas 2 ou várias Partes Contratantes;
- b) Quer, pelo menos, 2 Partes Contratantes e um ou vários outros Estados, desde que se trate de casos em cuja resolução nenhuma instituição de um destes Estados é chamada a intervir.

2 — No entanto, quando a aplicação de certas disposições da presente Convenção está subordinada à conclusão de acordos bilaterais ou multilaterais, as disposições correspondentes das convenções de segurança social referidas nas alíneas a) e b) do parágrafo precedente mantêm-se aplicáveis até a entrada em vigor destes acordos.

#### ARTIGO 6.º

1 — As disposições da presente Convenção não prejudicam as obrigações que decorram de qualquer convenção adoptada pela Conferência Internacional do Trabalho.

2 — A presente Convenção não prejudica as disposições relativas à segurança social do Tratado de 25 de Março de 1957 que institui a Comunidade Económica Europeia ou dos acordos de associação previstos por este Tratado, nem as medidas para aplicação destas disposições.

3 — Não obstante as disposições do parágrafo 1 do artigo 5.º, duas ou mais Partes Contratantes podem, por comum acordo, manter em vigor, no que diz respeito, as disposições de convenções de segurança social a que estejam vinculadas, mencionando-as no anexo III ou, se se trata de disposições relativas às modalidades de aplicação destas convenções, em anexo ao acordo complementar para aplicação da presente Convenção.

4 — No entanto, a presente Convenção é aplicável em todos os casos para cuja resolução é chamada a intervir a instituição de uma Parte Contratante que não esteja sujeita às disposições do parágrafo 2 ou do parágrafo 3 do presente artigo, assim como também quando se trata de pessoas que podem beneficiar da Convenção e às quais estas disposições não são exclusivamente aplicáveis.

5 — Duas ou várias Partes Contratantes vinculadas pelas disposições mencionadas no anexo III poderão, por comum acordo, e naquilo que lhes diz respeito, introduzir neste anexo as emendas apropriadas, notificando-as de acordo com as disposições do parágrafo 1 do artigo 81.º

#### ARTIGO 7.º

1 — Duas ou várias Partes Contratantes podem concluir entre elas, tanto quanto necessário, convenções de segurança social fundamentadas nos princípios da presente Convenção.

2 — Cada Parte Contratante notificará, de acordo com as disposições do parágrafo 1 do artigo 81.º, qualquer convenção que vier a concluir nos termos do parágrafo precedente, assim como qualquer modificação ou denúncia ulterior de uma tal convenção. Esta notificação será feita num prazo de 3 meses a partir da data da entrada em vigor da dita convenção ou da sua modificação ou do efeito da sua denúncia.

#### ARTIGO 8.º

1 — Salvo se existirem disposições contrárias na presente Convenção, as pessoas que residem no território de uma Parte Contratante e às quais é aplicável a Convenção estão sujeitas às obrigações e podem beneficiar da legislação de qualquer Parte Contratante nas mesmas condições que os cidadãos desta última Parte.

2 — No entanto, o benefício das prestações de carácter não contributivo cujo montante é independente da duração dos períodos de residência cumpridos pode ser subordinado à condição de o interessado ter residido no território da Parte Contratante em causa ou, se se trata de prestações de sobreviventes, de o defunto ter residido durante um período que não pode, conforme o caso, ser fixado:

- a) Em mais de 6 meses, imediatamente antes do pedido de prestações, no que respeita às prestações de maternidade e de desemprego;
- b) Em mais de 5 anos consecutivos, imediatamente antes do pedido de prestações, no que respeita às prestações de invalidez, ou imediatamente antes do falecimento, relativamente às prestações de sobreviventes;
- c) Em mais de 10 anos, entre os 16 anos e a idade de admissão à pensão de velhice, dos quais podem ser exigidos 5 anos consecutivos, imediatamente antes do pedido de prestações, relativamente às prestações de velhice.

3 — Se uma pessoa não preenche as condições previstas na alínea b) ou na alínea c) do parágrafo

precedente, mas se esteve sujeita — ou, tratando-se de prestações de sobreviventes, se o defunto esteve sujeito — à legislação da Parte Contratante em causa durante, pelo menos, 1 ano, esta pessoa ou os sobreviventes do defunto beneficiam, no entanto, sem prejuízo das disposições do artigo 27.º, de prestações calculadas na base da pensão completa e até à concorrência do montante desta:

- a) Em caso de invalidez ou morte, na proporção do número de anos de residência cumpridos pelo segurado ou pelo defunto ao abrigo desta legislação, entre a data em que atingiu os 16 anos de idade e a data em que lhe sobreveio a incapacidade seguida de invalidez ou de morte, conforme o caso, em relação com os dois terços do número de anos decorridos entre estas 2 datas, sem que sejam tomados em conta anos posteriores à idade de admissão à pensão de velhice;
- b) Em caso de velhice, na proporção do número de anos de residência cumpridos pelo interessado ao abrigo dessa legislação, entre a data em que fez 16 anos e a data em que atingiu a idade de admissão à pensão de velhice em relação a 30 anos.

4 — O anexo IV menciona, para cada Parte Contratante interessada, as prestações previstas pela sua legislação, às quais são aplicáveis as disposições do parágrafo 2 ou do parágrafo 3 do presente artigo.

5 — Cada Parte Contratante interessada notificará, de acordo com as disposições do parágrafo 1 do artigo 81.º, qualquer emenda a introduzir ao anexo IV. Se esta emenda resultar da adopção de uma nova legislação, a notificação será efectuada no prazo de 3 meses a partir da data da publicação ou, se esta legislação é publicada antes da data de ratificação da presente Convenção, na data desta ratificação.

6 — As disposições do parágrafo 1 do presente artigo não prejudicam as disposições da legislação de nenhuma Parte Contratante quanto à participação dos interessados na administração ou nas jurisdições da segurança social.

7 — Podem-se prever modalidades especiais no que respeita a admissão ao seguro voluntário ou facultativo continuado de pessoas que não residem no território da Parte Contratante em questão, ou no que respeita ao benefício de prestações concedidas a título de regimes transitórios, na medida em que estas modalidades estejam mencionadas no anexo VII.

#### ARTIGO 9.º

1 — O benefício das disposições de convenções de segurança social mantidas em vigor nos termos do parágrafo 3 do artigo 6.º, assim como das disposições de convenções de segurança social concluídas ao abrigo do parágrafo 1 do artigo 7.º, pode ser alargado aos nacionais de qualquer Parte Contratante, por comum acordo entre as Partes vinculadas por estas disposições.

2 — O anexo V menciona as disposições de convenções de segurança social mantidas em vigor ao abrigo do parágrafo 3 do artigo 6.º e cujo benefício

é alargado, de acordo com as disposições do parágrafo 1 do presente artigo, aos nacionais de qualquer Parte Contratante.

3 — As Partes Contratantes interessadas notificarão, de acordo com as disposições do parágrafo 1 do artigo 81.º, as disposições de convenções de segurança social concluídas por elas ao abrigo do parágrafo 1 do artigo 7.º, cujo benefício é alargado, de acordo com as disposições do parágrafo 1 do presente artigo, aos nacionais de qualquer Parte Contratante. As disposições das referidas convenções serão inscritas no anexo V.

4 — Duas ou várias Partes Contratantes vinculadas por disposições mencionadas no anexo V poderão por comum acordo, no que lhes diz respeito, introduzir a este anexo as emendas apropriadas, notificando-as de acordo com as disposições do parágrafo 1 do artigo 81.º

#### ARTIGO 10.º

Se a legislação de uma Parte Contratante subordina a admissão ao seguro voluntário ou facultativo continuado, ao cumprimento de períodos de seguro, a instituição que aplica esta legislação terá em conta para este efeito, na medida necessária, para fins de totalização, os períodos de seguro cumpridos segundo a legislação de qualquer outra Parte Contratante, assim como, se for caso disso, os períodos de residência cumpridos depois da idade de 16 anos ao abrigo da legislação de carácter não contributivo de qualquer outra Parte Contratante, como se se tratasse de períodos de seguro cumpridos nos termos da legislação da primeira Parte.

#### ARTIGO 11.º

1 — A menos que a presente Convenção não disponha de outro modo, as prestações pecuniárias de invalidez, de velhice ou de sobreviventes, as rendas de acidente de trabalho ou de doença profissional e os subsídios por morte adquiridos ao abrigo da legislação de uma ou várias Partes Contratantes não podem sofrer nenhuma redução, nem modificação, nem suspensão, nem supressão, nem confiscação pelo facto de o beneficiário residir no território de uma Parte Contratante que não seja aquela em cujo território se encontra a instituição devedora.

2 — Não obstante as disposições dos parágrafos 1 e 2 do artigo 8.º, as prestações de invalidez, de velhice ou de sobreviventes mencionadas no anexo IV são calculadas de acordo com as disposições das alíneas a) ou b) do parágrafo 3 do artigo 8.º, conforme o caso, quando o beneficiário reside no território de uma Parte Contratante que não seja aquela em cujo território se encontra a instituição devedora.

3 — As disposições dos parágrafos 1 e 2 do presente artigo não são aplicáveis às seguintes prestações, na medida em que estas estão inscritas no anexo VI:

- a) As prestações especiais de carácter não contributivo, concedidas às pessoas que estão incapazes de ganhar a vida por causa do seu estado de saúde;

- b) As prestações especiais de carácter não contributivo, concedidas às pessoas que não podem beneficiar das prestações normais;
- c) As prestações concedidas a título de regimes transitórios;
- d) As prestações especiais concedidas a título de auxílio ou tomado em consideração uma situação de carência.

4 — Cada Parte Contratante interessada notificará, de acordo com as disposições do parágrafo 1 do artigo 81.º, qualquer emenda a introduzir ao anexo VI. Se esta emenda resultar da adoptação de uma nova legislação, a notificação será efectuada num prazo de 3 meses a partir da data da publicação da dita legislação ou, se esta legislação é publicada antes da data de ratificação da presente Convenção, na data desta ratificação.

5 — Se a legislação de uma Parte Contratante suportina o reembolso de quotizações à condição de que o interessado tenha deixado de estar abrangido pelo seguro obrigatório, esta condição não é considerada como preenchida enquanto o interessado estiver abrangido pelo seguro obrigatório em aplicação de qualquer outra Parte Contratante.

6 — As Partes Contratantes regularão, através de acordos bilaterais ou multilaterais, o pagamento das prestações referidas no parágrafo 1 do presente artigo, que são devidas a pessoas que podem beneficiar das disposições da presente Convenção, quando estas pessoas residem no território de um Estado não Parte Contratante.

#### ARTIGO 12.º

As regras de revalorização previstas pela legislação de uma Parte Contratante são aplicáveis às prestações devidas nos termos desta legislação, de acordo com as disposições da presente Convenção.

#### ARTIGO 13.º

1 — Salvo no que respeita às prestações de invalidez, de velhice, de sobreviventes ou de doença profissional, que são liquidadas pelas instituições de 2 ou mais Partes Contratantes de acordo com as disposições do artigo 29.º ou da alínea b) do artigo 47.º, a presente Convenção não pode conferir nem manter o direito a beneficiar de várias prestações da mesma natureza ou de várias prestações relativas a um mesmo período de seguro obrigatório.

2 — As cláusulas de redução, de suspensão ou de supressão previstas pela legislação de uma Parte Contratante, em caso de acumulação de uma prestação com outras prestações ou com outros rendimentos, ou devido ao exercício de uma actividade profissional, são oponíveis ao beneficiário, mesmo se se trata de prestações obtidas nos termos da legislação de uma outra Parte Contratante ou se se trata de rendimentos obtidos ou de uma actividade exercida no território de uma outra Parte Contratante. No entanto, para a aplicação desta regra, não se têm em conta as prestações da mesma natureza de invalidez, de velhice, de sobreviventes ou de doença profissional que são liquidadas pelas instituições de 2 ou várias Partes Contratantes de acordo com as disposições do artigo 29.º ou da alínea b) do artigo 47.º

## TÍTULO II

### Disposições relativas à legislação aplicável

#### ARTIGO 14.º

Em relação às pessoas abrangidas pelas disposições da presente Convenção, a legislação aplicável é determinada de acordo com as disposições seguintes:

- a) Os trabalhadores assalariados empregados no território de uma Parte Contratante estão sujeitos à legislação desta Parte, mesmo se residem no território de outra Parte Contratante ou se a empresa ou entidade patronal que os emprega tem a sua sede ou o seu domicílio no território de uma outra Parte Contratante;
- b) Os trabalhadores que exercem a sua actividade profissional a bordo de um navio arvorando a bandeira de uma Parte Contratante estão sujeitos à legislação desta Parte;
- c) Os trabalhadores independentes que exercem a sua actividade profissional no território de uma Parte Contratante estão sujeitos à legislação desta Parte, mesmo se residem no território de uma outra Parte Contratante;
- d) Os funcionários públicos e o pessoal equiparado estão sujeitos à legislação da Parte Contratante de que depende a administração que os ocupa.

#### ARTIGO 15.º

1 — A regra enunciada na alínea a) do artigo 14.º comporta as excepções ou particularidades seguintes:

- a):
  - i) Os trabalhadores assalariados ocupados no território de uma Parte Contratante por uma empresa de que dependem normalmente que são destacados para o território de outra Parte Contratante por esta empresa a fim de aí efectuar um trabalho por conta desta ficam sujeitos à legislação da primeira Parte, sob condição de que a duração previsível deste trabalho não excede 12 meses e de não terem sido transferidos para substituir outros trabalhadores cujo período de destacamento chegou ao seu termo;
  - ii) Se a duração do trabalho a efectuar, que se prolonga devido a circunstâncias imprevisíveis para além da duração inicialmente prevista, vier a exceder 12 meses, a legislação da primeira Parte mantém-se aplicável até ao fim deste trabalho, sob reserva do acordo da autoridade competente da segunda Parte ou do organismo designado por ela;
- b):
  - i) Os trabalhadores assalariados dos transportes internacionais ocupados

- no território de 2 ou várias Partes Contratantes na qualidade de pessoal circulante ou navegante, ao serviço de uma empresa que tem a sua sede no território de uma Parte Contratante e que efectua, por conta de outrem ou por conta própria, transportes de passageiros ou de mercadorias, ferroviários, rodoviários, aéreos ou de navegação interior, estão sujeitos à legislação desta última Parte;
- ii)* No entanto, se estão ocupados por uma sucursal ou uma representação permanente que a dita empresa possui no território de uma Parte Contratante que não seja aquela em cujo território tem a sua sede, estão sujeitos à legislação da Parte Contratante em cujo território esta sucursal ou representação permanente se encontra;
  - iii)* Se estão ocupados de maneira preponderante no território da Parte Contratante onde residem, estão sujeitos à legislação desta Parte, mesmo se a empresa que os ocupa não tem sede nem sucursal nem representação permanente neste território;
- c):*
- i)* Os trabalhadores assalariados, que não sejam os empregados em transportes internacionais, que exerçam normalmente a sua actividade no território de 2 ou várias Partes Contratantes, estão sujeitos à legislação da Parte Contratante em cujo território residem, se exercem uma parte da sua actividade neste território ou se dependem de várias empresas ou de várias entidades patronais que tenham a sua sede ou o seu domicílio no território de diferentes Partes Contratantes;
  - ii)* Nos outros casos, estão sujeitos à legislação da Parte Contratante em cujo território a empresa ou a entidade patronal que os ocupa tem a sua sede ou o seu domicílio;
  - d)* Os trabalhadores assalariados ocupados no território de uma Parte Contratante por uma empresa que tem a sua sede no território de uma outra Parte Contratante e que é atravessado pela fronteira comum destas Partes estão sujeitos à legislação da Parte Contratante em cujo território esta empresa tem a sua sede.

2 — A regra enunciada na alínea *b)* do artigo 14.º comporta as excepções seguintes:

- a)* Os trabalhadores assalariados ocupados por uma empresa de que dependem normalmente, quer no território de uma Parte

- Contratante, quer a bordo de um navio arvorando a bandeira de uma Parte Contratante, que são destacados por esta empresa para efectuarem um trabalho por sua conta a bordo de um navio arvorando a bandeira de uma outra Parte Contratante continuam sujeitos à legislação da primeira Parte, sob reserva das condições previstas na alínea *a)* do parágrafo 1 do presente artigo;
- b)* Os trabalhadores que exercem normalmente a sua actividade nas águas territoriais ou num porto de uma Parte Contratante, num navio arvorando a bandeira de uma outra Parte Contratante, sem pertencerem à tripulação deste navio, estão sujeitos à legislação da primeira Parte;
  - c)* Os trabalhadores assalariados ocupados a bordo de um navio arvorando a bandeira de uma Parte Contratante, que são remunerados a título desta ocupação por uma empresa ou uma pessoa tendo a sua sede ou o seu domicílio no território de uma outra Parte Contratante, estão sujeitos à legislação desta última Parte se têm a sua residência no seu território; a empresa ou a pessoa que paga a remuneração é considerada como entidade patronal para aplicação da dita legislação.

3 — A regra enunciada na alínea *c)* do artigo 14.º comporta as excepções ou particularidades seguintes:

- a)* Os trabalhadores independentes que residem no território de uma Parte Contratante e exercem a sua actividade no território de uma outra Parte Contratante estão sujeitos à legislação da primeira Parte:
  - i)* Se a segunda Parte não possui legislação que lhes seja aplicável;
  - ii)* Se, de acordo com as legislações das 2 Partes em questão, os trabalhadores independentes estão sujeitos pelo simples facto da sua residência no território destas partes;
- b)* Os trabalhadores independentes que exercem normalmente a sua actividade no território de 2 ou várias Partes Contratantes estão sujeitos à legislação da Parte Contratante em cujo território residem, se exercem uma parte da sua actividade neste território ou se, de acordo com esta legislação, estão sujeitos pelo simples facto da sua residência no território desta última Parte;
- c)* Os trabalhadores independentes visados na alínea precedente que não exercem uma parte da sua actividade no território da Parte Contratante onde residem ou que de acordo com a legislação desta Parte não estão sujeitos pelo simples facto da sua residência, ou se a dita Parte não possui legislação que lhes seja aplicável, estão sujeitos à legislação determinada por um comum acordo entre as Partes Contratantes interessadas, ou entre as autoridades competentes.

4 — Se, em virtude dos parágrafos precedentes do presente artigo, um trabalhador está sujeito à legislação de uma Parte Contratante em cujo território não exerce actividade profissional, esta legislação é-lhe aplicável como se exercesse uma tal actividade no território desta Parte.

#### ARTIGO 16.º

1 — As disposições dos artigos 14.º e 15.º não são aplicáveis em matéria de seguro voluntário ou facultativo continuado.

2 — No caso de a aplicação das legislações de 2 ou mais Partes Contratantes ter por efeito obrigar à filiação num regime de seguro obrigatório e permitir a admissão simultânea num ou vários regimes de seguro voluntário ou facultativo continuado, o interessado fica sujeito exclusivamente ao regime de seguro obrigatório. No entanto, em matéria de invalidez, de velhice e de morte (pensões), não ficam prejudicadas as disposições da legislação de nenhuma Parte Contratante que permitam a cumulação da filiação ao seguro voluntário ou facultativo continuado e ao seguro obrigatório.

3 — Se a aplicação das legislações de 2 ou várias Partes Contratantes tiver por efeito permitir a admissão em 2 ou vários regimes de seguro voluntário ou facultativo continuado, o interessado só pode ser admitido no regime de seguro voluntário ou facultativo continuado da Parte Contratante em cujo território reside ou, se não reside no território de uma dessas Partes, daquela por cuja legislação ele optou.

#### ARTIGO 17.º

1 — As disposições da alínea a) do artigo 14.º são aplicáveis aos membros do pessoal de serviço das missões diplomáticas ou dos consulados e ao pessoal doméstico particular ao serviço de agentes destas missões ou destes postos.

2 — No entanto, os trabalhadores assalariados visados no parágrafo precedente que são nacionais da Parte Contratantes Estado credenciador ou Estado de origem podem optar pela aplicação da legislação desta Parte. Este direito de opção só pode ser exercido uma vez, nos 3 meses seguintes à entrada em vigor da presente Convenção ou na data em que o interessado foi empregado pela missão diplomática ou pelo posto consular ou ao serviço particular de agentes desta missão ou deste posto, conforme o caso. Esta opção tem efeito na data em que é realizada.

#### ARTIGO 18.º

1 — As autoridades competentes de 2 ou várias Partes Contratantes podem prever, de comum acordo, excepções às disposições dos artigos 14.º a 17.º a favor dos interessados.

2 — Tanto quanto necessário, a aplicação das disposições do parágrafo precedente está subordinada a um pedido dos trabalhadores interessados e, se for caso disso, das respectivas entidades patronais. Além disso, é objecto de uma decisão pela qual a autoridade competente da Parte Contratante cuja legislação deveria ser aplicada confirma que os ditos

trabalhadores deixam de estar sujeitos a esta legislação para estarem efectivamente sujeitos à legislação de uma outra Parte Contratante.

### TÍTULO III

#### Disposições particulares para as diferentes categorias de prestações

##### CAPÍTULO I

###### Doença e maternidade

###### ARTIGO 19.º

1 — Se a legislação de uma Parte Contratante subordina a aquisição, a manutenção ou recuperação do direito às prestações ao cumprimento de períodos de seguro, a instituição competente desta Parte tem em conta para este efeito, na medida necessária, para fins de totalização, os períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante, assim como, se for caso disso, os períodos de residência cumpridos depois dos 16 anos ao abrigo da legislação de carácter não contributivo de qualquer outra Parte Contratante, como se se tratasse de períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação da primeira Parte.

2 — Se a legislação de uma Parte Contratante subordinada a admissão ao seguro obrigatório ao cumprimento de períodos de seguro os períodos de seguro cumpridos sob a legislação de qualquer outra Parte Contratante, assim como, se for caso disso, os períodos de residência cumpridos depois dos 16 anos ao abrigo da legislação a título não contributivo de qualquer outra Parte Contratante são tomados em conta para este efeito, na medida necessária, para fins de totalização, como se se tratasse de períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação da primeira Parte.

###### ARTIGO 20.º

1 — As pessoas que residem em território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente e preenchem as condições exigidas pela legislação deste último Estado para ter direito às prestações, tendo em conta, se for caso disso, as disposições do artigo 19.º, beneficiam no território da Parte Contratante onde residem:

- a) Das prestações em espécie, a cargo da instituição competente, pagas pela instituição do lugar de residência, de acordo com as disposições da legislação aplicável por esta última instituição como se as pessoas nela estivessem filiadas;
- b) Das prestações pecuniárias, pagas pela instituição competente, de acordo com as disposições da legislação aplicável, como se estas pessoas residissem no território do Estado competente. No entanto, após acordo entre a instituição competente e a instituição do lugar de residência, as prestações pecuniárias podem igualmente ser pagas por intermédio desta última instituição por conta da instituição competente.

2 — As disposições do parágrafo precedente são aplicáveis por analogia aos membros da família que residem no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente, no que se refere ao benefício das prestações em espécie.

3 — As prestações podem igualmente ser pagas aos trabalhadores fronteiriços pela instituição competente no território do Estado competente, de acordo com as disposições da legislação deste Estado, como se residissem no seu território. No entanto, os membros da sua família só podem beneficiar das prestações em espécie nas mesmas condições, sob reserva de um acordo entre as autoridades competentes das Partes Contratantes interessadas ou, na falta deste, da autorização prévia da instituição competente, salvo caso de urgência.

4 — Se pessoas referidas no presente artigo, que não sejam trabalhadores fronteiriços ou membros da sua família, estão no território do Estado competente beneficiam das prestações, de acordo com as disposições da legislação deste Estado como se residissem no seu território, mesmo se já beneficiaram de prestações para o mesmo caso de doença ou de maternidade antes do início da sua estada.

5 — Se pessoas referidas no presente artigo transferem a sua residência para o território do Estado competente beneficiam das prestações, de acordo com as disposições da legislação deste Estado mesmo se já beneficiaram de prestações para o mesmo caso de doença ou maternidade antes de transferirem a sua residência.

#### ARTIGO 21.º

1 — As pessoas que satisfazem as condições exigidas pela legislação do Estado competente para ter direito às prestações, tendo em conta, se for caso disso, as disposições do artigo 19.º e

- a) Cujo estado vem a necessitar imediatamente das prestações no decorrer de uma estada no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente; ou
- b) Que, depois de poderem beneficiar das prestações a cargo da instituição competente, são autorizadas por esta instituição a voltar para o território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente onde residem, ou transferirem a sua residência para o território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente; ou
- c) Que são autorizadas pela instituição competente a seguirem para o território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente, a fim de nele receberem os cuidados apropriados ao seu estado beneficiam:
  - i) De prestações em espécie, concedidas a cargo da instituição competente pela instituição do lugar de residência ou de estada, de acordo com as disposições de legislação que esta última instituição aplica, como se estas pessoas estivessem filiadas nela, até ao limite de du-

ração fixado, se for caso disso, pela legislação do Estado competente;

ii) Das prestações pecuniárias pagas pela instituição competente, de acordo com as disposições da legislação que aplica, como se estas pessoas estivessem no território do Estado competente. No entanto, depois de acordo entre a instituição competente e a instituição do lugar de estada ou de residência, as prestações pecuniárias podem igualmente ser pagas por intermédio desta última instituição por conta da instituição competente.

2:

- a) A autorização referida na alínea b) do parágrafo precedente só pode ser recusada se a deslocação do interessado é de natureza a comprometer o seu estado de saúde ou a aplicação de um tratamento médico;
- b) A autorização referida na alínea c) do parágrafo precedente não pode ser recusada quando os cuidados em causa não podem ser dispensados ao interessado no território da Parte Contratante onde este reside;
- c) As disposições dos parágrafos do precedente artigo são aplicáveis por analogia aos membros da família, no que se refere ao benefício das prestações em espécie.

#### ARTIGO 22.º

1 — Se a legislação de uma Parte Contratante subordina a concessão das prestações em espécie aos membros da família à condição de estes estarem pessoalmente segurados, as disposições dos artigos 20.º e 21.º só podem ser aplicadas aos membros de família de uma pessoa abrangida por esta legislação se estes estiverem pessoalmente segurados quer na mesma instituição da dita Parte a que esta pessoa está sujeita, quer numa outra instituição da dita Parte que conceda prestações correspondentes.

2 — Se a legislação de uma Parte Contratante prevê que o cálculo das prestações pecuniárias é baseado num salário médio, a instituição competente desta Parte determina este salário médio exclusivamente em função dos salários registados durante os períodos cumpridos sob a dita legislação.

3 — Se a legislação de uma Parte Contratante prevê que o cálculo das prestações pecuniárias é baseado num salário convencional, a instituição competente desta Parte tem em conta exclusivamente o salário convencional ou, se for caso disso, a média dos salários convencionais correspondendo aos períodos cumpridos sob a dita legislação.

4 — Se a legislação de uma Parte Contratante prevê que o montante das prestações pecuniárias varia com o número de membros da família, a instituição competente desta Parte tem igualmente em conta os membros da família que residem no território de uma outra Parte Contratante, como se residissem no território da primeira Parte.

## ARTIGO 23.º

Os desempregados que preenchem as condições exigidas pela legislação da Parte Contratante, à qual incumbe os encargos dos subsídios de desemprego, para terem direito às prestações em espécie, tendo em conta, se for caso disso, as disposições do artigo 19.º, beneficiam das prestações em espécie, assim como os membros da sua família, quando residem no território de uma outra Parte Contratante. Neste caso as prestações em espécie são concedidas pela instituição do lugar de residência, de acordo com as disposições da legislação aplicável por esta instituição, como se o interessado tivesse direito às ditas prestações ao abrigo desta legislação, mas o encargo respectivo incumbe à instituição competente da primeira Parte.

## ARTIGO 24.º

1 — Quando o titular de pensões ou de rendas devidas ao abrigo das legislações de 2 ou várias Partes Contratantes tem direito às prestações em espécie ao abrigo da legislação da Parte Contratante em cujo território reside, tendo em conta, se for caso disso, as disposições do artigo 19.º, estas prestações são concedidas ao titular e aos membros da sua família pela instituição do lugar de residência, e a cargo desta instituição, como se fosse titular de uma pensão ou de uma renda devida apenas ao abrigo da legislação desta última Parte.

2 — Quando o titular de uma pensão ou de uma renda concedida ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante, ou de pensões ou de rendas concedidas ao abrigo das legislações de 2 ou várias Partes Contratantes, não tem direito às prestações em espécie ao abrigo da legislação da Parte Contratante em cujo território reside, beneficia no entanto destas prestações, assim como os membros da sua família, desde que a eles tenha direito ao abrigo da legislação da primeira Parte, ou de uma das primeiras Partes, tendo em conta, se for caso disso, as disposições do artigo 19.º, ou a que teria direito, se residisse no território de uma destas Partes. As prestações em espécie são pagas pela instituição do lugar de residência, de acordo com as disposições da legislação aplicável por esta, como se o interessado tivesse direito às mesmas ao abrigo desta legislação, mas o respectivo encargo incumbe à instituição determinada de acordo com as regras enunciadas no parágrafo seguinte.

3 — Nos casos referidos no parágrafo precedente, o encargo das prestações em espécie incumbe à instituição determinada de acordo com as regras seguintes:

- a) Se o titular tem direito a essas prestações ao abrigo da legislação de uma só Parte Contratante, o encargo das prestações incumbe à instituição competente desta Parte;
- b) Se o titular tem direito a essas prestações ao abrigo das legislações de 2 ou várias Partes Contratantes, o encargo destas prestações incumbe à instituição competente da Parte Contratante sob cuja legislação o titular cumpriu o maior período de seguro ou de residência; no caso de a aplicação desta regra ter por efeito atribuir o encargo das prestações a várias instituições, o

seu encargo incumbe àquela Parte Contratante a cuja legislação o titular esteve sujeito em último lugar.

4 — Quando os membros da família do titular de uma pensão ou de uma renda devida ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante, ou de pensões ou de rendas devidas ao abrigo das legislações de 2 ou várias Partes Contratantes, residem no território de uma Parte Contratante que não seja aquela onde reside o titular, beneficiam das prestações em espécie como se o titular residisse no mesmo território que eles, na medida em que este tiver direito a essas prestações ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante. Estas prestações são concedidas pela instituição do lugar de residência dos membros da família, de acordo com as disposições da legislação aplicável por esta, como se tivessem direito a elas ao abrigo desta legislação, mas o respectivo encargo incumbe à instituição do lugar de residência do titular.

5 — Se os membros da família referidos no parágrafo precedente transferem a sua residência para o território da Parte Contratante onde reside o titular, beneficiam das prestações de acordo com as disposições da legislação desta Parte, mesmo se já beneficiaram de prestações para o mesmo caso de doença ou de maternidade antes da transferência da sua residência.

6 — O titular de uma pensão ou de uma renda devida ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante, ou de pensões ou de rendas devidas ao abrigo das legislações de 2 ou várias Partes Contratantes, que tem direito às prestações em espécie ao abrigo da legislação de uma destas Partes, beneficia destas prestações, assim como os membros da sua família:

- a) Durante uma estada no território de uma Parte Contratante que não seja aquele onde residem, quando o seu estado necessitar imediatamente das prestações; ou
- b) Quando foram autorizados pela instituição do lugar de residência a deslocarem-se para o território de uma Parte Contratante que não seja aquele onde residem, para receber neste território os cuidados apropriados ao seu estado.

7 — Nos casos referidos nos parágrafos precedentes, as prestações em espécie são concedidas pela instituição do lugar de estada, de acordo com as disposições da legislação aplicável por esta, como se o interessado tivesse direito às mesmas ao abrigo desta legislação, mas o respectivo encargo incumbe à instituição do lugar de residência do titular.

8 — Se a legislação de uma Parte Contratante prevê a dedução de cotizações a cargo do titular da pensão ou da renda para garantia das prestações em espécie, a instituição desta Parte que é devedora de uma pensão ou de uma renda é autorizada a fazer estas deduções quando o encargo das pensões em espécie incumbe a uma instituição da referida Parte nos termos do presente artigo.

## ARTIGO 25.º

1 — Se a legislação aplicada pela instituição do lugar de residência ou de estada comporta vários re-

gimes de seguro de doença ou maternidade, as disposições aplicáveis à concessão das prestações em espécie, nos casos referidos nos parágrafos 1 e 2 do artigo 20.º, nos parágrafos 1 e 3 do artigo 21.º, no artigo 23.º e nos parágrafos 2, 4 e 6 do artigo 24.º, são as do regime geral ou, na falta deste, do regime de que dependem os trabalhadores da indústria.

2 — Se a legislação de uma Parte Contratante subordina a concessão das prestações a uma condição relativa à origem da afecção, esta condição não é exigível às pessoas a que se aplica a presente Convenção qualquer que seja o território da Parte Contratante onde residem.

3 — Se a legislação de uma Parte Contratante fixa um período máximo para a concessão das prestações, a instituição que aplica esta legislação pode ter em conta, se for caso disso, o período durante o qual as prestações já foram concedidas pela instituição de uma outra Parte Contratante para o mesmo caso de doença ou de maternidade.

#### ARTIGO 26.º

1 — A aplicação das disposições dos artigos 20.º, 21.º, 23.º e 24.º entre 2 ou várias Partes Contratantes é subordinada à conclusão de acordos bilaterais ou multilaterais entre estas Partes, que poderão além disso prever modalidades particulares apropriadas.

2 — Os acordos referidos no parágrafo precedente determinarão, nomeadamente:

- a) As categorias de pessoas às quais serão aplicáveis as disposições dos artigos 20.º, parágrafo 2, 23.º e 24.º;
- b) O período durante o qual a concessão das prestações em espécie poderá ser efectuada pela instituição de uma Parte Contratante a cargo da instituição de outra Parte Contratante;
- c) As condições particulares relativas à concessão de próteses, de grande aparelhagem e de outras prestações em espécie de grande importância;
- d) As regras destinadas a evitar a acumulação de prestações da mesma natureza;
- e) As modalidades de reembolso das prestações concedidas pela instituição de uma Parte Contratante a cargo da instituição de outra Parte Contratante.

3 — Duas ou várias Partes Contratantes podem acordar em renunciar a qualquer reembolso entre as instituições dependentes da sua competência.

## CAPÍTULO 2

### Invalidez, velhice e morte(pensões)

#### SECÇÃO 1

##### Disposições comuns

#### ARTIGO 27.º

Quando uma pessoa esteve sujeita sucessiva ou alternadamente às legislações de duas ou várias Partes Contratantes, esta pessoa ou os seus sobreviventes

beneficiam de prestações ao abrigo das disposições do presente capítulo, mesmo no caso de os interessados poderem fazer valer direitos às prestações, ao abrigo da legislação de uma ou várias Partes Contratantes sem aplicação das referidas disposições.

#### ARTIGO 28.º

1 — Se a legislação de uma Parte Contratante subordina a aquisição, a manutenção ou a recuperação do direito às prestações ao cumprimento de períodos de seguro, a instituição que aplica esta legislação terá em conta, para este efeito, para fins de totalização, os períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante, assim como, se for caso disso, os períodos de residência cumpridos depois da idade dos 16 anos ao abrigo da legislação de carácter não contributivo de qualquer outra Parte Contratante, como se se tratasse de períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação da primeira Parte.

2 — Se a legislação de uma Parte Contratante subordina a aquisição, a manutenção ou a recuperação do direito às prestações ao cumprimento de períodos de residência, a instituição que aplica esta legislação terá em conta, para este efeito, para fins de totalização, os períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante, assim como, se for caso disso, os períodos de residência cumpridos depois da idade dos 16 anos ao abrigo da legislação de carácter não contributivo de qualquer outra Parte Contratante, como se se tratasse de períodos de residência cumpridos ao abrigo da legislação da primeira Parte.

3 — Se, em virtude da legislação de uma Parte Contratante, uma pessoa esteve sujeita simultaneamente a um regime de carácter contributivo e a um regime de carácter não contributivo para a mesma eventualidade, a instituição de qualquer outra Parte Contratante em causa terá em conta, para a aplicação dos parágrafos 1 ou 2 do presente artigo, o maior período de seguro ou de residência cumprido ao abrigo da legislação da primeira Parte.

4 — Se a legislação de uma Parte Contratante subordina a concessão de certas prestações à condição de os períodos de seguro terem sido cumpridos numa profissão abrangida por um regime especial ou, se for caso disso, numa profissão ou num emprego determinado, os períodos cumpridos ao abrigo das legislações de outras Partes Contratantes só serão tomados em conta para a concessão destas prestações se forem cumpridos num regime correspondente ou, na falta deste, na mesma profissão ou, dado o caso, no mesmo emprego. Se, tendo em conta os períodos assim cumpridos, o interessado não preenche as condições exigidas para beneficiar das referidas prestações, estes períodos serão tomados em conta para a concessão de prestações do regime geral ou, na falta deste, do regime aplicável aos operários ou aos empregados, conforme o caso.

5 — Se a legislação de uma Parte Contratante, que não exige nenhum período de seguro ou de emprego para abertura e determinação do direito às prestações, subordina a concessão deste direito à condição de que o interessado, ou se se trata de prestações de sobrevivência, o defunto, tenha estado

abrangido por esta legislação à data da ocorrência, esta condição é considerada preenchida se o interessado ou o defunto, conforme o caso, esteve abrangido nesse momento pela legislação de outra Parte Contratante.

6 — Se a legislação de uma Parte Contratante prevê que o período durante o qual uma pensão ou renda concedida pode ser tomado em consideração para a aquisição, a manutenção ou a recuperação do direito às prestações, a instituição competente desta Parte terá em conta, para este efeito, o período durante o qual foi concedida uma pensão ou uma renda ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante.

#### ARTIGO 29.º

1 — A instituição de cada Parte Contratante cuja legislação a pessoa em causa esteve sujeita determinará, de acordo com as disposições de legislação aplicável, se o interessado preenche as condições exigidas para ter direito às prestações, tendo em conta, se for caso disso, as disposições do artigo 28.º

2 — No caso de o interessado preencher estas condições, a referida instituição calcula o montante teórico da prestação a que poderia pretender se todos os períodos de seguro e de residência, cumpridos ao abrigo da legislação das Partes Contratantes em questão e tomados em conta, de acordo com as disposições do artigo 28.º, para a determinação do direito, tivessem sido cumpridos unicamente ao abrigo da legislação que ela aplica.

3 — Todavia:

a) Se se trata de prestações cujo montante é independente da duração dos períodos cumpridos, este montante é considerado como o montante teórico referido no parágrafo precedente;

b) Se se trata de prestações mencionadas no anexo IV, o montante teórico referido no parágrafo precedente pode ser calculado na base e até à concorrência da prestação completa:

i) No caso de invalidez ou de morte, proporcionalmente à duração total dos períodos de seguro e de residência cumpridos pelo interessado ou pelo defunto antes da ocorrência, ao abrigo das legislações de todas as Partes Contratantes em questão e tomados em conta de acordo com as disposições do artigo 28.º, em relação a dois terços do número de anos decorridos entre a data em que o interessado ou o defunto atingiu a idade de 16 anos e a data em que se verificou a incapacidade de trabalho, seguida de invalidez ou o falecimento, conforme o caso, sem que sejam tidos em conta os anos posteriores à idade de admissão à pensão de velhice;

ii) Em caso de velhice, proporcionalmente à duração total dos períodos de seguro e de residência

cumpridos pelo interessado ao abrigo da legislação de todas as Partes Contratantes em questão e tomados em conta, de acordo com as disposições do artigo 28.º, em relação a 30 anos, sem que sejam tidos em conta os anos posteriores à idade de admissão à pensão de velhice.

4 — A referida instituição fixa a seguir o montante efectivo da prestação que deve ao interessado, na base do montante teórico calculado, de acordo com as disposições dos parágrafos 2 ou 3 do presente artigo, conforme o caso, proporcionalmente à duração dos períodos de seguro ou de residência cumpridos antes da realização da ocorrência, ao abrigo da legislação que aplica, em relação à duração total dos períodos de seguro e de residência cumpridos, antes da ocorrência, ao abrigo das legislações de todas as Partes Contratantes em causa.

5 — Não obstante as disposições dos parágrafos 2 a 4 do presente artigo, nos casos em que a legislação de uma Parte Contratante prevê que o montante das prestações ou de certos elementos das prestações é proporcional à duração dos períodos de seguro ou de residência cumpridos, a instituição competente desta Parte pode proceder ao cálculo directo destas prestações ou elementos de prestações, em função dos períodos cumpridos apenas ao abrigo da legislação que aplica.

#### ARTIGO 30.º

1 — Para o cálculo do montante teórico referido no parágrafo 2 do artigo 29.º:

a) Se a legislação de uma Parte Contratante prevê que o cálculo das prestações é baseado num salário médio, numa quotização média, num aumento médio, ou na relação existente, durante os períodos de seguro entre o salário bruto do interessado e a média dos salários brutos de todos os segurados, com exclusão dos aprendizes, estes números médios ou proporcionais são determinados pela instituição competente desta Parte na base dos períodos cumpridos apenas ao abrigo da legislação da referida Parte ou do salário bruto recebido pelo interessado apenas durante estes períodos;

b) Se a legislação de uma Parte Contratante prevê que o cálculo das prestações é baseado no montante dos salários, das quotizações ou de eventuais aumentos, os salários, as quotizações ou os aumentos a tomar em conta pela instituição competente desta Parte, a título dos períodos cumpridos ao abrigo das legislações de outras Partes Contratantes, são determinadas na base da média dos salários, das quotizações ou dos aumentos verificados nos períodos cumpridos ao abrigo da legislação da primeira Parte;

c) Se a legislação de uma Parte Contratante prevê que o cálculo das prestações é ba-

seado num salário ou num montante convencional, o salário ou o montante a tomar em conta pela instituição competente desta Parte, a título de períodos cumpridos ao abrigo da legislação de outras Partes Contratantes, é igual ao salário ou ao montante convencional ou, se for caso disso, à média dos salários ou dos montantes convencionais correspondentes aos períodos cumpridos ao abrigo da legislação da primeira Parte;

d) Se a legislação de uma Parte Contratante prevê que o cálculo das prestações é baseado, para certos períodos, no montante dos salários e, para outros períodos, num salário ou num montante convencional, a instituição competente desta Parte toma em conta, a título de períodos cumpridos ao abrigo das legislações de outras Partes Contratantes, os salários ou montantes determinados de acordo com as disposições da alínea b) ou da alínea c) do presente parágrafo, conforme o caso; se para todos os períodos cumpridos ao abrigo da legislação da primeira Parte o cálculo das prestações é baseado num salário ou num montante convencional, o salário a tomar em conta pela instituição competente desta Parte, a título de períodos cumpridos ao abrigo das legislações de outras Partes Contratantes, é igual ao salário fictício correspondente a este salário ou montante convencional.

2 — Se a legislação de uma Parte Contratante comporta regras de revalorização dos elementos tomados em conta para o cálculo das prestações, estas regras são aplicáveis, se for caso disso, aos elementos tomados em conta pela instituição competente desta Parte, de acordo com as disposições do parágrafo precedente, a título de períodos cumpridos ao abrigo das legislações de outras Partes Contratantes.

3 — Se a legislação de uma Parte Contratante prevê que o montante das prestações varia com o número dos membros da família, a instituição competente desta Parte tem igualmente em conta os membros da família residentes no território de uma outra Parte Contratante como se residissem no território da primeira Parte.

#### ARTIGO 31.º

1 — Não obstante as disposições do artigo 29.º, se a duração total dos períodos de seguro ou de residência cumpridos ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante não atinge 1 ano e se, tendo em conta apenas estes períodos, nenhum direito a prestações é adquirido em virtude desta legislação, a instituição desta Parte não é obrigada a conceder as prestações a título dos referidos períodos.

2 — Os períodos referidos no parágrafo precedente são tomados em conta pela instituição de cada uma das outras Partes Contratantes em causa para a aplicação das disposições do artigo 29.º, com exceção das do seu parágrafo 4.

3 — Contudo, no caso de a aplicação das disposições do parágrafo 1 do presente artigo ter por efei-

to ressalvar todas as instituições em questão da obrigação de concessão de prestações, estas são concedidas exclusivamente ao abrigo da legislação da última Parte Contratante, cujas condições o interessado preenche, tendo em conta as disposições do artigo 28.º, como se todos os períodos referidos no parágrafo 1 do presente artigo fossem cumpridos sob a legislação desta Parte.

#### ARTIGO 32.º

1 — Não obstante as disposições do artigo 29.º, se a duração total dos períodos de seguro ou de residência cumpridos ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante é, pelo menos, igual a 1 ano, mas inferior a 5 anos, a instituição desta Parte não é obrigada a conceder prestações de velhice em relação aos ditos períodos.

2 — Os períodos referidos no parágrafo precedente são tomados em conta para aplicação do artigo 29.º, pela instituição da Parte Contratante ao abrigo de cuja legislação a pessoa considerada cumpriu o maior período de seguro ou de residência, como se estes períodos tivessem sido cumpridos ao abrigo da legislação desta Parte. Nos casos em que, segundo esta regra, os referidos períodos deveriam ser tomados em conta por várias instituições, são apenas tomados em conta pela Parte Contratante cuja legislação a pessoa considerada esteve sujeita em último lugar.

3 — A instituição referida no parágrafo 1 do presente artigo transfere para a instituição referida no parágrafo 2, a título de liquidação definitiva, uma quantia convencional igual a 10 vezes a importância anual da fração de prestação que esta última instituição é obrigada a pagar, de acordo com as disposições do artigo 29.º, a título de períodos cumpridos ao abrigo da legislação aplicada pela primeira instituição. As autoridades competentes das Partes Contratantes interessadas poderão acordar em modalidades diferentes compensação dos encargos relativos a estes períodos.

4 — No entanto, no caso de a aplicação das disposições do parágrafo 1 do presente artigo ter por efeito ressalvar todas as instituições em causa da obrigação de concessão de prestações, estas serão concedidas de acordo com as disposições do artigo 29.º

5 — No caso de a aplicação conjunta das disposições do parágrafo 1 do artigo 31.º e do parágrafo 1 do presente artigo ter por efeito ressalvar todas as instituições em causa da obrigação de concessão de prestações, estas são concedidas de acordo com as disposições dos parágrafos 1 e 2 do artigo 31.º

6 — A aplicação das disposições dos parágrafos precedentes do presente artigo entre duas ou várias Partes Contratantes está subordinada à conclusão de acordos bilaterais ou multilaterais entre estas Partes e limitada aos casos em que os interessados estiverem sujeitos exclusivamente às legislações das ditas Partes.

#### ARTIGO 33.º

1 — Se o interessado não reúne, num dado momento, as condições exigidas pelas legislações de todas as Partes Contratantes em causa, tendo em

conta as disposições do artigo 28.º, mas preenche unicamente as condições de uma ou de várias delas, são aplicáveis as disposições seguintes:

- a) O montante das prestações devidas é calculado, de acordo com as disposições dos parágrafos 2 a 4 ou do parágrafo 5 do artigo 29.º, conforme o caso, por cada uma das instituições competentes que aplicam uma legislação cujas condições estão preenchidas;
- b) No entanto:

- i) Se o interessado preenche as condições de duas legislações, pelo menos, sem que seja necessário recorrer aos períodos de seguro ou de residência, cumpridos ao abrigo das legislações cujas condições não estão preenchidas, estes períodos não são tomados em conta para aplicação das disposições dos parágrafos 2 a 4 do artigo 29.º;
- ii) Se o interessado preenche as condições de uma única legislação, sem que seja necessário recorrer às disposições do artigo 28.º, o montante da prestação devida é calculado de acordo com as disposições da única legislação cujas condições estão preenchidas e tendo em conta apenas períodos cumpridos ao abrigo desta legislação.

2 — As prestações concedidas no caso referido no parágrafo precedente, ao abrigo de uma ou de várias das legislações em causa, são recalculadas *ex-officio*, de acordo com as disposições dos parágrafos 2 a 4 ou 5 do artigo 29.º, conforme o caso, à medida que venham a ser preenchidas as condições exigidas por uma ou várias das outras legislações em causa, tendo em conta, se for caso disso, as disposições do artigo 28.º

3 — As prestações concedidas ao abrigo das legislações de duas ou várias Partes Contratantes são recalculadas de acordo com as disposições do parágrafo 1 do presente artigo, a pedido dos interessados, quando as condições exigidas por uma ou várias destas legislações deixam de ser preenchidas.

#### ARTIGO 34.º

1 — Se o montante das prestações a que o interessado pode pretender ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante, sem aplicação das disposições dos artigos 28.º a 33.º, é superior ao montante total das prestações devidas ao abrigo destas disposições, a instituição competente desta Parte deve pagar-lhes um complemento igual à diferença entre estes dois montantes. O encargo deste complemento é assumido integralmente pela dita instituição.

2 — No caso de a aplicação das disposições do parágrafo precedente ter por efeito atribuir ao interessado complementos em nome das instituições de duas ou várias Partes Contratantes, o mesmo beneficia exclusivamente do complemento mais elevado.

O encargo deste complemento é dividido entre as instituições competentes das ditas Partes Contratantes, de acordo com a proporção correspondente à relação que existe entre o montante do complemento de que cada uma delas seria devedora se fosse a única em causa e o montante total dos complementos que todas estas instituições deveriam pagar.

3 — O complemento referido nos parágrafos precedentes do presente artigo é considerado como um elemento das prestações pagas pela instituição devedora. O seu montante é determinado a título definitivo, salvo no caso em que se devam aplicar as disposições do parágrafo 2 ou 3 do artigo 33.º

#### SECÇÃO 2

##### Disposições particulares relativas à invalidez

###### ARTIGO 35.º

1 — No caso de agravamento de uma invalidez pela qual uma pessoa beneficia de prestações ao abrigo da legislação de uma única Parte Contratante, são aplicáveis as disposições seguintes:

- a) Se o interessado, desde que beneficia das pensões, não esteve sujeito à legislação de uma outra Parte Contratante, a instituição competente da primeira Parte tem obrigação de conceder as prestações, tendo em conta o agravamento, de acordo com as disposições da legislação que aplica;
- b) Se o interessado, desde que beneficia das prestações, esteve sujeito à legislação de uma ou várias outras Partes Contratantes, as prestações são-lhe concedidas, tendo em conta o agravamento, de acordo com as disposições dos artigos 28.º a 34.º;
- c) No caso referido na alínea precedente, a data em que o agravamento foi constatado é considerado como a data da ocorrência;
- d) Se, no caso referido na alínea b) do presente parágrafo, o interessado não tem direito a prestações por parte da instituição de uma outra Parte Contratante, a instituição competente da primeira Parte tem a obrigação de conceder as prestações, tendo em conta o agravamento, de acordo com as disposições da legislação que aplica.

2 — No caso de agravamento de uma invalidez pela qual uma pessoa beneficia de prestações em virtude das legislações de duas ou várias Partes Contratantes, as prestações são-lhe concedidas, tendo em conta o agravamento, de acordo com as disposições dos artigos 28.º a 34.º As disposições da alínea c) do parágrafo precedente são aplicáveis por analogia.

###### ARTIGO 36.º

1 — Se, após suspensão das prestações, o seu pagamento deve recomeçar, o mesmo é assegurado pela instituição ou pelas instituições que eram devedoras das prestações, no momento da suspensão, sem prejuízo das disposições do artigo 37.º

2 — Se, após supressão das prestações, o estado do interessado chega a justificar a concessão de no-

vas prestações, estas são concedidas, de acordo com as disposições dos artigos 28.º a 34.º

## ARTIGO 37.º

1 — As prestações de invalidez são transformadas, se for caso disso, em prestações de velhice, nas condições previstas pela legislação ou legislações ao abrigo das quais foram concedidas, e de acordo com as disposições dos artigos 28.º a 34.º

2 — Quando, no caso referido no artigo 33.º, o beneficiário de prestações de invalidez adquiridas ao abrigo da legislação de uma ou várias Partes Contratantes, puder fazer valer direitos a prestações de velhice, qualquer instituição devedora de prestações de invalidez continua a pagar a este beneficiário as prestações a que tem direito ao abrigo da legislação que aplica, até ao momento em que as disposições do parágrafo precedente possam ser aplicadas por esta instituição.

## CAPÍTULO 3

## Acidentes de trabalho e doenças profissionais

## ARTIGO 38.º

1 — Os trabalhadores que residem no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente, vitimas de um acidente de trabalho ou de uma doença profissional, beneficiam no território da Parte Contratante onde residem:

- a) Das prestações em espécie concedidas a cargo da instituição competente, pela instituição do lugar de residência, de acordo com as disposições da legislação aplicável por esta última instituição, como se os trabalhadores estivessem segurados na mesma;
- b) Das prestações pecuniárias, pagas pela instituição competente, de acordo com as disposições da legislação que aplica, como se estes trabalhadores residissem no território do Estado competente. No entanto, após acordo entre a instituição competente e a instituição do lugar de residência, as prestações pecuniárias podem igualmente ser pagas por intermédio desta última instituição por conta da instituição competente.

2 — As prestações podem igualmente ser concedidas aos trabalhadores fronteiriços pela instituição competente no território do Estado competente, de acordo com as disposições da legislação deste Estado, como se residissem no seu território.

3 — Se trabalhadores referidos no presente artigo, que não sejam fronteiriços, se encontram no território do Estado competente, beneficiam das prestações, de acordo com as disposições da legislação deste Estado, como se residissem no seu território, mesmo se já beneficiaram de prestações antes do começo da sua estada.

4 — Se trabalhadores referidos no presente artigo transferem a sua residência para o território do Estado competente, beneficiam das prestações, de acordo com as disposições da legislação deste Estado, mesmo se já beneficiaram de pensões antes da transferência da sua residência.

## ARTIGO 39.º

O acidente de trajecto ocorrido no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente é considerado como tendo ocorrido no território do Estado competente.

## ARTIGO 40.º

1 — As vitimas de um acidente de trabalho ou de uma doença profissional:

- a) Deslocadas temporariamente no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente; ou
- b) Que, depois de admitidas ao benefício das prestações a cargo da instituição competente, são autorizadas por esta instituição a regressar ao território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente onde residem ou a transferir a sua residência para o território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente; ou
- c) Que são autorizadas pela instituição competente a deslocar-se para o território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente, para aí receberem os cuidados apropriados ao seu estado, beneficiam:
  - i) Das prestações em espécie concedidas a cargo da instituição competente pela instituição do lugar de estada ou de residência, de acordo com as disposições da legislação que esta última instituição aplica, como se estas vitimas estivessem seguradas na mesma, até ao limite da duração fixado, se for caso disso, pela legislação do Estado competente;
  - ii) De prestações pecuniárias pagas pela instituição competente, de acordo com as disposições da legislação que aplica, como se estas vitimas se encontrassem no território do Estado competente. No entanto, após acordo entre a instituição competente e a instituição do lugar de estada ou de residência, as prestações pecuniárias podem igualmente ser pagas por intermédio desta última instituição por conta da instituição competente.

2:

- a) A autorização referida na alínea b) do parágrafo precedente só pode ser recusada se a deslocação do interessado é de natureza a comprometer o seu estado de saúde ou a aplicação de um tratamento médico;
- b) A autorização referida na alínea c) do parágrafo precedente não pode ser recusada quando os tratamentos em causa não podem ser efectuados ao interessado no território da Parte Contratante onde reside.

## ARTIGO 41.º

Nos casos previstos no parágrafo 1 do artigo 38.º e no parágrafo 1 do artigo 40.º, as autoridades competentes de duas ou várias Partes Contratantes podem acordar em subordinar a concessão de próteses, de grande aparelhagem e de outras prestações em espécie de grande importância à autorização da instituição competente.

## ARTIGO 42.º

1 — Se a legislação do Estado competente prevê a aceitação do encargo das despesas de transporte da vítima até à sua residência ou até ao estabelecimento hospitalar, as despesas originadas pelo transporte da vítima até ao lugar correspondente no território de uma outra Parte Contratante, onde reside a vítima, são suportadas pela instituição competente, de acordo com as disposições da legislação que aplica, na condição de ter dado a sua autorização prévia para o dito transporte, tendo devidamente em conta os motivos que o justificam.

2 — Se a legislação do Estado competente prevê a aceitação do encargo das despesas de transporte do corpo da vítima até ao lugar de inumação, as despesas originadas pelo transporte do corpo até ao lugar correspondente no território de uma outra Parte Contratante, onde residia a vítima, são suportadas pela instituição competente, de acordo com as disposições da legislação que aplica.

3 — A aplicação das disposições dos parágrafos precedentes do presente artigo entre duas ou várias Partes Contratantes está subordinada à conclusão de acordos bilaterais ou multilaterais entre estas Partes. Estes acordos determinarão nomeadamente as categorias de pessoas às quais as ditas disposições serão aplicáveis e as modalidades de repartição das despesas de transporte entre as Partes Contratantes em causa.

## ARTIGO 43.º

1 — Se não existir seguro contra os acidentes do trabalho ou as doenças profissionais no território da Parte Contratante onde a vítima se encontra, ou se tal seguro existe mas não prevê instituição responsável para a concessão de prestações em espécie, estas prestações são concedidas pela instituição do lugar de estada ou de residência responsável pela concessão das prestações em espécie em caso de doença.

2 — Se a legislação do Estado competente subordina a gratuitidade completa das prestações em espécie à utilização do serviço médico organizado pela entidade patronal, as prestações em epígrafe concedidas nos casos referidos no parágrafo 1 do artigo 38.º e no parágrafo 1 do artigo 40.º são consideradas como tendo sido concedidas por esse serviço médico.

3 — Se a legislação do Estado competente comporta um regime relativo às obrigações da entidade patronal, as prestações em espécie concedidas nos casos referidos no parágrafo 1 do artigo 38.º e no parágrafo 1 do artigo 40.º são consideradas como tendo sido concedidas a pedido da instituição competente.

4 — Se a legislação de uma Parte Contratante prevê explicitamente ou implicitamente que os aci-

dentes do trabalho ou as doenças profissionais ocorridas anteriormente são tomados em consideração para apreciar o grau de incapacidade, a instituição competente desta Parte toma igualmente em consideração para este efeito os acidentes de trabalho e as doenças profissionais anteriormente reconhecidos, de acordo com a legislação de qualquer outra Parte Contratante como se tivessem ocorrido ao abrigo da legislação que aplica.

## ARTIGO 44.º

1 — Se a legislação aplicada pela instituição do lugar de estada ou de residência comporta vários regimes de reparação, as disposições aplicáveis à concessão das prestações em espécie, nos casos referidos no parágrafo 1 do artigo 38.º e no parágrafo 1 do artigo 40.º, são as do regime geral ou, na falta deste, do regime de que dependem os trabalhadores da indústria.

2 — Se a legislação de uma Parte Contratante fixa um período máximo para concessão das prestações, a instituição que aplica esta legislação pode ter em conta, se for caso disso, o período durante o qual já foram concedidas prestações pela instituição de uma outra Parte Contratante em relação ao mesmo caso de acidente de trabalho ou de doença profissional.

## ARTIGO 45.º

Se a legislação de uma Parte Contratante prevê que o cálculo das prestações pecuniárias se baseia num salário médio, a instituição competente desta Parte determina este salário médio exclusivamente em função dos salários registados durante os períodos cumpridos ao abrigo da dita legislação.

Se a legislação de uma Parte Contratante prevê que o cálculo das prestações pecuniárias se baseia num salário convencional, a instituição competente desta Parte tem exclusivamente em conta o salário convencional, ou se for caso disso a média dos salários convencionais correspondente aos períodos cumpridos ao abrigo da dita legislação.

Se a legislação de uma Parte Contratante prevê que o montante das prestações pecuniárias varia com o número dos membros da família, a instituição desta Parte tem em conta igualmente os membros da família que residem no território de uma outra Parte Contratante, como se residissem no território da primeira Parte.

## ARTIGO 46.º

1 — Quando a vítima de uma doença profissional exerceu uma actividade susceptível de provocar esta doença ao abrigo da legislação de duas ou várias Partes Contratantes, as prestações a que esta vítima ou os seus sobreviventes podem pretender são concedidas exclusivamente ao abrigo da legislação da última das ditas Partes cujas condições estejam satisfeitas, tendo em conta, se for caso disso, as disposições dos parágrafos 2, 3 e 4 do presente artigo.

2 — Se a legislação de uma Parte Contratante subordina o benefício das prestações de doença profis-

sional à condição de a doença considerada ter sido diagnosticada medicamente pela primeira vez no seu território, esta condição é considerada preenchida quando esta doença foi diagnosticada pela primeira vez no território de uma outra Parte Contratante.

3 — Se a legislação de uma Parte Contratante subordina explicitamente ou implicitamente o benefício das prestações de doença profissional à condição de a doença considerada ter sido diagnosticada num prazo determinado depois da cessação da última actividade susceptível de provocar uma tal doença, a instituição competente desta Parte, ao determinar o momento em que foi exercida esta última actividade, terá em conta, na medida necessária, as actividades da mesma natureza exercidas ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante, como se tivessem sido exercidas ao abrigo da legislação da Primeira Parte.

4 — Se a legislação de uma Parte Contratante subordina explicitamente ou implicitamente o benefício das prestações de doença profissional à condição de uma actividade susceptível de provocar a doença considerada ter sido exercida durante um certo período, a instituição competente desta Parte terá em conta, na medida necessária, para fins de totalização, os períodos durante os quais tal actividade foi exercida ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante.

5 — A aplicação das disposições dos parágrafos 3 e 4 do presente artigo entre duas ou várias Partes Contratantes é subordinada à conclusão de acordos bilaterais ou multilaterais entre estas Partes. Estes acordos determinarão, nomeadamente, as doenças profissionais a que as ditas disposições serão aplicáveis e as modalidades de repartição do encargo das prestações entre as Partes Contratantes em causa.

#### ARTIGO 47.º

Quando a vítima de uma doença profissional beneficiou ou beneficia de uma reparação a cargo da instituição de uma outra Parte Contratante e faz valer, em caso de agravamento, direitos a prestações junto da instituição de uma outra Parte Contratante, são aplicáveis as seguintes disposições:

- a) Se a vítima não exerceu ao abrigo da legislação da segunda Parte uma actividade susceptível de provocar ou agravar a doença considerada, a instituição competente da primeira Parte tem a obrigação de assumir o encargo das prestações, tendo em conta o agravamento, de acordo com as disposições da legislação que aplica;
- b) Se a vítima exerceu tal actividade ao abrigo da legislação da segunda Parte, a instituição competente da primeira Parte tem a obrigação de assumir o encargo das prestações, não tendo em conta o agravamento, de acordo com as disposições da legislação que aplica; a instituição competente da segunda Parte concede ao interessado um suplemento, cujo montante é igual à diferença entre o montante das prestações devidas após agravamento e o montante das prestações que teriam sido devidas antes do agravamento, de acordo com as

disposições da legislação que aplica, se a doença considerada tivesse ocorrido ao abrigo da legislação desta Parte.

#### ARTIGO 48.º

1 — A instituição competente tem a obrigação de reembolsar o montante das prestações em espécie concedidas por sua conta ao abrigo do parágrafo 1 do artigo 38.º e do parágrafo 1 do artigo 40.º

2 — Os reembolsos referidos no parágrafo precedente serão determinados e efectuados de acordo com as modalidades a estabelecer entre as autoridades competentes das Partes Contratantes.

3 — Duas ou várias Partes Contratantes podem acordar em renunciar a qualquer reembolso entre as instituições que dependem da sua competência.

### CAPÍTULO 4

#### Morte (subsídio)

#### ARTIGO 49.º

1 — Se a legislação de uma Parte Contratante subordina a aquisição, a manutenção ou a recuperação do direito aos subsídios por morte ao cumprimento de períodos de seguro, a instituição que aplica esta legislação terá em conta para este efeito, na medida necessária, para fins de totalização, os períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante, assim como, se for caso disso, os períodos de residência cumpridos depois da idade de 16 anos, ao abrigo da legislação de carácter não contributivo de qualquer outra Parte Contratante, como se se tratasse de períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação da primeira Parte.

2 — Se a legislação de uma Parte Contratante subordina a aquisição, a manutenção ou a recuperação do direito aos subsídios por morte ao cumprimento de períodos de residência, a instituição que aplica esta legislação tem em conta para este efeito, na medida necessária, para fins de totalização, os períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante, assim como, se for caso disso, os períodos de residência cumpridos depois da idade de 16 anos, ao abrigo da legislação de carácter não contributivo de qualquer outra Parte Contratante, como se se tratasse de períodos de residência cumpridos ao abrigo da legislação da primeira Parte.

#### ARTIGO 50.º

1 — Quando uma pessoa faleceu no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente, a morte é considerada como ocorrida no território do Estado competente.

2 — A instituição competente tem a obrigação de conceder os subsídios por morte devidos ao abrigo da legislação que aplica, mesmo que o beneficiário resida no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente.

3 — As disposições dos parágrafos precedentes do presente artigo são igualmente aplicáveis no caso de a morte resultar de um acidente de trabalho ou de uma doença profissional.

## CAPÍTULO 5

## Desemprego

## ARTIGO 51.º

1 — Se a legislação de uma Parte Contratante subordina a aquisição, a manutenção ou a recuperação do direito às prestações ao cumprimento de períodos de seguro, a instituição que aplica esta legislação tem em conta para este efeito, na medida necessária, para fins de totalização, os períodos de seguro, de emprego ou de actividade profissional cumpridos ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante como se se tratasse de períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação da primeira Parte, sob condição, no entanto, de, se se trata de períodos de emprego ou de actividade profissional, que estes tivessem sido considerados como períodos de seguro se fossem cumpridos ao abrigo desta última legislação.

2 — Se a legislação de uma Parte Contratante subordina a concessão das prestações ao cumprimento de períodos de emprego, de actividade profissional ou de residência, a instituição que aplica esta legislação tem em conta para este efeito, na medida necessária, para fins de totalização, os períodos de seguro, de emprego ou de actividade profissional cumpridos ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante como se se tratasse de períodos de emprego, de actividade profissional ou de residência cumpridos ao abrigo da legislação da primeira Parte.

3 — Se a legislação de uma Parte Contratante subordina a concessão de certas prestações à condição de os períodos de seguro serem cumpridos numa profissão sujeita a um regime especial, os períodos cumpridos ao abrigo das legislações de outras Partes Contratantes só são tomados em conta para a concessão destes subsídios se forem cumpridos ao abrigo de um regime correspondente ou, na falta deste, na mesma profissão. Se, tendo em conta os períodos assim cumpridos, o interessado não preenche as condições exigidas para beneficiar das referidas prestações, estes períodos são tomados em conta para a concessão das prestações do regime geral.

4 — A aplicação das disposições dos parágrafos precedentes do presente artigo está subordinada à condição de o interessado ter estado sujeito em último lugar à legislação da Parte Contratante ao abrigo da qual as prestações são pedidas, salvo nos casos referidos nas alíneas a), ii), e b), ii), do parágrafo 1 do artigo 53.º

## ARTIGO 52.º

Os desempregados que preenchem as condições exigidas pela legislação de uma Parte Contratante para terem direito às prestações, em relação ao cumprimento dos períodos de seguro de emprego, de actividade profissional ou de residência, tendo em conta, se for caso disso, as disposições do artigo 51.º, e que transferem a sua residência para o território de outra Parte Contratante são considerados como preenchendo igualmente as condições exigidas pela legislação da segunda Parte para terem direito às prestações, na condição de apresentarem um pedido à instituição do lugar da sua nova residência, no

prazo de 30 dias a seguir à transferência de residência. As prestações são concedidas pela instituição do lugar de residência, de acordo com as disposições da legislação que esta instituição aplica, a cargo da instituição competente da primeira Parte.

## ARTIGO 53.º

1 — Sem prejuízo das disposições do artigo 52.º, um desempregado que, no decorrer do seu último emprego, residia no território de uma Parte Contratante beneficia das prestações de acordo com as disposições seguintes:

a):

- i) Um trabalhador fronteiriço, em desemprego parcial ou accidental na empresa que o emprega, beneficia das prestações, de acordo com as disposições da legislação do Estado competente, como se residisse no território deste Estado, tendo em conta, se for caso disso, as disposições do artigo 51.º; estas prestações são pagas pela instituição competente;
- ii) Um trabalhador fronteiriço, em desemprego completo, beneficia das prestações, de acordo com as disposições da legislação da Parte Contratante em cujo território reside, como se tivesse estado sujeito a esta legislação no decurso do seu último emprego, tendo em conta, se for caso disso, as disposições do artigo 51.º; estas prestações são pagas pela instituição do lugar de residência;

b):

- i) Um trabalhador que não seja fronteiriço, em desemprego parcial, accidental ou completo, que se mantém à disposição da entidade patronal ou dos serviços de emprego no território do Estado competente, beneficia das prestações, de acordo com as disposições da legislação do Estado competente, como se residisse no território deste Estado, tendo em conta, se for caso disso, as disposições do artigo 51.º; estas prestações são pagas pela instituição competente;
- ii) Um trabalhador que não seja fronteiriço, em desemprego completo, que se põe à disposição dos serviços de emprego no território da Parte Contratante onde resida ou que regressa a este território, beneficia das prestações, de acordo com as disposições da legislação desta Parte, como se tivesse estado sujeito a esta legislação no decurso do seu último emprego, tendo em conta, se for caso disso, as disposições do artigo 51.º; estas presta-

ções são pagas pela instituição do lugar de residência;

- iii) Contudo, se o trabalhador referido na alínea b), ii), do presente parágrafo foi admitido ao benefício das prestações pela instituição competente da Parte Contratante a cuja legislação esteve sujeito em último lugar, beneficia das prestações, de acordo com as disposições do artigo 52.º, como se tivesse transferido a sua residência para o território da Parte Contratante referida na alínea b), ii), do presente parágrafo.

2 — Enquanto um desempregado tiver direito a prestações ao abrigo das alíneas a), i), ou b), i), do parágrafo precedente, não pode pretender a prestações ao abrigo da legislação da Parte Contratante em cujo território reside.

#### ARTIGO 54.º

Nos casos referidos no artigo 52.º e na alínea b), iii), do parágrafo 1 do artigo 53.º, se a legislação aplicada pela instituição do lugar de residência fixa um período máximo para a concessão das prestações, esta instituição pode ter em conta, se for caso disso, o período durante o qual as prestações foram pagas pela instituição de uma outra Parte Contratante, depois da última verificação do direito às prestações.

#### ARTIGO 55.º

1 — Se a legislação de uma Parte Contratante prevê que o cálculo das prestações é baseado no montante do salário anterior, a instituição que aplica esta legislação tem exclusivamente em conta o salário recebido pelo interessado pela última actividade exercida no território da dita Parte ou, se o interessado não exerceu a sua última actividade durante 4 semanas, pelo menos, neste território, do salário habitual correspondente, no lugar onde o desempregado reside, a uma actividade equivalente ou análoga à que exerceu em último lugar no território de uma outra Parte Contratante.

2 — Se a legislação de uma Parte Contratante prevê que o montante das prestações varia com o número dos membros da família, a instituição que aplica esta legislação tem igualmente em conta os membros da família que residem no território de uma outra Parte Contratante, como se residissem no território da primeira Parte.

3 — Se a legislação aplicada pela instituição do lugar de residência prevê que a duração de concessão das prestações depende da duração dos períodos cumpridos, a duração de concessão das prestações é determinada tendo em conta, se for caso disso, as disposições do parágrafo 1 ou do parágrafo 2 do artigo 51.º

#### ARTIGO 56.º

1 — A aplicação das disposições dos artigos 52.º a 54.º entre duas ou várias Partes Contratantes está subordinada à conclusão de acordos bilaterais ou multilaterais entre estas Partes, que poderão, além disso, prever modalidades particulares apropriadas.

2 — Os acordos referidos no parágrafo precedente determinarão, nomeadamente:

- As categorias de pessoas a que serão aplicáveis as disposições dos artigos 52.º a 54.º;
- O período durante o qual o pagamento das prestações poderá ser efectuado pela instituição de uma Parte Contratante a cargo da instituição de uma outra Parte Contratante;
- As modalidades de reembolso das prestações pagas pela instituição de uma Parte Contratante a cargo da instituição de uma outra Parte Contratante.

3 — Duas ou várias Partes Contratantes podem acordar em renunciar a qualquer reembolso entre as instituições dependentes da sua competência.

## CAPÍTULO 6

### Prestações familiares

#### ARTIGO 57.º

Se a legislação de uma Parte Contratante subordina a aquisição do direito às prestações ao cumprimento de períodos de emprego de actividade profissional ou de residência, a instituição que aplica esta legislação tem em conta, para este efeito, na medida necessária, para fins de totalização, os períodos de emprego, de actividade profissional ou de residência cumpridos ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante, como se se tratasse de períodos de emprego, de actividade profissional ou de residência cumpridos ao abrigo da legislação da primeira Parte.

#### ARTIGO 58.º

1 — A aplicação das disposições das secções 1 ou 2 do presente capítulo entre duas ou várias Partes Contratantes está subordinada à conclusão de acordos bilaterais ou multilaterais entre estas Partes, que, além disso, poderão prever modalidades particulares e apropriadas.

2 — Os acordos referidos no parágrafo precedente determinarão, nomeadamente:

- As categorias de pessoas a que as disposições dos artigos 59.º a 62.º serão aplicáveis;
- As regras destinadas a evitar a acumulação de prestações da mesma natureza;
- A manutenção dos direitos adquiridos, se for caso disso, ao abrigo de convenções de segurança social.

### SECÇÃO 1

#### Abonos de família

#### ARTIGO 59.º

1 — Para a aplicação do presente artigo e do artigo 60.º o termo «filhos» designa, nos limites fixados pela legislação da Parte Contratante em causa:

- Os filhos legítimos, perfilhados, naturais perfilhados, adoptivos e os netos órfãos do beneficiário;

b) Os filhos legítimos, per filhados, naturais per filhados, adoptivos e os netos órfãos do cônjuge do beneficiário, na condição de viverem no lar deste e residirem no território de uma Parte Contratante.

2 — As pessoas sujeitas à legislação de uma Parte Contratante que têm filhos que residem ou são criados no território de uma outra Parte Contratante têm direito, em relação a estes filhos, aos abonos de família previstos pela legislação da primeira Parte, como se estes filhos residissem ou fossem criados no território desta Parte.

3 — No entanto, no caso referido no parágrafo precedente, o montante dos abonos de família pode ser limitado à concorrência do montante dos abonos de família previstos pela legislação da Parte Contratante em cujo território os filhos residem ou são criados.

4 — No caso de aplicação das disposições do parágrafo precedente, a comparação dos montantes de abonos de família, segundo as duas legislações em causa, é efectuada tendo em conta o número total de filhos dependentes do mesmo beneficiário. Se a legislação da Parte Contratante em cujo território os filhos residem ou são criados prevê montantes diferentes de abonos de família para diversas categorias de beneficiários, são tidos em conta os montantes que seriam devidos se o beneficiário estivesse sujeito a esta legislação.

5 — As disposições dos parágrafos 3 e 4 do presente artigo não são aplicáveis a um trabalhador assalariado referido na alínea a) do parágrafo 1 do artigo 15.º em relação aos filhos que o acompanham ao território da Parte Contratante para onde foi destacado.

6 — Os abonos de família são pagos de acordo com as disposições da legislação da Parte Contratante à qual o beneficiário está sujeito, mesmo se a pessoa física ou moral a quem estes abonos devem ser pagos reside ou se encontra no território de uma outra Parte Contratante.

#### ARTIGO 60.º

1 — Os desempregados que beneficiam de prestações de desemprego a cargo da instituição de uma Parte Contratante com filhos que residem ou são criados no território de outra Parte Contratante têm direito, em relação a estes filhos, aos abonos de família previstos para esta eventualidade pela legislação da primeira Parte, como se estes filhos residissem ou fossem criados no território desta Parte.

2 — No caso referido no parágrafo precedente, as disposições dos parágrafos 1, 3, 4 e 6 do artigo 59.º são aplicáveis por analogia.

#### SECÇÃO 2

##### Prestações familiares

#### ARTIGO 61.º

1 — As pessoas sujeitas à legislação de uma Parte Contratante têm direito, em relação aos membros das suas famílias que residem no território de outra

Parte Contratante, às prestações previstas pela legislação desta última Parte, como se as ditas pessoas estivessem sujeitas à sua legislação. Estas prestações são pagas aos membros da família pela instituição do lugar da sua residência de acordo com as disposições da legislação que esta instituição aplica a cargo da instituição competente.

2 — Não obstante as disposições do parágrafo precedente, um trabalhador assalariado referido na alínea a) do parágrafo 1 do artigo 15.º tem direito, em relação aos membros da sua família que o acompanham ao território da Parte Contratante onde está destacado, às prestações previstas pela legislação da Parte Contratante à qual continua sujeito. Estas prestações são pagas pela instituição competente desta última Parte. No entanto, após acordo entre a instituição competente e a instituição do lugar de residência, as prestações podem igualmente ser pagas por intermédio desta última instituição por conta da instituição competente.

#### ARTIGO 62.º

Os desempregados que beneficiam de prestações de desemprego a cargo da instituição de uma Parte Contratante têm direito, em relação aos membros da sua família que residem no território de outra Parte Contratante, às prestações familiares previstas pela legislação desta última Parte, na condição de a legislação da primeira Parte conceder prestações familiares em caso de desemprego. As prestações familiares são pagas aos membros da família pela instituição do lugar da sua residência de acordo com as disposições da legislação que esta instituição aplica a cargo da instituição competente da primeira Parte.

#### ARTIGO 63.º

1 — No caso de aplicação das disposições da presente secção entre duas ou várias Partes Contratantes, os acordos bilaterais ou multilaterais referidos no parágrafo 1 do artigo 58.º determinarão as modalidades de reembolso das prestações pagas pela instituição de uma Parte Contratante a cargo da instituição de outra Parte Contratante.

2 — Duas ou várias Partes Contratantes podem concordar em renunciar a qualquer reembolso entre as instituições que relevem da sua competência.

### TÍTULO IV

#### Disposições diversas

#### ARTIGO 64.º

1 — As autoridades competentes das Partes Contratantes dão a conhecer mutuamente:

- a) Qualquer informação relativa às medidas tomadas para aplicação da presente Convenção;
- b) Qualquer informação relativa às modificações da sua legislação susceptível de perturbar a aplicação da presente Convenção.

2 — Para a aplicação da presente Convenção, as autoridades e instituições das Partes Contratantes

prestam os seus bons ofícios como se se tratasse da aplicação da sua própria legislação. A entreajuda administrativa destas autoridades e instituições é, em princípio, gratuita. No entanto, as autoridades competentes das Partes Contratantes podem acordar quanto ao reembolso de certas despesas.

3 — Para a aplicação da presente Convenção, as autoridades e instituições das Partes Contratantes podem comunicar directamente entre si, assim como com os interessados ou seus mandatários.

4 — As autoridades, instituições e jurisdições de uma Parte Contratante não podem rejeitar os requerimentos ou outros documentos que lhes são dirigidos pelo facto de serem redigidos numa língua oficial de outra Parte Contratante.

#### ARTIGO 65.º

1 — O benefício das isenções ou reduções de taxas, de selos, de custas ou de direitos de registo, previstas pela legislação de uma Parte Contratante para os papéis ou documentos a apresentar em aplicação da legislação desta Parte, é extensivo aos papéis ou documentos análogos a apresentar em aplicação da legislação de outra Parte Contratante ou da presente Convenção.

2 — Quaisquer actos, documentos ou papéis de natureza oficial a apresentar para fins de aplicação da presente Convenção são dispensados de legalização e de qualquer outra formalidade similar.

#### ARTIGO 66.º

1 — Se o requerente reside no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente, pode legitimamente apresentar o seu pedido à instituição do lugar de residência, que avisa a instituição ou as instituições competentes mencionadas no pedido.

2 — Os pedidos, declarações ou recursos que deveriam ter sido apresentados, de acordo com a legislação de uma Parte Contratante, num prazo determinado, junto de uma autoridade, instituição ou jurisdição desta Parte, podem ser recebidos se forem apresentados no mesmo prazo junto de uma autoridade, instituição ou jurisdição de outra Parte Contratante. Neste caso, a autoridade, instituição ou jurisdição, assim avisada, transmite imediatamente estes pedidos, declarações ou recursos à autoridade, instituição ou jurisdição competente da primeira Parte, quer directamente, quer por intermédio das autoridades competentes das Partes Contratantes em causa. A data em que estes pedidos, declarações ou recursos foram apresentados junto de uma autoridade, instituição ou jurisdição da segunda Parte é considerada como a data de apresentação a ter em conta pela autoridade, instituição ou jurisdição competente.

#### ARTIGO 67.º

1 — Os exames médicos previstos pela legislação de uma Parte Contratante, a pedido da instituição que aplica esta legislação, podem ser efectuados no território de outra Parte Contratante pela instituição do lugar de estada ou da residência. Neste caso, são tidos como tendo sido executados no território da primeira Parte.

2 — A aplicação das disposições do parágrafo precedente, entre duas ou várias Partes Contratantes, está subordinada à conclusão de acordos bilaterais ou multilaterais entre estas Partes.

#### ARTIGO 68.º

1 — Quando, ao abrigo da presente Convenção, a instituição de uma Parte Contratante é devedora de prestações pecuniárias em relação a um beneficiário que se encontra no território de outra Parte Contratante, a dívida é expressa na moeda da primeira Parte. A dita instituição desonera-se validamente desta dívida na moeda da segunda Parte.

2 — Quando, em virtude da presente Convenção, a instituição de uma Parte Contratante é devedora de quantias destinadas ao reembolso de prestações pagas pela instituição de outra Parte Contratante, a dívida é expressa na moeda da segunda Parte. A primeira instituição desonera-se validamente dela, na dita moeda, a menos que as Partes Contratantes em causa tenham acordado noutras modalidades.

3 — As transferências de quantias que resultem da aplicação da presente Convenção são efectuadas em conformidade com os acordos em vigor nesta matéria, na altura da transferência, entre as Partes Contratantes em causa. À falta deles, as medidas necessárias para efectuar estas transferências são fixadas por comum acordo entre as ditas Partes.

#### ARTIGO 69.º

1 — Para a fixação do montante das quotizações devidas à instituição de uma Parte Contratante são tidos em conta, se for caso disso, os rendimentos obtidos no território de qualquer outra Parte Contratante.

2 — A cobrança das quotizações devidas à instituição de uma Parte Contratante pode ser feita no território de outra Parte Contratante, de acordo com o procedimento administrativo e com as garantias e privilégios aplicáveis à cobrança das quotizações devidas a uma instituição correspondente desta última Parte.

3 — A aplicação das disposições dos parágrafos 1 e 2 do presente artigo entre duas ou várias Partes Contratantes está subordinada à conclusão de acordos bilaterais ou multilaterais entre estas Partes. Estes acordos poderão abranger igualmente o procedimento judiciário de cobrança.

#### ARTIGO 70.º

1 — Se uma pessoa beneficia de prestações ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante por um dano causado ou ocorrido no território de outra Parte Contratante, os direitos da instituição devedora das prestações em relação ao terceiro, obrigado à reparação do dano, são regulamentados da seguinte maneira:

a) Quando a instituição devedora está subrogada, em virtude da legislação que lhe é aplicável, nos direitos que o beneficiário detém relativamente a um terceiro, qualquer Parte Contratante reconhece tal subrogação;

b) Quando a instituição devedora tem um direito directo relativamente a um terceiro, qualquer Parte Contratante reconhece este direito.

2 — A aplicação das disposições do parágrafo precedente entre duas ou várias Partes Contratantes está subordinada à conclusão de acordos bilaterais ou multilaterais entre estas Partes.

3 — As regras aplicáveis à responsabilidade da entidade patronal ou dos seus mandatários, no caso de acidente de trabalho ou de trajecto ocorrido no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente, serão determinados por via de acordos entre as Partes Contratantes interessadas.

#### ARTIGO 71.º

1 — Qualquer conflito que venha a surgir entre duas ou várias Partes Contratantes, sobre a interpretação ou a aplicação da presente Convenção, será em primeiro lugar objecto de negociações entre as Partes em litígio.

2 — Se uma das Partes do litígio considera que se trata de uma questão que interesse ao conjunto das Partes Contratantes, as Partes em litígio actuando de comum acordo ou, na falta dele, uma delas, avisarão o Comité dos Ministros do Conselho da Europa, que emitirá um parecer sobre a questão num prazo de 6 meses.

3 — Se o conflito não pode ser solucionado, conforme o caso, quer num prazo de 6 meses a partir do primeiro pedido de abertura das negociações prescritas pelo parágrafo 1 do presente artigo, quer num prazo de 3 meses a seguir à comunicação às Partes Contratantes do parecer emitido pelo Comité dos Ministros, o conflito pode ser objecto de um processo arbitral, face a um árbitro único sob requerimento de qualquer Parte em litígio. A Parte requerente dará a conhecer à outra Parte, por intermédio do Secretário-Geral do Conselho da Europa, o objecto do requerimento que entende submeter à arbitragem, assim como as bases em que este requerimento é fundamentado.

4 — Salvo acordo em contrário das Partes em litígio, o árbitro será designado pelo presidente do Tribunal Europeu dos Direitos do Homem. O árbitro não deverá ser cidadão de uma das Partes em litígio, nem ter a sua residência habitual no território de uma destas Partes, nem encontrar-se ao seu serviço, nem ter já tratado do caso a qualquer título.

5 — Se, no caso referido no parágrafo precedente, o presidente do Tribunal Europeu dos Direitos do Homem se encontrar impedido, ou se é cidadão de uma das Partes em litígio, a designação do árbitro incumbirá ao vice-presidente do Tribunal ou ao membro mais antigo do Tribunal que não se encontrar impedido e que não seja cidadão de nenhuma das Partes em litígio.

6 — Na falta de um compromisso especial entre as Partes em litígio, ou de esclarecimentos suficientes no compromisso, o árbitro pronunciar-se-á na base das disposições da presente Convenção, tendo em conta os princípios gerais do direito internacional.

7 — A sentença da arbitragem será obrigatória e sem recurso.

#### ARTIGO 72.º

1 — O anexo VII menciona, em relação a cada Parte Contratante interessada, as modalidades particulares de aplicação da sua legislação.

2 — Cada Parte Contratante interessada notificará, de acordo com as disposições do parágrafo 1 do artigo 81.º, qualquer emenda a introduzir ao anexo VII. Se esta emenda resultar da adopção de nova legislação, a notificação será efectuada num prazo de 3 meses a partir da data da publicação da dita legislação ou, se esta legislação é publicada antes da data de ratificação da presente Convenção, na data desta ratificação.

#### ARTIGO 73.º

1 — Os anexos referidos na alínea b) do artigo 1.º, no parágrafo 1 do artigo 3.º, no parágrafo 3 do artigo 6.º, no parágrafo 4 do artigo 8.º, no parágrafo 2 do artigo 9.º, no parágrafo 3 do artigo 11.º e no parágrafo 1 do artigo 72.º, assim como as emendas que forem introduzidas nestes anexos, fazem parte integrante da presente Convenção.

2 — Qualquer emenda aos anexos referidos no parágrafo precedente será considerada como adoptada se, nos 3 meses, seguindo a notificação prevista na alínea d) do parágrafo 2 do artigo 81.º, da presente Convenção, nenhuma Parte Contratante ou nenhum Estado signatário se opõe a ela por notificação ao Secretário-Geral do Conselho da Europa.

3 — No caso de notificação ao Secretário-Geral do Conselho da Europa de uma tal oposição, o caso será objecto de um regulamento, de acordo com um procedimento a determinar pelo Comité dos Ministros.

### TÍTULO V

#### Disposições transitórias e finais

#### ARTIGO 74.º

1 — A presente Convenção não abre nenhum direito à Parte Contratante ou às Partes Contratantes em causa em relação a qualquer período anterior à sua entrada em vigor.

2 — Qualquer período de seguro, assim como, se for caso disso, qualquer período de emprego, de actividade profissional ou de residência, cumprido ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante antes da entrada em vigor da presente Convenção, é tomada em consideração para a determinação dos direitos decorrentes das disposições desta Convenção.

3 — Sob reserva das disposições do parágrafo 1 do presente artigo, um direito é aberto, ao abrigo da presente Convenção, mesmo quando está relacionado com uma ocorrência realizada anteriormente à sua entrada em vigor.

4 — Qualquer prestação que não foi liquidada ou que foi suspensa por causa da nacionalidade do interessado, ou em razão da sua residência no território de uma Parte Contratante que não seja aquela onde se encontra a instituição devedora, será a pedido do interessado, liquidada ou restabelecida a partir da entrada em vigor da presente Convenção, salvo se os direitos anteriormente liquidados deram lugar a um pagamento em capital.

5 — Os direitos dos interessados que obtiveram, anteriormente à entrada em vigor da presente Convenção, a liquidação de uma prestação, serão revisados a seu pedido, tendo em conta as disposições desta Convenção. Estes direitos podem igualmente ser revistos *ex-officio*. Em nenhum caso essa revisão poderá ter como efeito a redução dos direitos anteriores do interessados.

6 — Se o pedido referido no parágrafo 4 ou o período referido no parágrafo 5 do presente artigo é apresentado num prazo de 2 anos a partir da data de entrada em vigor da presente Convenção, os direitos abertos, de acordo com as disposições desta Convenção, são adquiridos a partir desta data, sem que as disposições da legislação de qualquer Parte Contratante, relativas à perda ou à prescrição dos direitos, se possam opôr aos interessados.

7 — Se o pedido referido no parágrafo 4 ou o pedido referido no parágrafo 5 do presente artigo é apresentado após expiração do prazo de 2 anos a seguir à entrada em vigor da presente Convenção, os direitos que não estão atingidos de caducidade ou que não estão prescritos só são adquiridos, tendo em conta a data do pedido, sob reserva de disposições mais favoráveis da legislação da Parte Contratante em causa.

#### ARTIGO 75.º

1 — A presente Convenção encontra-se aberta à assinatura dos Estados membros do Conselho da Europa. Será ratificada ou aceite. Os instrumentos de ratificação ou de aceitação serão depositados junto do Secretário-Geral do Conselho da Europa.

2 — A presente Convenção entrará em vigor no primeiro dia do terceiro mês a seguir àquele em que se tiver verificado o depósito do terceiro instrumento de ratificação ou de aceitação.

3 — Entrará em vigor, em relação a qualquer Estado signatário que a ratifique ou aceite ulteriormente, 3 meses após a data do depósito do seu instrumento de ratificação ou de aceitação.

#### ARTIGO 76.º

A partir da entrada em vigor da presente Convenção, as disposições do Acordo Provisório Europeu sobre a Segurança Social, excluindo os regimes relativos à velhice, à invalidez e aos sobreviventes, e o Acordo Provisório Europeu sobre os Regimes de Segurança Social Relativos à Velhice, à Invalidez e aos Sobreviventes, assim como dos seus protocolos adicionais, deixam de ser aplicáveis nas relações entre Partes Contratantes.

#### ARTIGO 77.º

1 — Depois da entrada em vigor da presente Convenção, o Comité dos Ministros do Conselho da Europa poderá convidar qualquer Estado não membro do Conselho a aderir a esta Convenção. A resolução em relação a este convite deverá receber o acordo unânime dos Estados membros do Conselho que ratificaram ou aceitaram a dita Convenção.

2 — A adesão efectuar-se-á por depósito, junto do Secretário-Geral do Conselho da Europa, de um instrumento de adesão que terá efeito 3 meses após a data de depósito.

#### ARTIGO 78.º

1 — A presente Convenção manter-se-á em vigor sem limite de duração.

2 — Qualquer Parte Contratante poderá, em relação a si própria, 5 anos após a entrada em vigor da presente Convenção, relativamente a ela, denunciar esta Convenção, dirigindo uma notificação ao Secretário-geral do Conselho da Europa.

3 — A denúncia terá efeito 6 meses após a data da recepção da notificação pelo Secretário-Geral.

#### ARTIGO 79.º

1 — Em caso de denúncia da presente Convenção, qualquer direito adquirido em virtude das suas disposições mantém-se.

2 — Os direitos em curso de aquisição relativos aos períodos cumpridos anteriormente à data em que a denúncia tem efeito não se extinguem por denúncia: a sua ulterior manutenção é determinada por via de acordo ou, na falta dele, pela legislação aplicável pela instituição em causa.

#### ARTIGO 80.º

1 — A aplicação da presente Convenção é regulamentada pelas disposições de um acordo complementar, que se encontra aberto à assinatura dos Estados membros do Conselho da Europa.

2 — As Partes Contratantes ou, se as disposições constitucionais destas Partes o permitirem, as suas autoridades competentes recorrerão a todos os outros acordos necessários à aplicação da presente Convenção.

3 — Qualquer Estado signatário da presente Convenção que a ratifica ou aceita deve, quer ratificar ou aceitar simultaneamente o acordo complementar, quer assinar o dito acordo complementar sem reserva de ratificação ou aceitação, o mais tardar até ao momento do depósito do seu instrumento de ratificação ou de aceitação da Convenção.

4 — Qualquer Estado que adira à presente Convenção deve simultaneamente aderir ao acordo complementar.

5 — Qualquer Parte Contratante que denuncia a presente Convenção deve ao mesmo tempo denunciar o acordo complementar.

#### ARTIGO 81.º

1 — As notificações ou declarações referidas nas alíneas b) e w) do artigo 1.º, no parágrafo 2 do artigo 3.º, no parágrafo 5 do artigo 6.º, no parágrafo 2 do artigo 7.º, no parágrafo 5 do artigo 8.º, nos parágrafos 3 e 4 do artigo 9.º, no parágrafo 4 do artigo 11.º e no parágrafo 2 do artigo 72.º são dirigidas ao Secretário-Geral do Conselho da Europa.

2 — O Secretário-Geral do Conselho da Europa notificará, num prazo de 1 mês, às Partes Contratantes, aos Estados signatários, assim como ao director geral da Repartição Internacional do Trabalho:

a) Qualquer assinatura, assim como o depósito de qualquer instrumento de ratificação, de aceitação ou de adesão;

- b) Qualquer data de entrada em vigor da presente Convenção, de acordo com as disposições dos artigos 75.º e 77.º;
- c) Qualquer notificação de denúncia recebida em aplicação das disposições do parágrafo 2 do artigo 78.º e a data em que a denúncia terá efeito;
- d) Qualquer notificação ou declaração recebida em aplicação das disposições do parágrafo 1 do presente artigo.

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados para este efeito, assinaram a presente Convenção.

Feita em Paris, a 14 de Dezembro de 1972, em francês e em inglês, fazendo ambos os textos igualmente fé, num exemplar único que será depositado nos arquivos do Conselho da Europa. O Secretário-Geral do Conselho da Europa enviará cópias certificadas a cada um dos Estados signatários e aderentes.

Pelo Governo da República Francesa:

*Maurice Schumann.*

Pelo Governo da República Federal da Alemanha:

Pelo Governo da República Helénica:

*N. Cambalouris.*

Pelo Governo da República Islandesa:

Pelo Governo da Irlanda:

Pelo Governo da República Italiana:

*Alberto Bemporad.*

Pelo Governo do Grão-Ducado de Luxemburgo:

*Gaston Thorn.*

Pelo Governo de Malta:

Pelo Governo do Reino dos Países Baixos:

*C. W. Van Boetzelaer van Asperen.*

Pelo Governo do Reino da Noruega:

Pelo Governo da República Portuguesa:

*João Vieira Lima.*

Pelo Governo do Reino da Suécia:

Pelo Governo da Confederação Suiça:

Pelo Governo da República Turca:

*Ü Haluk Bayülken.*

Pelo Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte:

## ANEXOS A CONVENÇÃO EUROPEIA DE SEGURANÇA SOCIAL

### ANEXO I

[Artigo 1.º, alínea b)]

#### Definição dos territórios e dos cidadãos das Partes Contratantes

##### Austria:

Território — o território da Áustria.  
Cidadãos — as pessoas de nacionalidade austriaca.

##### Bélgica:

Território — o território da Bélgica.  
Cidadãos — as pessoas de nacionalidade belga.

##### Chipre:

Território — o território da República de Chipre.  
Cidadãos — os cidadãos da República de Chipre.

##### Dinamarca:

Território — o território da Dinamarca, à exceção das ilhas Faröer e da Groenlândia.  
Cidadãos — as pessoas de nacionalidade dinamarquesa.

##### França:

Território — o território dos departamentos europeus e dos departamentos do ultramar (Guadalupe, Guiana, Martinica e Ilha da Reunião) da República Francesa.  
Cidadãos — as pessoas de nacionalidade francesa.

##### República Federal da Alemanha:

Território — o território onde se aplica a lei fundamental da República Federal da Alemanha.  
Cidadãos — os alemães no sentido da lei fundamental para a República Federal da Alemanha.

##### Islândia:

Território — o território da Islândia.  
Cidadãos — as pessoas de nacionalidade islandesa.

##### Irlanda:

Território — o território submetido à jurisdição do Governo da Irlanda.  
Cidadãos — as pessoas de nacionalidade irlandesa.

##### Itália:

Território — o território da Itália.  
Cidadãos — as pessoas de nacionalidade italiana.

##### Luxemburgo:

Território — o território do Grão-Ducado do Luxemburgo.  
Cidadãos — as pessoas de nacionalidade luxemburguesa.

##### Malta:

Território — o território da ilha de Malta e as suas dependências.  
Cidadãos — os cidadãos de Malta.

##### Países Baixos:

Território — o território do Reino dos Países Baixos na Europa.  
Cidadãos — as pessoas de nacionalidade neerlandesa.

##### Noruega:

Território — o território da Noruega, inclusive as ilhas do Spitzberg, de Jan Mayen e as dependências norueguesas.  
Cidadãos — as pessoas de nacionalidade norueguesa.

##### Suécia:

Território — o território do Reino da Suécia.  
Cidadãos — as pessoas de nacionalidade sueca.

##### Suíça:

Território — o território da Confederação Suíça.  
Cidadãos — as pessoas de nacionalidade suíça.

**Turquia:**

Território — o território da Turquia.

Cidadãos — as pessoas de nacionalidade turca.

**Reino Unido:**

Território — o território do Reino Unido, incluindo as ilhas de Man, de Jersey, de Guernesey e de Alderney, mas não os outros territórios cuja responsabilidade no campo das relações internacionais é assumida pelo Reino Unido.

Cidadãos — os cidadãos do Reino Unido e das colónias.

**ANEXO II**  
(Artigo 3.º, parágrafo 1)

**Legislações e regimes a que se aplica a presente Convenção**

Quando o presente anexo inclui a enumeração de leis determinadas, considera-se que cobre igualmente qualquer acto legislativo que codifique, modifique, complete ou ponha em prática as ditas leis.

**Austrália:**

Legislações relativas a:

- a) Seguro de doença (doença, maternidade e morte);
- b) Seguro de pensões dos operários;
- c) Seguro de pensões dos empregados;
- d) Seguro de pensões de mineiros;
- e) Seguro de pensões dos trabalhadores independentes do comércio;
- f) Seguro de pensões dos agricultores e silvicultores;
- g) Seguro dos notários;
- h) Seguro de acidentes de trabalho e doenças profissionais;
- i) Seguro de desemprego;
- j) Os abonos de família.

**Bélgica:**

Legislações relativas a:

- a) Seguro de doença e invalidez (doença, maternidade, invalidez e morte);
- i) Regime dos trabalhadores assalariados (operários, empregados, mineiros e pessoal do sector público);
- ii) Regimes dos marinheiros da marinha mercante;
- iii) Regime dos trabalhadores independentes (seguro de doença);
- b) As pensões de reforma e de sobrevivência:
- i) Regimes dos trabalhadores assalariados (operários, empregados, mineiros e marinheiros da marinha mercante);
- ii) Regime dos trabalhadores independentes;
- c) Reparação dos danos resultantes dos acidentes de trabalho:
- i) Regime dos assalariados em geral;
- ii) Regime dos trabalhadores marítimos;
- d) Reparação dos danos resultantes das doenças profissionais;
- e) Organização do apoio aos desempregados involuntários;
- f) Abonos de família dos trabalhadores assalariados e os abonos de família das entidades patronais e dos não assalariados, com exclusão dos subsídios de nascimento previstos por estas legislações.

**Chipre:**

Legislações relativas a:

- a) Segurança social (doença, desemprego, maternidade, viúvas, órfãos, velhice e morte); prestações pecuniárias, incluindo tratamento médico gratuito para os acidentes de trabalho e doenças profissionais;
- b) Reparação dos danos causados por pneumoconiose (prestações pecuniárias para doença profissional ou morte causada por pneumoconiose).

**Dinamarca:**

Lei n.º 239, de 10 de Junho de 1960, sobre o seguro público contra a doença (doença e maternidade).

Lei n.º 218, de 4 de Junho de 1965, sobre a pensão de velhice.

Lei n.º 219, de 4 de Junho de 1965, sobre a pensão de invalidez.

Lei n.º 70, de 13 de Março de 1959 (capítulo 1) sobre a pensão de viúvez e a assistência às viúvas.

Lei n.º 46, de 7 de Março de 1964, sobre a pensão suplementar do mercado do trabalho.

Lei n.º 259, de 18 de Agosto de 1964, sobre o seguro contra as lesões profissionais.

Lei n.º 40, de 22 de Fevereiro de 1967, sobre o seguro de desemprego.

Lei n.º 236, de 3 de Junho de 1967 (capítulos 1 e 3) sobre os abonos de família e outras prestações familiares.

**França:**

Legislações relativas:

- a) À organização geral e contencioso da segurança social;
- b) Às disposições gerais que fixam o regime dos seguros sociais aplicável aos segurados das profissões não agrícolas (doença, maternidade, invalidez, velhice e morte);
- c) Às disposições gerais que fixam o regime dos seguros sociais aplicável aos segurados das profissões agrícolas (doença, maternidade, invalidez, velhice e morte);
- d) A prevenção e reparação dos acidentes de trabalho e das doenças profissionais;
- e) As prestações familiares, à excepção do subsídio de maternidade;
- f) O subsídio aos velhos trabalhadores assalariados e o subsídio às mães de família;
- g) O seguro de doença, maternidade e invalidez dos agricultores;
- h) O seguro de doença e maternidade dos trabalhadores não assalariados das profissões não agrícolas;
- i) Os subsídios contributivos e não contributivos de velhice das pessoas não assalariadas;
- j) O subsídio especial;
- k) O subsídio suplementar do Fundo Nacional de Solidariedade;
- l) As garantias de recursos aos trabalhadores privados de emprego (subsídios de assistência pública);
- m) Os regimes especiais aplicáveis às actividades e empresas abaixo enumeradas, na medida em que estes regimes digam respeito a ocorrências cobertas pelas legislações acima mencionadas que visam os regimes gerais respectivamente aplicáveis aos trabalhadores das profissões não agrícolas que não sejam cobertas por um regime especial e aos trabalhadores das profissões agrícolas:
  - Actividades implicando o seguro no regime dos marítimos;
  - Empresas mineiras ou assimiladas;
  - Société Nationale des Chemins de Fer Français (Sociedade Nacional dos Caminhos de Ferro Franceses);
  - Caminhos de ferro de interesse geral secundário e de interesse local e tramways;
  - Régie Autonome des Transports Parisiens (Companhia Autónoma dos Transportes Parisienses);
  - Explorações de produção, de transporte e de distribuição de energia eléctrica e de gás;
  - Compagnie Générale des Eaux (Companhia Geral das Águas);
  - Banque de France (Banco de França), Crédit Foncier de France (Crédito Fundiário de França);
  - Opéra (Ópera), Opéra-Comique (Ópera Cómica), Comédie Française (Comédia Francesa);
  - Cartórios notariais e organismos assimilados.

**República Federal da Alemanha:**

Legislações relativas:

- a) Ao seguro de doença (doença, maternidade e morte);
- b) À protecção das mães trabalhadoras, na medida em que se trate de prestações pecuniárias e em espécie devidas pela instituição de seguro de doença durante a gravidez e depois do parto;
- c) Ao seguro de pensões dos operários e artesãos;
- d) Ao seguro de pensões dos empregados;
- e) Ao seguro de pensões dos trabalhadores das minas, e para o Sarre, o seguro de pensões na siderurgia, assim como o regime de assistência aos velhos agricultores;
- f) Ao seguro de acidentes;
- g) Ao seguro de desemprego e assistência ao desemprego;
- h) Aos abonos de família;

**Islândia:**

Lei n.º 40, de 30 de Abril de 1963, sobre a segurança social.

Lei n.º 86, de 11 de Julho de 1938, sobre o seguro de pensões das parteiras.

Lei n.º 65, de 2 de Setembro de 1955, sobre o seguro de pensões das enfermeiras.

Lei n.º 78, de 28 de Abril de 1962, sobre o seguro de pensões dos marinheiros pescadores e dos marinheiros da marinha mercante.

Lei n.º 29, de 27 de Abril de 1956, sobre o seguro de desemprego.

**Irlanda:****Legislações relativas:**

- a) As prestações de incapacidade (doença e invalidez) e de maternidade e subsídios por morte;
- b) Às reformas, às pensões de velhice, de viúvas e de órfãos;
- c) Às prestações do seguro de desemprego e de assistência ao desemprego;
- d) Às prestações no caso de acidente de trabalho e de doenças profissionais;
- e) Aos abonos de família.

**Itália:****Legislações relativas:**

- a) Ao seguro da doença (doença, maternidade e morte);
- b) Ao seguro de tuberculose;
- c) À proteção física e económica das mães trabalhadoras, na medida em que se trate de prestações pagas pelas instituições de segurança social;
- d) Ao seguro de invalidez, velhice e sobreviventes;
- e) Ao seguro de acidentes de trabalho e doenças profissionais;
- f) Ao seguro de desemprego involuntário;
- g) Aos abonos de família;
- h) Aos regimes especiais de segurança social estabelecidos para categorias determinadas de trabalhadores, na medida em que digam respeito à ocorrência ou prestações cobertas pelas legislações acima mencionadas.

**Luxemburgo:****Legislações relativas a:**

- a) Seguro de doença (doença, maternidade e morte):  
— Regime dos operários, regime dos empregados privados, regime dos funcionários públicos e assimilados e regime das profissões independentes;
- b) Seguro de pensões (invalidez, velhice e morte):  
— Regime dos operários, regime dos empregados privados, incluindo os trabalhadores intelectuais independentes, regime dos artesãos, regime dos comerciantes e industriais e regime agrícola;
- c) Seguro de pensões suplementares dos mineiros e metalúrgicos, dos empregados técnicos das minas de fundo e dos motoristas profissionais;
- d) Seguro de acidentes de trabalho e doenças profissionais;
- e) Subsídios de desemprego;
- f) Prestações familiares, excluindo os subsídios de nascimento.

**Malta:**

Lei sobre o seguro nacional (doença, desemprego, invalidez, velhice, morte e lesões profissionais) (1956).

**Países Baixos:****Legislações relativas a:**

- a) Prestações de doença e maternidade;
- b) Prestações de incapacidade de trabalho (invalidez, acidentes de trabalho e doenças profissionais);
- c) Prestações de velhice;
- d) Prestações de sobreviventes;
- e) Prestações de desemprego;
- f) Abonos de família.

**Noruega:**

Lei de 6 de Julho de 1957, sobre a coordenação e integração das pensões e prestações de seguro.

Lei de 17 de Junho de 1966, sobre o seguro nacional (doença e maternidade, desemprego, doenças profissionais, invalidez, velhice e morte).

Lei de 27 de Junho de 1947, sobre o emprego, capítulo v.

Lei de 3 de Dezembro de 1948, sobre o seguro de pensões de marítimos.

Lei de 3 de Dezembro de 1951, sobre seguro de pensões dos trabalhadores florestais.

Lei de 26 de Junho de 1953, sobre o seguro de pensões dos farmacêuticos.

Lei de 28 de Junho de 1957, sobre o seguro de pensões dos marítimos pescadores.

Lei de 22 de Junho de 1962, sobre o seguro de pensões das enfermeiras.

Lei de 12 de Dezembro de 1958, sobre o seguro contra os acidentes de trabalho e doenças profissionais.

Lei de 24 de Outubro de 1946, sobre os abonos de família.

**Suécia:**

Lei n.º 381, de 25 de Maio de 1962, sobre o seguro público, e Lei n.º 382, de 25 de Maio de 1962, complementando a lei sobre o seguro público.

Lei n.º 243, de 14 de Maio de 1954, sobre o seguro contra as lesões profissionais.

Decreto n.º 629, de 14 de Dezembro de 1956, relativo às caixas de desemprego aprovadas pelo Estado.

Lei n.º 529, de 26 de Julho de 1947, relativa aos abonos gerais de família.

**Suíça:****Legislações federais relativas a:**

- a) Seguro de doença, incluindo o seguro de tuberculose e as prestações de maternidade;
- b) Seguro de invalidez;
- c) Seguro de velhice e sobreviventes;
- d) Seguro de acidentes obrigatório no caso de acidentes profissionais e não profissionais ou no caso de doenças profissionais;
- e) Seguro de desemprego;
- f) Os abonos de família para os trabalhadores agrícolas e os pequenos camponeses.

**Turquia:****Legislações relativas a:**

- a) Seguros sociais dos trabalhadores assalariados (doença, maternidade, invalidez, velhice, morte, acidentes do trabalho e doenças profissionais);
- b) Segurança social dos trabalhadores independentes e das profissões liberais (invalidez, velhice e morte).

**Reino Unido:****Legislações relativas a:**

- a) Serviços nacionais de saúde;
- b) Seguro nacional (prestações pecuniárias de desemprego, de doença, de maternidade, de viúvas, de órfãos, de reforma e de morte);
- c) Seguro contra as lesões profissionais;
- d) Abonos de família;
- e) Seguro insular (Jersey);
- f) Seguro social (Guernsey).

**ANEXO III**

(Artigo 6, parágrafo 3)

**Disposições mantidas em vigor  
não obstante as disposições do artigo 5.º**

**I — Convenções multilaterais**

1 — As disposições em vigor do Acordo de 27 de Julho de 1950 e do Acordo revisto de 13 de Fevereiro de 1961 relativas à segurança social dos barqueiros do Reno.

2 — As disposições da Convenção de segurança social concluída a 15 de Setembro de 1955 entre a Dinamarca, a Finlândia, a Islândia, a Noruega e a Suécia, tais como modificadas pelos acordos subsequentes e pelos protocolos, assim como as disposições dos acordos complementares a esta Convenção.

3 — As disposições da Convenção Europeia de 9 de Julho de 1956 relativas à segurança social dos trabalhadores dos transportes internacionais.

**II — Convenções bilaterais****Observações gerais:**

1 — Na medida em que as disposições de acordos complementares ou de uma convenção especial sobre o seguro de desemprego mencionadas no presente anexo prevejam referência às disposições de uma convenção geral, estas referências são substituídas por referências às disposições correspondentes da presente Convenção enquanto as disposições em causa da dita Convenção não sejam mencionadas no próprio anexo.

2 — As cláusulas de interpretação ou de denúncia previstas numa Convenção de segurança social, das quais certas disposições estão mencionadas no presente anexo, mantêm-se aplicáveis relativamente a essas disposições.

3 — As convenções de segurança social que figuram entre parêntesis rectos não vigoram na data de abertura para assinatura da presente Convenção.

*Áustria — República Federal da Alemanha:*

Convenção de segurança social de 22 de Dezembro de 1966.  
Convenção sobre o seguro de desemprego de 19 de Maio de 1951.

Protocolo adicional de 23 de Novembro de 1951 à Convenção sobre o seguro de desemprego de 19 de Maio de 1951.

Segunda Convenção sobre o seguro de desemprego de 31 de Outubro de 1953.

*Áustria — França:*

Convenção de segurança social de 28 de Maio de 1971.

*Áustria — Itália:*

Convenção relativa aos seguros sociais de 30 de Dezembro de 1950.

*Áustria — Suíça:*

Convenção de segurança social de 15 de Novembro de 1967.

*Áustria — Turquia:*

Convenção de segurança social de 12 de Outubro de 1966.

*Áustria — Reino Unido:*

Convenção de segurança social de 18 de Junho de 1971.

*Bélgica — Suíça:*

Convenção de 17 de Junho de 1952 em matéria de seguros sociais (em revisão).  
[(Projecto de Convenção de segurança social de 9 de Setembro de 1971)].

*Bélgica — Turquia:*

Convenção geral de segurança social de 4 de Julho de 1966.

*Bélgica — Reino Unido:*

Convenção de segurança social de 20 de Maio de 1957.

*Chipre — Reino Unido:*

Convenção de segurança social de 6 de Outubro de 1969.

*Dinamarca — França:*

Convenção geral de segurança social de 30 de Junho de 1951 e Protocolos.

*Dinamarca — República Federal da Alemanha:*

Artigo 3, parágrafo 4, e artigo 10 da Convenção de segurança social de 14 de Agosto de 1953. Ponto 15 do Protocolo final de 14 de Agosto de 1953 à Convenção de segurança social de 14 de Agosto de 1953.

Acordo complementar de 14 de Agosto de 1953 à Convenção de segurança social de 14 de Agosto de 1953.

Artigo 3, parágrafo 4, 2.ª frase; artigo 5, parágrafo 6; artigo 8, parágrafo 3, e artigo 10 da Convenção sobre o seguro de desemprego de 1 de Agosto de 1959.

Pontos 4, 5 e 6 do Protocolo final de 1 de Agosto de 1959 na Convenção sobre o seguro de desemprego de 1 de Agosto de 1959.

*Dinamarca — Suíça:*

Convenção de 21 de Maio de 1954 relativa aos seguros sociais. Convenção complementar à Convenção de 21 de Maio de 1954 relativa aos seguros sociais, concluída a 15 de Novembro de 1962.

*Dinamarca — Reino Unido:*

Convenção de segurança social de 27 de Agosto de 1959.

*França — Noruega:*

Convenção geral de segurança social de 30 de Setembro de 1954.

*França — Suíça:*

Convenção de 9 de Julho de 1949 e Protocolos relativos à mesma sobre o seguro da velhice e sobreviventes.

Acordos de 9 de Junho de 1933 relativos à assistência recíproca aos desempregados dos 2 países.

*França — Turquia:*

[(Convenção de segurança social de 20 de Janeiro de 1972)].

*França — Reino Unido:*

Convenção geral de segurança social (e Protocolo especial relativo aos serviços de saúde pública) de 10 de Julho de 1956;

Troca de cartas de 25 de Fevereiro de 1965 (pagamento de abonos de família aos trabalhadores sazonais agrícolas que se deslocam de França para Jersey e reciprocamente);

Troca de cartas de 19 de Novembro de 1965 (pagamento de abonos de família aos trabalhadores temporários agrícolas que se deslocam de França para Guernesey e reciprocamente);

Troca de cartas de 19 de Maio de 1959 alargando o domínio de aplicação da Convenção de 10 de Julho de 1956 a Jersey;

Troca de cartas de 19 de Novembro de 1965 alargando o domínio de aplicação da Convenção de 10 de Julho de 1965 a Guernesey, Alderney, Herm e Jethou;

Troca de cartas de 27 e 30 de Julho de 1970 sobre a melhoria dos seguros sociais dos docentes britânicos em França.

*República Federal da Alemanha — Noruega:*

Acordo de 2 e 6 de Setembro de 1965 sobre pagamento recíproco das pensões sociais.

*República Federal da Alemanha — Suíça:*

Convenção de segurança social de 25 de Fevereiro de 1964.

Convenção complementar à Convenção de segurança social de 24 de Outubro de 1950, concluída a 24 de Dezembro de 1962.

Convenção entre o Reich alemão e a Suíça relativa ao seguro de desemprego dos trabalhadores das regiões fronteiriças de 4 de Fevereiro de 1928.

*República Federal da Alemanha — Turquia:*

Convenção de segurança social de 30 de Abril de 1964.

Convenção adicional de 28 de Maio de 1969 modificando a convenção de segurança social de 30 de Abril de 1964.

*República Federal da Alemanha — Reino Unido:*

Convenção de segurança social de 20 de Abril de 1960.

Protocolo sobre as prestações em espécie de 20 de Abril de 1960.

Convenção sobre o seguro de desemprego de 20 de Abril de 1960.

*Irlanda — Reino Unido:*

Convenção de segurança social de 29 de Março de 1960.

Convenção de 22 de Julho de 1964 relativa à segurança social e à reparação das lesões profissionais, concluída entre o Ministro da Previdência Social da Irlanda e o Ministério do Trabalho e do Seguro Nacional da Irlanda do Norte.

Convenção de segurança social de 28 de Fevereiro de 1966.

Convenção de segurança social de 3 de Outubro de 1968.

Convenção de segurança social de 14 de Setembro de 1971.

*Itália — Suíça:*

Convenção de segurança social de 14 de Dezembro de 1962.

Acordo complementar à Convenção de segurança social de 14 de Dezembro de 1962, concluído a 18 de Dezembro de 1963.

(Acordo adicional de 4 de Julho de 1969 à Convenção de segurança social de 14 de Dezembro de 1962.)

*Itália — Reino Unido:*

Convenção relativa aos seguros sociais de 28 de Novembro de 1951.

*Luxemburgo — Suíça:*

Convenção de segurança social de 3 de Junho de 1967, à exceção dos artigos 18.º a 21.º

*Luxemburgo — Reino Unido:*

Convenção sobre segurança social de 13 de Outubro de 1953.

*Malta — Reino Unido:*

Convenção de segurança social de 26 de Outubro de 1956.

Convenção de segurança social de 21 de Março de 1958.

**Paises Baixos — Suíça:**

Convenção de segurança social de 12 de Maio de 1970.

**Paises Baixos — Turquia:**

Titulo III da Convenção de segurança social de 5 de Abril de 1966.

**Paises Baixos — Reino Unido:**

Convenção de segurança social de 11 de Agosto de 1954.

Protocolo de 11 de Agosto de 1954 relativo às prestações em espécie.

**Noruega — Reino Unido:**

Convenção de segurança social de 25 de Julho de 1957.

**Suécia — Suíça:**

Convenção de 17 de Dezembro de 1954 relativa aos seguros sociais.

**Suécia — Reino Unido:**

Convenção de segurança social de 9 de Junho de 1956.

**Suécia — Turquia:**

Convenção de segurança social de 1 de Maio de 1969.

**Suíça — Reino Unido:**

Convenção de segurança social de 21 de Fevereiro de 1968.

**Turquia — Reino Unido:**

Convenção de segurança social de 9 de Setembro de 1959.

**ANEXO IV**

(Artigo 8.º, parágrafo 4)

**Prestações a que são aplicáveis as disposições do parágrafo 2 ou do parágrafo 3 do artigo 8.º****Dinamarca:**

Artigo 8.º, parágrafo 2, alínea a).

**Maternidade:**

As prestações de maternidade previstas no capítulo 3 da Lei n.º 236, de 3 de Junho de 1967, sobre os abonos de família e outras prestações familiares.

Artigo 8.º, parágrafo 2, alínea b), e parágrafo 3, alínea a):

**Invalidez:**

As prestações previstas pela Lei n.º 219, de 4 de Junho de 1965, relativas às prestações de invalidez.

**Morte:**

As prestações previstas pela Lei n.º 70, de 13 de Março de 1959, relativas às prestações de viudez e da assistência às viúvas.

Artigo 8.º, parágrafo 2, alínea c), e parágrafo 3, alínea b);

**Velhice:**

As prestações previstas pela Lei n.º 218, de 4 de Junho de 1965, relativas às pensões de velhice.

**República Federal da Alemanha:**

Artigo 8.º, parágrafo 2, alínea a):

**Desemprego:**

As prestações previstas pelo regime de assistência ao desemprego.

**Islândia:**

Artigo 8.º, parágrafo 2, alínea a):

**Maternidade:**

O prémio ao nascimento previsto no artigo 18.º da Lei n.º 40, de 30 de Abril de 1963, sobre a segurança social.

Artigo 8.º, parágrafo 2, alínea b), e parágrafo 3, alínea a):

**Invalidez:**

As prestações de invalidez previstas no capítulo II-B da Lei n.º 40, de 30 de Abril de 1963, sobre segurança social.

**Morte:**

As prestações de sobrevivência previstas no capítulo II-B da Lei n.º 40, de 30 de Abril de 1963, sobre segurança social.

Artigo 8.º, parágrafo 2, alínea c), e parágrafo 3, alínea b);

**Velhice:**

As prestações de velhice previstas no capítulo II-B da Lei n.º 40, de 30 de Abril de 1963, sobre segurança social.

**Noruega:**

Artigo 8.º, parágrafo 2, alínea a):

**Maternidade:**

O subsídio de maternidade previsto no parágrafo 3 da secção 13 do capítulo 3 da Lei de 17 de Junho de 1966 sobre o seguro nacional.

O subsídio convencional, o subsídio de assistência e o subsídio de educação às mães solteiras, previstos nos parágrafos 2 e 3 do capítulo 12 da Lei de 17 de Junho de 1966 sobre o seguro nacional.

**Desemprego:**

As diferentes categorias de assistência previstas nas alíneas b), c), d) e e) da secção 1 do capítulo 4 da Lei de 17 de Junho de 1966 sobre o seguro nacional.

**Suécia:**

Artigo 8.º, parágrafo 2, alínea a):

**Maternidade:**

O subsídio de maternidade previsto pela Lei n.º 381, de 25 de Maio de 1962, sobre o seguro público.

Artigo 8.º, parágrafo 2, alínea b), e parágrafo 3, alínea a):

**Invalidez:**

A pensão nacional prevista pela Lei n.º 381, de 25 de Maio de 1962, sobre o seguro público e a Lei n.º 382, de 25 de Maio de 1962, complementando a lei sobre o seguro público.

**Morte:**

A pensão nacional prevista pela Lei n.º 381, de 25 de Maio de 1962, sobre o seguro público e a Lei n.º 382, de 25 de Maio de 1962, complementando a lei sobre o seguro público.

Artigo 8.º, parágrafo 2, alínea c), e parágrafo 3, alínea b):

**Velhice:**

A pensão nacional prevista pela Lei n.º 381, de 25 de Maio de 1962, sobre o seguro público e a Lei n.º 382, de 25 de Maio de 1962, complementando a lei sobre o seguro público.

**ANEXO V**

(Artigo 9.º, parágrafos 2 e 3)

**Disposições cujo benefício é alargado aos cidadãos de todas as Partes Contratantes**

1. (artigo 9.º, parágrafo 2)

**Áustria — Turquia:**

Convenção de segurança social de 12 de Outubro de 1966.

**Chipre — Reino Unido:**

Convenção de segurança social de 6 de Outubro de 1969.

**República Federal da Alemanha — Turquia:**

Convenção de segurança social de 30 de Abril de 1964, à excepção do artigo 4.º, parágrafo 1, e do artigo 8.º

**República Federal da Alemanha — Reino Unido:**

Convenção de segurança social de 20 de Abril de 1960, à excepção do artigo 3.º, parágrafo 1, e do artigo 7.º, parágrafos 2, 3 e 4.

Protocolo sobre as prestações em espécie de 20 de Abril de 1960.

Convenção de 20 de Abril de 1960 sobre o seguro de desemprego, à excepção dos artigos 3.º e 5.º, parágrafos 2, 3 e 4.

**Irlanda — Reino Unido:**

Convenção de segurança social de 29 de Março de 1960.

Convenção de 22 de Julho de 1964 relativa ao seguro social e à reparação das lesões profissionais, concluída entre o Ministro da Previdência Social da Irlanda e o Ministério do Trabalho e do Seguro Nacional da Irlanda do Norte.

Convenção de segurança social de 28 de Fevereiro de 1966.

Convenção de segurança social de 3 de Outubro de 1968.

Convenção de segurança social de 14 de Setembro de 1971.

**Malta — Reino Unido:**

Convenção de segurança social de 26 de Outubro de 1956.

Convenção de segurança social de 21 de Março de 1958.

**Paises Baixos — Turquia:**

Título III da Convenção de segurança social de 5 de Abril de 1966.

**Paises Baixos — Reino Unido:**

Convenção de segurança social de 11 de Agosto de 1954.  
Protocolo de 11 de Agosto de 1954 relativo às prestações em espécie.

**2 (Artigo 9.º, parágrafo 3)**

(Nada).

**ANEXO VI****(Artigo 11.º, parágrafo 3)****Prestações a que não são aplicáveis as disposições do parágrafo 1 ou do parágrafo 2 do artigo 11.º****Austria:****Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea b):**

As disposições do parágrafo 1 do artigo 11.º não são aplicáveis ao suplemento compensatório do seguro de pensões.

**Bélgica:****Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea c):**

As pensões de reforma e de sobrevivência dos regimes dos operários e dos empregados concedidas na base das disposições legais em vigor antes de 1 de Janeiro de 1962, para a parte da pensão que corresponde aos anos anteriores a 1945 quando estes anos não constituem períodos de seguro efectivos.

**Dinamarca:****Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea b):**

As prestações de invalidez previstas no artigo 15.º da Lei n.º 219, de 4 de Junho de 1965, sobre a pensão de invalidez.

**Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea d):**

O suplemento de pensão previsto no artigo 11.º da Lei n.º 219, de 4 de Junho de 1965, sobre a pensão de invalidez, ao artigo 10.º da Lei n.º 218, de 4 de Junho de 1965, sobre a pensão de velhice e ao parágrafo 4 do artigo 3.º da Lei n.º 70, de 13 de Março de 1959, sobre a pensão de viúva e a assistência às viúvas, modificada pela Lei n.º 194, de 4 de Junho de 1964.

**França:****Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea b):**

O subsídio especial.

**Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea c):**

Os subsídios não contributivos de velhice dos não assalariados.

**Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea d):**

O subsídio suplementar do Fundo Nacional de Solidariedade.

**Islândia:****Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea d):**

O suplemento de pensão de velhice ou de invalidez previsto no artigo 21.º da Lei n.º 40, de 30 de Abril de 1963, sobre a segurança social.

**Irlanda:****Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea b):**

As pensões não contributivas de velhice e as pensões não contributivas de viúvas e de órfãos e os subsídios às esposas abandonadas.

**Luxemburgo:****Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea b):**

As pensões de velhice, de invalidez e de sobreviventes dos empregados privados, no que respeita à parte correspondente aos períodos de empregado anteriores à entrada em vigor do regime de seguro de pensões dos empregados privados.

**Noruega:****Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea c):**

As melhorias transitórias de prestações previstas no parágrafo 5 do artigo 5.º, no parágrafo 5 do artigo 7.º, no parágrafo 4 do artigo 8.º e nos parágrafos 4, 6 e 11 do artigo 10.º da Lei de 17 de Junho de 1966 sobre o seguro nacional.

**Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea d):**

A prestação de base e o subsídio de assistência previstos no parágrafo 2 do artigo 8.º da Lei de 17 de Junho de 1966 sobre o seguro nacional;

O subsídio de assistência aos sobreviventes previsto no parágrafo 2 do artigo 10.º da Lei de 17 de Junho de 1966 sobre o seguro nacional;

O subsídio de assistência e subsídio transitório às mães solteiras previstos no parágrafo 3 do artigo 12.º da Lei de 17 de Junho de 1966 sobre o seguro nacional.

**Suécia:****Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea a):**

As prestações previstas no primeiro parágrafo do artigo 3.º do capítulo 9 da Lei n.º 381, de 25 de Maio de 1962, sobre o seguro público.

**Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea c):**

A pensão complementar prevista no capítulo 15 da Lei n.º 382, de 25 de Maio de 1962, sobre o seguro público e pela Lei n.º 382, de 25 de Maio de 1962, complementando a lei sobre o seguro público.

As prestações previstas no artigo 16.º da Lei n.º 382, de 25 de Maio de 1962, complementando a lei sobre o seguro público.

**Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea d):**

As prestações previstas no segundo parágrafo do artigo 2.º, no 2.º parágrafo dos artigos 3.º e 5.º do capítulo 9 da Lei n.º 381, de 25 de Maio de 1962, sobre o seguro público.

**Suíça:****Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea a):**

Os subsídios para grandes inválidos;

**Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea b):**

As rendas extraordinárias do seguro de invalidez;

As rendas extraordinárias do seguro de velhice e sobreviventes.

**Artigo 11.º, parágrafo 3, alínea d):**

As rendas ordinárias de invalidez concedidas aos inválidos cujo grau de invalidez é inferior a 50 %.

**ANEXO VII****(Artigo 72.º, parágrafo 1)****Modalidades particulares de aplicação das legislações das Partes Contratantes****I — Aplicação da legislação austriaca****A — Aplicação da legislação austriaca relativa ao seguro de doença, o seguro de acidentes do trabalho e doenças profissionais e seguro de pensões.**

1 — As disposições do parágrafo 1 do artigo 8.º da presente Convenção e as disposições correspondentes das convenções bilaterais mencionadas no anexo III não prejudicam as disposições da legislação austriaca relativa aos direitos a prestações adquiridas ou em curso de aquisição ao abrigo do seguro de pensões do seguro de acidentes do trabalho e doenças profissionais em virtude de actividade profissional exercida no estrangeiro, assim como as disposições relativas à tomada em consideração dos períodos de actividade profissional cumpridos na qualidade de trabalhador independente no território da antiga monarquia austro-húngara, mas fora do território da República da Áustria.

2 — As disposições do parágrafo 1 do artigo 8.º da presente Convenção não prejudicam as disposições das convenções bilaterais entre a Áustria e outros Estados que regulamentam os encargos do seguro.

3 — Em virtude das disposições do parágrafo 1 do artigo 8.º da presente Convenção, os períodos seguintes são tidos como períodos assimilados em relação aos cidadãos das outras Partes Contratantes, sem prejuízo das outras condições exigidas:

a) Relativamente à primeira guerra mundial, os períodos de serviço de guerra no exército austro-húngaro ou no exército de um Estado aliado à monarquia austro-húngara, assim como os períodos assimilados de cativeiro (detenção civil) e de repatriamento consecutivo;

b) Relativamente à segunda guerra mundial, os períodos de serviço de guerra nas forças armadas do antigo Reich Alemão e dos seus aliados, os períodos de serviço militar ou de prestação de trabalho, assim como os períodos equivalentes de serviço de assistência ou de serviço de defesa aérea, de cativeiro (detenção civil) e consecutivo repatriamento.

4 — Na medida em que, em virtude das disposições da legislação austriaca, o benefício das prestações de seguro social ou de recursos de outra natureza, o exercício de uma actividade profissional ou a constatação de uma situação de seguro social têm efeitos legais sobre um direito a prestações, sobre a concessão destas, sobre a sujeição ao seguro obrigatório ou sobre a admis-

são no seguro voluntário, as prestações pagas, os recursos adquiridos, a actividade exercida ou a situação constatada no território ou ao abrigo da legislação de uma outra Parte Contratante, implicam os mesmos efeitos.

5 — São também considerados como períodos neutros no sentido da legislação austriaca, para a aquisição, a manutenção ou a recuperação do direito às pensões, os períodos correspondentes cumpridos ao abrigo da legislação de qualquer Parte Contratante.

6 — As disposições do capítulo 2 do título III da presente Convenção não são aplicáveis às prestações do seguro de pensões dos trabalhadores independentes do comércio e às prestações do seguro de pensões complementares na agricultura concedidas às pessoas que, no momento da entrada em vigor das disposições legais aplicáveis, já tinham ultrapassado uma determinada idade.

7 — Para fins da determinação, no seguro de pensões austriaco, do regime em relação ao qual existe um direito a prestações e da instituição competente para o pagamento das prestações, os períodos de seguro cumpridos ao abrigo das legislações de outras Partes Contratantes são tomados em consideração conforme a natureza da actividade profissional exercida durante estes períodos. Os períodos de seguro durante os quais não foi exercida nenhuma actividade profissional são tomados em consideração conforme a natureza da actividade profissional exercida em último lugar antes destes períodos; quando a natureza da actividade profissional não pode ser determinada ou quando nenhuma actividade profissional foi exercida durante todo o período de seguro, estes períodos de seguro são tomados em consideração como se fossem cumpridos em condições em que o Instituto de Segurança Social dos Operários seria competente. Os períodos durante os quais existe ou existiu um direito ao abrigo do seguro de uma outra Parte Contratante, devido à ocorrência de invalidez ou de velhice, são tomados em consideração conforme a natureza de actividade profissional exercida em último lugar antes da ocorrência da eventualidade. Para determinar se existe um direito a prestações em relação ao regime austriaco de seguro de pensões dos mineiros, os períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação de outras Partes Contratantes só são tomados em consideração na medida em que se trate de períodos no sentido das disposições do parágrafo 4 do artigo 28.º da presente Convenção.

8 — Os períodos de seguro que não foram cumpridos, mas que devem ser considerados como períodos de seguro nos termos das disposições da legislação austriaca, são considerados como se fossem cumpridos ao abrigo da legislação austriaca.

9 — Quando, em aplicação das disposições da alínea a) do parágrafo 1 do artigo 30.º da presente Convenção, a base da quotização com vista ao estabelecimento da base de cálculo não pode ser determinada, segundo as disposições da legislação austriaca, quando a data de referência é anterior a 1 de Janeiro de 1962, a base da quotização será determinada multiplicando o salário normal a 31 de Dezembro de 1946, para um trabalhador da mesma categoria, pelo coeficiente fixado pelas disposições da legislação austriaca, até à concorrência do limite máximo da base de quotização em vigor para o período considerado.

10 — Para a determinação do montante teórico referido no parágrafo 2 do artigo 29.º da presente Convenção, os períodos de seguro tomados em consideração pelas disposições das legislações de outras Partes Contratantes devem ser tomados em consideração independentemente das disposições da legislação austriaca sobre a determinação dos períodos de seguro.

11 — Para aplicação das disposições dos parágrafos 2 e 4 do artigo 29.º da presente Convenção, são aplicáveis as regras seguintes:

a) Os períodos de seguro simultâneos devem ser considerados nos limites da sua duração;

b) Os suplementos compensatórios considerados pela legislação austriaca devem ser calculados depois da determinação do montante das pensões devidas.

12 — Quando, ao calcular o montante do suplemento austriaco, se tornar necessário considerar o número máximo de meses de seguro, a proporção referida no parágrafo 4 do artigo 29.º da presente Convenção deve ser determinada na base de todos os períodos de seguro tomados em consideração para o cálculo do montante teórico, sem ter em conta este número máximo.

13 — As disposições da legislação austriaca acerca da suspensão das pensões, no caso em que o beneficiário se encontra no estrangeiro, devem ser aplicadas depois da determinação da prestação parcial, enquanto as que se referem a outras situações devem ser aplicadas antes da determinação da prestação parcial.

14 — Os períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação de outras Partes Contratantes não são tomados em consideração relativamente às condições de abertura do direito ao prémio de fidelidade dos mineiros e à concessão deste prémio.

15 — O subsídio dos grandes inválidos deve ser calculado, segundo as disposições da legislação austriaca, na base do montante

da pensão austriaca determinado, conforme as disposições do parágrafo 4 do artigo 29.º da presente Convenção, até ao montante máximo reduzido na proporção referida nestas disposições; se o subsídio dos grandes inválidos é de um montante fixo, este montante é reduzido na proporção referida no parágrafo 4 do dito artigo 29.º Quando, em virtude das disposições da legislação austriaca, existe um direito às prestações, sem recorrer às disposições do parágrafo 1 do artigo 28.º da presente Convenção, o montante máximo (ou o montante fixo) não deve ser reduzido, a menos que sejam concedidos um subsídio aos grandes inválidos ou uma prestação similar em virtude das disposições da legislação de uma outra Parte Contratante.

16 — Os pagamentos especiais de pensões previstas pelo seguro de pensão austriaco são efectuados no mesmo montante que a prestação determinada segundo as disposições do parágrafo 4 do artigo 29.º da presente Convenção; as disposições do artigo 34.º da presente Convenção são aplicáveis por analogia.

17 — As disposições do parágrafo 1 do artigo 28.º da Convenção não serão, segundo a legislação austriaca, aplicadas a nenhum pedido de pensão de velhice antecipada, tal como definida por esta legislação, em caso de desemprego ou de longa duração do período de seguro.

## B — Aplicação da legislação austriaca respeitante ao seguro de desemprego

1 — As disposições do parágrafo 1 do artigo 8.º da presente Convenção não prejudicam as disposições da legislação austriaca sobre a assistência de urgência.

2 — As disposições dos parágrafos 1 e 2 do artigo 51.º da presente Convenção sobre a totalização dos períodos não são aplicáveis para a aquisição do direito ao subsídio de férias não pagas.

## II — Aplicação da legislação dinamarquesa

Em relação às prestações de desemprego, o Governo da Dinamarca compromete-se a encorajar as caixas de desemprego aprovadas a aplicarem as disposições da presente Convenção na medida em que vigoram em relação à Dinamarca.

## III — Aplicação da legislação francesa

1 — O princípio da igualdade de tratamento enunciado no artigo 8.º da presente Convenção não se aplica à Lei n.º 65 555, de 10 de Julho de 1965, concedendo aos franceses que exercem ou exerceram no estrangeiro uma actividade profissional assalariada, ou não, a faculdade de acesso ao regime de seguro voluntário de velhice.

2 — O direito ao subsídio dos velhos trabalhadores assalariados, aos subsídios não contributivos de velhice das pessoas não assalariadas e ao subsídio especial, em aplicação da presente Convenção, só é conferido às pessoas que justificam ter residido em França durante, pelo menos, 10 anos, entre a idade de 16 anos e a idade de admissão ao benefício das ditas prestações, incluindo 5 anos consecutivos, imediatamente antes do pedido de concessão da prestação.

3 — As disposições da presente Convenção não prejudicam as disposições da legislação francesa, segundo as quais se devem tomar em consideração para conferir o direito ao subsídio dos velhos trabalhadores assalariados e aos subsídios não contributivos de velhice das pessoas não assalariadas os períodos de actividade profissional cumpridos em território francês.

4 — O subsídio especial e a indemnização cumulativa previstos pelo regime de segurança social aplicável aos trabalhadores das minas só são pagos às pessoas que trabalham nas minas francesas.

5 — O princípio da igualdade de tratamento enunciado no artigo 8.º da presente Convenção não se aplica à legislação relativa às garantias de recurso dos trabalhadores privados de emprego. O direito às prestações previstas por esta legislação é subordinado à condição de o interessado ter residido em França durante 3 meses imediatamente antes do pedido de prestações.

## IV — Aplicação da legislação da República Federal da Alemanha

1 — a) Na medida em que esta indemnização não tenha sido já prescrita pela legislação alemã em matéria de seguro obrigatório contra acidentes, as instituições alemãs indemnizam igualmente, nos termos das disposições da presente Convenção e enquanto a vítima ou os seus sobreviventes residirem no território de uma Parte Contratante, os acidentes e doenças profissionais ocorridos na Alsácia-Lorena antes de 1 de Janeiro de 1919 e cujo encargo não foi retomado pelas instituições francesas de acordo com a decisão do Conselho da Sociedade das Nações com data de 21 de Junho de 1921 (*Reichsgesetzblatt*, p. 1289);

b) As disposições do artigo 11.º da presente Convenção não prejudica as disposições da legislação alemã, segundo as quais os acidentes e doenças profissionais ocorridos fora do território da República Federal da Alemanha, assim como os períodos cumpridos fora deste território, não dão lugar ou só dão lugar em certas condições ao pagamento de prestações quando os beneficiários residem fora do território da República Federal da Alemanha.

2 — a) Para determinar se períodos considerados pela legislação alemã como períodos de interrupção (Ausfallzeiten), ou períodos complementares (Zurechnungszeiten), devem ser considerados como tais, as quotizações obrigatórias pagas nos termos da legislação de uma outra Parte Contratante e a inscrição no seguro de pensões de uma outra Parte Contratante são assimiladas às quotizações obrigatórias pagas nos termos da legislação alemã e à inscrição no seguro de pensões alemão. Quando do cálculo do número de meses civis decorridos entre a data da inscrição no seguro e a data da realização daquela eventualidade, os períodos assimilados nos termos da legislação de uma outra Parte Contratante decorridos entre estas duas datas não são tomados em consideração, assim como os períodos durante os quais o interessado beneficiou de uma pensão ou de uma renda;

b) A alínea precedente não é aplicável ao período convencional da interrupção (pauschale Ausfallzeit);

c) A consideração de um período complementar (Zurechnungszeit) nos termos da legislação alemã sobre o seguro de pensões dos trabalhadores das minas é, além disso, subordinada à condição de a última quotização paga nos termos da legislação alemã tenha sido paga ao seguro de pensões dos trabalhadores das minas;

d) Para a consideração dos períodos alemães de compensação (Er-satzzeiten), só a legislação alemã é aplicável.

3 — a) Se há acumulação de uma pensão de invalidez profissional (Berufsunfähigkeit) ou de invalidez geral (Erwerbsunfähigkeit), de uma pensão de velhice devida nos termos da legislação alemã, com uma renda devida nos termos da legislação de uma outra Parte Contratante, devido a um acidente de trabalho ou uma doença profissional, ter-se-á em consideração como remuneração anual aquela que, em virtude da legislação alemã, deveria ser considerada no momento do acidente, no caso de uma vítima que se encontre numa situação comparável; para este efeito, devem-se aplicar as disposições em vigor no lugar de residência do interessado no território da República Federal da Alemanha ou, se residir fora deste território, as disposições em vigor no lugar da sede da instituição competente do seguro de pensões alemão. A remuneração da vítima em questão deve ser determinada ou recalculada de acordo com as disposições da legislação alemã;

b) O total da renda do seguro de acidentes e o montante teórico da prestação, no sentido do parágrafo 2 do artigo 29.º da presente Convenção, à exclusão dos complementos de prestações, suplementos para crianças e melhorias do seguro complementar (Hoherversicherung), é comparado ao montante máximo tomado em consideração nos termos da alínea precedente; a quantia cujo total excede o montante máximo em questão constitui o montante fictício da redução. Este é dividido em proporção à duração do tempo de seguro de acordo com as disposições do parágrafo 4 do artigo 29.º da presente Convenção; a parte que corresponde à duração do seguro alemão deve ser deduzida da proporção alemã.

4 — Relativamente à supressão da prestação compensatória do regime mineiro, as empresas mineiras no território de uma outra Parte Contratante são assimiladas às empresas mineiras alemãs.

5 — As instituições alemãs de seguro de pensões aplicam o parágrafo 5 do artigo 29.º da presente Convenção quando:

a) A legislação em vigor antes de 1 de Janeiro de 1957, em relação ao cálculo da pensão, é aplicável;

b) Deva ser tomado em consideração um período complementar (Zurechnungszeit); ou

c) Deva ser tomado em consideração um suplemento para crianças.

6 — As disposições do capítulo 2 do título III da presente Convenção não são aplicáveis ao seguro de pensões na siderurgia e ao regime de assistência aos velhos agricultores.

## V — Aplicação da legislação luxemburguesa

1 — Por derrogação das disposições do parágrafo 3 do artigo 74.º da presente Convenção, os períodos de seguro e os períodos assimilados cumpridos antes de 1 de Janeiro de 1946, ao abrigo da legislação luxemburguesa de seguro de pensões (invalidez, velhice e morte), só serão tomados em consideração para a aplicação desta legislação, na medida em que os direitos em curso de aquisição foram mantidos no momento de entrada em vigor da dita Convenção, ou recuperados ulteriormente, de acordo apenas com esta legislação, ou com as convenções bilaterais de segurança social em vigor ou por concluir. No caso em que várias convenções são chamadas a intervir, os períodos de seguro e os períodos assimilados são tomados em consideração a partir da data mais antiga.

2 — Para a atribuição da parte fundamental nas pensões luxemburguesas, os períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação luxemburguesa por trabalhadores que não residem no território luxemburguês são assimilados a períodos de residência.

3 — O complemento devido, se for caso disso, para atingir a pensão mínima, assim como o suplemento por crianças, é pago na mesma proporção que a parte fundamental a cargo do Estado e das comunas.

## VI — Aplicação da legislação neerlandesa

### A — Aplicação da legislação geral neerlandesa sobre o seguro de velhice geral

1 — Para aplicação do artigo 29.º da presente Convenção, são igualmente considerados como períodos de seguro, cumpridos ao abrigo da legislação neerlandesa de seguro de velhice geral, os períodos anteriores a 1 de Janeiro de 1957, durante os quais o beneficiário que não preenche as condições que lhe permitem beneficiar da consideração destes períodos como períodos de seguro residiu no território dos Países Baixos depois da idade de 15 anos cumpridos ou durante os quais, se bem que residisse no território de uma outra Parte Contratante, exerceu uma actividade assalariada nos Países Baixos para uma entidade patronal estabelecida neste país.

2 — Não se devem ter em conta os períodos referidos no parágrafo precedente quando coincidem com períodos considerados no cálculo da pensão de velhice, devida nos termos da legislação de uma outra Parte Contratante.

3 — No caso da mulher casada cujo marido tem direito a uma pensão segundo a legislação neerlandesa sobre o seguro de velhice geral, são igualmente tomados em consideração os períodos anteriores à data em que a interessada atingiu os 65 anos e durante os quais, sendo casada, residiu no território de uma ou várias Partes Contratantes, na medida em que estes períodos coincidam com os períodos de seguro cumpridos pelo seu marido ao abrigo desta legislação e com aqueles a tomar em consideração nos termos do parágrafo I acima mencionado.

4 — Não se devem ter em conta os períodos referidos, para o caso da mulher casada, no parágrafo precedente, quando coincidem com períodos tomados em consideração no cálculo da pensão de velhice que lhe é devida segundo a legislação de uma outra Parte Contratante ou com os períodos em que beneficiou de uma pensão de velhice em virtude dessa legislação.

5 — No caso da mulher que foi casada e cujo marido esteve sujeito à legislação neerlandesa sobre o seguro de velhice, ou tido como tendo cumprido períodos de seguro no sentido do parágrafo I acima mencionado, as disposições dos dois parágrafos precedentes são aplicáveis por analogia.

6 — Os períodos anteriores a 1 de Janeiro de 1957 só são tomados em consideração para o cálculo da pensão de velhice se o interessado residiu durante 6 anos no território de uma ou várias Partes Contratantes depois dos 59 anos feitos e se reside no território de uma destas Partes.

### B — Aplicação da legislação neerlandesa sobre o seguro geral das viúvas e dos órfãos

1 — Para aplicação das disposições do artigo 29.º da presente Convenção, são igualmente considerados como períodos de seguro, cumpridos ao abrigo da legislação geral neerlandesa do seguro geral das viúvas e dos órfãos, os períodos anteriores a 1 de Outubro de 1959 em que o falecido residiu no território dos Países Baixos depois dos 15 anos feitos ou durante os quais, se bem que residisse no território de uma outra Parte Contratante, exerceu uma actividade assalariada nos Países Baixos para uma entidade patronal estabelecida neste país.

2 — Não devem ser tidos em conta os períodos referidos no parágrafo precedente quando coincidem com períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação de uma outra Parte Contratante relativa às prestações de sobrevivência.

### C — Aplicação da legislação neerlandesa sobre o seguro contra a incapacidade de trabalho

1 — Para a aplicação das disposições do artigo 29.º da presente Convenção são igualmente considerados como períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação neerlandesa sobre o seguro contra a incapacidade de trabalho os períodos de trabalho assalariado e os períodos assimilados cumpridos nos Países Baixos antes de 1 de Julho de 1967.

2 — Se os ditos períodos foram cumpridos nos Países Baixos exclusivamente antes de 1 de Julho de 1967, os salários em que se baseia o cálculo das prestações serão determinados na base dos montantes previstos pela Lei de 2 de Fevereiro de 1967 que regulamenta transitoriamente o seguro de incapacidade de trabalho, adaptados à evolução do índice dos salários depois de 1 de Julho de 1967.

3 — As disposições das alíneas *a*) e *d*) do parágrafo 1 do artigo 35.º da presente Convenção não são aplicadas pelas instituições neerlandesas às prestações calculadas na base de uma invalidez de menos de 45 %, se o agravamento da invalidez pré-existente é manifestamente devido a uma causa que provocou a invalidez, pela qual são recebidas prestações.

#### D — Aplicação da legislação neerlandesa sobre o seguro facultativo continuado

O princípio da igualdade de tratamento enunciado no artigo 8.º da presente Convenção não se aplica ao seguro de velhice, facultativo continuado relativamente ao pagamento das quotizações reduzidas.

#### VII — Aplicação da legislação norueguesa

A aplicação das disposições da segunda alínea do parágrafo 4 do artigo 1.º da Lei de 17 de Junho de 1966 sobre o seguro nacional não pode ser alargada aos não nacionais.

A aplicação da legislação norueguesa não pode ser alargada aos não nacionais nas ilhas do Spitsberg, a menos que sejam empregados por uma entidade patronal norueguesa.

#### VIII — Aplicação da legislação sueca

Relativamente às prestações de desemprego, o Governo da Suécia compromete-se a encorajar as caixas de desemprego aprovadas a aplicarem as disposições da presente Convenção que se aplicam à Suécia.

#### IX — Aplicação da legislação suíça

1 — O princípio da igualdade de tratamento enunciado no artigo 8.º da presente Convenção não se aplica:

*a*) Ao seguro de velhice e sobreviventes, facultativo, e ao seguro de invalidez, facultativo, dos cidadãos suíços no estrangeiro;

*b*) Ao seguro de velhice e sobreviventes e ao seguro de invalidez dos cidadãos suíços que trabalhem no estrangeiro por conta de uma entidade patronal na Suíça;

*c*) Às prestações de assistência pagas a inválidos suíços que residem no estrangeiro;

*d*) Às rendas extraordinárias do seguro de velhice e sobrevivência pagas aos cidadãos suíços nascidos antes de 1 de Julho de 1883 e aos seus sobreviventes.

2 — As rendas extraordinárias do seguro de invalidez ou as rendas de velhice que as substituem são concedidas aos cidadãos das Partes Contratantes, na condição de terem residido na Suíça durante os 5 anos imediatamente anteriores ao pedido de prestações.

As rendas extraordinárias do seguro de velhice e sobrevivência são concedidas aos cidadãos das Partes Contratantes na condição de terem residido na Suíça durante 10 anos imediatamente anteriores ao pedido de prestações, se se trata de rendas de velhice, ou na condição de o falecido ter residido na Suíça durante 5 anos imediatamente anteriores ao pedido de prestações, se se trata de rendas de sobreviventes ou de rendas de velhice que as substituam.

A duração de residência em causa é considerada como ininterrupta quando a estada fora do território suíço não excede 3 meses em cada ano civil. Os períodos de residência na Suíça durante os quais a pessoa interessada esteve isenta da sujeição ao seguro de invalidez, velhice e sobrevivência suíço não são tomados em conta na duração de residência exigida.

3 — Quando cidadãos das Partes Contratantes adquiriram direito às prestações do seguro de invalidez, velhice e sobrevivência suíço, aplicar-se-ão as disposições do parágrafo 5 do artigo 29.º da presente Convenção para o cálculo do montante das rendas devidas pelo seguro suíço.

4 — Relativamente ao direito à renda ordinária de invalidez, os cidadãos das Partes Contratantes são considerados como filiados nos termos das disposições legais suíças se, no momento da ocorrência da invalidez, estiverem filiados no seguro de pensões de uma das Partes Contratantes ou podem fazer valer direitos a prestações de invalidez, segundo a legislação de uma das Partes Contratantes.

5 — *a*) Os cidadãos das Partes Contratantes podem pretender o benefício das medidas de readaptação, conforme a legislação federal sobre o seguro de invalidez, enquanto mantiverem o seu domicílio na Suíça, desde que tenham pago quotizações ao seguro suíço pelo menos durante o ano inteiro imediatamente anterior ao momento em que devem beneficiar destas medidas;

*b*) As esposas e viúvas que não exercem actividade lucrativa, assim como os filhos menores dos cidadãos das Partes Contratantes, podem pretender ao benefício das medidas de readaptação, conforme a legislação federal sobre o seguro de invalidez, enquanto mantiverem o seu domicílio na Suíça, desde que ai tenham residido naquele país ininterruptamente pelo menos durante o ano imediatamente anterior ao momento em que devem beneficiar destas medidas;

*c*) Os filhos menores dos cidadãos das Partes Contratantes podem aspirar ao benefício das medidas de readaptação, conforme a legislação federal sobre o seguro de invalidez, quando têm o seu domicílio na Suíça e nasceram inválidos na Suíça ou quando residiram na Suíça ininterruptamente desde o seu nascimento.

### ACORDO COMPLEMENTAR PARA APLICAÇÃO DA CONVENÇÃO EUROPEIA DE SEGURANÇA SOCIAL

Os Estados membros do Conselho da Europa, signatários da Convenção Europeia de Segurança Social e do presente Acordo Complementar;

Considerando que nos termos do parágrafo 1 do artigo 80.º da Convenção Europeia de Segurança Social a aplicação desta é regulamentada pelas disposições de um Acordo Complementar;

acordaram no seguinte:

### TÍTULO I

#### Disposições gerais

##### ARTIGO 1.º

Para fins da aplicação do presente Acordo Complementar:

- a*) O termo «Convenção» designa a Convenção Europeia de Segurança Social;
- b*) O termo «Acordo» designa o Acordo Complementar para a aplicação da Convenção;
- c*) O termo «Comité» designa o Comité de Peritos em Matéria de Segurança Social do Conselho da Europa ou qualquer outro comité que o Comité dos Ministros do Conselho da Europa possa encarregar do cumprimento das tarefas visadas no artigo 2.º do Acordo;
- d*) O termo «trabalhador sazonal» designa um trabalhador que se desloca para o território de uma Parte Contratante diferente daquela onde reside para aí efectuar, por conta de uma empresa ou de um patrão desta Parte, um trabalho de carácter sazonal cuja duração não deve ultrapassar 8 meses e que fica no território da dita Parte enquanto dura o seu trabalho; por trabalho de carácter sazonal entende-se um trabalho que depende do ritmo das estações e se repete automaticamente em cada ano; a justificação da qualidade de sazonal é estabelecida no contrato de trabalho assinado pelos serviços de emprego da Parte Contratante em cujo território o trabalhador sazonal vem a exercer a sua actividade ou num documento autenticado por estes serviços atestando que o interessado dispõe de um emprego sazonal neste território;

- e) Os termos definidos no artigo 1.º da Convenção têm o significado que lhes é atribuído no dito artigo.

#### ARTIGO 2.º

1 — Os modelos dos certificados, atestados, declarações, pedidos e outros documentos necessários à aplicação da Convenção e do Acordo são estabelecidos pelo Comité. Se duas ou várias Partes Contratantes acordam em utilizar outros modelos destes documentos deverão informar o Comité.

2 — O Comité pode reunir, a pedido das autoridades competentes de qualquer Parte Contratante, informações sobre as disposições das legislações em relação às quais se aplica a Convenção.

3 — O Comité pode preparar guias destinadas a dar a conhecer aos interessados os seus direitos, assim como as formalidades administrativas que lhes incumbe, para os fazer valer.

#### ARTIGO 3.º

1 — As autoridades competentes das Partes Contratantes podem designar organismos de ligação habilitados a comunicar directamente entre si, assim como com as instituições de qualquer Parte Contratante, na condição de para isso serem autorizados pela autoridade competente desta Parte.

2 — Qualquer instituição de uma Parte Contratante, assim como qualquer pessoa que reside ou se encontra no território de uma Parte Contratante, pode dirigir-se à instituição de uma outra Parte Contratante, quer directamente, quer por intermédio dos organismos de ligação.

#### ARTIGO 4.º

1 — O anexo 1 menciona a autoridade competente ou as autoridades competentes de cada Parte Contratante.

2 — O anexo 2 menciona as instituições competentes de cada Parte Contratante.

3 — O anexo 3 menciona as instituições do lugar de residência e as instituições do lugar de estada de cada Parte Contratante.

4 — O anexo 4 menciona os organismos de ligação designados pelas autoridades competentes das Partes Contratantes nos termos do parágrafo 1 do artigo 3.º do Acordo.

5 — O anexo 5 menciona as disposições visadas na alínea b) do artigo 6.º e no parágrafo 2 do artigo 46.º do Acordo.

6 — O anexo 6 menciona o nome e a sede dos bancos visados no parágrafo 1 do artigo 48.º do Acordo.

7 — O anexo 7 menciona as instituições designadas pelas autoridades competentes das Partes Contratantes em virtude das disposições do parágrafo 1 do artigo 7.º, do parágrafo 1 do artigo 12.º, dos parágrafos 2 e 3 dos artigos 14.º e 34.º, do parágrafo 1 do artigo 57.º, do parágrafo 1 do artigo 63.º, do parágrafo 2 do artigo 72.º, do parágrafo 2 do artigo 73.º, do artigo 76.º, do artigo 77.º, do parágrafo 2 do artigo 78.º, do parágrafo 1 do artigo 83.º, do artigo 84.º e do parágrafo 2 do artigo 87.º do Acordo.

#### ARTIGO 5.º

Duas ou várias Partes Contratantes podem fixar de comum acordo, no que lhes diz respeito, modalidades de aplicação diferentes das previstas pelo Acordo.

#### ARTIGO 6.º

O Acordo substitui-se:

- a) Aos acordos relativos à aplicação das convenções de segurança social a que a Convenção se substitui;
- b) Às disposições relativas à aplicação das disposições de convenções de segurança social visadas no parágrafo 3 do artigo 6.º da Convenção, a menos que estas disposições sejam mencionadas no Anexo 5.

### TÍTULO II

#### Aplicação do título I da Convenção

##### Disposições gerais

#### Aplicação do artigo 10.º da Convenção

#### ARTIGO 7.º

1 — Se, tendo em conta as disposições do artigo 10.º da Convenção, o interessado preenche as condições exigidas para a admissão no seguro facultativo continuado em caso de invalidez, de velhice ou de morte (pensões) em vários regimes, nos termos da legislação de uma Parte Contratante, e se não esteve sujeito ao seguro obrigatório por um destes regimes devido ao seu último emprego, só pode beneficiar destas disposições para a admissão no seguro facultativo continuado no regime que poderia ter sido competente se tivesse ocupado, ao abrigo da legislação desta Parte, o emprego sujeito ao seguro de pensões que ocupou em último lugar ao abrigo da legislação de uma outra Parte Contratante. No caso em que o dito emprego não implicasse sujeição ao seguro obrigatório em virtude de legislação da primeira Parte ou se não é possível determinar a natureza deste emprego, a autoridade competente desta Parte ou a instituição por ela designada determina o regime em que o seguro facultativo pode ser continuado.

2 — Para beneficiar das disposições do artigo 10.º da Convenção, o interessado apresenta à instituição da Parte Contratante em causa um certificado relativo aos períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante, assim como, se for caso disso, aos períodos de residência cumpridos depois da idade de 16 anos ao abrigo da legislação de carácter não contributivo de qualquer outra Parte Contratante. Este certificado é passado, a pedido do interessado ou da dita instituição, pela instituição ou instituições junto das quais cumpriu os períodos em causa.

#### Aplicação do artigo 13.º da Convenção

#### ARTIGO 8.º

Quando o beneficiário de uma prestação devida nos termos da legislação de uma Parte Contratante

tem igualmente direito a prestações nos termos da legislação de uma ou de várias das outras Partes Contratantes são aplicáveis as seguintes regras:

- a) No caso em que a aplicação das disposições do parágrafo 2 do artigo 13.º da Convenção implicasse a redução, suspensão ou supressão concomitante destas prestações, nenhuma delas pode ser reduzida, suspensa ou suprimida num montante superior ao obtido, dividindo o montante sobre o qual incide a redução, suspensão ou supressão referida na legislação que atribui esta pensão pelo número de prestações sujeitas à redução, à suspensão ou à supressão a que o beneficiário tem direito;
- b) No entanto, se se tratar de pensões de invalidez, de velhice ou de morte (pensões) líquidas, de acordo com as disposições do artigo 29.º da Convenção pela instituição de uma Parte Contratante, esta instituição tem em conta as prestações, rendimentos e remunerações que conduzem à redução, suspensão ou supressão da prestação por ela devida, não partindo do cálculo do montante teórico visado nos parágrafos 2 e 3 do artigo 29.º da Convenção, mas exclusivamente pela redução, suspensão ou supressão do montante referido no parágrafo 4 ou no parágrafo 5 do dito artigo 29.º; no entanto, estas prestações, rendimentos ou remunerações só valem por uma fração do seu montante, determinada em proporção dos períodos cumpridos, de acordo com as disposições do parágrafo 4 do artigo 29.º da Convenção;
- c) Para a aplicação das disposições do parágrafo 2 do artigo 13.º da Convenção, as instituições competentes em causa comunicam entre si, a seu pedido, todas as informações apropriadas.
- d) Para aplicação das disposições do parágrafo 2 do artigo 13.º da Convenção, o câmbio oficial a tomar em consideração é o válido no primeiro dia do mês em que se efectua a última operação de liquidação ou, se for caso disso, aquele que for válido aquando do novo cálculo da pensão ou da renda.

#### ARTIGO 9.º

Se uma pessoa ou um membro da sua família pode pretender ao benefício das prestações de maternidade nos termos das legislações de duas ou várias Partes Contratantes, estas prestações são exclusivamente concedidas a título da legislação da Parte em cujo território teve lugar o parto, ou se o parto não teve lugar no território de uma dessas Partes, apenas nos termos da legislação a que esta pessoa esteve sujeita em último lugar.

#### ARTIGO 10.º

1 — No caso de falecimento ocorrido no território de uma Parte Contratante, só é mantido o direito ao subsídio por morte adquirido nos termos da legislação desta Parte, excluindo os direitos adquiridos

nos termos da legislação de qualquer outra Parte Contratante.

2 — No caso de falecimento ocorrido no território de uma Parte Contratante, enquanto o direito do subsídio por morte é adquirido exclusivamente nos termos das legislações de duas ou várias outras Partes Contratantes, ou em casos de falecimento ocorrido fora do território de qualquer Parte Contratante, enquanto este direito é adquirido nos termos das legislações de duas ou várias Partes Contratantes, só é mantido o direito adquirido, segundo a legislação da Parte Contratante a que uma pessoa abrindo direito ao subsídio por morte esteve sujeita em último lugar, excluindo quaisquer direitos adquiridos ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante.

#### ARTIGO 11.º

Se, no decorrer do mesmo período, duas ou várias pessoas têm direito a abonos de família ao abrigo das legislações de duas ou várias Partes Contratantes para os mesmos membros da família, a Parte Contratante a cuja legislação está sujeito o amparo principal da família é considerada como único Estado competente. No entanto, no caso de os abonos de família são devidos nos termos da legislação da Parte Contratante em cujo território residem ou são criados os filhos, devido ao exercício de um emprego ou de uma actividade profissional, esta Parte é considerada como único Estado competente.

### TÍTULO III

#### Aplicação do título II da Convenção

(Disposições relativas à legislação aplicável)

#### Aplicação dos parágrafos 1 e 2 do artigo 15.º da Convenção

##### ARTIGO 12.º

1 — Nos casos referidos na alínea a), i), do parágrafo 1 e na alínea a) do parágrafo 2 do artigo 15.º da Convenção, a instituição designada pela autoridade competente da Parte Contratante, cuja legislação se mantém aplicável, entrega ao trabalhador assalariado a seu pedido ou da sua entidade patronal, se as condições exigidas estão preenchidas, um certificado de destacamento atestando que se mantém sujeito a esta legislação.

2 — O acordo previsto na alínea a), ii), do parágrafo 1 do artigo 15.º da Convenção deve ser pedido pela entidade patronal. É necessária a concordância do trabalhador interessado caso a legislação da Parte Contratante referida no parágrafo precedente a preveja.

##### ARTIGO 13.º

Quando, em virtude da alínea b) ou da alínea c) do parágrafo 1 do artigo 15.º da Convenção, a legislação de uma Parte Contratante é aplicável a um trabalhador assalariado cuja entidade patronal não se encontra no território da dita Parte, esta legislação é aplicada como se este trabalhador estivesse

ocupado no lugar onde reside no dito território, nomeadamente com vista a determinar a instituição competente.

#### **Aplicação do artigo 17.º da Convenção**

##### **ARTIGO 14.º**

1 — As disposições do parágrafo 1 do artigo 17.º da Convenção permanecem aplicáveis até à data da opção prevista no parágrafo 2 do dito artigo 17.º

2 — O trabalhador assalariado que exerce o seu direito de opção informa disso a instituição competente da Parte Contratante em cujo território está empregado, assim como a instituição designada pela autoridade competente da Parte Contratante por cuja legislação optou, e simultaneamente a sua entidade patronal. Esta instituição informa disso, quando necessário, qualquer outra instituição desta última Parte de acordo com as directivas dadas pela autoridade competente desta Parte.

3 — A instituição designada pela autoridade competente da Parte competente por cuja legislação o trabalhador assalariado optou, entrega-lhe um certificado, atestando que se encontra sujeito à legislação desta Parte, enquanto estiver empregado na missão diplomática ou no posto consular em causa ou enquanto estiver ao serviço particular de agentes desta missão ou deste posto.

4 — Se o trabalhador assalariado optou pela aplicação da legislação da Parte Contratante, Estado credenciador ou Estado de origem as disposições desta legislação são aplicadas como se o trabalhador assalariado estivesse empregado no lugar onde o Governo da dita Parte tem a sua sede.

## **TÍTULO IV**

### **Totalização dos períodos de seguro e de residência**

#### **Aplicação dos artigos 10.º, 19.º, 28.º, 49.º e 51.º da Convenção**

##### **ARTIGO 15.º**

1 — Nos casos referidos nos artigos 10.º e 19.º, nos parágrafos 1 a 4 do artigo 28.º, no artigo 49.º e nos parágrafos 1 a 3 do artigo 51.º da Convenção, sem prejuízo, se for caso disso, das disposições do parágrafo 4 do artigo 28.º ou do parágrafo 3 do artigo 51.º da Convenção, a totalização dos períodos de seguro e de residência efectua-se de acordo com as seguintes regras:

a) Aos períodos de seguro ou de residência cumpridos ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante juntam-se os períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante, assim como, se for caso disso, os períodos de residência cumpridos depois da idade de 16 anos ao abrigo da legislação de carácter não contributivo de qualquer Parte Contratante, na medida em que seja necessário recorrer a estes para completar os períodos de seguro ou de residência cumpridos ao abrigo da legislação da primeira Parte, com vista à admissão, manutenção

ou recuperação do direito às prestações, desde que estes períodos não se sobreponham; se se trata de prestações de invalidez, de velhice ou de morte (pensões) a liquidar pelas instituições de duas ou várias Partes Contratantes de acordo com as disposições do artigo 29.º da Convenção, cada uma das instituições em causa procede separadamente a esta totalização, tendo em conta o conjunto dos períodos de seguro ou de residência cumpridos pelo interessado ao abrigo das legislações de todas as Partes Contratantes a que esteve sujeito;

- b) Quando um período de seguro cumprido a título de um seguro obrigatório ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante coincide com um período de seguro cumprido a título de um seguro voluntário ou facultativo continuado ao abrigo da legislação de uma outra Parte Contratante, só o primeiro é tomado em conta, sem prejuízo das disposições da segunda frase do parágrafo 2 do artigo 16.º da Convenção;
- c) Quando um período de seguro efectivo cumprido ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante coincide com um período assimilado a um período de seguro efectivo nos termos da legislação de uma outra Parte Contratante, só o primeiro é tomado em conta;
- d) Qualquer período assimilado a um período de seguro efectivo ao abrigo das legislações de duas ou várias Partes Contratantes, só é tomado em conta pela instituição da Parte a cuja legislação o interessado esteve sujeito a título obrigatório em último lugar antes do dito período; no caso de o interessado não ter estado sujeito a título obrigatório à legislação de uma destas Partes antes do dito período, esta é tomada em conta pela instituição da Parte a cuja legislação esteve sujeito a título obrigatório pela primeira vez depois do dito período;
- e) No caso de a época em que períodos de seguro foram cumpridos ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante não possa ser determinada de modo rigoroso, supõe-se que estes períodos não se sobreponham aos períodos cumpridos ao abrigo da legislação de uma outra Parte Contratante e são tomadas em conta na medida do necessário;
- f) No caso em que de acordo com a legislação de uma Parte Contratante, certos períodos de seguro só são considerados se forem cumpridos num determinado prazo, a instituição que aplica esta legislação só considera os períodos cumpridos ao abrigo da legislação de uma outra Parte Contratante se estes foram cumpridos no mesmo prazo.

2 — Os períodos de seguro cumpridos ao abrigo de regime de uma Parte Contratante à qual não se aplica a Convenção, mas que são tomadas em conta

por um regime da mesma Parte a que a Convenção é aplicável, são considerados como períodos de seguro a considerar para fins de totalização.

3 — Quando os períodos de seguro cumpridos ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante são expressos em unidades diferentes das utilizadas pela legislação de uma outra Parte Contratante, a conversão necessária para fins de totalização efectua-se de acordo com as regras seguintes:

a) Se o interessado esteve sujeito ao regime da semana de 6 dias:

- i) 1 dia equivale a 8 horas e inversamente;
- ii) 6 dias equivalem a uma semana e inversamente;
- iii) 26 dias equivalem a um mês e inversamente;
- iv) 3 meses ou 13 semanas ou 78 dias equivalem a um trimestre e inversamente;
- v) Pela conversão das semanas em meses e inversamente, as semanas e os meses são convertidos em dias;
- vi) A aplicação das regras precedentes não pode ter por efeito resultar, em relação ao conjunto dos períodos cumpridos durante um ano civil, um total superior a 312 dias ou 52 semanas ou 12 meses ou 4 trimestres;

b) Se o interessado foi submetido ao regime da semana de 5 dias:

- i) 1 dia equivale a 9 horas e inversamente;
- ii) 5 dias equivalem a uma semana e inversamente;
- iii) 22 dias equivalem a um mês e inversamente;
- iv) 3 meses ou 13 semanas ou 66 dias equivalem a um trimestre e inversamente;
- v) Para a conversão das semanas em meses e inversamente, as semanas e os meses convertem-se em dias;
- vi) A aplicação das regras precedentes não pode ter por efeito resultar em relação ao conjunto dos períodos cumpridos durante um ano, um total superior a 264 dias ou 52 semanas ou 12 meses ou 4 trimestres.

4 — Quando, nos termos da alínea b) do parágrafo 1 do presente artigo, períodos de seguro cumpridos a título de um seguro voluntário ou facultativo continuado ao abrigo da legislação de uma Parte Contratante, em matéria de invalidez, de velhice ou de morte (pensões) não são considerados para fins de totalização, as quotizações relativas a estes períodos são consideradas como destinadas a melhorar as prestações devidas nos termos da dita legislação. Se esta legislação prevê um seguro complementar as ditas quotizações são consideradas para o cálculo das prestações devidas ao abrigo desse regime.

## TÍTULO V

### Aplicação do título III da Convenção

(Disposições particulares para as diferentes categorias de prestações)

#### CAPÍTULO 1

##### Doença e maternidade

###### Aplicação do artigo 19.º da Convenção

###### ARTIGO 16.º

1 — Para beneficiar das disposições do artigo 19.º da Convenção, o interessado apresenta à instituição competente um certificado mencionando os períodos de seguro cumpridos ao abrigo de legislação da Parte Contratante à qual esteve sujeito anteriormente em último lugar e fornece todas as informações complementares exigidas pela legislação que esta instituição aplica.

2 — O certificado referido no parágrafo precedente é passado, a pedido do interessado, pela instituição competente em matéria de doença da Parte Contratante a cuja legislação esteve sujeito anteriormente em último lugar. Se o interessado não apresenta o dito certificado, a instituição competente dirige-se a esta instituição para o conseguir.

3 — Se for necessário considerar os períodos de seguro cumpridos anteriormente ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante para satisfazer as condições exigidas pela legislação do Estado competente, as disposições dos parágrafos precedentes do presente artigo são aplicáveis por analogia.

###### Aplicação do artigo 20.º da Convenção

###### ARTIGO 17.º

1 — Para beneficiar das prestações em espécie nos termos do artigo 20.º da Convenção, o interessado inscreve-se, assim como os membros da família, na instituição do lugar de residência, apresentando um certificado que atesta o direito a estas pensões, para ele próprio e para os membros da sua família. Este certificado é passado pela instituição competente, face às informações fornecidas, se for caso disso, pela entidade patronal. Se o interessado ou os membros da sua família não apresentam o dito certificado, a instituição do lugar de residência dirige-se à instituição competente para o obter.

2 — O certificado referido no parágrafo precedente mantém-se válido enquanto a instituição do lugar de residência não receber notificação da sua anulação.

3 — Se o interessado tem a qualidade de trabalhador sazonal, o certificado referido no parágrafo 1 do presente artigo é válido durante todo o período previsto do trabalho sazonal, a menos que a instituição competente notifique, entretanto, a sua anulação à instituição do lugar de residência.

4 — A instituição do lugar de residência avisa a instituição competente de qualquer inscrição a que tenha procedido de acordo com as disposições do parágrafo 1 do presente artigo.

5 — Na altura de qualquer pedido de prestações em espécie, o requerente apresenta os documentos

justificativos normalmente exigidos para a concessão de prestações em espécie, de acordo com a legislação da Parte Contratante em cujo território reside.

6 — No caso de hospitalização, a instituição do lugar de residência notifica a instituição competente, logo que disso tem conhecimento, sobre a data de entrada no estabelecimento hospitalar, a duração provável de hospitalização e a data de saída.

7 — O interessado ou os membros da sua família são obrigados a informar a instituição do lugar de residência de qualquer alteração na sua situação susceptível de modificar o direito às prestações em espécie nomeadamente qualquer abandono ou mudança de emprego, ou actividade profissional do interessado, ou ainda qualquer transferência da residência ou da estada deste ou de um membro da sua família. A instituição competente informa igualmente a instituição do lugar de residência da cessação de filiação ou do fim dos direitos do interessado às prestações. A instituição do lugar de residência pode pedir em qualquer altura à instituição competente que lhe forneça todas as informações relativas à filiação ou ao direito a prestações do interessado.

#### ARTIGO 18.º

Se se trata de trabalhadores fronteiriços ou de membros das suas famílias, os remédios, as ligaduras, os óculos, a pequena aparelhagem, as análises e os exames de laboratório só podem ser fornecidos ou efectuados no território da Parte Contratante onde lhes foram prescritos de acordo com as disposições da legislação desta Parte.

#### ARTIGO 19.º

1 — Para beneficiar das prestações pecuniárias em virtude da alínea b) do parágrafo 1 do artigo 20.º da Convenção, o interessado dirige-se à instituição do lugar de residência, num prazo de 3 dias, a contar do inicio da incapacidade do trabalho, apresentando um boletim de «baixa» ou, se a legislação aplicada pela instituição competente ou pela instituição do lugar de residência o prevê, um certificado de incapacidade para o trabalho, passado pelo médico assistente. Além disso é obrigado a apresentar quaisquer outros documentos exigidos nos termos da legislação do Estado competente, conforme a natureza das prestações requeridas.

2 — Sempre que os médicos assistentes do país de residência não passem certificados de incapacidades para o trabalho, o interessado dirige-se directamente à instituição do lugar de residência, no prazo fixado pela legislação que esta aplica. Esta instituição faz proceder imediatamente à constatação médica da incapacidade de trabalho e à emissão do certificado referido no parágrafo precedente.

3 — A instituição do lugar de residência transmite imediatamente à instituição competente os documentos referidos nos parágrafos precedentes do presente artigo, indicando a duração provável da incapacidade de trabalho.

4 — Logo que possível, a instituição do lugar de residência procede à fiscalização médica e administrativa do interessado e comunica imediatamente o resultado à instituição competente que conserva a

faculdade de mandar proceder ao exame do interessado, por um médico da sua escolha, a seu encargo. Se esta última instituição decide recusar as prestações, porque as regras de fiscalização não foram observadas pelo interessado, notifica-o desta decisão e simultaneamente dirige uma cópia à instituição do lugar de residência.

5 — O termo de incapacidade de trabalho é imediatamente notificado ao interessado pela instituição do lugar de residência que avisa imediatamente a instituição competente. Quando esta última instituição decide, por si própria, que o interessado se encontra de novo apto para o trabalho, notifica-o desta decisão e simultaneamente envia uma cópia à instituição do lugar de residência.

6 — Se, no mesmo caso, são fixadas duas datas diferentes respectivamente pela instituição do lugar de residência e pela instituição competente, para o termo da incapacidade de trabalho, é considerada a data fixada pela instituição competente.

7 — Quando o interessado retoma o trabalho deve avisar a instituição competente, se assim for previsto pela legislação que esta instituição aplica.

8 — A instituição competente paga as prestações pecuniárias por qualquer meio apropriado, nomeadamente por vale postal internacional, e disso avisa a instituição do lugar de residência. Se estas prestações são pagas pela instituição do lugar de residência por conta da instituição competente, a instituição competente informa o interessado dos seus direitos de acordo com as modalidades prescritas pela legislação que aplica e indica-lhe simultaneamente qual a instituição incumbida de pagar as referidas prestações. Simultaneamente, esta dá a conhecer à instituição do lugar de residência o montante das prestações, das datas em que devem ser pagas e a duração máxima da sua concessão tal como está previsto na legislação do Estado competente. A conversão do montante das prestações a pagar por esta última instituição é efectuada ao câmbio oficial válido no primeiro dia do mês em que estas prestações são pagas.

#### Aplicação do artigo 21.º da Convenção

#### ARTIGO 20.º

1 — Para beneficiar das prestações em espécie, para si próprio ou para os membros da família que o acompanham no seu destacamento, o trabalhador referido na alínea a), i), do parágrafo 1 ou na alínea a) do parágrafo 2 do artigo 15.º da Convenção apresenta à instituição do lugar de estada o certificado mencionado no parágrafo 1 do artigo 12.º do Acordo. Quando o referido trabalhador apresentou este certificado considera-se como preenchendo as condições de abertura do direito às prestações em espécie.

2 — Para beneficiar das prestações em espécie, para si próprio ou para os membros da família que o acompanham, o trabalhador referido na alínea b) do parágrafo 1 do artigo 15.º da Convenção, que se encontra a trabalhar no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente, apresenta no mais curto prazo à instituição do lugar de estada um atestado passado pela autoridade patronal ou por um seu mandatário no decorrer dos

2 meses civis precedentes. Este atestado indica, nomeadamente a data a partir da qual o interessado trabalha para a referida entidade patronal, assim como o nome e a sede da instituição competente; no entanto, se, nos termos da legislação do Estado competente, a entidade patronal não é suposta conhecer a instituição competente, o referido trabalhador indica por escrito o nome e a sede desta instituição, aquando da apresentação do pedido à instituição do lugar de estada. Quando apresentou este atestado, o trabalhador é considerado como preenchendo as condições de abertura com direito às prestações em espécie. Se não se pode dirigir à instituição do lugar de estada antes do tratamento médico, beneficia no entanto deste tratamento, mediante a apresentação do referido atestado, como se estivesse segurado nesta instituição.

3 — A instituição do lugar de estada dirige-se imediatamente à instituição competente para saber se o trabalhador referido no parágrafo 1 ou no parágrafo 2 do presente artigo, conforme o caso, ou os membros da família interessados preenchem as condições de abertura do direito às prestações em espécie. Aquela instituição deve conceder estas prestações até à recepção da resposta da instituição competente e, no máximo, durante um prazo de 30 dias.

4 — A instituição competente envia a sua resposta à instituição do lugar de estadia num prazo de 10 dias a seguir à recepção do pedido desta instituição. Se esta resposta é afirmativa, a instituição competente indica, se for caso disso, a duração máxima de concessão das prestações em espécie, tal como está previsto pela legislação aplicável, e a instituição do lugar de estadia continua a conceder as referidas prestações.

5 — Em substituição do certificado ou do atestado referidos respectivamente nos parágrafos 1 e 2 do presente artigo, o trabalhador pode apresentar à instituição do lugar de estadia o certificado referido no parágrafo 1 do artigo 21.º do Acordo. Neste caso, as disposições dos parágrafos precedentes do presente artigo não são aplicáveis.

6 — As disposições do parágrafo 6 do artigo 17.º do Acordo são aplicáveis por analogia.

#### ARTIGO 21.º

1 — Para beneficiar das prestações em espécie nos termos da alínea *a*, *i*), do parágrafo 1 do artigo 21.º da Convenção, salvo nos casos em que é invocado o pressuposto estabelecido nos parágrafos 1 e 2 do artigo 20.º do Acordo, o interessado apresenta à instituição do lugar de estada um certificado atestando que tem direito a estas prestações. Este certificado, passado pela instituição competente a pedido do interessado, antes de deixar o território da Parte Contratante onde reside, indica, nomeadamente, se for caso disso, a duração máxima de concessão das prestações em espécie, tal como é previsto na legislação do Estado competente. Se o interessado não apresenta o referido certificado, a instituição do lugar de estada dirige-se à instituição competente para o obter.

2 — As disposições do parágrafo 6 do artigo 17.º do Acordo são aplicáveis por analogia.

#### ARTIGO 22.º

1 — Para beneficiar das prestações em espécie referidas na alínea *b*, *i*), do parágrafo 1 do artigo 21.º da Convenção, o interessado apresenta à instituição do lugar de residência um certificado atestando que está autorizado a conservar o benefício destas prestações. Este certificado, passado pela instituição competente a pedido do interessado, antes da sua partida, indica, nomeadamente, se for caso disso, a duração máxima durante a qual as ditas pensões podem ainda ser concedidas, de acordo com as disposições de legislação do Estado competente. O certificado pode ser passado depois da partida do interessado, a pedido deste, quando não o pôde ser anteriormente por razões de força maior.

2 — As disposições do parágrafo 6 do artigo 17.º do Acordo são aplicáveis por analogia.

3 — As disposições dos parágrafos precedentes do presente artigo são aplicáveis por analogia, no caso referido na alínea *c*, *i*), do parágrafo 1 do artigo 21.º da Convenção.

#### ARTIGO 23.º

1 — As disposições do artigo 21.º ou do artigo 22.º do Acordo, se for caso disso, são aplicáveis por analogia à concessão das prestações em espécie aos membros da família referidos no parágrafo 3 do artigo 21.º da Convenção.

#### ARTIGO 24.º

1 — Para beneficiar das prestações pecuniárias nos termos da alínea *a*, *ii*), do parágrafo 1 do artigo 21.º da Convenção, o interessado dirige-se à instituição do lugar de estada, num prazo de 3 dias a partir do inicio da incapacidade de trabalho, apresentando, se a legislação aplicada pela instituição competente ou pela instituição do lugar de estada o prevê, um certificado de incapacidade para o trabalho passado pelo médico assistente e indicando além disso a sua morada no país onde se encontra, assim como o nome e a morada da instituição competente.

2 — Quando os médicos assistentes do país de estadia não passam certificados de incapacidade para o trabalho, são aplicáveis por analogia as disposições do parágrafo 2 do artigo 19.º do Acordo.

3 — A instituição do lugar de estadia transmite imediatamente à instituição competente os documentos referidos nos parágrafos precedentes do presente artigo, indicando nomeadamente a duração provável da incapacidade de trabalho.

4 — Se não se trata dos trabalhadores referidos na alínea *a*, *i*), do parágrafo 1 e na alínea *a*) do parágrafo 2 do artigo 15.º da Convenção, e se for medicamente verificado que o seu estado de saúde não os impede de voltarem para o território da Parte Contratante onde residem, a instituição do lugar de estada notifica-os imediatamente disso e dirige uma cópia desta notificação à instituição competente.

5 — Além disso, as disposições dos parágrafos 4 a 8 do artigo 19.º do Acordo são aplicáveis por analogia.

#### **Aplicação do parágrafo 4 do artigo 22.º da Convenção**

##### **ARTIGO 25.º**

1 — Para beneficiar das disposições do parágrafo 4 do artigo 22.º da Convenção, o interessado apresenta à instituição competente um atestado relativo aos membros da sua família que residam no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente. Este certificado é passado pela instituição do lugar de residência destes membros da família.

2 — O certificado referido no parágrafo precedente é válido durante um prazo de 12 meses a contar da data da sua emissão. Pode ser renovado; neste caso a duração da sua validade conta a partir da data da renovação. O interessado é obrigado a notificar imediatamente a instituição competente sobre qualquer alteração a introduzir neste certificado. Tal alteração tem efeito a contar do dia em que ocorreu o facto que a justifica.

3 — Em vez do certificado referido no parágrafo 1 do presente artigo, a instituição competente pode requerer ao interessado que forneça documentos de estado civil recentes relativos aos membros da sua família que residem no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente, se tais documentos forem normalmente passados pelas autoridades desta Parte.

#### **Aplicação do artigo 23.º da Convenção**

##### **ARTIGO 26.º**

As disposições do artigo 17.º do Acordo são aplicáveis por analogia à concessão das prestações em espécie aos desempregados e aos membros das suas famílias que residem no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente.

#### **Aplicação do artigo 24.º da Convenção**

##### **ARTIGO 27.º**

1 — Para beneficiar das prestações em espécie no território da Parte Contratante onde reside, ao abrigo do parágrafo 2 do artigo 24.º da Convenção, o titular de pensão ou de renda inscreve-se, assim como os membros da sua família, na instituição do lugar de residência, apresentando um certificado que atesta o direito às prestações em espécie, para si próprio e para os membros da sua família, nos termos da legislação ou de uma das legislações ao abrigo da qual uma pensão ou uma renda é devida.

2 — O certificado referido no parágrafo precedente é passado, a pedido do titular, pela instituição ou por uma das instituições devedoras de pensão ou de renda ou, se for caso disso, pela instituição habilitada a decidir sobre o direito às prestações em espécie, desde que o titular preencha as condições para ter direito às referidas prestações. Se o titular não apresenta este certificado, a instituição do lugar de residência dirige-se, para o obter, à instituição ou às instituições devedoras da pensão, ou de renda ou se

for caso disso, a qualquer outra instituição habilitada a passar o dito certificado. Enquanto aguarda a recepção deste certificado, a instituição do lugar de residência pode proceder a uma inscrição provisória do titular e dos membros da sua família, face aos documentos justificativos por ela admitidos. Esta inscrição só pode ser invocada contra a instituição a que incumbe o encargo das pensões em espécie quando tenha sido esta última quem emitiu o certificado.

3 — A instituição do lugar de residência avisa a instituição que emitiu o certificado referido no parágrafo 1 do presente artigo de qualquer inscrição a que tenha procedido, de acordo com as disposições deste mesmo parágrafo.

4 — Aquando de qualquer pedido de prestações em espécie, a instituição do lugar de residência pode exigir do titular a prova de que tem ainda direito a uma pensão ou renda, através do recibo do vale postal correspondente ao último pagamento efectuado.

5 — O titular ou os membros da sua família são obrigados a informar a instituição do lugar de residência de qualquer mudança na sua situação susceptível de alterar o direito às prestações em espécie, nomeadamente qualquer suspensão ou supressão da pensão ou da renda e qualquer transferência da sua residência. As instituições em causa informam igualmente a instituição do lugar de residência de qualquer alteração de que tenham conhecimento.

##### **ARTIGO 28.º**

1 — Para beneficiar das prestações em espécie no território da Parte Contratante onde residem, nos termos do parágrafo 4 do artigo 24.º da Convenção, os membros da família de um titular da pensão ou renda inscrevem-se na instituição do lugar da sua residência, apresentando os documentos justificativos normalmente exigidos ao abrigo da legislação que esta instituição aplica, para a concessão de tais prestações aos membros da família de um titular de pensão ou renda, assim como um certificado análogo ao referido no parágrafo 1 do artigo 27.º do Acordo. A referida instituição avisa a instituição do lugar de residência do titular de qualquer inscrição a que tenha procedido de acordo com as disposições do presente parágrafo.

2 — Aquando de qualquer pedido de prestações em espécie, os membros da família apresentam à instituição do lugar da sua residência um certificado atestando que o titular tem direito às prestações em espécie para si próprio e para os membros da sua família; este certificado, passado pela instituição do lugar de residência do titular, mantém-se válido até a instituição do lugar de residência dos membros da família receber notificação da sua anulação.

3 — A instituição do lugar de residência do titular informa a instituição do lugar de residência dos membros da família da suspensão ou supressão da pensão ou renda e de qualquer transferência da residência do titular. A instituição do lugar de residência dos membros da família pode pedir, em qualquer momento, à instituição do lugar de residência do titular que lhe forneça todas as informações relativas aos direitos às prestações deste último.

4 — Os membros da família são obrigados a informar a instituição do lugar da sua residência de qualquer mudança na sua situação susceptível de modificar o direito às prestações em espécie, nomeadamente qualquer transferência da sua residência.

#### ARTIGO 29.º

1 — Para beneficiar das prestações em espécie nos termos do parágrafo 6 do artigo 24.º da Convenção, o titular da pensão ou renda apresenta à instituição do lugar de estada um certificado que atesta o seu direito a essas prestações. Este certificado, passado pela instituição do lugar de residência do titular, antes de abandonar o território da Parte Contratante onde reside, indica nomeadamente, se for caso disso, a duração máxima de concessão das prestações em espécie, como está previsto pela legislação desta Parte. Se o titular não apresenta o referido certificado, a instituição do lugar de estada dirige-se à instituição do lugar de residência para o obter.

2 — As disposições do parágrafo 6 do artigo 17.º do Acordo são aplicáveis por analogia. Neste caso, a instituição do lugar de residência do titular é considerada como a instituição competente.

3 — As disposições dos parágrafos precedentes do presente artigo são aplicáveis por analogia para a concessão das prestações em espécie aos membros da família referidas no parágrafo 6 do artigo 24.º da Convenção.

4 — Se as formalidades previstas nos parágrafos precedentes do presente artigo não puderem ser cumpridas durante a estadia do interessado no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente, as disposições do artigo 20.º do Acordo são aplicáveis por analogia.

#### Aplicação dos artigos 21.º e 24.º da Convenção

#### ARTIGO 30.º

Se as formalidades previstas nos parágrafos 1, 2 e 5 do artigo 20.º e nos artigos 21.º e 22.º do Acordo não puderam ser cumpridas durante a estadia do interessado do território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente, as despesas efectuadas são reembolsadas, a pedido do interessado, pela instituição competente, de acordo com as tabelas de reembolso aplicadas pela instituição do lugar de estada. A instituição do lugar de estada fornece à instituição competente que o peça as indicações necessárias sobre estas tabelas.

#### Aplicação do parágrafo 3 do artigo 25.º da Convenção

#### ARTIGO 31.º

Para aplicação das disposições do parágrafo 3 do artigo 25.º da Convenção, a instituição de uma Parte Contratante solicitada a conceder prestações dirige-se, se houver necessidade, à instituição de uma outra Parte Contratante, para obter as informações relativas ao período durante o qual esta última instituição já concedeu prestações para o mesmo caso de doença ou de maternidade.

## CAPÍTULO 2

### Invalidez, velhice e morte (pensões)

#### Aplicação dos artigos 27.º a 37.º da Convenção

#### Apresentação e instrução dos pedidos de prestações

#### ARTIGO 32.º

1 — Para beneficiar das prestações nos termos dos artigos 28.º a 34.º da Convenção, o requerente dirige um pedido à instituição do lugar de residência, de acordo com as modalidades previstas pela legislação aplicável por esta instituição. Se o requerente ou o falecido não esteve sujeito a esta legislação, a instituição do lugar de residência transmite o pedido à instituição da Parte Contratante a cuja legislação o requerente ou o falecido esteve sujeito em último lugar, indicando a data em que o pedido foi apresentado. Esta data é considerada como a data de apresentação do pedido junto desta última instituição.

2 — Quando o requerente reside no território de uma Parte Contratante a cuja legislação ele próprio ou o falecido não esteve sujeito pode dirigir o seu pedido à instituição da Parte Contratante a cuja legislação ele próprio ou o falecido esteve sujeito em último lugar.

#### ARTIGO 33.º

A apresentação dos pedidos referidos no artigo 32.º do Acordo está sujeita às regras seguintes:

- a) O pedido deve ser acompanhado dos documentos justificativos exigidos e efectuado através dos formulários previstos:
  - i) Quer pela legislação da Parte Contratante em cujo território reside o requerente, no caso referido no parágrafo 1 do artigo 32.º;
  - ii) Quer pela legislação da Parte Contratante a que o requerente ou o falecido esteve sujeito em último lugar, no caso referido no parágrafo 2 do artigo 32.º;
- b) A exactidão das informações dadas pelo requerente deve ser estabelecida por documentos oficiais anexos ao formulário de pedido, ou confirmada pelos órgãos competentes da Parte Contratante em cujo território reside;
- c) O requerente deve indicar, na medida do possível, quer a instituição ou as instituições de seguro de invalidez, velhice ou morte (pensões) de qualquer Parte Contratante a cuja legislação ele próprio ou o falecido esteve sujeito, quer a entidade ou entidades patronais pelas quais o próprio ou o falecido foi ocupado no território de qualquer Parte Contratante, apresentando os certificados de trabalho em sua posse.

#### ARTIGO 34.º

Para beneficiar das disposições do parágrafo 3 do artigo 30.º da Convenção, o requerente apresenta um certificado relativo aos membros da sua família

que residem no território de uma Parte Contratante que não seja aquela onde se encontra a instituição encarregue de liquidar as prestações. Este certificado é passado, quer pela instituição do lugar de residência destes membros da família competente em matéria de doença, que por uma outra instituição designada pela autoridade competente da Parte Contratante em cujo território estes membros da família residem. As disposições dos parágrafos 2 e 3 do artigo 25.º do Acordo são aplicáveis por analogia.

#### ARTIGO 35.º

Para determinar o grau de invalidez, a instituição de uma Parte Contratante toma em consideração todas as informações de ordem médica e administrativa recolhidas pela instituição de qualquer outra Parte Contratante. No entanto, cada instituição tem o direito de mandar examinar o requerente por um médico da sua escolha, a seu próprio encargo.

#### ARTIGO 36.º

1 — Os pedidos de prestações são instruídos pela instituição em causa à qual foram dirigidos ou comunicados, conforme o caso, ao abrigo das disposições do artigo 32.º do Acordo. Esta instituição é designada pelo termo «instituição de instrução».

2 — A instituição de instrução notifica imediatamente os pedidos de prestações a todas as instituições em causa, para que estes pedidos possam ser examinados simultaneamente e imediatamente por estas.

#### ARTIGO 37.º

1 — Para a instrução dos pedidos de prestações, a instituição de instrução utiliza um formulário que inclui nomeadamente a relação e a recapitulação dos períodos de seguro ou de residência cumpridos pelo próprio interessado ou pelo falecido ao abrigo das legislações de todas as Partes Contratantes em causa.

2 — A transmissão deste formulário à instituição de qualquer outra Parte Contratante equivale à transmissão dos documentos justificativos.

#### ARTIGO 38.º

1 — A instituição de instrução refere, no formulário referido no parágrafo 1 do artigo 37.º do Acordo, os períodos de seguro ou de residência cumpridos ao abrigo da legislação que aplica, e envia um exemplar deste formulário à instituição de seguro de invalidez, velhice ou morte (pensões) de qualquer Parte Contratante por cuja legislação o interessado ou o falecido esteve sujeito, acrescentando, em caso de necessidade, os certificados de trabalho apresentados pelo requerente.

2 — Se só existe uma instituição em causa esta instituição preenche o formulário que lhe foi enviado, de acordo com as disposições do parágrafo precedente, com a indicação dos períodos de seguro ou de residência cumpridos ao abrigo da legislação que aplica. Esta instituição determina em seguida os direitos abertos a título desta legislação, tendo em conta as disposições do artigo 28.º da Convenção, e

menciona neste formulário o montante teórico e o montante efectivo da prestação, calculados de acordo com as disposições dos parágrafos 2, 3, 4 ou 5 do artigo 29.º da Convenção assim como, se for caso disso, o montante da prestação a que o requerente poderia ter direito, sem aplicação dos artigos 28.º a 33.º da Convenção só a título dos períodos cumpridos ao abrigo da legislação que aplica. A indicação das vias e prazos de recurso é mencionada no dito formulário, que é devolvido à instituição de instrução.

3 — Se existem duas ou várias outras instituições em causa, cada uma delas preenche o formulário que lhe foi enviado, de acordo com as disposições do parágrafo 1 do presente artigo, indicando os períodos de seguro ou de residência cumpridos ao abrigo da legislação que aplica, e devolve-o à instituição de instrução. Esta instituição envia o formulário assim preenchido a todas as instituições em causa; cada uma destas instituições determina os direitos abertos ao abrigo da legislação que aplica, tendo em conta as disposições do artigo 28.º da Convenção, e menciona neste formulário o montante teórico e o montante efectivo da prestação, calculados de acordo com as disposições dos parágrafos 2, 3, 4 ou 5 do artigo 29.º da Convenção assim como, se for caso disso, o montante da prestação a que o requerente poderia ter direito sem aplicação das disposições dos artigos 28.º a 33.º da Convenção só a título dos períodos cumpridos ao abrigo da legislação que aplica. A indicação das vias e dos prazos de recurso é mencionada no referido formulário, que é devolvido à instituição de instrução.

4 — Quando a instituição de instrução está na posse do conjunto das informações referidas no parágrafo 2 ou no parágrafo 3 do presente artigo, esta instituição determina por sua vez os direitos que se abrem a título da legislação que aplica, tendo em conta as disposições do artigo 28.º da Convenção, e calcula o montante teórico e o montante efectivo das prestações que deve, de acordo com as disposições dos parágrafos 2, 3, 4 ou 5 do artigo 29.º da Convenção, assim como, se for caso disso, o montante da prestação a que o requerente poderia ter direito sem a aplicação das disposições dos artigos 28.º a 33.º da Convenção, só a título dos períodos cumpridos ao abrigo da legislação que aplica.

5 — Logo que a instituição de instrução, ao receber as informações referidas nos parágrafos 2 ou 3 do presente artigo, verifica que se devem aplicar as disposições dos parágrafos 2 ou 3 do artigo 31.º, dos parágrafos 2, 4 ou 5 do artigo 32.º ou do parágrafo 1 do artigo 34.º da Convenção, notifica de tal facto as outras instituições em causa.

#### ARTIGO 39.º

1 — Se a instituição de instrução verifica que o requerente tem direito a prestações ao abrigo da legislação que aplica, sem que seja necessário recorrer aos períodos de seguro ou de residência cumpridos ao abrigo das legislações das outras Partes Contratantes a que o interessado ou o falecido esteve sujeito, paga-lhe imediatamente estas prestações a título provisório.

2 — Qualquer instituição habilitada, de acordo com as disposições do parágrafo 5 do artigo 29.º da

Convenção, a proceder ao cálculo directo das prestações ou elementos de prestações que deve ao beneficiário, paga-lhe imediatamente estas prestações. Se se trata de uma instituição que não a de instrução, e que paga as referidas prestações directamente ao beneficiário, ela visa imediatamente de tal facto a instituição de instrução e reserva o montante dos eventuais pagamentos em atraso, em aplicação do parágrafo 7 do presente artigo, a favor de qualquer instituição que tenha pago quantias em excesso.

3 — No caso em que a instituição de instrução paga prestações nos termos do parágrafo 1 do presente artigo, deduz, se for caso disso, o montante destas prestações do montante das prestações pagas por qualquer outra instituição, nos termos do parágrafo precedente, logo que tenha conhecimento de tal facto.

4 — Se, no decorrer da instrução do pedido, uma das instituições em causa, que não seja a instituição de instrução, verifica que o requerente tem direito a prestações ao abrigo da legislação que aplica, sem que seja necessário recorrer aos períodos de seguro ou de residência cumpridos ao abrigo das legislações das outras Partes Contratantes a que o interessado ou o falecido esteve sujeito, comunica imediatamente tal facto à instituição de instrução, a qual paga imediatamente o montante destas prestações ao beneficiário, a título provisório por conta da primeira instituição, sem prejuízo, se for caso disso, das disposições dos parágrafos 2 e 3 do presente artigo.

5 — No caso em que a instituição de instrução deva pagar as prestações em virtude do parágrafo 1 e do parágrafo 4 do presente artigo, só pagará o montante da prestação mais elevada, sem prejuízo, se for caso disso, das disposições dos parágrafos 2 e 3 do presente artigo.

6 — No caso em que a instituição de instrução não paga prestações de acordo com os parágrafos 1, 2 ou 4 do presente artigo, e nos casos em que possam ocorrer atrasos, paga ao interessado um adiantamento a recuperar, cujo montante é determinado de acordo com as disposições dos parágrafos 1 a 4 do artigo 29.º da Convenção.

7 — Aquando da regularização definitiva do pedido de prestações, a instituição de instrução e as outras instituições interessadas procedem à regularização das contas correspondendo às prestações pagas a título provisório e aos adiantamentos concedidos de acordo com as disposições dos parágrafos 1, 3, 4, 5 ou 6 do presente artigo. As quantias pagas em excesso a este título, pelas ditas instituições, podem ser deduzidas do montante dos pagamentos em atraso que devem pagar ao interessado.

#### ARTIGO 40.º

1 — No caso referido no parágrafo 2 do artigo 34.º da Convenção, a instituição de instrução calcula e notifica a todas as instituições em causa o montante definitivo do complemento que cada uma destas instituições deve pagar.

2 — Para a aplicação das disposições do artigo 34.º da Convenção, a conversão dos montantes expressos em várias moedas nacionais é efectuada ao câmbio oficial válido no primeiro dia do mês em que se verificou a última operação de liquidação da prestação.

#### ARTIGO 41.º

Para a aplicação das disposições dos parágrafos 2 e 3 do artigo 33.º da Convenção, as disposições dos artigos 38.º e 40.º do Acordo são aplicáveis por analogia.

#### ARTIGO 42.º

1 — Cada uma das instituições em causa comunica ao requerente a decisão tomada sobre o seu pedido de prestações logo que esta decisão é considerada definitiva, após consulta à instituição de instrução, e comunica-a simultaneamente a esta última instituição. Qualquer decisão deve mencionar o carácter parcial da liquidação ocorrida e conter a indicação das vias e prazos de recurso previstos na legislação considerada.

2 — Depois da regularização definitiva do pedido de prestações, a instituição de instrução reúne e comunica ao requerente o conjunto das decisões tomadas pelas instituições em causa.

#### ARTIGO 43.º

Com vista a acelerar a liquidação das prestações, são aplicáveis as regras seguintes:

- a) Quando uma pessoa, anteriormente sujeita à legislação de uma ou de várias Partes Contratantes, está sujeita à legislação de uma outra Parte Contratante, a instituição competente desta última Parte dirige-se ao organismo de ligação da outra ou das outras Partes Contratantes para obter todas as informações relativas, nomeadamente, às instituições em que o interessado esteve inscrito e, se for caso disso, aos números de matrícula que lhe foram atribuídos;
- b) As instituições em causa procedem, na medida do possível, mediante requerimento do interessado ou da instituição em que está inscrito, à reconstituição da sua carreira, a partir da data que preceder de um ano aquela em que atinge a idade de admissão à pensão de velhice.

#### Fiscalização administrativa e médica

#### ARTIGO 44.º

1 — Quando um beneficiário de:

- a) Prestações de invalidez;
- b) Prestações de velhice concedidas em caso de inaptidão para o trabalho;
- c) Prestações de velhice concedidas aos desempregados idosos;
- d) Prestações de velhice concedidas em caso de cessação da actividade profissional;
- e) Prestações de sobrevivência concedidas em caso de invalidez ou inaptidão para o trabalho;
- f) Prestações concedidas na condição de os recursos do beneficiário não excederem um limite prescrito, se encontra ou reside no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente, a fiscalização administrativa e médica é efectuada, a

pedido da instituição competente, pela instituição do lugar de estada ou de residência, de acordo com as modalidades previstas pela legislação que esta última instituição aplica. No entanto, a instituição competente mantém a faculdade de mandar proceder ao exame do beneficiário por um médico da sua escolha, a seu próprio encargo.

2 — Se em consequência da fiscalização referida no parágrafo precedente se verifica que o beneficiário está ocupado ou que dispõe de recursos que excedem o limite prescrito, a instituição do lugar de estada ou de residência é obrigada a dirigir um relatório à instituição competente que pediu a fiscalização. Este relatório menciona as informações exigidas pela instituição competente, conforme o caso, e indica, nomeadamente, a natureza do emprego ocupado, o montante dos salários ou recursos de que o interessado dispôs no decurso do último trimestre imediatamente anterior, a remuneração normal recebida na mesma região por um trabalhador da categoria profissional a que pertencia o interessado, na profissão que exercia antes de se tornar inválido, no decurso de um período de referência a determinar pela instituição competente, assim como, se for caso disso, o parecer de um médico sobre o estado de saúde do interessado.

#### ARTIGO 45.º

Quando, depois da suspensão das prestações de que beneficiava, o interessado recupera o seu direito a prestações, enquanto reside no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente, as instituições em causa trocam entre si todas as informações úteis, com vista a recomeçar o pagamento das referidas prestações.

### Pagamento das prestações

#### ARTIGO 46.º

1 — Se a instituição devedora de uma Parte Contratante não paga directamente as prestações devidas aos beneficiários que residem no território de uma outra Parte Contratante, o pagamento destas prestações é efectuado, a pedido da instituição devedora, pelo organismo de ligação desta última Parte ou pela instituição do lugar de residência, de acordo com as modalidades previstas nos artigos 47.º a 51.º do Acordo; se a instituição devedora paga directamente as prestações a estes beneficiários, notifica deste facto a instituição do lugar de residência.

2 — As disposições de acordos anteriores, relativas ao pagamento das prestações e aplicáveis no dia precedente à entrada em vigor do Acordo, Mantêm-se aplicáveis, na medida em que estejam mencionadas no anexo 5.

#### ARTIGO 47.º

A instituição devedora de prestações envia em 2 exemplares, ao organismo de ligação da Parte Contratante em cujo território reside o beneficiário ou à instituição do lugar de residência, designados pelo termo «organismo pagador», uma nota discriminató-

ria dos montantes a pagar, que deve chegar a este organismo o mais tardar 20 dias antes da data de vencimento das prestações.

#### ARTIGO 48.º

1 — Dez dias antes da data de vencimento das prestações, a instituição devedora fornece, na moeda da Parte Contratante em cujo território se encontra, a quantia necessária ao pagamento dos montantes mencionados na nota discriminativa prevista no artigo 47.º do Acordo. O pagamento é efectuado junto do banco nacional ou de um outro banco desta Parte, na conta aberta em nome do banco nacional ou de um outro banco da Parte Contratante em cujo território se encontra o organismo pagador, à ordem deste organismo. Este pagamento é liberatório. A instituição devedora dirige simultaneamente ao organismo pagador um aviso de pagamento.

2 — O banco onde existe a conta em que o pagamento foi efectuado credita o organismo pagador do contravalor do pagamento na moeda da Parte Contratante em cujo território se encontra este organismo.

3 — O nome e a sede dos bancos referidos no parágrafo 1 do presente artigo são mencionados no anexo 6.

#### ARTIGO 49.º

1 — Os montantes a pagar mencionados na nota discriminativa prevista no artigo 47.º do Acordo são pagos ao beneficiário pelo organismo pagador, por conta da instituição devedora. Estes pagamentos são efectuados de acordo com as modalidades previstas pela legislação aplicada pelo organismo pagador.

2 — A quantia a pagar ao beneficiário é convertida na moeda da Parte Contratante em cujo território ele reside ao câmbio a que a quantia paga, de acordo com as disposições do artigo 48.º do Acordo, foi creditada ao organismo pagador.

3 — Logo que o organismo pagador ou qualquer outro organismo por ele designado tem conhecimento de uma circunstância que justifica a suspensão ou a supressão das prestações, cessa qualquer pagamento. Procede do mesmo modo quando o beneficiário transfere a sua residência para o território de uma Parte Contratante diferente daquela onde se encontra o organismo pagador.

4 — O organismo pagador avisa a instituição devedora de qualquer motivo de não pagamento e indica-lhe, dado o caso, a data de qualquer ocorrência que o justifica.

#### ARTIGO 50.º

1 — Os pagamentos referidos no parágrafo 1 do artigo 49.º do Acordo são objecto de um apuramento no fim de cada período de pagamento, para determinar os montantes efectivamente pagos aos beneficiários ou aos seus representantes legais ou mandatários, assim como os montantes não pagos.

2 — O montante total, determinado em algarismos e por extenso, na moeda da Parte Contratante em cujo território se encontra a instituição devedora, é certificado de acordo com os pagamentos realizados pelo organismo pagador e leva a assinatura do representante deste organismo.

3 — O organismo pagador fica por fiador da regularidade dos pagamentos realizados.

4 — A diferença entre as quantias pagas pela instituição devedora, expressas na moeda da Parte Contratante em cujo território se encontra, e o valor, expresso na mesma moeda, dos pagamentos justificados pelo organismo pagador é creditada em conta das quantias a pagar ulteriormente pelo mesmo motivo pela instituição devedora.

#### ARTIGO 51.º

As despesas referentes ao pagamento das prestações, nomeadamente as despesas de correio e bancárias, podem ser recuperadas dos beneficiários pelo organismo pagador, nas condições previstas pela legislação que este organismo aplica.

#### ARTIGO 52.º

Quando o beneficiário de prestações devidas nos termos da legislação de uma ou de várias Partes Contratantes transfere a sua residência do território de uma Parte Contratante para o território de uma outra Parte Contratante é obrigado a notificar a instituição ou as instituições devedoras destas prestações e, se for caso disso, o organismo pagador.

### CAPÍTULO 3

#### Acidentes do trabalho e doenças profissionais

##### Disposições gerais

##### Aplicação do artigo 38.º da Convenção

#### ARTIGO 53.º

1 — Para beneficiar das prestações em espécie referidas na alínea a) do parágrafo 1 do artigo 38.º da Convenção, o trabalhador apresenta à instituição do lugar de residência um certificado que atesta o seu direito a estas prestações. Este certificado é emitido pela instituição competente, face às informações fornecidas pela entidade patronal, se for caso disso. Além disso, se a legislação do Estado competente o prevê, o trabalhador apresenta à instituição do lugar de residência um aviso de recepção da declaração de acidente do trabalho ou de doença profissional. Se não apresenta esses documentos, a instituição do lugar de residência dirige-se à instituição competente para os obter e, entretanto, concede-lhe prestações em espécie de doença, desde que ele tenha direito a tais prestações.

2 — O certificado referido no parágrafo precedente mantém-se válido até a instituição do lugar de residência receber notificação da sua anulação.

3 — Se o trabalhador é um trabalhador sazonal, o certificado referido no parágrafo 1 do presente artigo é válido durante todo o período previsto para o trabalho sazonal, a menos que a instituição competente notifique entretanto a sua anulação à instituição do lugar de residência.

4 — Quando de qualquer pedido de prestações em espécie, o trabalhador apresenta os documentos justificativos normalmente exigidos para a concessão das prestações em espécie nos termos da legislação da Parte Contratante em cujo território reside.

5 — No caso de hospitalização, a instituição do lugar de residência notifica a instituição competente, logo que disso tem conhecimento, sobre a data de entrada no estabelecimento hospitalar, a duração provável da hospitalização e a data de saída.

6 — O trabalhador é obrigado a informar a instituição do lugar de residência de qualquer mudança na sua situação susceptível de modificar o direito às prestações em espécie, nomeadamente qualquer abandono ou mudança de emprego ou de actividade profissional ou qualquer transferência de residência ou de estada. A instituição competente informa igualmente a instituição do lugar de residência da cessação dos direitos do trabalhador às prestações. A instituição do lugar de residência pode pedir a qualquer momento à instituição competente que lhe forneça todas as informações relativas aos direitos do trabalhador às prestações.

7 — Se se trata de trabalhadores fronteiriços, os medicamentos, as ligaduras, os óculos, a pequena aparelhagem, as análises e exames de laboratório só podem ser fornecidos ou efectuados no território da Parte Contratante onde foram prescritos, de acordo com as disposições da legislação desta Parte.

#### ARTIGO 54.º

1 — Para beneficiar das prestações pecuniárias, que não sejam as rendas, nos termos da alínea b) do parágrafo 1 do artigo 38.º da Convenção, o trabalhador dirige-se à instituição do lugar de residência, num prazo de 3 dias, a partir do início da incapacidade de trabalho, apresentando um aviso de baixa ou, se a legislação aplicada pela instituição competente ou pela instituição do lugar de residência o prevê, um certificado de incapacidade de trabalho passado pelo médico assistente. Além disso é obrigado a apresentar todos os outros documentos exigidos pela legislação do Estado competente, conforme a natureza das prestações pedidas.

2 — Quando os médicos assistentes do país de residência não passam certificado de incapacidade de trabalho, o trabalhador dirige-se directamente à instituição do lugar de residência, no prazo fixado pela legislação que esta aplica. Esta instituição manda proceder imediatamente à verificação médica da incapacidade de trabalho e à emissão do certificado referido no parágrafo precedente.

3 — A instituição do lugar de residência transmite imediatamente à instituição competente os documentos referidos nos parágrafos precedentes do presente artigo, indicando a duração provável da incapacidade de trabalho.

4 — Logo que possível, a instituição do lugar de residência procede à fiscalização médica e administrativa do trabalhador, como se se tratasse de um seu segurado, e comunica imediatamente os resultados da fiscalização à instituição competente, que tem o direito de mandar proceder ao exame do interessado, por um médico da sua escolha, a seu próprio encargo. Se esta última instituição decide recusar as prestações porque as regras da fiscalização não foram observadas pelo trabalhador, notifica-lhe esta decisão e dirige simultaneamente cópia desta decisão à instituição do lugar de residência.

5 — O termo da incapacidade de trabalho é notificado ao trabalhador pela instituição do lugar de

residência, que disso avisa imediatamente a instituição competente. Quando esta última instituição decide por si própria que o trabalhador está novamente apto ao trabalho, notifica-o desta decisão e dirige simultaneamente cópia desta decisão à instituição do lugar de residência.

6 — Se, no mesmo caso, são fixadas 2 datas diferentes para o termo da incapacidade de trabalho, respectivamente pela instituição do lugar de residência e pela instituição competente, considera-se a data fixada pela instituição competente.

7 — Quando o trabalhador retorna o trabalho, avisa a instituição competente de tal facto, se assim estiver previsto na legislação que esta instituição aplica.

8 — A instituição competente paga as prestações pecuniárias por todos os meios apropriados, nomeadamente por vale postal internacional, e avisa de tal facto a instituição do lugar de residência. Se estas prestações são pagas pela instituição do lugar de residência por conta da instituição competente, a instituição competente informa o trabalhador dos seus direitos, de acordo com as modalidades prescritas pela legislação aplicável, e indica-lhe ao mesmo tempo qual a instituição que tem o encargo do pagamento das referidas prestações. Simultaneamente dá a conhecer à instituição do lugar de residência o montante das prestações, as datas em que devem ser pagas e a duração máxima da sua concessão, tal como a legislação do Estado competente o prevê. A conversão do montante das prestações a pagar por esta última instituição é efectuada ao câmbio oficial válido no primeiro dia do mês em que estas prestações são pagas.

#### **Aplicação do artigo 40.º da Convenção**

##### **ARTIGO 55.º**

1 — Para beneficiar das prestações em espécie, o trabalhador referido na alínea a), i), do parágrafo 1 ou na alínea a) do parágrafo 2 do artigo 15.º da Convenção apresenta à instituição do lugar de estada o certificado previsto no parágrafo 1 do artigo 12.º do Acordo. Quando o referido trabalhador apresentou este certificado, é considerado como preenchendo as condições para ter direito às prestações em espécie.

2 — Para beneficiar das prestações em espécie, o trabalhador referido na alínea b), i), do parágrafo 1 do artigo 15.º da Convenção, que se encontra no exercício do seu emprego no território de uma Parte Contratante que não seja o do Estado competente, apresenta o mais rapidamente possível à instituição do lugar de estada um atestado passado pela entidade patronal ou pelo seu mandatário no decurso dos 2 meses civis precedentes. Este atestado indica nomeadamente a data a partir da qual o interessado trabalha por conta dessa entidade patronal, assim como o nome e a sede da instituição competente. Quando o trabalhador apresentou este atestado, considera-se que preenche as condições de abertura do direito às prestações em espécie. Se não se pode dirigir à instituição do lugar de estada antes do tratamento médico, beneficia no entanto deste tratamento, ao apresentar o referido atestado, como se estivesse inscrito nesta instituição.

3 — A instituição do lugar de estada dirige-se imediatamente à instituição competente para saber se o trabalhador referido no parágrafo 1 ou no parágrafo 2 do presente artigo, conforme o caso, preenche as condições de abertura do direito às prestações em espécie. Ela é obrigada a conceder estas prestações até recepção da resposta da instituição competente e no máximo durante um prazo de 30 dias.

4 — A instituição competente dirige a sua resposta à instituição do lugar de estada num prazo de 10 dias a seguir à recepção do pedido desta instituição. Se esta resposta é afirmativa, a instituição competente indica, se for caso disso, a duração máxima de concessão das prestações em espécie ao abrigo da legislação aplicável, e a instituição do lugar da estada continua a conceder as referidas prestações.

5 — Em substituição do certificado ou do atestado referidos respectivamente nos parágrafos 1 e 2 do presente artigo, o trabalhador pode apresentar à instituição do lugar de estada o certificado referido no parágrafo 1 do artigo 56.º do Acordo. Neste caso, as disposições dos parágrafos precedentes do presente artigo não são aplicáveis.

6 — As disposições do parágrafo 5 do artigo 53.º do Acordo são aplicáveis por analogia.

##### **ARTIGO 56.º**

1 — Para beneficiar das prestações em espécie, nos termos da alínea a), i), do parágrafo 1 do artigo 40.º da Convenção, salvo nos casos em que é invocado o pressuposto estabelecido nos parágrafos 1 e 2 do artigo 55.º do Acordo, o trabalhador apresenta à instituição do lugar de estada um certificado que atesta o seu direito a estas prestações. Este certificado, passado pela instituição competente, a pedido do trabalhador, antes de este deixar o território da Parte Contratante onde reside, indica, nomeadamente, se for caso disso, a duração máxima de concessão das prestações em espécie, como é previsto pela legislação do Estado competente. Se o trabalhador não apresenta o referido certificado, a instituição do lugar de estada dirige-se à instituição competente para o obter.

2 — As disposições do parágrafo 5 do artigo 53.º do Acordo são aplicáveis por analogia.

##### **ARTIGO 57.º**

1 — Para beneficiar das prestações em espécie referidas na alínea b), i), do parágrafo 1 do artigo 40.º da Convenção, o trabalhador apresenta à instituição do lugar de residência um certificado de que está autorizado a conservar o benefício destas prestações. Este certificado, passado pela instituição competente, indica, nomeadamente, se for caso disso, o período máximo durante o qual as referidas prestações podem ainda ser pagas, de acordo com as disposições da legislação do Estado competente, e envia uma cópia do referido certificado ao organismo designado pela autoridade competente da Parte Contratante para cujo território o interessado regressou ou para onde transferiu a sua residência. O certificado pode ser passado depois da partida do trabalhador, a pedido deste último, quando não pôde ser emitido anteriormente por razões imperiosas.

2 — As disposições do parágrafo 5 do artigo 53.º do Acordo são aplicáveis por analogia.

3 — As disposições dos parágrafos precedentes do presente Artigo são aplicáveis por analogia no caso referido na alínea c), i), do parágrafo 1 do artigo 40.º da Convenção.

#### ARTIGO 58.º

1 — Para beneficiar de prestações pecuniárias que não sejam as rendas, nos termos da alínea a), ii), do parágrafo 1 do artigo 40.º da Convenção, o trabalhador dirige-se à instituição do lugar de estada num prazo de 3 dias a partir da data do inicio da incapacidade de trabalho, apresentando, se a legislação aplicada pela instituição competente ou pela instituição do lugar de estada o prevê, um certificado de incapacidade de trabalho passado pelo médico assistente. Indica, além disso, a sua morada no país onde se encontra, assim como o nome e a morada da instituição competente.

2 — Quando os médicos assistentes do país de estada não passam certificados de incapacidade de trabalho, as disposições do parágrafo 2 do artigo 54.º do Acordo são aplicáveis por analogia.

3 — A instituição do lugar de estada envia imediatamente à instituição competente os documentos referidos nos parágrafos precedentes do presente artigo, indicando nomeadamente a duração provável da incapacidade de trabalho.

4 — Se se trata de trabalhadores que não sejam os referidos na alínea a), i), do parágrafo 1 e na alínea a) do parágrafo 2 do artigo 15.º da Convenção, e se se verifica medicamente que o seu estado de saúde não os impede de voltarem para o território da Parte Contratante onde residem, a instituição do lugar de estada notifica-os imediatamente e envia uma cópia desta notificação à instituição competente.

5 — Além disso, as disposições dos parágrafos 4 a 8 do artigo 54.º do Acordo são aplicáveis por analogia.

#### Aplicação dos artigos 38.º a 40.º da Convenção

#### ARTIGO 59.º

Quando o acidente do trabalho ou a doença profissional ocorreram no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente, a declaração deve ser feita de acordo com as disposições da legislação do Estado competente sem prejuízo, se for caso disso, de todas as disposições legais em vigor no território da Parte Contratante onde o acidente ou a doença ocorreram e cuja aplicação é exigida num tal caso. Esta declaração é dirigida à instituição competente sendo uma cópia dirigida, se for caso disso, à instituição do lugar residente.

2 — A instituição da Parte Contratante em cujo território ocorreram o acidente de trabalho ou a doença profissional envia à instituição competente, em 2 exemplares, os certificados médicos passados neste território e, a pedido desta última instituição, todas as informações apropriadas.

O certificado que estabelece a cura da vítima ou a consolidação do seu estado deve, se for caso disso, descrever de maneira rigorosa o estado da vítima e

dar indicações sobre as consequências definitivas do acidente do trabalho ou da doença profissional. Os respectivos honorários são pagos pela instituição do lugar de residência ou pela instituição do lugar de estada, conforme o caso, segundo a tabela aplicada por esta instituição e a cargo da instituição competente.

4 — A instituição competente notifica a instituição do lugar de residência ou a instituição do lugar de estada, conforme o caso da decisão, fixando a data de cura ou de consolidação, assim como, se for caso disso, da decisão relativa à atribuição de uma renda.

#### ARTIGO 60.º

1 — Quando a instituição em causa contesta que, no caso referido no parágrafo 1 do artigo 38.º ou no parágrafo 1 do artigo 40.º da Convenção, seja aplicável a legislação relativa aos acidentes do trabalho ou às doenças profissionais, notifica imediatamente de tal facto a instituição do lugar de residência ou a instituição do lugar de estada que concedeu prestações em espécie, que então serão consideradas como dependentes do regime de doença e continuam a ser pagas a este título, desde que o interessado tenha direito a tais prestações.

2 — Quando tenha sido tomada uma decisão definitiva sobre esta contestação, a instituição em causa notifica imediatamente de tal facto a instituição do lugar de residência ou a instituição do lugar de estada que concedeu as prestações em espécie. Se não se trata de um acidente de trabalho ou de uma doença profissional, esta instituição continua a conceder as prestações em espécie de doença, desde que o interessado tenha direito a tais prestações. Se, pelo contrário, se trata de um acidente de trabalho ou de uma doença profissional, as prestações de que o trabalhador beneficiou a título de regime de doença são consideradas como prestações de acidente de trabalho ou de doença profissional.

#### Aplicação do parágrafo 4 do artigo 43.º da Convenção

#### ARTIGO 61.º

1 — Para apreciação do grau de incapacidade, no caso referido no parágrafo 4 do artigo 43.º da Convenção, o trabalhador fornece à instituição competente da Parte Contratante a cuja legislação esteve sujeito, quando ocorreu o acidente do trabalho ou a doença profissional, todas as informações relativas aos acidentes de trabalho ou às doenças profissionais de que foi vítima anteriormente, quando estava sujeito à legislação de qualquer outra Parte Contratante, qualquer que seja o grau de incapacidade provocada por estes casos anteriores de acidente de trabalho ou de doença profissional.

2 — A instituição competente pode dirigir-se a qualquer outra instituição que foi competente anteriormente, para obter as informações que considera necessárias.

#### Aplicação do parágrafo 2 do artigo 44.º da Convenção

#### ARTIGO 62.º

Para aplicação das disposições do parágrafo 2 do artigo 44.º da Convenção, a instituição de uma Parte Contratante solicitada a conceder prestações pode

pedir, na medida do necessário, à instituição de uma outra Parte Contratante que lhe forneça informações relativas ao período durante o qual esta última instituição já concedeu prestações pelo mesmo caso de acidente do trabalho ou de doença profissional.

#### **Aplicação do parágrafo 3 do artigo 45.º da Convenção**

##### **ARTIGO 63.º**

Para beneficiar das disposições do parágrafo 3 do artigo 45.º da Convenção, o requerente apresenta à instituição competente um certificado relativo aos membros da sua família que residem no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente. Este certificado é passado quer pela instituição do lugar de residência destes membros da família competente em matéria de doença, quer por uma outra instituição designada pela autoridade competente da Parte Contratante em cujo território estes membros da família residem. Além disso, as disposições dos parágrafos 2 e 3 do artigo 25.º do Acordo são aplicáveis por analogia.

#### **Aplicação do artigo 46.º da Convenção**

##### **ARTIGO 64.º**

1 — No caso referido no parágrafo 1 do artigo 46.º da Convenção, a declaração da doença profissional é dirigida quer à instituição competente em matéria de doença profissional da Parte Contratante ao abrigo de cuja legislação a vítima exerceu, em último lugar, uma actividade susceptível de provocar a doença considerada, quer à instituição do lugar de residência que envia a declaração à primeira instituição.

2 — Se a instituição que recebeu a declaração considera que uma actividade susceptível de provocar a doença profissional em causa foi exercida em último lugar ao abrigo da legislação de outra Parte Contratante, envia a declaração e os documentos que a acompanham à instituição correspondente desta Parte e disso informa simultaneamente o interessado.

3 — Quando a instituição da Parte Contratante ao abrigo de cuja legislação a vítima exerceu em último lugar uma actividade susceptível de provocar a doença profissional considerada verifica que a vítima ou os seus sobreviventes não satisfazem as condições referidas nesta legislação, tendo em conta as disposições dos parágrafos 2, 3 e 4 do artigo 46.º da Convenção, a referida instituição:

- Envia imediatamente à instituição da Parte Contratante ao abrigo de cuja legislação a vítima exerceu anteriormente uma actividade susceptível de provocar a doença considerada a declaração e todos os documentos que a acompanham, incluindo os resultados e relatórios dos exames médicos a que a primeira instituição procedeu, assim como uma cópia da decisão referida na alínea seguinte;
- Notifica simultaneamente ao interessado a sua decisão, indicando nomeadamente as razões que fundamentam a recusa das prestações, as vias e prazo de recurso, as-

sim como a data em que o processo foi enviado à instituição referida na alínea anterior.

4 — Se houver necessidade, deverá seguir-se o mesmo processo até à instituição correspondente da Parte Contratante ao abrigo de cuja legislação a vítima exerceu em primeiro lugar uma actividade susceptível de provocar a doença profissional considerada.

##### **ARTIGO 65.º**

1 — Em caso de interposição de um recurso contra uma decisão de rejeição tomada pela instituição de uma das Partes Contratantes ao abrigo de cuja legislação a vítima exerceu uma actividade susceptível de provocar a doença profissional considerada, esta instituição é obrigada a informar a instituição à qual a declaração foi eventualmente enviada, de acordo com o procedimento previsto no parágrafo 3 do artigo 64.º do Acordo, e de a avisar ulteriormente da decisão definitiva.

2 — Se o direito às prestações está aberto a título da legislação aplicada pela instituição a que a declaração foi enviada de acordo com o procedimento previsto no parágrafo 3 do artigo 64.º do Acordo, tendo em conta as disposições dos parágrafos 2, 3 e 4 do artigo 46.º da Convenção, esta instituição concede ao interessado adiantamentos cujo montante é determinado depois de consulta à instituição contra cuja decisão foi interposto o recurso. Se, em seguimento do recurso, esta última instituição é obrigada a pagar as prestações, reembolsa a instituição precedente do montante dos adiantamentos concedidos e retém um montante correspondente nas prestações devidas ao interessado.

#### **Aplicação do artigo 47.º da Convenção**

##### **ARTIGO 66.º**

No caso referido no artigo 47.º da Convenção, o trabalhador é obrigado a fornecer à instituição da Parte Contratante junto da qual faz valer o direito às prestações todas as informações relativas às prestações concedidas anteriormente pela doença profissional considerada e às actividades profissionais que exerceu desde a concessão destas prestações. Esta instituição pode dirigir-se a qualquer outra instituição que foi competente anteriormente para obter as informações que considera necessárias.

#### **Apresentação e instrução dos pedidos de rendas**

##### **ARTIGO 67.º**

1 — Quando um trabalhador ou os seus sobreviventes que residem no território de uma Parte Contratante requerem o benefício de uma pensão ou de um subsídio destinados a completar uma renda a título da legislação de outra Parte Contratante, dirigem o seu pedido quer à instituição competente, quer à instituição do lugar de residência, que a envia à instituição competente. A apresentação do pedido está sujeita às regras seguintes:

- O pedido deve ser acompanhado dos documentos justificativos exigidos e definidos

nos formulários previstos pela legislação do Estado competente;

- b) A exactidão das informações dadas pelo requerente deve ser confirmada por documentos oficiais anexos ao formulário de pedido, ou confirmada pelos órgãos competentes da Parte Contratante em cujo território reside.

2 — A instituição competente notifica a sua decisão ao requerente directamente ou por intermédio do organismo de ligação do Estado competente, e dirige uma cópia desta notificação ao organismo de ligação da Parte Contratante em cujo território reside o requerente.

#### **Fiscalização administrativa e médica**

##### **ARTIGO 68.º**

Quando um titular de renda se encontra ou reside no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente, a fiscalização administrativa e médica, assim como os exames médicos necessários à revisão das rendas, são efectuados, a pedido da instituição competente, pela instituição do lugar de estada ou de residência, de acordo com as modalidades previstas pela legislação que esta última instituição aplica. No entanto, a instituição competente conserva a faculdade de mandar proceder ao exame do beneficiário por um médico da sua escolha, a seu próprio encargo.

#### **Pagamento das rendas**

##### **ARTIGO 69.º**

O pagamento das rendas devidas pela instituição de uma Parte Contratante a titulares que residem no território de uma outra Parte Contratante é efectuado de acordo com as disposições previstas nos artigos 46.º a 51.º do Acordo.

#### **CAPÍTULO 4**

##### **Morte (subsídios)**

##### **Aplicação dos artigos 49.º e 50.º da Convenção**

##### **ARTIGO 70.º**

Quando uma pessoa que reside no território de uma Parte Contratante requer o benefício de um subsídio por morte nos termos da legislação de outra Parte Contratante, dirige o seu pedido quer à instituição competente, quer à instituição do lugar de residência, juntamente com os documentos justificativos exigidos pela legislação aplicada pela instituição competente. A exactidão das informações dadas pelo requerente deve ser definida por documentos oficiais anexos ao pedido ou confirmada pelos órgãos competentes da Parte Contratante em cujo território reside.

##### **ARTIGO 71.º**

1 — Para beneficiar das disposições do artigo 49.º da Convenção, o interessado apresenta à instituição

competente um certificado que menciona os períodos de seguro ou de residência cumpridos ao abrigo da legislação da Parte Contratante a que a pessoa que confere direito ao subsídio por morte esteve sujeita em último lugar.

2 — O certificado referido no parágrafo anterior é passado, a pedido do interessado, pela instituição competente em matéria de doença ou velhice, conforme o caso, da Parte Contratante cuja legislação confere o direito ao subsídio por morte a que esteve sujeito em último lugar. Se o interessado não apresenta o referido certificado, a instituição competente dirige-se a esta última instituição para o obter.

3 — Se for necessário considerar períodos de seguro ou de residência cumpridos anteriormente ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante para satisfazer as condições exigidas pela legislação do Estado competente, as disposições dos parágrafos anteriores do artigo precedente são aplicáveis por analogia.

#### **CAPÍTULO 5**

##### **Desemprego**

##### **ARTIGO 72.º**

1 — Para beneficiar das disposições do parágrafo 1 ou do parágrafo 2 do artigo 51.º da Convenção, o interessado apresenta à instituição competente um certificado que menciona os períodos de seguro, de emprego ou de actividade profissional cumpridos ao abrigo da legislação da Parte Contratante a que esteve sujeito anteriormente, em último lugar, e fornece todas as informações complementares exigidas pela legislação que esta instituição aplica.

2 — O certificado referido no parágrafo anterior é emitido, a pedido do interessado, quer pela instituição competente em matéria de desemprego da Parte Contratante a cuja legislação esteve sujeito anteriormente, em último lugar, quer por outra instituição designada pela autoridade competente desta Parte. Se o interessado não apresenta o referido certificado, a instituição competente dirige-se a uma destas instituições para o obter, a menos que a instituição competente em matéria de doença lhe possa fornecer uma cópia do certificado mencionado no parágrafo 1 do artigo 16.º do Acordo.

3 — Se for necessário considerar os períodos de seguro, de emprego ou de actividade profissional cumpridos anteriormente ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante para preencher as condições exigidas pela legislação do Estado competente, as disposições dos parágrafos anteriores do presente artigo são aplicáveis por analogia.

##### **Aplicação do artigo 52.º da Convenção**

##### **ARTIGO 73.º**

1 — Para beneficiar das disposições do artigo 52.º da Convenção, o interessado apresenta à instituição do lugar da sua nova residência um certificado de que preenche as condições exigidas pela legislação do Estado competente para ter direito às prestações quanto ao cumprimento dos períodos de seguro, de

emprego, de actividade profissional ou de residência e fornece todas as informações complementares exigidas pela legislação que esta instituição aplica.

2 — O certificado referido no parágrafo anterior é emitido pela instituição competente, a pedido do interessado, antes da transferência da sua residência. Esta instituição envia uma cópia à instituição designada pela autoridade competente da Parte Contratante para cujo território o interessado transfere a sua residência. Se o interessado não apresenta este certificado ou se a instituição do lugar da nova residência não recebeu a cópia do dito certificado, esta instituição dirige-se à instituição competente para o obter.

#### **Aplicação do artigo 53.º da Convenção**

##### **ARTIGO 74.º**

1 — Nos casos referidos na alínea *a), ii)*, e na alínea *b), iii)*, do parágrafo 1 do artigo 53.º da Convenção, a instituição do lugar de residência é considerada como a instituição competente para aplicação das disposições do artigo 72.º do Acordo.

2 — No caso referido na alínea *b), iii)*, do parágrafo 1 do artigo 53.º da Convenção, as disposições do artigo 73.º do Acordo são aplicáveis por analogia.

3 — Para a aplicação das disposições do parágrafo 2 do artigo 53.º da Convenção, a instituição do lugar de residência pede à instituição competente todas as informações relativas aos direitos do interessado em relação a esta última instituição.

#### **Aplicação do artigo 54.º da Convenção**

##### **ARTIGO 75.º**

Para aplicação das disposições do artigo 54.º da Convenção, a instituição competente indica, se for caso disso, no certificado referido no parágrafo 1 do artigo 73.º do Acordo, o período durante o qual já concedeu prestações após a última verificação do direito às prestações.

#### **Aplicação do artigo 55.º da Convenção**

##### **ARTIGO 76.º**

Para o cálculo das prestações que incumbem a uma instituição referida no parágrafo 1 do artigo 55.º da Convenção, no caso em que o interessado não exerceu o seu último emprego durante pelo menos quatro semanas no território da Parte Contratante onde se encontra esta instituição, o interessado apresenta um atestado indicando a natureza do último emprego exercido no território de outra Parte Contratante durante 4 semanas pelo menos, assim como o ramo económico em que exerceu esse emprego. Se o trabalhador não apresenta este atestado, a referida instituição dirige-se, para o obter, quer à instituição competente em matéria de desemprego desta última Parte, quer a uma outra instituição designada pela autoridade competente da dita Parte.

##### **ARTIGO 77.º**

Para beneficiar das disposições do parágrafo 2 do artigo 55.º da Convenção, o interessado apresenta à

instituição competente um certificado relativo aos membros da sua família que residem no território de uma Parte Contratante que não seja o Estado competente. Este certificado é emitido, quer pela instituição do lugar de residência destes membros da família, competente em matéria de doença, quer por uma outra instituição designada pela autoridade competente da Parte Contratante em cujo território estes membros da família residem. Além disso, as disposições dos parágrafos 2 e 3 do artigo 25.º do Acordo são aplicáveis por analogia.

## **CAPÍTULO 6**

### **Prestações familiares**

#### **Aplicação do artigo 57.º da Convenção**

##### **ARTIGO 78.º**

1 — Para beneficiar das disposições do artigo 57.º da Convenção, o interessado apresenta à instituição competente um certificado que menciona os períodos de emprego, de actividade profissional ou de residência cumpridos ao abrigo da legislação da Parte Contratante a que esteve sujeito anteriormente, em último lugar, e fornece todas as informações complementares exigidas pela legislação que esta instituição aplica.

2 — O certificado referido no parágrafo anterior é emitido, a pedido do interessado, quer pela instituição competente em matéria de prestações familiares da Parte Contratante a cuja legislação esteve sujeito anteriormente, em último lugar, quer por uma outra instituição designada pela autoridade competente desta Parte. Se o interessado não apresenta o referido certificado, a instituição competente dirige-se a uma destas instituições para o obter, a menos que a instituição competente em matéria de doença lhe possa fornecer a cópia do certificado previsto no parágrafo 1 do artigo 16.º do Acordo.

3 — Se for necessário considerar períodos de emprego, de actividade profissional ou de residência cumpridos anteriormente ao abrigo da legislação de qualquer outra Parte Contratante, para satisfazer as condições exigidas pela legislação do Estado competente as disposições dos parágrafos anteriores do presente artigo são aplicáveis por analogia.

#### **Aplicação dos artigos 59.º e 60.º da Convenção**

##### **ARTIGO 79.º**

1 — Para beneficiar das disposições do artigo 59.º da Convenção o interessado dirige um pedido à instituição competente, se for caso disso, por intermédio da sua entidade patronal.

2 — No caso de aplicação do parágrafo 3 do artigo 59.º da Convenção, para efectuar a comparação prevista no parágrafo 4 do referido artigo, a instituição competente obtém as informações relativas ao montante dos abonos de família previstos pela legislação da Parte Contratante em cujo território residem ou são criados os filhos, por intermédio da autoridade competente de que esta depende. Esta autoridade competente dirige-se no fim de cada trimestre

à autoridade competente da referida Parte Contratante para obter estas informações, que devem ser baseadas no estado da legislação aplicável no décimo quinto dia do último mês do último trimestre considerado e que constituem as bases válidas de liquidação dos abonos de família relativos ao trimestre seguinte.

3 — O interessado apresenta, para apoiar o seu pedido, um atestado de provas de parentesco emitido pelas autoridades competentes em matéria de estado civil no território da Parte Contratante onde residem ou são criados os filhos, se tais documentos são normalmente passados por estas autoridades ou, se não, pela instituição designada pela autoridade competente desta Parte. Este certificado deve ser renovado uma vez por ano.

4 — Além disso, o interessado fornece, se for caso disso, a pedido da instituição competente, as informações que permitem identificar a pessoa a quem devem ser pagos os abonos de família no território da Parte Contratante onde residem ou são criados os filhos.

5 — O interessado é obrigado a informar a instituição competente, se for caso disso, por intermédio da sua entidade patronal, de qualquer mudança na situação dos seus filhos susceptível de afectar o direito aos abonos de família, nomeadamente de qualquer transferência da sua residência e de qualquer modificação do número de filhos pelos quais são concedidos os abonos de família.

6 — As disposições dos parágrafos 1, 3 e 5 do presente artigo são aplicáveis no caso referido no parágrafo 5 do artigo 59.º da Convenção.

#### ARTIGO 80.º

1 — Se o interessado exerceu um emprego ou uma actividade profissional ou se residiu durante um mês ou um trimestre civil no território de duas Partes Contratantes, os abonos de família que pode prender, nos termos das legislações de cada uma destas Partes, correspondem ao número dos abonos diários devidos por aplicação da legislação considerada. Se uma ou outra destas legislações prevê quer a concessão de abonos mensais, quer a concessão de abonos trimestrais, é concedido nos termos desta legislação, quer um vinte e seis avos do montante dos abonos mensais, quer um setenta e oito avos do montante dos abonos trimestrais, por cada dia de emprego, de actividade profissional ou de residência cumprido no território da Parte Contratante considerada e por cada dia equiparado pela legislação desta Parte.

2 — Se a instituição de uma Parte Contratante pagou abonos de família por um mês ou uma parte de mês, quando o encargo incumbia à instituição de outra Parte Contratante, os abonos pagos indevidamente são objecto de um acerto de contas entre estas instituições.

#### Aplicação do artigo 61.º da Convenção

#### ARTIGO 81.º

1 — Para beneficiar das prestações familiares no território da Parte Contratante onde residem, os membros da família referidos no parágrafo 1 do ar-

tigo 61.º da Convenção inscrevem-se junto da instituição do lugar da sua residência, apresentando os documentos justificativos normalmente exigidos para a concessão das prestações familiares nos termos da legislação que esta instituição aplica, assim como um certificado atestando que o interessado preenche as condições de abertura do direito às prestações e mencionando para este efeito as indicações seguintes:

- a) Se a legislação do Estado competente não subordina a abertura do direito às prestações a qualquer condição de emprego ou de actividade profissional, o certificado menciona apenas que o interessado está sujeito à legislação deste Estado;
- b) Se a legislação do Estado competente subordina a abertura do direito às prestações a um determinado período de emprego ou de actividade profissional, o certificado atesta que esta condição se encontra preenchida;
- c) Se a legislação do Estado competente prevê que o direito às prestações é aberto por um período correspondente à duração dos períodos de emprego ou de actividade profissional, o certificado menciona o período de emprego ou de actividade profissional cumprido durante o período considerado.

Este certificado é passado pela instituição competente a pedido do interessado, logo que ele preencha as condições exigidas. Se os membros da família não apresentam o referido certificado, a instituição do lugar da sua residência dirige-se à instituição competente para o obter.

2 — O certificado referido no parágrafo anterior, nos casos mencionados nas alíneas a) e b), permanece válido enquanto a instituição do lugar de residência não receber notificação da sua anulação. No entanto, no caso mencionado na alínea c), este certificado só é válido durante um prazo de 3 meses a seguir à data em que foi emitido e deve ser renovado *ex officio* todos os 3 meses pela instituição competente.

3 — Se o interessado é um trabalhador sazonal, o certificado referido no parágrafo 1 do presente artigo é válido durante todo o período previsto do trabalho sazonal, a menos que a instituição competente notifique entretanto a sua anulação à instituição do lugar de residência.

4 — Se a legislação da Parte Contratante em cujo território residem os membros da família prevê a concessão de prestações mensais ou trimestrais, quando a legislação do Estado competente prevê que o direito às prestações se abre por um período correspondente ao período de emprego ou de actividade profissional cumprido, as prestações são concedidas na proporção entre esta duração e a duração prevista pela legislação do país de residência dos membros da família.

5 — Se a legislação da Parte Contratante em cujo território residem os membros da família prevê a concessão das prestações por um número de dias correspondente aos dias de emprego ou de actividade profissional cumpridos, quando a legislação do Estado competente prevê que o direito às prestações se abre por um mês ou um trimestre inteiro, as

prestações são concedidas por um mês ou um trimestre.

6 — Nos casos referidos nos parágrafos 4 e 5 do presente artigo, quando os períodos de emprego ou de actividade profissional, cumpridos ao abrigo da legislação do Estado competente, são expressos em unidades diferentes das que servem para o cálculo das prestações nos termos da legislação da Parte Contratante em cujo território residem os membros da família, a conversão efectua-se de acordo com as disposições do parágrafo 3 do artigo 15.º do Acordo.

7 — A instituição competente informa imediatamente a instituição do lugar de residência dos membros da família da data em que o interessado deixa de ter direito às prestações ou transfere a sua residência do território de uma Parte Contratante para o território da outra Parte Contratante. A instituição do lugar de residência dos membros da família pode pedir em qualquer altura à instituição competente que lhe forneça todas as informações relativas aos direitos do interessado às prestações.

8 — Os membros da família são obrigados a informar a instituição do lugar da sua residência de qualquer mudança na sua situação susceptível de alterar o direito às prestações, nomeadamente de qualquer transferência da sua residência.

#### ARTIGO 82.º

Se membros da família transferem a sua residência do território de uma Parte Contratante para o de outra Parte Contratante no decurso de um mês ou um trimestre civil, as prestações familiares que lhes são concedidas nos termos da legislação de cada uma destas Partes correspondem ao número de prestações diárias devidas por aplicação da legislação considerada. Se uma ou outra destas legislações prevê quer a concessão de prestações mensais, quer a concessão de prestações trimestrais, estas prestações são concedidas na proporção entre o período de residência no território da Parte em causa durante o mês ou o trimestre em causa.

#### Aplicação do artigo 62.º da Convenção

#### ARTIGO 83.º

1 — Para beneficiar das prestações familiares no território da Parte Contratante onde residem, os membros da família referidos no artigo 62.º da Convenção apresentam à instituição do lugar da sua residência um certificado de que o interessado beneficia de prestações de desemprego nos termos da legislação de uma outra Parte Contratante e de que teria direito às prestações familiares se residisse com os membros da sua família no território do Estado competente. Este certificado é emitido quer pela instituição competente em matéria de desemprego deste último Estado, quer por uma outra instituição designada pela autoridade competente deste Estado. Se os membros da família não apresentam o dito certificado a instituição do lugar da sua residência dirige-se à instituição competente para o obter.

2 — As disposições dos artigos 81.º e 82.º do Acordo são aplicáveis por analogia.

## TÍTULO VI

### Disposições diversas

#### ARTIGO 84.º

A instituição do lugar de residência de um beneficiário que recebeu prestações indevidamente, ou a instituição designada pela autoridade competente da Parte Contratante em cujo território este beneficiário reside, presta os seus bons ofícios à instituição de qualquer outra Parte Contratante que pagou estas prestações, em caso de recurso exercido por esta última instituição contra o referido beneficiário.

#### ARTIGO 85.º

1 — Se, aquando da liquidação ou da revisão de prestações de invalidez, de velhice ou de morte (pensiones), em aplicação do capítulo 2 do título III da Convenção, a instituição de uma Parte Contratante pagou a um beneficiário de prestações, uma quantia que excede aquela a que tem direito, esta instituição pode pedir à instituição de qualquer outra Parte Contratante, devedora de prestações da mesma natureza a favor deste beneficiário, que deduza o montante pago em excesso dos pagamentos atrasados a fazer ao referido beneficiário. Esta última instituição transfere o montante assim deduzido para a instituição credora. Se a recuperação não pode ser efectuada sobre estes pagamentos, são aplicáveis as disposições do parágrafo seguinte.

2 — Quando a instituição de uma Parte Contratante pagou a um beneficiário de prestações uma quantia que excede aquela a que tem direito, esta instituição pode, nas condições e limites previstos pela legislação que aplica, pedir à instituição de qualquer outra parte Contratante, devedora de prestações a favor deste beneficiário, que deduza o montante pago em excesso das quantias que paga ao dito beneficiário. Esta última instituição faz a dedução nas condições e limites em que uma tal compensação é autorizada pela legislação que aplica, como se se tratasse de quantias pagas a mais por ela própria, e transfere o montante assim deduzido para a instituição credora.

3 — Quando a instituição de uma Parte Contratante pagou um adiantamento sobre prestações relativas a um período durante o qual o beneficiário tinha direito a receber prestações da mesma natureza nos termos da legislação de outra Parte Contratante, esta instituição pode pedir à instituição da outra Parte que deduza o montante do referido adiantamento das quantias que deve ao beneficiário em relação ao mesmo período. Esta última instituição faz a dedução e transfere o montante assim deduzido para a instituição credora.

#### ARTIGO 86.º

Quando uma pessoa beneficiou da assistência social no território de uma Parte Contratante, durante um período em que tinha direito a receber prestações nos termos da legislação de uma outra Parte Contratante, o organismo que concedeu a assistência social pode, se dispõe legalmente de um recurso sobre as prestações devidas aos beneficiários da assistência social, pedir à instituição de qualquer outra

Parte Contratante, devedora de prestações a favor desta pessoa, que deduza o montante das despesas de assistência social concedida durante o dito período das quantias que paga a essa pessoa. Esta última instituição faz a dedução e transfere o montante assim deduzido para o organismo credor.

#### ARTIGO 87.º

1 — No caso em que o direito às prestações não é reconhecido pela instituição indicada como competente, as prestações em espécie concedidas pela instituição do lugar de estadia em virtude do pressuposto no parágrafo 2 do artigo 20.º ou do parágrafo 2 do artigo 55.º do Acordo, são reembolsadas pela primeira instituição.

2 — As despesas suportadas pela instituição do lugar de residência ou pela instituição do lugar de estadia a título de prestações em espécie concedida, de acordo com as disposições do parágrafo 1 do artigo 60.º do Acordo, quando o interessado não tem direito a prestações são reembolsadas pela instituição designada pela autoridade competente da Parte Contratante em causa.

3 — A instituição que reembolsou prestações indevidas, de acordo com as disposições do parágrafo 2 do presente artigo, conserva sobre o beneficiário um crédito igual ao montante das prestações indevidamente concedidas.

#### ARTIGO 88.º

Em caso de conflito entre as instituições ou as autoridades competentes de duas ou várias Partes Contratantes em relação, quer à legislação aplicável nos termos do título II da Convenção, quer à determinação da instituição solicitada a conceder as prestações, o interessado que poderia pretender as prestações se não se verificasse o conflito, beneficia, provisoriamente, das prestações previstas pela legislação aplicada pela instituição do lugar de residência ou, se o interessado não reside no território de uma das Partes Contratantes em causa, pela legislação da Parte Contratante à qual esteve sujeito anteriormente e em último lugar. Depois da solução do conflito, o encargo das prestações concedidas a título provisório incumbe à instituição reconhecida competente para a concessão das prestações.

#### ARTIGO 89.º

Se a instituição competente de uma Parte Contratante considera, para aplicar a sua legislação ou a Convenção, em casos determinados, que é necessário proceder a um inquérito no território da outra Parte Contratante, pode designar um inquiridor para o efeito, após acordo entre as autoridades competentes das 2 Partes em causa. A autoridade competente da Parte Contratante em cujo território o inquérito se efectua, coopera com o dito inquiridor, designando nomeadamente uma pessoa encarregada de o assistir para a consulta dos autos e de todos os outros documentos relativos ao caso considerado.

#### ARTIGO 90.º

Se a legislação de uma Parte Contratante só considera como membro da família ou do casal as pes-

soas que vivem em comunhão de mesa e habitação com o interessado, a instituição que aplica esta legislação pode requerer a prova de que estes membros da família ou do casal, quando não satisfazem esta condição, se encontram principalmente a cargo do interessado, através de documentos que estabelecem que o interessado contribui substancialmente para a sua manutenção.

#### ARTIGO 91.º

Os acordos que vierem a ser concluídos nos termos do parágrafo 1 do artigo 26.º, do parágrafo 3 ou do parágrafo 6 do artigo 32.º, e do artigo 41.º, do parágrafo 3 do artigo 42.º, do parágrafo 5 do artigo 46.º, do parágrafo 1 do artigo 56.º, do parágrafo 1 do artigo 58.º, do parágrafo 2 do artigo 67.º, do parágrafo 3 do artigo 69.º, do parágrafo 2 ou do parágrafo 3 do artigo 70.º da Convenção, assim como nos termos do artigo 5.º do Acordo, serão comunicados ao Secretário-Geral do Conselho da Europa, num prazo de 3 meses a partir da sua entrada em vigor.

#### ARTIGO 92.º

1 — Os anexos referidos no artigo 4.º do Acordo fazem parte integrante deste.

2 — Qualquer emenda aos anexos do Acordo será notificada pela Parte Contratante ou pelas Partes Contratantes interessadas ao Secretário-Geral do Conselho da Europa.

3 — No caso de proposta de emenda ao anexo 5 do Acordo, o processo previsto nos parágrafos 2 e 3 do artigo 73.º da Convenção é aplicável por analogia.

### TÍTULO VII

#### Disposições transitórias e finais

#### ARTIGO 93.º

A apresentação de um pedido de prestação de invalidez, de velhice ou de sobreviventes, depois da entrada em vigor da Convenção, junto da instituição de uma Parte Contratante, implica *ex officio* a revisão, de acordo com as disposições da dita Convenção, das prestações liquidadas antes da sua entrada em vigor, para a mesma eventualidade, pela instituição ou pelas instituições de uma ou de várias Partes Contratantes.

#### ARTIGO 94.º

1 — O Acordo está aberto à assinatura dos Estados membros do Conselho da Europa que assinaram a Convenção, que podem tornar-se Partes por:

- a) Assinatura sem reserva de ratificação ou de aceitação;
- b) Assinatura sob reserva de ratificação ou de aceitação, seguida de ratificação ou de aceitação.

2 — Qualquer Estado que assina o Acordo sem reserva de ratificação ou de aceitação, ou que o ratifica ou o aceita, deve simultaneamente ratificar ou aceitar a Convenção.

3 — Os instrumentos de ratificação ou de aceitação serão depositados junto do Secretário-Geral do Conselho da Europa.

## ARTIGO 95.º

1 — O Acordo entrará em vigor na mesma data que a Convenção.

2 — Para qualquer Estado membro que o assine ulteriormente sem reserva de ratificação ou de aceitação ou que o ratifique ou o aceite, o Acordo entrará em vigor 3 meses depois da data de assinatura ou de depósito do instrumento de ratificação ou de aceitação.

## ARTIGO 96.º

1 — Qualquer Estado não membro do Conselho da Europa que, a convite do Comité dos Ministros do Conselho da Europa, de acordo com o artigo 77.º da Convenção, adira a esta, terá simultaneamente de aderir ao Acordo.

2 — A adesão efectuar-se-á pelo depósito, junto do Secretário-Geral do Conselho da Europa, de um instrumento de adesão que terá efeito 3 meses depois da data do depósito.

## ARTIGO 97.º

1 — O Acordo terá a mesma duração que a Convenção.

2 — Nenhuma Parte Contratante pode denunciar o Acordo sem denunciar simultaneamente a Convenção nas condições fixadas nas disposições do artigo 78.º desta.

3 — A denúncia terá efeito 6 meses depois da data de recepção da sua notificação pelo Secretário-Geral do Conselho da Europa.

## ARTIGO 98.º

O Secretário-Geral do Conselho da Europa notificará, num prazo de um mês, às Partes Contratantes, aos Estados signatários, assim como ao Director-Geral da Repartição Internacional do Trabalho:

- a) Qualquer assinatura sem reserva de ratificação ou de aceitação;
- b) Qualquer assinatura sob reserva de ratificação ou de aceitação;
- c) O depósito de qualquer instrumento de ratificação, de aceitação ou de adesão;
- d) Qualquer data de entrada em vigor do Acordo, de acordo com as disposições dos seus artigos 95.º e 96.º;
- e) Qualquer notificação recebida em aplicação das disposições do artigo 97.º do Acordo e a data em que a denúncia terá efeito;
- f) Qualquer comunicação ou notificação recebida em aplicação das disposições do artigo 91.º e do parágrafo 2 do artigo 92.º do Acordo.

Em fé do que, os abaixo assinados, devidamente autorizados para o efeito, assinaram o presente Acordo Complementar.

Feito em Paris, a 14 de Dezembro de 1972, em francês e inglês, fazendo os 2 textos igualmente fé, num único exemplar que será depositado nos arquivos do Conselho da Europa. O Secretário-Geral do

Conselho da Europa enviará uma cópia certificada a cada Estado signatário e aderente.

Pelo Governo da República da Áustria, sob reserva de ratificação ou de aceitação:

*Rudolf Kirchschlager.*

Pelo Governo do Reino da Bélgica, sob reserva de ratificação ou de aceitação:

Estrasburgo, 26 de Novembro de 1976:  
*Jean Bouha.*

Pelo Governo da República de Chipre:

Pelo Governo do Reino da Dinamarca:

Pelo Governo da República Francesa, sob reserva de ratificação ou de aceitação:

*Maurice Schumann.*

Pelo Governo da República Federal da Alemanha:

Pelo Governo da República Islandesa:

Pelo Governo da Irlanda:

Pelo Governo da República Italiana, sob reserva de ratificação ou de aceitação:

*Alberto Bemporad.*

Pelo Governo do Grão-Ducado do Luxemburgo, sob reserva de ratificação ou de aceitação:

*Gaston Thorn.*

Pelo Governo de Malta:

Pelo Governo do Reino dos Países Baixos, sob reserva de aceitação:

Estrasburgo, 5 de Novembro de 1975:  
*C. W. van Boetzlaer.*

Pelo Governo do Reino da Noruega:

Pelo Governo da República Portuguesa, sob reserva de ratificação ou de aceitação:

Estrasburgo, 24 de Novembro de 1977:  
*João Vieira Lima.*

Pelo Governo do Reino da Suécia:

Pelo Governo da Confederação Suíça:

Pelo Governo da República Turca, sob reserva de ratificação ou aceitação:

*U. Halük Bayülken.*

Pelo Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte:

**Anexos ao Acordo Complementar para Aplicação da Convenção Europeia de Segurança Social**

**ANEXO I**

[Artigo 1.º, alínea e), da Convenção e artigo 4.º, parágrafo 1, do Acordo]

**Autoridades competentes**

*Áustria:*

Bundesminister für soziale Verwaltung (Ministro Federal dos Assuntos Sociais), Viena;

Em relação às prestações familiares: Bundesminister für Finanzen (Ministro Federal das Finanças), Viena.

*Bélgica:*

Le Ministre de la Prévoyance sociale (Ministro da Previdência Social), Bruxelas;

Em relação às obrigações impostas nos termos do regime de segurança social dos trabalhadores independentes assim como para as prestações familiares e as prestações no caso de velhice e de morte (pensões) previstas por este regime: «Le Ministre des classes moyennes» (Ministro das Classes Médias), Bruxelas.

*Chipre:*

The Minister of Labour and Social Insurance (Ministro do Trabalho e dos Assuntos Sociais), Nicósia.

*Dinamarca:*

Socialministeriet (Ministério dos Assuntos Sociais), Copenhaga; Arbejdsminderiet (Ministério do Trabalho), Copenhaga.

*França:*

Le Ministère chargé de la Sécurité Sociale (Ministério da Segurança Social), Paris;

Le Ministre de l'Agriculture (Ministro da Agricultura), Paris;

Le Ministre chargé de la Marine (Ministro da Marinha Mercante), Paris.

*República Federal da Alemanha:*

Bundesminister für Arbeit und Sozialordnung (Ministro Federal do Trabalho e dos Assuntos Sociais), Bona.

*Islândia:*

The Minister of Social Affairs (Ministro dos Assuntos Sociais), Reykjavik; The Minister of Health and Social Security (Ministro da Saúde e da Segurança Social), Reykjavik.

*Irlanda:*

An tions Leasa Shóisialaigh, Baile Átha Cliath (Ministro da Segurança e da Assistência Social), Dublin.

*Itália:*

Il Ministro del Lavoro e della Previdenza Sociale (Ministro do Trabalho e da Previdência Social), Roma.

*Luxemburgo:*

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale (Ministro do Trabalho e da Segurança Social), Luxemburgo;

Le Ministre de la Famille (Ministro da Família), Luxemburgo;

Le Ministre des classes moyennes (Ministro das Classes Médias), Luxemburgo;

Le Ministre de l'Agriculture (Ministro da Agricultura), Luxemburgo.

*Ilha de Malta:*

The Minister Responsible for the Department of Social Services (Ministro Responsável pelos Serviços Sociais), La Valette.

*Holanda:*

Minister van Sociale Zaken (Ministro dos Assuntos Sociais), Haia.

*Noruega:*

Ministério dos Assuntos Sociais, Oslo;

Em relação ao seguro de desemprego (Ministério do Trabalho e dos Assuntos Municipais), Oslo.

*Suécia:*

O Governo sueco.

*Suíça:*

Em relação aos regimes do seguro de doença e maternidade, do seguro de invalidez, velhice e sobrevivência, do seguro de acidentes de trabalho e de doenças profissionais, assim como o regime federal dos abonos de família: Office Fédéral des Assurances Sociales (Repartição Federal da Segurança Social), Berna;

Em relação ao regime de seguro de desemprego: Office Fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail (Repartição Federal da Indústria, das Artes e Ofícios e do Trabalho), Berna.

*Turquia:*

O Ministério do Trabalho, Ankara.

*Reino Unido:*

The Secretary of State for Social Service (o Secretário de Estado para os Serviços Sociais);

The Secretary of State for Scotland (o Secretário de Estado para a Escócia);

The Secretary of State for Wales (o Secretário de Estado para o País de Gales);

The Ministry of Health and Social Services for Northern Ireland (Ministério da Saúde e dos Serviços Sociais para a Irlanda do Norte);

The Isle of Man Board of Social Services (Repartição dos Serviços Sociais para a ilha de Man);

The Social Security Committee of the States of Jersey and the States of Guernsey Insurance Authority (Comissão Parlamentar de Segurança Social de Jersey e a autoridade competente em matéria de seguros de Guernsey), Londres.

**ANEXO II**

[Artigo 1, alínea g), da Convenção e artigo 4.º, parágrafo 2, do Acordo]

**Instituições competentes**

*Áustria:*

A menos que o presente anexo disponha de forma diferente, a competência da instituição austriaca é determinada pelas disposições legislativas e regulamentares austriacas.

1 — Doença, maternidade:

Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (Federação Principal das Instituições Austríacas de Segurança Social de Viena, sendo que o reembolso das despesas ocorridas por aplicação do artigo 24.º, parágrafo 2, da Convenção será efectuado a partir das contribuições para o seguro de doença dos pensionistas, pagas pelas instituições de seguro de pensões à referida Federação principal).

2 — Invalidez, velhice, morte (pensões):

A competência das instituições austriacas de seguro de pensões no que respeita à decisão em matéria de requerimentos e concessão das pensões é exclusivamente determinada pela legislação austriaca.

A determinação da instituição austriaca competente depende da responsabilidade da Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (Federação Principal das Instituições Austríacas de Segurança Social), Viena.

3 — Desemprego:

Bundesministerium für soziale Verwaltung (Ministério Federal dos Assuntos Sociais), Viena.

4 — Prestações familiares:

Bundesministerium für Finanzen (Ministério Federal das Finanças), Viena.

**Bélgica**

1 — Doença, maternidade:

a) Aplicação dos artigos 16.º, 17.º, 19.º, 20.º, 21.º, 22.º, 24.º e 25.º do Acordo:

i) Em regra geral: o organismo segurador em que o trabalhador está filiado;

ii) Para os marinheiros (Caixa de Assistência e Previdência para os Marinheiros Navegando sob Bandeira Belga); Caisse de secour et de prévoyance en faveur des marins navigant sous pavillon belge, Antuérpia;

b) Aplicação do artigo 28.º do Acordo:

i) Em regra geral: l'Institut national d'Assurance maladie-invalidité (Instituto Nacional do Seguro de Doença e Invalidez) em conjunto com o organismo segurador em que o trabalhador está filiado;

ii) Para os marinheiros: Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins navigant sous pavillon belge (Caixa de Assistência e de Previdência para os Marinheiros Navegando sob Bandeira Belga), Antuérpia.

2 — Invalidez:

a) Invalidez geral (operários, empregados, trabalhadores independentes e mineiros quando estes últimos não têm direito ao abrigo do regime especial): Institut national d'assurance maladie-invalidité (Instituto Nacional do Seguro de Doença e Invalidez), em Bruxelas, em conjunto com os organismos seguradores;

b) Invalidez especial dos mineiros: Fonds National de retraite des ouvriers-mineurs (Fundo Nacional de Reforma dos Mineiros), Bruxelas;

c) Invalidez dos marinheiros: Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins navigant sous pavillon belge (Caixa de Assistência e Previdência para os Marinheiros Navegando sob Bandeira Belga), Antuérpia.

3 — Velhice, morte (pensões):

a) Trabalhadores assalariados: Office national des pensions pour travailleurs salariés (Repartição Nacional das Pensões para os Trabalhadores Assalariados);

b) Dos trabalhadores independentes:

Para as rendas: «Caisses libres d'assurances sociales pour travailleurs indépendants» (Caixas Livres de Segurança Social para Trabalhadores Independentes) e a «Caisse nationale auxiliaire d'assurances sociales pour travailleurs indépendants» (Caixa Nacional Auxiliar de Segurança Social para Trabalhadores Independentes), Bruxelas;

Para outras prestações de reforma e de sobrevivência: «Institut national d'assurances sociales pour les travailleurs indépendants» (Instituto Nacional de Seguros Sociais para Trabalhadores Independentes), Bruxelas.

4 — Acidentes do trabalho:

a) Para os pedidos de subsídios destinados a completar uma renda: «Fonds des accidents du travail» (Fundo dos Acidentes de Trabalho), Bruxelas;

b) Nos outros casos:

i) Em regra geral: o segurador;

ii) Para os marinheiros: «Fonds des accidents du travail» (Fundo dos Acidentes de Trabalho), Bruxelas.

5 — Doenças profissionais:

Fonds des maladies professionnelles (Fundo das Doenças Profissionais), Bruxelas.

6 — Subsídios de morte:

a) Seguro de doença e invalidez:

i) Em regra geral Institut national d'assurances maladie-invalidité (Instituto Nacional de Seguro de Doença e Invalidez) em conjunto com o organismo segurador em que o trabalhador estava filiado;

ii) Para os marinheiros: «Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins navigant sous pavillon belge» (Caixa de Assistência e Previdência para os Marinheiros Navegando sob Bandeira Belga), Antuérpia;

b) Acidentes de trabalho:

i) Em regra geral: a entidade patronal ou o segurador mandado;

ii) Para os marinheiros: «Caisse commune de la marine marchande» (Caixa comum da Marinha Mercante), Antuérpia;

c) Doenças profissionais:

Fonds des maladies professionnelles (Fundo para as Doenças Profissionais), Bruxelas.

7 — Desemprego:

i) Em regra geral: «Office national de l'emploi» (Repartição Nacional do Emprego), Bruxelas;

ii) Para os marinheiros: Pool des marins de la marine marchande (Pool dos Marinheiros da Marinha Mercante), Antuérpia.

8 — Prestações familiares:

a) Trabalhadores assalariados: o organismo de abonos de família para trabalhadores assalariados em que está filiada a entidade patronal;

b) Trabalhadores independentes;

Caisse libre d'assurance sociale pour travailleurs indépendants (Caixa Livre de Segurança Social para Trabalhadores Independentes ou Caixa nacional auxiliar de segurança social para trabalhadores independentes) ou «Caisse nationale auxiliaire d'assurances sociales pour travailleurs indépendants» em que o trabalhador está filiado;

Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (Instituto Nacional de Segurança Social para Trabalhadores Independentes) para os direitos ditos especiais (subsídios de órfãos, invalidez, etc.).

**Chipre:**

Repartição de Segurança Social do Ministério do Trabalho e da Segurança Social, Nicósia.

**Dinamarca:**

1 — Doença:

Caixa local do seguro de doença.

2 — Maternidade:

a) Prestações em espécie: Caixa local do seguro de doença;

b) Prestações pecuniárias: a autoridade local ou no caso de o pagamento destas prestações lhe ter sido transferido por esta autoridade, a Caixa local do seguro de doença.

3 — Invalidez, pensões de velhice e de sobrevivência:

Kommnen (a autoridade local).

4 — Pensão suplementar de emprego:

Repartição de pensão suplementar de emprego, Hillerdod.

5 — Acidentes de trabalho e doenças profissionais:

Direcção do seguro contra os acidentes do trabalho, Copenhaga.

6 — Morte:

Caixa local do seguro de doença.

7 — Desemprego:

Direcção do Trabalho, Copenhaga.

8 — Prestações familiares:

Kommnen (a autoridade local).

**França:****I — Metrópole****A — Trabalhadores assalariados**

1 — Regime geral:

a) Doença, maternidade, morte (capital), invalidez:

Caisse primaire d'assurance maladie (Caixa Primária do Seguro de Doença), salvo em relação à invalidez:

Para a região de Paris: Caisse régionale d'assurance maladie de Paris;

Para a região de Estrasburgo: Caisse régionale d'assurance maladie de Strasbourg (Caixa Regional do Seguro de Doença de Estrasburgo);

b) Velhice e prestações para os cônjuges sobreviventes:

Caisse régionale d'assurance maladie (section vieillesse), Caixa Regional do Seguro de Doença (secção velhice), salvo para a região de Paris;

Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (Caixa Nacional do Seguro de Velhice dos Trabalhadores Assalariados), Paris, para a circunscrição de Estrasburgo;

Caisse régionale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (Caixa Regional do Seguro de Velhice dos Trabalhadores Assalariados), Estrasburgo.

c) Acidentes de trabalho e doenças profissionais:

i) Incapacidade temporária: Caisse primaire d'assurance maladie (Caixa Primária do Seguro de Doença);

ii) Incapacidade permanente:

Rendas: Caisse primaire d'assurance maladie (Caixa Primária do Seguro de Doença) (para os acidentes ocorridos depois de 1 de Janeiro de 1947);

Entidade patronal ou assegurador que se lhe substitui (para os acidentes anteriores a 1 de Janeiro de 1947);

Melhorias de rendas: Caisse primaire de Sécurité Sociale (Caixa Primária de Segurança Social) (para os acidentes ocorridos depois de 1 de Janeiro de 1947);

Caisse des Dépôts et Consignations (Caixa Geral de Depósitos) (para os acidentes anteriores a 1 de Janeiro de 1947).

d) Desemprego.

**2 — Regime agrícola:**

*a) Seguro de doença, maternidade, morte (capital), invalidez, prestações familiares:*

Caisse départementale de mutualité sociale agricole (Caixa Departamental de Mutualidade Social Agrícola);

*b) Seguro de velhice e prestações aos cônjuges sobreviventes:*

Caisse centrale de secours mutuels agricoles (Caixa Central de Assistência Mútua Agrícola);

*c) Acidentes de trabalho ou doenças profissionais:*

Entidade patronal ou o organismo de seguro que se lhe substitui [salvo se se tratar de melhorias de rendas; a instituição competente é então: Caisse des dépôts et consignations (Caixa Geral de Depósitos)], Arcueil — 94;

*d) Desemprego:*

Direction départementale du travail et de la main d'œuvre (Direcção Departamental do Trabalho e da Mão-de-Obra);

*e) Preparações familiares:*

Caisse d'allocation familiale (Caixa de Abonos de Família);

**3 — Regime dos mineiros:**

*a) Doença, maternidade, morte (subsídios):*

Société de secours minière (Sociedade de Assistência aos Mineiros);

*b) Invalidez, velhice e prestações aos sobreviventes:*

Caisse autonome nationale de sécurité nationale dans les mines (Caixa Autónoma Nacional de Segurança Social nas Minas);

*c) Acidentes do trabalho:*

*i) Incapacidade temporária:* Société de secours minière (Sociedade de Assistência Mineira);

*ii) Incapacidade permanente:*

Rendas: Union régionale des sociétés de secours minières (União Regional das Sociedades de Assistência Mineiras) (para os acidentes de trabalho ocorridos depois de 1 de Janeiro de 1947);

A entidade patronal ou o segurador que se lhe substitui, para os acidentes do trabalho anteriores a 1 de Janeiro de 1947;

Melhorias das rendas: Union régionale des sociétés de secours minières (União Regional das Sociedades de Assistência aos Mineiros) (para os acidentes de trabalho ocorridos depois de 1 de Janeiro de 1947); Caisse des dépôts et consignations (Caixa geral de depósitos) (para os acidentes de trabalho anteriores a 1 de Janeiro de 1947);

*d) Desemprego:*

Direction départementale du travail et de la main d'œuvre (Direcção Departamental do Trabalho e da Mão-de-Obra);

*e) Preparações familiares:*

Union régionale des sociétés de secours minières (União Regional das Sociedades de Assistência aos Mineiros).

**4 — Regime dos marinheiros:**

*a) Doença, maternidade, invalidez, acidentes de trabalho, pensão de sobrevivente de um invalido ou de uma vítima de um acidente de trabalho, subsídios por morte:*

A secção da Caisse générale de prévoyance des marins (Caixa Geral de Previdência dos Marinheiros) dos assuntos marítimos;

*b) Velhice, morte (pensões):*

A secção da Caisse de retraite des marins (Caixa de Reformas dos Marinheiros) dos assuntos marítimos;

*c) Preparações familiares:*

Caisse nationale d'allocations familiales des marins du commerce (Caixa Nacional de Abonos de Família dos Marinheiros do Comércio);

Caisse nationale d'allocations familiales de la pêche maritime (Caixa Nacional de Abonos de Família da Pesca Marítima);

*d) Desemprego:*

Direction départementale du travail et de la main d'œuvre (Direcção Departamental do Trabalho e da Mão-de-Obra).

**B — Trabalhadores não assalariados das profissões não agrícolas*****a) Doença, maternidade, acidentes:***

*i) Matrícula:* Caisse mutuelle régionale d'assurance des travailleurs non salariés des professions non agricoles (Caixa de Mutualidade Regional de Seguro dos Trabalhadores não Assalariados das Profissões não Agrícolas);

*ii) Pagamento das quotizações — pagamento das pensões; o organismo aprovado (mutualidade ou companhia de seguros habilitada pela Caixa Nacional e aprovada pela Caixa de Mutualidade Regional):*

*b) Invalidez, velhice e sobreviventes, morte (capital):*

Caisse interprofessionnelle locale (Caixa Interprofissional Local);

Caisse professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance vieillesse des professions artisanales (Caixa Profissional da Organização Autónoma do Seguro de Velhice das Profissões Artesanais);

Caisse nationale des barreaux français (Caixa Nacional da Advocacia Francesa);

*c) Velhice e sobrevivência:*

Caisse interprofessionnelle locale (Caixa Interprofissional Local); ou caisse professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance vieillesse des professions industrielles et commerciales; (Caixa Profissional da Organização Autónoma do Seguro de Velhice das Profissões Industriais e Comerciais);

Section professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance vieillesse des professions libérales (Secção Profissional da Organização Autónoma do Seguro de Velhice das Profissões Liberais);

*d) Preparações familiares:*

Caisse d'allocations familiales (Caixa de Abonos de Família).

**C — Trabalhadores não assalariados das profissões agrícolas**

*a) Doença, maternidade, invalidez, acidentes do trabalho na vida particular:*

*i) Responsável pela matrícula:*

Caisse départementale de mutualité sociale agricole (Caixa Departamental de Mutualidade Social Agrícola);

*ii) Encargo dos pagamentos:*

Caisse départementale de mutualité sociale agricole (Caixa Departamental de Mutualidade Social Agrícola), ou Caisse d'assurance mutuelle agricole (Caixa de Seguro da Mutualidade Agrícola), ou o segurador privado;

*b) Velhice e pensões de sobrevivência, prestações familiares:*

Caisse départementale de mutualité sociale agricole (Caixa Departamental de Mutualidade Social Agrícola).

**II — Departamentos do ultramar****A — Trabalhadores assalariados sujeitos aos seguintes regimes**

**1 — Geral.**

**2 — Agrícola.**

**3 — Mineiro:**

*a) Todos os riscos:* Caisse générale de sécurité sociale (Caixa Geral de Segurança Social) (salvo para as melhorias de rendas referentes a acidentes do trabalho ocorridos nos departamentos do ultramar antes de 1 de Janeiro de 1952, em cujo caso o organismo competente é: la Direction départementale de l'enregistrement (Direcção Departamental do Registo).

Além disso, o auxílio aos trabalhadores sem emprego toma a forma de trabalho para desempregados dependente da Direction Départementale du Travail et de la main d'œuvre (Direcção Departamental do Trabalho e da Mão-de-Obra);

*b) Preparações familiares:*

Caisse d'allocations familiales du département (Caixa de Abonos de Família do Departamento);

**4 — Marinheiros.**

*a) Para todos os riscos:*

Secção da Caisse de retraite des marins (Caixa de Reforma dos Marinheiros) ou Caisse générale de prévoyance des marins (Caixa Geral de Previdência dos Marinheiros) dos assuntos marítimos, conforme os riscos;

*b) Preparações familiares:*

Caisse d'allocations familiales du département (Caixa de Abonos de Família do Departamento).

**B — Trabalhadores não assalariados das profissões não agrícolas**

***a) Doença:***

O organismo competente está em vias de criação;

***b) Invalidez, morte (capital):***

O organismo competente está em vias de criação;

***c) Invalidez, morte (capital), velhice e sobrevivência:***

Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (Caixa Autónoma Nacional de Compensação do Seguro de Velhice Artesanal) (CANCAVA), Paris;

Caisse nationale des barreaux français (Caixa Nacional da Advocacia Francesa), Paris;

***d) Velhice e morte:***

Caisse interprofessionnelle d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants d'Algérie et d'Outre Mer (CAVICORG), Paris (Caixa Interprofissional do Seguro de Velhice dos Industriais e Comerciantes da Argélia e Ultramar);

Secção profissional de cada profissão para as profissões liberais;

***e) Preparações familiares:***

Caisse d'allocations familiales du département (Caixa de Abonos de Família do Departamento).

**C — Trabalhadores não assalariados das profissões agrícolas****a) Doença, maternidade, velhice:**

Caisse générale de sécurité sociale du régime des salariés (Caixa Geral de Segurança Social do Regime dos Assalariados);

**b) Prestações familiares:**

Caisse d'allocations familiales du département (Caixa de Abono de Família do Departamento).

*República Federal da Alemanha.*

**A — A menos que o presente anexo disponha de outro modo, a competência das instituições alemãs é regulada pela legislação alemã.****1 — Doença:**

Para a aplicação do artigo 24.º, parágrafo 2, da convocação:

A instituição do seguro de doença em que o titular da pensão deveria estar filiado se residisse no território da República Federal. Se, nessas condições, a instituição competente for a Allgemeine Ortskrankenkas (Caixa Geral Local do Seguro de Doença) ou uma Landkrankenkas (Caixa Regional do Seguro de Doença);

Ou ainda, se não há instituição competente: Allgemeine Ortskrankenkas Bad Godesberg (Caixa Geral Local do Seguro de Doença de Bad Godesberg); Bona — Bad Godesberg.

2 — Velhice, invalidez, morte (pensões) para os trabalhadores assalariados, para os empregados e para os mineiros:

a) Para a atribuição e pagamento das prestações a pedido do interessado quando este esteve exclusivamente, quer segurado, quer considerado como segurado na legislação alemã (assim como para os seus sobreviventes) e que reside no território de outra Parte Contratante ou, sendo cidadão de uma Parte Contratante, reside no território de um Estado que não é Parte Contratante:

i) Quando a última contribuição foi paga ao seguro de pensão para os trabalhadores assalariados:

aa) Se o asssegurado reside nos Países Baixos ou se, sendo cidadão holandês, reside no território de um Estado que não é Parte Contratante: Landesversicherungsanstalt Westfalen (Instituição Regional do Seguro da Vestefália), Munster;

-- Se o segurado reside na Bélgica ou se, sendo cidadão belga, reside no território de um Estado que não é Parte Contratante: Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Instituição Regional do Seguro da Renânia), Dusseldorf;

— Se o segurado reside na Itália ou se, sendo cidadão italiano, reside no território de um Estado que não é Parte Contratante: Landesversicherungsanstalt Schwaben (Instituição Regional do Seguro da Suábia), Augsburg;

— Se o segurado reside em França ou no Luxemburgo, ou se, sendo cidadão francês ou luxemburguês, reside no território de um Estado que não é Parte Contratante: Landesversicherungsanstalt Rheinland-Pfalz (Instituição Regional do Seguro da Renânia-Palatinado), Speyer;

— Se o segurado reside na Áustria ou se, sendo cidadão austriaco, reside no território de um Estado que não é Parte Contratante: Landesversicherungsanstalt Oberbayern (Instituição Regional do Seguro da Alta Baviera), Munique;

— Se o segurado reside na Suíça, ou se, sendo suíço, reside no território de um Estado que não é Parte Contratante: Landesversicherungsanstalt Baden (Instituição Regional do Seguro de Baden), Karlsruhe;

— Se o segurado reside na Dinamarca, ou se, sendo cidadão dinamarquês, reside no território de um Estado que não é Parte Contratante: Landesversicherungsanstalt Schleswig-Holstein (Instituição Regional do Seguro de Schleswig-Holstein), Lubeck;

— Se o segurado reside no Reino Unido, ou se, sendo cidadão britânico, reside no território de um Estado que não é Parte Contratante: Landesversicherungsanstalt Freie und Hansestadt Hamburg (Instituição Regional do Seguro da Cidade Livre e Hanseática de Hamburgo), Hamburgo;

— Se o segurado reside na Turquia, ou se, sendo cidadão turco, reside no território de um Estado que não é Parte Contratante: Landesversicherungsanstalt Oberfranken und Mittelfranken (Instituição Regional do Seguro da Francónia Superior e da Francónia Central), Bayreuth;

— Se o segurado reside no território de outra Parte Contratante ou se é cidadão de outra Parte Contratante e reside no território de um Estado que não é Parte Contratante: Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Instituição Regional do Seguro da Renânia), Dusseldorf;

bb) Se a última quotização foi paga à Seekasse (Caixa de Seguro dos Marinheiros), em Hamburgo, ou à Bundesbahnversicherungsanstalt (Instituição de Seguro dos Caminhos de Ferro Federais), em Frankfurt/Main: a instituição a que foi paga a última quotização;

ii) Se a última quotização sob a legislação alemã foi paga ao seguro de pensão dos empregados:

das Comunidades Europeias: à Landesversicherungsanstalt für das Saarland (Instituição Regional de Seguro do Sarre), em Saarbrücken, ou à instituição à qual foi paga a última quotização:

ii) Se a última quotização foi paga ao seguro de pensão dos empregados Bundesbahnversicherungsanstalt für Angestellte (Instituição Federal de Seguro para os Empregados), Berlim, ou se se trata dos marinheiros: Seekasse (Caixa de Seguro dos Marinheiros), Hamburgo;

iii) Se a última quotização foi paga ao seguro de pensão dos mineiros ou se o prazo de garantia exigido é cumprido ou considerado como cumprido, tendo em vista a concessão de uma pensão de mineiro, devido à diminuição da capacidade para trabalho nas minas:

Bundesknappschaft (Instituição Federal de Seguro para os Mineiros), Bochum.

Para as decisões e o pagamento das prestações pedidas em aplicação dos artigos 27.º a 37.º da Convenção, as instituições competentes são as seguintes:

i) Se a última quotização foi paga ao abrigo da legislação alemã ao seguro de pensão dos trabalhadores assalariados:

aa) Se o interessado reside no território da República Federal, mas fora do Sarre, ou se reside fora do território da República Federal e a última quotização paga por aplicação das disposições da legislação alemã foi liquidada a uma instituição fora do Sarre, se a última quotização paga por aplicação das disposições da legislação de uma outra Parte Contratante foi liquidada a:

Uma instituição holandesa do seguro de pensão: Landesversicherungsanstalt Westphalen (Instituição do Seguro Regional da Vestefália), Munster;

Uma instituição belga do seguro de pensão: Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Instituição Regional do Seguro da Província da Renânia), Dusseldorf;

Uma instituição italiana do seguro de pensão: Landesversicherungsanstalt Schwaben (Instituição Regional do Seguro da Suábia), Augsburg;

Uma instituição francesa ou luxemburguesa do seguro de pensão: Landesversicherungsanstalt Rheinland-Pfalz (Instituição Regional do Seguro da Renânia-Palatinado), Speyer;

Uma instituição austríaca do seguro de pensão: Landesversicherungsanstalt Oberbayern (Instituição Regional do Seguro de Alta Baviera), Munique;

Uma instituição suíça do seguro de pensão: Landesversicherungsanstalt Baden (Instituição Regional de Seguros de Baden), Karlsruhe;

Uma instituição dinamarquesa de seguro de pensão: Landesversicherungsanstalt Schleswig-Holstein (Instituição Regional de Seguro de Schleswig-Holstein), Lubeck;

Uma instituição britânica de seguro de pensão: Landesversicherungsanstalt Freie und Hansestadt Hamburg (Instituição Regional do Seguro da Cidade Livre e Hanseática de Hamburgo), Hamburgo;

Uma instituição turca de seguro de pensão Landesversicherungsanstalt Oberfranken und Mittelfranken (Instituição Regional do Seguro da Francónia Superior e da Francónia Central), Bayreut;

Uma instituição de seguro de pensão de qualquer outra Parte Contratante: Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Instituição Regional do Seguro da Província da Renânia), Dusseldorf;

bb) Se o interessado esteve abrangido pela legislação de um Estado membro das Comunidades Europeias; e

aaa) Reside no Sarre; ou

bbb) Reside fora do território da República Federal e a última quotização ao abrigo da legislação alemã foi paga à Instituição Regional do Seguro do Sarre, Departamento de Seguro de Pensão dos Trabalhadores Assalariados: Landesversicherungsanstalt für das Saarland (Instituição Regional do Seguro do Sarre), Saarbrücken;

cc) Se a última quotização ao abrigo da legislação alemã foi paga à Seekasse (Caixa de Seguro dos Marinheiros), em Hamburgo, ou à Bundesbahnversicherungsanstalt (Instituição de Seguro dos Caminhos de Ferro Federais), em Frankfurt/Main: a instituição a que foi paga a última quotização;

ii) Se a última quotização sob a legislação alemã foi paga ao seguro de pensão dos empregados:

Bundesknappschaft (Instituição Federal de Seguro para os Empregados), em Berlim, ou

Se se trata de marinheiros:

Seekasse (Caixa de Seguro dos Marinheiros), Hamburgo;

iii) Se a última quotização ao abrigo da legislação alemã foi paga ao seguro de pensão dos mineiros ou se — apenas na base de períodos de seguro cumpridos na República Federal ou da consideração dos períodos de seguro cumpridos noutros estados, de acordo com o artigo 28.º da Convenção — o prazo de garantia exigido é cumprido ou considerado como cumprido tendo em vista a concessão de uma pensão de mineiros devido a uma

diminuição da capacidade para trabalho nas minas: Bundesknappschaft (Instituição Federal de Seguro para os Mineiros), Bochum.

3 — Seguro de pensão complementar dos trabalhadores da siderurgia:

Landesversicherungsanstalt für das Saarland (Instituição Regional de Seguro do Sarre), Saarbrucken.

#### B — Subsídios de desemprego e prestações familiares

Bundesanalt für Arbeit (Instituto Federal do Trabalho), Nürnberg.

#### Islândia:

Para todos os ramos de seguro:

A nível nacional:

Tryggingastofnum Stofium Rikisins (Administração Nacional de Seguros).

A nível local:

As autoridades locais, à excepção do ramo de doença, para o qual são competentes as caixas locais, públicas de seguro de doença, e de desemprego, para o qual é competente Tryggingastofnum Stofium Rikisins — Administração nacional de seguros por conta do Atvinn Leysistryggingasjoddor (Fundo de Desemprego).

#### Irlanda:

An Roinn Leasa Shóisialaigh, Baile Átha Cliath (Ministério da Segurança e da Assistência Sociais), Dublin.

#### Itália:

1 — Doença, maternidade:

a) Em caso de tuberculose:

Os serviços provinciais do Instituto Nacional de Previdência Social (INPS);

b) Em caso de outras doenças e maternidade:

Em regra geral: Instituto Nacional de Seguro de Doença (INAM); ou

Para a província de Bolzano: Caixa de Mutualidade de Doença de Bolzano; ou

Para a província de Trento: Caixa de Mutualidade de Doença de Trento;

O organismo segurador em que o interessado está inscrito.

2 — Acidentes do trabalho e doenças profissionais:

Os serviços provinciais do Instituto Nacional de Seguro contra Acidentes do Trabalho (INAIL).

3 — Invalidez, velhice, morte:

a) Em regra geral: os serviços provinciais do Instituto Nacional da Previdência Social (INPS);

b) Nos outros casos: os organismos seguradores.

4 — Subsídios por morte:

As instituições indicadas nos n.º 1, 2 e 3, conforme o caso.

5 — Desemprego:

a) Em regra geral: os serviços provinciais do Instituto Nacional da Previdência Social (INPS);

b) Para os jornalistas: Instituto Nacional de Previdência para os Jornalistas Italianos «G. Amendola», Roma.

#### Luxemburgo:

1 — Doença, maternidade:

a) Caixa de doença em que a pessoa está inscrita em consequência da sua actividade profissional ou em que esteve inscrita em último lugar;

b) No sentido do parágrafo 3 do artigo 24.º da Convenção, a ou as instituições devedoras da pensão, em proporção aos períodos de seguro respectivos.

2 — Invalidez, velhice, morte (pensões):

a) Instituição de seguro de velhice e invalidez, Luxemburgo, se se trata de um operário;

b) Caixa de Pensão dos Empregados Privados, Luxemburgo, se se trata de um empregado assalariado e de um trabalhador intelectual independente;

c) Caixa de Pensão dos Artesãos, Luxemburgo, se se trata de um artesão independente;

d) Caixa de Pensão Agrícola, Luxemburgo, se se trata de uma pessoa que exerce uma actividade profissional agrícola por conta própria;

e) Caixa de Pensão dos Comerciantes e Industriais, Luxemburgo, se se trata de uma pessoa que exerce, por conta própria, uma actividade comercial ou industrial.

3 — Acidentes do trabalho e doenças profissionais:

a) Associação de Seguro contra os Acidentes, Secção Agrícola, Luxemburgo, se se trata de trabalhadores agrícolas ou de pessoas que exercem por sua própria conta uma actividade profissional agrícola, assim como membros das suas famílias;

b) Associação de Seguro contra os Acidentes, Secção Industrial, em todos os outros casos de seguro obrigatório ou facultativo.

4 — Desemprego:

Office national du travail (Repartição Nacional do Trabalho), Luxemburgo.

5 — Prestações familiares:

a) Caisse d'allocations familiales des ouvriers près l'Établissement d'assurance vieillesse et invalidité (Caixa de Abonos de Família dos Operários junto da Instituição de Seguro de Velhice e Invalidez), Luxemburgo, se se tratar de segurados inscritos nesta instituição;

b) Caisse d'allocations familiales des employés près la Caisse de pension des employés privés (Caixa de Abonos de Família dos Empregados junto da Caixa de Pensão dos Empregados Privados), Luxemburgo, se se trata de empregados assalariados inscritos nesta caixa;

c) Caisse d'allocations familiales des non-salariés (Caixa de Abonos de Família dos não Assalariados), Luxemburgo, em todos os outros casos.

6 — Subsídio por morte:

Instituições mencionadas nos pontos 1, a), 2 e 3, conforme se trata de uma prestação de um ou outro destes regimes.

#### Malta:

The Department of Social Services (Departamento dos Assuntos Sociais).

#### Países Baixos:

1 — Doença, maternidade:

a) Prestações em espécie: Ziekenfonds (Caixa de Doença) em que o interessado está inscrito;

b) Prestações pecuniárias: Bedrijfsvereniging (Associação Profissional) em que está inscrita a entidade patronal do interessado.

2 — Invalidez:

a) Quando o interessado tem igualmente direito a prestações somente ao abrigo da legislação holandesa, sem aplicação da Convenção;

Bedrijfsvereniging (Associação Profissional) em que está inscrita a entidade patronal do interessado;

b) Em todos os outros casos: Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nova Associação Profissional Geral), Amsterdão.

3 — Velhice, morte (pensões):

Sociale Verzekeringsbank (Banco de Seguros Sociais), Amsterdão.

4 — Desemprego:

a) Subsídios do seguro de desemprego: Bedrijfsvereniging (Associação Profissional) em que está inscrita a entidade patronal;

b) Prestações dos poderes públicos: a administração municipal do lugar de residência.

5 — Prestações familiares:

a) Quando o beneficiário reside nos Países Baixos, o Conselho do Trabalho (Raad van Arbeid) em cujo distrito reside;

b) Quando o beneficiário reside fora dos Países Baixos, mas a entidade patronal reside ou estabeleceu-se nos Países Baixos: Raad van Arbeid (Conselho do Trabalho) em cujo distrito a entidade patronal reside ou se estabeleceu;

c) Em todos os outros casos: Sociale Verzekeringsbank (Banco de Seguros Sociais), Amsterdão.

#### Noruega:

1 — Doença, maternidade:

Rapartijkões locais de seguro.

2 — Invalidez, velhice e sobrevivência:

Rikstrygdeverket (Instituto Nacional de Seguro).

3 — Velhice, invalidez e sobrevivência para os trabalhadores das florestas:

Rapartijkões locais de seguro.

4 — Velhice, invalidez e sobrevivência (pensões) dos pescadores:

Rapartijkões locais de seguro.

5 — Acidentes de trabalho e doenças profissionais:

Instituto Nacional de Seguro.

6 — Prestações familiares (abonos de família):

Rapartijkões locais de seguro.

7 — Desemprego:

Direcção do Trabalho.

**Suécia:**

- 1 — Doença, maternidade, invalidez, velhice e sobrevivência (pensões):  
 Allmän försäkringskassa (caixas gerais de seguro).  
 2 — Acidentes de trabalho e doenças profissionais:  
 Riksförsäkringsverket (Repartição Nacional de Seguro Social).  
 3 — Desemprego:  
 Erkand Arbetslösbsetskassa (caixas oficiais de seguro de desemprego).  
 4 — Prestações familiares:  
 Barnavardsnämnd (organismos locais encarregados da proteção à infância).

**Suíça:**

- 1 — Doença, maternidade:  
 Caixas de doença mencionadas numa lista a elaborar aquando da ratificação da Convenção.  
 2 — Invalidez, velhice e morte (pensões):  
 a) Caixa de compensação do seguro de velhice, sobrevivência e invalidez em que o interessado esteve inscrito em último lugar enquanto reside na Suíça;  
 b) Caisse suisse de compensation (Caixa Suíça de Compensation), Genebra, se o interessado reside fora da Suíça.  
 3 — Acidentes de trabalho e doenças profissionais:  
 A agência distrital da Caixa Nacional Suíça de Seguro de Acidentes em que está inscrita a entidade patronal do segurado.  
 4 — Desemprego:  
 Caixa do seguro de desemprego na qual o interessado está ou esteve inscrito em último lugar.  
 5 — Prestações familiares:  
 A caixa de abonos de família na qual o segurado está ou esteve inscrito em último lugar.

**Turquia:**

- a) Para aplicação da legislação relativa aos seguros sociais dos trabalhadores assalariados (doença, maternidade, invalidez, velhice, morte, acidentes de trabalho e doenças profissionais).  
 Instituto de Seguros Sociais (SSK);  
 b) Para aplicação da legislação relativa aos seguros sociais dos trabalhadores independentes e das profissões liberais (invalidez, velhice e morte):  
 Instituição dos Seguros Sociais dos Trabalhadores Independentes e das Profissões Liberais (BAG-KUR).

**Reino Unido:**

A autoridade competente indicada no anexo 1 deste Acordo.

**ANEXO 3**

[Artigo 1.º, alíneas k) e l), da Convenção e artigo 4.º, parágrafo 3, do Acordo]

Instituições do lugar de residência e instituições do lugar de estada.

**Austrália:**

- 1 — Doença:  
 Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Caixa Regional de Seguro de Doença para Trabalhadores e Empregados), que é territorialmente competente no lugar de residência ou no lugar de estada do beneficiário.  
 2 — Acidentes de trabalho e doenças profissionais:  
 a) Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Caixa Regional de Seguro de Doença para Trabalhadores e Empregados), que é territorialmente competente no lugar de residência ou de estada do beneficiário, se se trata da concessão de prestações em espécie e pecuniária (com exclusão das rendas e do subsídio por morte);  
 b) Allgemeine Unfallversicherungsanstalt (Serviço Geral de Seguro de Acidentes) em Viena, se se trata do pagamento de prestações pecuniárias (com exclusão das prestações pecuniárias referidas na alínea a) e se se trata da aplicação do artigo 68.º do Acordo.  
 3 — Desemprego:  
 Arbeitsamt (Repartição do Emprego), que é competente no lugar de residência ou de estada do beneficiário.  
 4 — Prestações familiares:  
 Finanzamt (Serviço de Finanças), que é competente no lugar de residência ou de estada do beneficiário.

**Bélgica:****I — Para as instituições do lugar de residência**

- 1 — Doença, maternidade:  
 a) Aplicação dos artigos 17.º, 19.º, 22.º, 25.º, 27.º e 29.º do Acordo; os organismos seguradores;  
 b) Aplicação do artigo 29.º do Acordo:  
 i) Em regra geral: os organismos seguradores;  
 ii) Para os marinheiros: a Caixa de Assistência e de Previdência para os Marinheiros que Navegam sob Bandeira Belga, em Antuérpia, ou os organismos seguradores.

**2 — Invalidez:**

- a) Invalidez geral (operários, empregados, trabalhadores independentes, mineiros, se estes últimos não têm direito ao regime especial): Instituto Nacional de Seguro de Doença e Invalidez em Bruxelas, conjuntamente com os organismos seguradores;  
 b) Invalidez especial dos mineiros: Fundo Nacional de Reforma dos Mineiros, Bruxelas;  
 c) Invalidez dos marinheiros: Caixa de Assistência e Previdência para os Marinheiros que Navegam sob a Bandeira Belga, Antuérpia.

**3 — Velhice, morte (pensões):**

- a) Trabalhadores assalariados: Caixa Nacional de Pensões para Trabalhadores Assalariados, Bruxelas;

**b) Trabalhadores independentes:**

- Para as rendas: Caixas Livres de Seguro Social para Trabalhadores Independentes e Caixa Nacional Auxiliar de Seguro Social para Trabalhadores Independentes;

- Para as outras prestações de reforma e de sobrevivência: Instituto Nacional de Seguros Sociais para Trabalhadores Independentes, Bruxelas.

**4 — Acidentes de trabalho:**

- Os organismos seguradores.

**5 — Doenças profissionais:**

- Fundo das Doenças Profissionais, Bruxelas.

**6 — Desemprego:**

- a) Em regra geral: Repartição Nacional do Desemprego, Bruxelas;

- b) Para os marinheiros: «Pool» dos marinheiros da Marinha Mercante, Antuérpia.

**7 — Prestações familiares:**

- a) Assalariados: Repartição Nacional de Abono de Família para Trabalhadores Assalariados, Bruxelas;

- b) Independentes: Instituto Nacional de Seguros Sociais para Trabalhadores Independentes, Bruxelas;

**8 — Subsídio por morte:**

- Os organismos seguradores em conjunto com o Instituto Nacional de Seguros contra a Doença e Invalidez.

**II — Para as instituições do lugar de estada****1 — Doença, maternidade:**

- Instituto Nacional de Seguro de Doença e Invalidez por intermédio dos organismos seguradores.

**2 — Acidentes de trabalho:**

- Instituto Nacional de Seguro de Doença e Invalidez por intermédio dos organismos seguradores.

**3 — Doenças profissionais:**

- Fundo das doenças profissionais.

**Chipre:**

The Department of Social Insurance of the Ministry of Labour and Social Insurance (Departamento da Segurança Social junto do Ministério do Trabalho e dos Seguros Sociais).

**Dinamarca:****1 — Doença:**

- Caixa Pública Local de Seguro de Doença.

**2 — Maternidade:**

- a) Prestações em espécie: a Caixa Local de Seguro de Doença;  
 b) Prestações pecuniárias: a autoridade local ou no caso em que o pagamento destas prestações lhe foi devolvido por esta autoridade, a Caixa Local do Seguro de Doença.

**3 — Invalidez, pensões de velhice e sobrevivência:****A autoridade local:**

- 4 — Pensão suplementar do emprego:  
 Labour Market Supplementary Pension Board (Repartição de Pensão Suplementar do Emprego), Hillerød.

- 5 — Acidentes de trabalho e doenças profissionais:  
 Direcção de Seguro de Acidentes de Trabalho, Copenhaga.

- 6 — Morte:  
 Caixa Local de Seguro de Doença.

## 7 — Desemprego:

Direcção do Trabalho, Copenhaga.

## 8 — Prestações familiares:

Kommunen (a autoridade local).

## França:

## I — Metrópole

## A — Trabalhadores assalariados

## 1 — Regime geral:

a) Prestações dos seguros de doença, maternidade, morte (capital), acidentes de trabalho e doença profissional (incapacidade temporária);

Caixa Primária de Seguro de Doença;

## b) Pensões de invalidez:

Caixa Primária de Seguro de Doença, salvo por caso de residência ou estadia:

i) Na região parisiense: Caixa Regional de Seguro de Doença de Paris;

ii) Na região de Estrasburgo: Caixa Regional de Seguro de Doença de Estrasburgo;

c) Prestações do seguro de velhice: a Caixa Liquidadora ou seja:

Caixa Regional de Seguro de Doença (seção velhice); ou

Caixa Regional de Seguro de Velhice dos Trabalhadores Assalariados de Estrasburgo; ou

Caixa Nacional de Seguro de Velhice dos Trabalhadores Assalariados em Paris;

d) Acidentes de trabalho ou doença profissional (incapacidade permanente):

i) Renda ou melhorias de renda para os riscos ocorridos depois de 1 de Janeiro de 1947:

Caixa Primária de Seguro de Doença;

ii) Renda por um risco ocorrido antes de 1 de Janeiro de 1947: a entidade patronal ou o segurador substituto;

iii) Melhoria de renda para risco ocorrido antes de 1 de Janeiro de 1947: Caisse des dépôts et consignations (Caixa Geral de Depósitos);

## e) Desemprego:

Direcção départementale du travail et de la main d'œuvre (Direcção Departamental do Trabalho e da Mão-de-Obra);

## f) Prestações familiares:

Caisse d'allocations familiales (Caixa de Abono de Família).

## 2 — Regime agrícola:

a) Prestações do seguro de doença, maternidade, morte (capital), invalidez e prestações familiares:

Caixa Départamental de Mutualidade Social Agrícola;

b) Prestações do seguro de velhice:

Caisse centrale de secours mutuels agricoles (Caixa Central de Seguros Mútuos Agrícolas);

c) Rendas por acidentes de trabalho ou doenças profissionais:

A entidade patronal ou o segurador substituto;

## d) Desemprego:

Direcção départementale du travail et de la main d'œuvre (Direcção Departamental do Trabalho e da Mão-de-Obra).

## 3 — Regime mineiro:

a) Prestações em caso de doença, maternidade, morte (subsídio) incapacidade temporária em consequência de um acidente de trabalho ou de uma doença profissional:

Société de secours minière (Sociedade de assistência aos mineiros);

b) Prestações por invalidez, velhice:

Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines (Caixa Autónoma Nacional de Segurança Social nas Minas), Paris;

c) Acidentes de trabalho ou doenças profissionais:

i) Para o risco ocorrido depois de 1 de Janeiro de 1947:

Rendas;

Melhorias de rendas;

Union régionale des sociétés de secours minières (União Regional das Sociedades de Assistência aos Mineiros);

ii) Para o risco ocorrido antes de 1 de Janeiro de 1947:

Rendas;

A entidade patronal ou o segurador substituto;

Melhoria de rendas;

Caisse des dépôts et consignations (Caixa Geral de Depósitos);

## d) Desemprego:

Direcção départementale du travail et de la main d'œuvre (Direcção Departamental do Trabalho e da Mão-de-Obra).

## 4 — Regime dos marinheiros:

a) Doença, maternidade, acidente do trabalho, pensão de sobrevivente de um inválido ou de uma vítima de um acidente de trabalho:

## Subsídio por morte:

A secção «Caisse générale de prévoyance des marins» (Caixa Geral de Previdência dos Marinheiros).

## b) Velhice, morte (pensões):

A secção Caisse de retraites des marins (Caixa de Reforma dos Marinheiros) dos assuntos marítimos ou o agente oficial designado no Estado membro onde reside o beneficiário.

## c) Desemprego:

Direcção départementale du travail et de la main d'œuvre (Direcção Departamental do Trabalho e da Mão-de-Obra);

## d) Prestações familiares:

Caisse nationale d'allocations familiales des marins du commerce (Caixa Nacional de Abono de Família dos Marinheiros do Comércio);

Caisse nationale d'allocations familiales de la pêche maritime (Caixa Nacional de Abono de Família dos Pescadores Marítimos).

## B — Trabalhadores não assalariados das profissões não agrícolas

## a) Doença, maternidade, acidentes:

O organismo aprovado (Mutualidade ou companhia de seguros habilitada pela Caixa Nacional e convencionada pela Caixa Mútua Agrícola).

## b) Invalidez, velhice, sobrevivência e morte (capital):

Caisse interprofessionnelle locale (Caixa Interprofissional Local); ou

Caisse professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance vieillesse des professions artisanales (Caixa Profissional da Organização Autónoma do Seguro de Velhice das Profissões Artesanais);

Caisse nationale des Barreaux français (Caixa Nacional da Advocacia Francesa).

## c) Velhice e sobrevivência:

Caisse interprofessionnelle locale (Caixa Interprofissional Local); ou

Caisse professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance vieillesse des professions industrielles et commerciales (Caixa Profissional da Organização Autónoma do Seguro de Velhice das Profissões Industriais e Comerciais);

Section professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance vieillesse des professions libérales (Secção Profissional da Organização Autónoma do Seguro de Velhice das Profissões Liberais).

## d) Prestações familiares:

Caisse d'allocations familiales (Caixa de Abonos de Família).

## C — Trabalhadores não assalariados das profissões agrícolas

## a) Doença, maternidade, acidentes de trabalho, invalidez:

A sociedade, ou a caixa local ou o organismo segurador;

Union départementale mutualiste (União Departamental Mutualista);

Repartição departamental do agrupamento dos seguros de doença, para os agricultores, ou a companhia de seguros delegada.

## b) Velhice e pensões de sobrevivência, prestações familiares:

Caisse départementale de mutualité sociale agricole (Caixa Departamental de Mutualidade Social Agrícola).

## II — Departamentos do ultramar

## A — Trabalhadores assalariados sujeitos aos regimes seguintes

## 1 — Geral:

## 2 — Agrícola:

## 3 — Mineiro:

a) Todos os riscos salvo o desemprego, em que a assistência é concebida sob a forma de obras dependentes da Direcção Departamental do Trabalho e da Mão-de-Obra;

Caisse générale de sécurité sociale (Caixa Geral de Segurança Social);

## b) Prestações familiares:

Caixa Departamental de Abono de Família.

## 4 — Marinheiros:

a) Pensão de invalidez ou de velhice: a secção da Caisse générale de prévoyance des marins (Caixa Geral de Previdência dos Marinheiros) ou da Caisse de retraite des marins du quartier d'immatriculation selon le risque (Caixa de Reforma dos Marinheiros da Região de Matrícula Conforme o Risco);

## b) Prestações familiares:

Caisse départementale d'allocations familiales (Caixa Departamental de Abono de Família).

## B — Trabalhadores não assalariados das profissões não agrícolas

## a) Doença:

O organismo competente está em vias de criação.

- b) Invalidez, morte (capital):  
O organismo competente está em vias de criação;
- c) Invalidez, morte (capital), velhice e sobrevivência:  
Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (Caixa Autónoma Nacional de Compensação de Seguro de Velhice Artesanal) (CANCAVA), Paris;
- Caisse nationale des Barreaux français (Caixa Nacional da Advocacia Francesa);
- d) Velhice e morte:  
Caisse interprofessionnelle d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants d'Algérie et d'Outre Mer (Caixa Interprofissional do Seguro de Velhice dos Industriais e Comerciantes da Argélia e do Ultramar) (CAVICORG), Paris.
- Secção profissional de cada profissão para as profissões liberais;
- e) Prestações familiares:  
Caisse départementale d'allocations familiales (Caixa Departamental de Abono de Família).

### C — Trabalhadores não assalariados das profissões agrícolas

- Doença, maternidade, velhice:  
Caixa geral de segurança social do regime geral;
- Prestações familiares;  
Caisse départementale d'allocations familiales (Caixa Departamental de Abono de Família).

*República Federal da Alemanha:*

- I — Doença;
  - a) Para todos os casos (com exceção da aplicação do artigo 20.º, parágrafo 2, da Convenção e do artigo 17.º do Acordo):
    - i) Allgemeine Ortskrankenkasste (Caixa Geral Local do Seguro de Doença) que é competente para o lugar de residência ou de estadia do beneficiário ou no caso em que não existe uma tal instituição neste lugar;
    - ii) Landkrankenkasste (Caixa Regional do Seguro de Doença) que é competente para o lugar de residência ou de estadia do beneficiário;
    - iii) Em relação aos mineiros e aos membros das suas famílias, a instituição competente é a Bundesknappschaft (Instituição Federal do Seguro dos Mineiros), Bochum;
  - b) Para aplicação do artigo 20.º, parágrafo 2, da Convenção e do Artigo 17.º do Acordo:
    - i) A instituição na qual o trabalhador esteve segurado em último lugar; quando uma tal instituição não existe ou se o interessado esteve segurado em último lugar na Caixa Geral Local do Seguro de Doença, ou ainda na Caixa Regional de Seguro de Doença, ou ainda na Instituição Federal de Seguro para os Mineiros;
    - ii) A instituição competente do lugar de residência ou de estadia do beneficiário na acepção indicada na alínea a) acima mencionada.
- 2 — Acidentes:
  - a) Para as prestações em espécie, salvo os que dependem de medidas terapêuticas especiais (heilversfzren) a cargo das associações profissionais das entidades patronais (Berufsgenossenschaften), incluindo a intervenção do médico que tem a seu cargo os primeiros diagnósticos oficiais em otorrinolaringologia ou em oftalmologia, as próteses e aparelhos; prestações pecuniárias (salvo as rendas, melhorias por terceira pessoa (Pflegegeld) e subsídios por morte):
    - i) Allgemeine Ortskrankenkasste (Caixa Geral Local de Seguro de Doença) competente para o lugar de residência ou de estadia do beneficiário;
    - No caso de esta instituição não existir:
    - ii) Landkrankenkasste (Caixa Regional de Seguro de Doença) competente para o lugar de residência ou de estadia do beneficiário;
    - iii) Se se trata de mineiros ou de membros das suas famílias: Bundesknappschaft (Instituição Federal de Seguro dos Mineiros), Bochum;
  - b) Para as prestações em espécie ou pecuniárias, à exclusão das referidas na alínea a) acima mencionada, ou no caso de aplicação do artigo 68.º do Acordo:
    - Hauptverband der gewerblichen Berufsgenossenschaften (Federação Central das Associações Profissionais das Entidades Patronais da Indústria), Bona.

### 3 — Seguro de pensões:

- a) Seguro de pensões dos trabalhadores assalariados:
- i) Relações com os Países Baixos;  
Landesversicherungsanstalt Westfalen (Instituição Regional de Seguro de Vestefália), Munster;

### ii) Relações com a Bélgica:

Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Instituição Regional de Seguro da Província da Renânia), Dusseldorf;

### iii) Relações com a Itália:

Landesversicherungsanstalt Schwaben (Instituição Regional de Seguro da Suábia), Augsburg;

### iv) Relações com a França e o Luxemburgo:

Landesversicherungsanstalt Rheinland-Pala (Instituição Regional de Seguro de Renânia-Palatinado), Speyer;

### v) Relações com a Áustria:

Landesversicherungsanstalt Oberbayern (Instituição Regional de Seguro da Alta Baviera), Munique;

### vi) Relações com a Suíça:

Landesversicherungsanstalt Baden (Instituição Regional de Seguro de Baden), Karlsruhe;

### vii) Relações com a Dinamarca:

Landesversicherungsanstalt Schleswig-Holstein (Instituição Regional de Seguro de Schleswig-Holstein), Lubeck;

### viii) Relações com o Reino Unido:

Landesversicherungsanstalt Freie und Hansestadt Hamburg (Instituição Regional de Seguro da Cidade Livre e Hanseática de Hamburgo), Hamburgo;

### ix) Relações com a Turquia:

Landesversicherungsanstalt Oberfranken und Mittelfranken (Instituição Regional de Seguro da Francónia Superior e da Francónia Central) Bayreuth;

### x) Relações com uma outra Parte Contratante:

Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Instituição Regional de Seguro da Província da Renânia), Dusseldorf;

### b) Seguro de pensão dos empregados:

Bundesversicherungsanstalt für Angestellte (Instituição Federal de Seguro para os Empregados), Berlim;

### c) Seguro de pensão dos mineiros:

Bundesknappschaft (Instituição Federal de Seguro dos Mineiros), Bochum.

### 4 — Subsídios de desemprego e prestações familiares:

Arbeitsamt (Fundo do Desemprego) competente para o lugar de residência ou estada do beneficiário.

### Índia:

As instituições indicadas no anexo 2 do Acordo.

### Irlanda:

A instituição indicada no anexo 2 do Acordo.

### Itália:

#### 1 — Doença, maternidade:

##### a) Em caso de tuberculose:

Os serviços provinciais do Instituto Nacional da Previdência Social (INPS);

##### b) Em caso de outras doenças e de maternidade:

##### Em geral:

Os serviços provinciais do Instituto Nacional do Seguro de Doença (INAM), ou, na província de Bolzano, a Caixa Mútua de Doença de Bolzano, ou, na província de Trento, a Caixa Mútua de Doença de Trento.

Nos outros casos: o organismo segurador.

##### 2 — Acidentes de trabalho e doenças profissionais:

Os serviços provinciais do Instituto Nacional de Seguro Contra Acidentes de Trabalho (INAIL).

##### 3 — Invalidez, velhice, morte:

##### a) Em regra geral:

Os serviços provinciais do Instituto Nacional da Previdência Social (INPS).

##### b) Nos outros casos:

##### Os organismos seguradores.

##### 4 — Subsídio por morte:

As instituições indicadas nos n.º 1, 2, 3, conforme o caso.

##### 5 — Desemprego:

##### a) Em geral:

Os serviços provinciais do Instituto nacional da Previdência Social (INPS);

##### b) Para os jornalistas:

O Instituto Nacional de Previdência para os Jornalistas Italianos G. Amendola, Roma.

##### 6 — Prestações familiares:

As instituições indicadas no n.º 5.

### Luxemburgo:

#### 1 — Doença, maternidade:

a) No sentido dos artigos 20.º, 21.º, 23.º e 24.º, parágrafos 2, 4, 6 e 7 da Convenção: a Caixa Nacional de Seguro de Doença dos Operários, Luxemburgo;

b) No sentido do artigo 24.º, parágrafo 1, da Convenção: a caixa de doença competente nos termos da legislação luxemburguesa.

2 — Invalidez, velhice, morte (pensões):

a) Instituição do Seguro de Velhice e Invalidez (Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, Luxemburgo), se se trata de um operário;

b) Se se trata de um empregado assalariado e de um trabalhador intelectual independente, «Caisse des pensions des employés privés» (Caixa de Pensões dos Empregados Privados), Luxemburgo;

c) Se se trata de um artesão independente, «Caisse de pensions des artisans» (Caixa de Pensões dos Artesãos), Luxemburgo;

d) Se se trata de uma pessoa que exerce uma actividade profissional agrícola por conta própria, «Caisse de pensions agricoles» (Caixa de Pensões Agrícolas), Luxemburgo;

e) Se se trata de uma pessoa que exerce por conta própria uma actividade comercial ou industrial, «Caisse de pensions des commerçants et industriels» (Caixa de Pensões dos Comerciantes e Industriais), Luxemburgo.

3 — Acidentes de trabalho e doenças profissionais:

a) Se se trata de trabalhadores agrícolas ou de pessoas que exercem por conta própria uma actividade profissional agrícola, assim como os membros da sua família, «Association d'assurance contre les accidents, section agricole» (Associação de seguro contra acidentes, secção agrícola), Luxemburgo;

b) Em todos os outros casos de seguro obrigatório ou facultativo «Association d'assurance contre les accidents», section industrielle (Associação de Seguros Contra Acidentes, Secção Industrial).

4 — Desemprego:

Repartição Nacional do Trabalho, Luxemburgo.

5 — Prestações familiares:

a) Caisse d'allocations familiales des souviers près l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, Luxemburgo, (Caixa de Abonos Família dos Operários Junto da Instituição de Previdência Contra a Velhice e Invalidez), se se trata de pessoa, que nela estivessem inscritas se estivesse empregadas no Luxemburgo;

b) Caisse d'allocations familiales des employés près la caisse de pensions des employés privés (Caixa de Abonos de Família dos Empregados Junto da Caixa de Pensões dos Empregados Privados), Luxemburgo, se se trata de pessoas que nela seriam filiadas se estivessem empregadas no Luxemburgo;

c) Caisse d'allocations familiales des non-salariés (Caixa de Abonos de Família dos não Assalariados), Luxemburgo, em todos os outros casos.

*Malta:*

The Department of Social Services (Departamento dos Serviços Sociais), Malta.

*Paises Baixos:*

1 — Doença, maternidade, acidentes de trabalho, doenças profissionais:

a) Prestações em espécie:

i) Instituições do lugar de residência: uma das caixas de doença competentes para o lugar de residência à escolha do interessado;

ii) Instituições do lugar de estadia:

Algemene Nederlandse Onderling Ziekenfonds (Caixa Mútua Geral de Seguro de Doença dos Paises Baixos), Utrecht.

b) Prestações pecuniárias:

Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nova Associação Profissional Geral), Amsterdão.

2 — Invalidez:

a) Quando o interessado tem igualmente direito a prestações ao abrigo apenas da legislação holandesa, sem aplicação da Convenção:

Bedrijfsvereniging (associação profissional competente).

b) Nos outros casos:

Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nova Associação Profissional Geral), Amsterdão.

3 — Velhice e morte (pensões):

Para a aplicação do artigo 45.º do Acordo:

Sociale Verzekeringsbank (Banco de Seguros Sociais), Amsterdão.

4 — Desemprego:

a) Prestações do seguro de desemprego:

Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nova Associação Profissional Geral), Amsterdão.

b) Prestações a cargo dos poderes públicos:

A administração municipal do lugar de residência ou de estadia.

5 — Prestações familiares:

Raad van Arbeid (Conselho do Trabalho), competente para o lugar de residência.

*Noruega:*

As repartições locais de seguro (para todos os ramos salvo as prestações de desemprego); seguro de desemprego: as repartições do trabalho dos condados, as repartições locais do trabalho e as repartições dos marinheiros.

*Suécia:*

As instituições indicadas no anexo 2 do Acordo.

*Suíça:*

1 — Doença, maternidade:

As caixas de doença reconhecidas que aparecem na lista a estabelecer na altura da ratificação da Convenção.

2 — Invalidez, velhice, morte (pensão):

Caisse suisse de compensation (Caixa Suíça de Compensação), Genebra.

3 — Acidentes de trabalho e doenças profissionais:

Agência distrital da Caixa Nacional Suíça de Seguro de Acidentes competente, de acordo com o lugar de residência ou de estada.

4 — Desemprego:

Caixa cantonal de seguro de desemprego competente, de acordo com o lugar de residência ou de estada.

5 — Prestações familiares:

Caixa cantonal de compensação competente, de acordo com o lugar de residência ou de estada.

*Turquia:*

As repartições regionais e agências das instituições indicadas no anexo 2 do Acordo.

*Reino Unido:*

As autoridades competentes indicadas no anexo 1 do Acordo.

**ANEXO 4**

(Artigo 3.º, parágrafo 1, e artigo 4.º, parágrafo 4, do Acordo)

**Organismos de ligação**

*Austria:*

1 — Doença, seguro de acidentes e seguro de pensões e rendas:

Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (Confederação Principal das Instituições de Segurança Social Austríaca), Viena.

2 — Desemprego:

Bundesministerium für soziale Verwaltung (Ministério Federal dos Assuntos Sociais), Viena.

3 — Prestações familiares:

Bundesministerium für Finanzen (Ministério Federal das Finanças), Viena.

*Bélgica:*

a) Em regra geral:

Ministère de la prévoyance sociale (Ministério da Previdência Social), Bruxelas;

b) Ministère des classes moyennes (Ministério das Classes Médias), Bruxelas, em relação às obrigações impostas nos termos do regime de segurança social dos trabalhadores independentes e às prestações em caso de velhice e de morte (pensões) previstas para este regime.

*Chipre:*

Director dos Seguros Sociais, Ministério do Trabalho e dos Seguros Sociais, Nicosia.

*Dinamarca:*

1 — Doença, maternidade:

Direcção da Saúde, Departamento e Seguros, Copenhaga.

2 — Invalidez, velhice, morte (pensões):

Ministério dos Assuntos Sociais, Copenhaga.

- 3 — Acidentes e doenças profissionais:  
Direcção de Seguro de Acidentes de Trabalho, Copenhaga.  
4 — Morte:  
Direcção da Saúde, Departamento de Seguros, Copenhaga.  
5 — Desemprego:  
Direcção do Trabalho, Copenhaga.  
6 — Prestações familiares:  
Socialministeriet (Ministério dos Assuntos Sociais), Copenhaga.

**República Federal da Alemanha:**

- 1 — Seguro de doença:  
Bundesverband der Ortskrankenkassen (Associação Federal das Caixas Locais de Seguro de Doença), Bona — Bad Godesberg.  
2 — Seguro de acidentes:  
Hauptverband der Gewerblichen Berufsgenossenschaften (Federação Central das Associações Profissionais das Entidades Patronais da Indústria), Bona.  
3 — Seguro de pensões dos trabalhadores assalariados.  
a) Para a aplicação do artigo 3.º, parágrafo 2, do Acordo:  
Verband Deutscher Rentenversicherungsträger (Federação das Instituições Alemãs do Seguro de Pensões), Frankfurt;  
b) Para os outros casos:  
i) Relações com a Holanda:  
Landesversicherungsanstalt Westfalen (Instituição Regional de Seguro da Vestefália), Munster;  
ii) Relações com a Bélgica:  
Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Instituição Regional de Seguro da Província da Renânia), Dusseldorf;  
iii) Relações com a Itália:  
Landesversicherungsanstalt Schwaben (Instituição Regional de Seguro da Suábia), Augsburg;  
iv) Relações com a França ou o Luxemburgo:  
Landesversicherungsanstalt Rheinland-Pfalz (Instituição Regional de Seguro da Renânia-Palatinado), Speyer;  
v) Relações com a Áustria:  
Landesversicherungsanstalt Oberbayern (Instituição Regional de Seguro da Alta Baviera), Munique;  
vi) Relações com a Suíça:  
Landesversicherungsanstalt Baden (Instituição Regional de Seguro de Baden), Karlsruhe;  
vii) Relações com a Dinamarca:  
Landesversicherungsanstalt Schleswig-Holstein (Instituição Regional de Seguro de Schleswig-Holstein), Lubeck;  
viii) Relações com o Reino Unido:  
Landesversicherungsanstalt Freie und Hansestadt Hamburg (Instituição Regional de Seguro da Cidade Livre e Hanseática de Hamburgo), Hamburg;  
ix) Relações com a Turquia:  
Landesversicherungsanstalt Oberfranken und Mittelfranken (Instituição Regional de Seguro de Francónia Superior e Francónia Central), Bayreuth;  
x) Relações com uma outra Parte Contratante:  
Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Instituição Regional de Seguro da Renânia), Dusseldorf;  
4 — Seguro de pensões dos empregados:  
Bundesversicherungsanstalt für Angestellte (Instituição Federal de Seguro para os Empregados), Berlim.  
5 — Seguro de pensão dos mineiros:  
Bundesknappschaft (Instituição Federal de Seguro para os Mineiros), Bochum.  
6 — Seguro de pensão complementar dos trabalhadores da siderurgia:  
Landesversicherungsanstalt für das Saarland — Abteilung Huttenknappschäftsliche Zuzatsversicherung (Instituição Regional de Seguro do Sarre — Departamento de Seguro de Pensão Complementar dos Trabalhadores da Siderurgia), Saarbrucken.  
7 — Seguro de velhice dos agricultores:  
Gesamtverband der landwirtschaftlichen Alterskassen (Federação das Caixas de Pensões de Velhice dos Agricultores), Kassel.  
8 — Prestações de desemprego e prestações familiares:  
Hauptstelle der Bundesanstalt für Arbeit (Repartição Central do Instituto Federal do Trabalho), Nurnberg.

**França:**

Centre de sécurité sociale des travailleurs migrants (Centro de Segurança Social dos Trabalhadores Migrantes), Paris.

**Islândia:**

A instituição indicada no anexo I do Acordo.

**Irlanda:**

A instituição indicada no anexo 2 do Acordo.

**Itália:**

- 1 — Doença (salvo a tuberculose), maternidade:  
Instituto Nacional do Seguro de Doença (INAM).  
2 — Acidentes de trabalho e doenças profissionais:  
Instituto Nacional do Seguro de Acidentes do Trabalho (INAIL), Roma.  
3 — Invalidez, velhice, morte, tuberculose, desemprego, prestações familiares:  
Instituto Nacional da Previdência Social (INPS), Roma.

**Luxemburgo:**

Para a aplicação do artigo 46.º do Acordo, as instituições que têm a seu cargo as prestações da mesma natureza no país de residência (ver anexo 2).

Em todos os casos, o Ministério do Trabalho e da Segurança Social, Luxemburgo.

**Malta:**

O departamento dos serviços sociais.

**Países Baixos:**

- 1 — Doença, maternidade, invalidez, acidentes de trabalho e doenças profissionais:  
a) Prestações em espécie:  
Ziekenfonds (Conselho das Caixas de Seguro de Doença), Amsterdão.  
b) Prestações pecuniárias:  
Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nova Associação Profissional Geral), Amsterdão.  
2 — Veltice, morte (pensões), prestações familiares:  
Sociale Verzekeringsbank (Banco da Segurança Social), Amsterdão.

**Noruega:**

Instituição Nacional de Seguro (para todos os ramos à exceção do desemprego).

Desemprego: Direcção do Trabalho.

**Suécia:**

- 1 — Doença, maternidade, invalidez, velhice, morte (pensões), acidentes de trabalho e doenças profissionais:  
Riksforsakrinsverket (Repartição Nacional do Seguro Social), Estocolmo.  
2 — Desemprego:  
Arbetsmarknadsstyrelsen (Administração Nacional de Emprego), Estocolmo.  
3 — Prestações familiares:  
Socialstyrelsen (Administração Nacional da Saúde e das Questões Sociais), Estocolmo.

**Suíça:**

- 1 — Doença, maternidade:  
Office fédéral des assurances sociales (Serviço Federal dos Seguros Sociais), Berna.  
2 — Invalidez, velhice, morte (pensões):  
Caisse de compensation suisse (Caixa Suíça de Compensação), Genebra.  
3 — Acidentes de trabalho e doenças profissionais:  
Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (Caixa Nacional Suíça de Seguro de Acidentes), Lucerna.  
4 — Desemprego:  
Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, service de l'assurance chômage (Repartição Federal da Indústria, das Artes e Ofícios e do Trabalho, Serviço do Seguro de Desemprego), Berna.  
5 — Prestações familiares:  
Office fédéral des assurances sociales (Serviço Federal dos Seguros Sociais), Berna.

**Turquia:**

As instituições indicadas no anexo 2 do Acordo.

**Reino Unido:**

As autoridades competentes mencionadas no anexo I do Acordo.

## ANEXO 5

[Artigo 4.º, parágrafo 5, artigo 6.º, alínea b), e artigo 46.º, parágrafo 2, do Acordo.]

**Disposições de aplicação que se mantêm em vigor**

(Os acordos administrativos que figuram entre parêntesis rectos não estão em vigor na data de abertura à assinatura do Acordo.)

**I — Disposições de acordos multilaterais**

Acordo para a aplicação do acordo de 13 de Fevereiro de 1961, acerca da segurança social dos barqueiros renanos;

Acordo para a aplicação da Convenção de segurança social, concluída a 15 de Setembro de 1953 entre a Dinamarca, a Finlândia, a Islândia, a Noruega e a Suécia;

Acordo para a aplicação da Convenção europeia de 9 de Julho de 1956, acerca da segurança social dos trabalhadores dos transportes internacionais.

**II — Disposições de acordos bilaterais****Austria — República Federal da Alemanha:**

Acordo administrativo de 22 de Dezembro de 1966 para a aplicação da Convenção de segurança social e o Acordo administrativo adicional de 10 de Abril de 1969;

Acordo administrativo de 30 de Janeiro de 1953 para a aplicação da Convenção sobre o Seguro de Desemprego, de 19 de Maio de 1961, tal como modificado pelo acordo administrativo de 31 de Outubro de 1953.

**Austria — Itália:**

Acordo administrativo de 6 de Outubro de 1955 para a aplicação da Convenção relativa aos seguros sociais.

**Austria — Suíça:**

Acordo administrativo de 1 de Outubro de 1968 para a aplicação da Convenção de Segurança Social de 15 de Novembro de 1967.

**Austria — Turquia:**

Acordo administrativo de 3 de Fevereiro de 1967 para a aplicação da Convenção de segurança social de 12 de Outubro de 1966.

**Austria — Reino Unido:**

Acordo administrativo para a aplicação da Convenção de segurança social de 18 de Junho de 1971.

**Bélgica — Suíça:**

Acordo administrativo de 24 de Julho de 1953 para a aplicação da Convenção de 17 de Junho de 1952 em matéria de seguros sociais.

**Bélgica — Turquia:**

Acordo administrativo de 6 de Janeiro de 1969 para a aplicação da Convenção geral de segurança social de 4 de Julho de 1966.

**Bélgica — Reino Unido:**

Acordo administrativo para a aplicação da Convenção de segurança social e do protocolo anexo, assinado em Bruxelas a 20 de Maio de 1957.

**Chipre — Reino Unido:**

Acordo para a aplicação da Convenção de segurança social concluída entre Chipre e o Reino Unido a 6 de Outubro de 1969.

**Dinamarca — França:**

Acordo administrativo de 30 de Abril de 1954 para a aplicação da Convenção geral de segurança social de 30 de Junho de 1951;

Acordo administrativo de 21 de Maio de 1954 para a aplicação da Convenção de segurança social de 30 de Junho de 1951.

**Dinamarca — República Federal da Alemanha:**

Acordo administrativo de 4 de Junho de 1954 para a aplicação da Convenção de segurança social de 14 de Agosto de 1953 (primeiro acordo administrativo);

Acordo administrativo de 4 de Junho de 1954 para a aplicação do Acordo complementar de 14 de Agosto de 1953 relativo à Convenção de segurança social de 14 de Agosto de 1953 (segundo Acordo administrativo), na medida em que estes acordos administrativos contenham regras relativas à aplicação das disposições enumeradas no anexo III da Convenção.

**Dinamarca — Suíça:**

Acordo administrativo de 23 de Junho de 1955 para a aplicação da Convenção de segurança social de 21 de Maio de 1954.

**Dinamarca — Reino Unido:**

Acordo administrativo para a aplicação da Convenção de segurança social de 27 de Agosto de 1959.

**França — Suíça:**

Acordo administrativo de 30 de Maio de 1950 para a aplicação da Convenção de 9 de Julho de 1949 sobre seguro de velhice e sobrevivência.

**França — Reino Unido:**

Acordo administrativo de 8 de Setembro de 1958 para a aplicação da Convenção geral de segurança social de 10 de Julho de 1956.

**República Federal da Alemanha — Suíça:**

Acordo administrativo de 23 de Agosto de 1967 para a aplicação da Convenção de segurança social de 25 de Fevereiro de 1964.

**República Federal da Alemanha — Turquia:**

Acordo administrativo para a aplicação da Convenção de segurança social de 30 de Abril de 1964 e da Convenção de 29 de Maio de 1969, modificando a Convenção de 30 de Abril de 1964.

**República Federal da Alemanha — Reino Unido:**

Acordo administrativo de 10 de Dezembro de 1964 (com as emendas que entraram em vigor a 1 de Março de 1967) para a aplicação da Convenção de segurança social de 20 de Abril de 1960.

**Irlanda — Reino Unido:**

Acordos administrativos para aplicação dos Acordos e da Convenção de segurança social abaixo mencionados:

Acordo sobre segurança social de 29 de Março de 1960;

Acordo sobre segurança social e compensação dos trabalhadores entre o Ministério de Segurança e Assistência Social e o Ministério do Trabalho e dos Assuntos Sociais da Irlanda do Norte, de 22 de Julho de 1964;

Acordo sobre segurança social de 28 de Fevereiro de 1966;

Acordo sobre segurança social de 3 de Outubro de 1968;

Convenção sobre segurança social de 14 de Setembro de 1971.

**Itália — Suíça:**

Acordo administrativo de 18 de Dezembro de 1963 para a aplicação da Convenção de segurança social de 14 de Dezembro de 1962. [Acordo administrativo para a aplicação do acordo complementar de 4 de Julho de 1969 à Convenção de segurança social acima citada.]

**Itália — Reino Unido:**

Acordo administrativo para a aplicação da Convenção de segurança social de 28 de Novembro de 1951.

**Luxemburgo — Suíça:**

Acordo administrativo de 17 de Fevereiro de 1970 para a aplicação da Convenção de segurança social de 3 de Junho de 1967.

**Luxemburgo — Reino Unido:**

Acordo administrativo para a aplicação da Convenção de segurança social de 13 de Outubro de 1953.

**Malta — Reino Unido:**

Acordo administrativo para a aplicação da Convenção de segurança social de 26 de Outubro de 1956 e da Convenção de segurança social de 21 de Março de 1958.

**Paises Baixos — Suíça:**

Acordo administrativo de 29 de Maio de 1970 para a aplicação da Convenção de segurança social de 27 de Maio de 1970.

**Paises Baixos — Turquia:**

As disposições do Acordo de 14 de Junho de 1967 relativas à aplicação do título III da Convenção de segurança social de 5 de Abril de 1966.

**Paises Baixos — Reino Unido:**

Acordo administrativo de 12 de Junho de 1956 para a aplicação da Convenção de segurança social e do seu Protocolo de 11 de Agosto de 1954.

**Noruega — Reino Unido:**

Acordo administrativo para a aplicação da Convenção de segurança social de 25 de Julho de 1957.

**Suécia — Reino Unido:**

Acordo administrativo para a aplicação da Convenção de segurança social de 9 de Julho de 1956.

**Suíça — Turquia:**

Acordo administrativo de 14 de Junho de 1970 para a aplicação da Convenção de segurança social de 1 de Maio de 1969.

**Suíça — Reino Unido:**

Acordo administrativo para a aplicação da Convenção de segurança social de 21 de Fevereiro de 1968.

**Turquia — Reino Unido:**

Acordo para a aplicação da Convenção de seguro social de 9 de Setembro de 1959.

**ANEXO 6**

(Artigo 4, parágrafo 6, e artigo 48, parágrafo 1, do Acordo)

**Institutos bancários****Austria:**

Österreichische Nationalbank (Banco Nacional da Áustria), Viena.

**Chipre:**

Banco Central de Chipre, Nicósia.

**Dinamarca:**

Danmarks Nationalbank, Holmens Kanal 17, 1060 Copenhagen K.

**França:**

Banque de France (Banco de França), Paris.

**República Federal da Alemanha:**

Deutsche Bundesbank (Banco Federal da Alemanha), Frankfurt/Main.

**Islândia:**

Landsbanki Islands, Reykjavik (Banco Nacional da Islândia).

**Irlanda:**

Banc Ceannais na h Éireann, Baile Átha Cliath (Banco da Irlanda), Dublin.

**Luxemburgo:**

Banque internationale (Banco International), Luxemburgo.

**Malta:**

The Central Bank of Malta (Banco Central de Malta), La Valletta.

**Noruega:**

Banco da Noruega, Oslo.

**Suécia:**

Sveriges Riksbank (Banco da Suécia), Box 2119, 103 13 Estocolmo.

**Suíça:**

Banque nationale de Suisse (Banco Nacional Suíço), Berna.

**Turquia:**

Banco Central da República da Turquia, Ankara.

**Reino Unido:**

The Bank of England (Banco de Inglaterra), Londres.

**ANEXO 7**

(Artigo 4, parágrafo 7, do Acordo)

**Instituições designadas pelas autoridades competentes das Partes Contratantes****Austria:**

1 — Para a aplicação do artigo 7.º, parágrafo 1, do Acordo:  
a) A instituição austriaca competente, de acordo com a natureza da ocupação exercida em último lugar;

b) No caso de a natureza da ocupação exercida em último lugar não poder ser determinada: Pensionsversicherungsanstalt der Arbeiter (Instituição do Seguro de Pensões dos Operários), em Viena.

2 — Para aplicação do artigo 12.º, parágrafo 1, do Acordo:

a) A instituição competente para o seguro de doença;  
b) Quando se trata de pessoas que não dependem do seguro de doença: a instituição competente do seguro de acidente.

3 — Para aplicação do artigo 14.º, parágrafos 2 e 3, do Acordo:  
A instituição competente para o seguro de doença.

4 — Para aplicação do artigo 22.º, parágrafo 1, do Acordo:

Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Caixa Regional do Seguro de Doença para Trabalhadores e Empregados) territorialmente competente para o lugar de residência ou lugar de estadia.

5 — Para aplicação do artigo 34.º do Acordo:

Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Caixa Regional do Seguro de Doença para Trabalhadores e Empregados) em cuja área de competência vivem os membros da família.

6 — Para aplicação do artigo 57.º, parágrafo 1, do Acordo:  
Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger (Federação Principal das Instituições Austríacas de Seguro Social), Viena.

7 — Para aplicação do artigo 63.º, parágrafo 1, do Acordo:

Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Caixa Regional do Seguro de Doença para Trabalhadores e Empregados) em cuja área de competência vivem os membros da família.

8 — Para aplicação do artigo 72.º, parágrafo 2, do Acordo:

Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Caixa Regional do Seguro de Doença para Trabalhadores e Empregados) na qual a pessoa em causa esteve inscrita por ocasião do seu último emprego.

9 — Para aplicação do artigo 73.º, parágrafo 2, 2.ª frase, do Acordo:

Arbeitsamt (Serviço de emprego) em cuja circunscrição se encontra o novo lugar de residência ou o novo lugar de estadia do desempregado.

10 — Para aplicação dos artigos 76.º e 77.º do Acordo:

a) Arbeitsamt (Serviço de emprego) do qual o trabalhador recebeu prestações em último lugar (na Áustria);

b) Nos casos em que o trabalhador não recebeu prestações na Áustria.

Arbeitsamt (Serviço de emprego) em cuja circunscrição está situado o lugar do último emprego na Áustria.

11 — Para aplicação do artigo 78.º, parágrafo 2, do Acordo:

Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Caixa Regional do Seguro de Doença para Trabalhadores e Empregados) em cuja circunscrição o emprego em causa foi exercido.

12 — Para aplicação do artigo 83.º, parágrafo 1, do Acordo:

Arbeitsamt (Serviço de emprego) de onde o desempregado recebe prestações.

13 — Para aplicação do artigo 84.º do Acordo:

Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger (Federação Principal das Instituições Austríacas de Seguro Social), Viena, quando a instituição local competente não é conhecida.

14 — Para aplicação do artigo 87.º, parágrafo 2, do Acordo:

Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger (Federação Principal das Instituições Austríacas de Seguro Social), Viena, sendo definido que o reembolso das despesas relativas às prestações em espécie será efectuado a partir das contribuições dos pensionistas para o seguro de doença, pagas pelas instituições do seguro de pensões à referida Federação principal.

#### Bélgica:

1 — Para aplicação do artigo 15.º, parágrafo 1, a), i) e ii), da Convenção e dos artigos 12.º e 14.º, parágrafo 1, do Acordo:

Office national de sécurité sociale (Instituição Nacional de Segurança Social), Bruxelas.

2 — Para aplicação do artigo 15.º, parágrafo 2, a), da Convenção do artigo 12.º do Acordo: Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge (Caixa de Assistência e Previdência a favor dos Marinheiros que Navegam sob Bandeira Belga), Antuérpia.

3 — Para aplicação do artigo 22.º, parágrafo 1 do artigo 87.º, parágrafo 2, do Acordo:

Institut national d'assurance maladie-invalidité (Instituição Nacional de Seguro de Doença e Invalidade), Bruxelas.

4 — Para a aplicação do artigo 72.º, parágrafo 2, do artigo 73.º, parágrafo 2 dos artigos 76.º, 77.º e 78.º, parágrafo 2, e artigo 83.º, parágrafo 1, do Acordo:

a) Em regra geral: Office national de l'emploi (Serviço Nacional do Emprego), Bruxelas.

b) Para os marinheiros: Pool des marins de la marine marchande («Pool» dos Marinheiros da Marinha Mercante), Antuérpia.

5 — Para aplicação do artigo 84.º do Acordo:

a) Invalidade especial dos mineiros:

Fond national de retraite des ouvriers-mineurs (Fundo Nacional de Reforma dos Mineiros), Bruxelas;

b) Velhice, morte (pensões).

Caisse nationale des pensions de retraite et de survie (Caixa Nacional das Pensões de Reforma e de Sobrevivência), Bruxelas.

#### Chipre:

O departamento de seguros sociais junto do Ministério do Trabalho e dos Seguros Sociais.

#### Dinamarca:

1 — Para aplicação do artigo 12.º, parágrafo 1, do Acordo:

Socialministeriet (Ministério dos Assuntos Sociais), Copenhaga.

2 — Para aplicação do artigo 14.º, parágrafos 2 e 3, do Acordo:

Socialministeriet (Ministério dos Assuntos Sociais), Copenhaga.

3 — Para aplicação do artigo 22.º, parágrafo 1, do Acordo:

Repartição local de segurança social.

4 — Para aplicação do artigo 34.º do Acordo:

Socialministeriet (Ministério dos Assuntos Sociais), Copenhaga.

5 — Para aplicação do artigo 57.º, parágrafo 1, do Acordo:

Repartição local de segurança social.

6 — Para aplicação do artigo 63.º, parágrafo 1, do Acordo:

Repartição local de segurança social.

7 — Para aplicação do artigo 72.º, parágrafo 2, do Acordo:

Repartição local de segurança social.

8 — Para aplicação do artigo 73.º, parágrafo 2, do Acordo:

Arbejdssdirektoratet (Direcção do Trabalho), Copenhaga.

9 — Para aplicação do artigo 76.º do Acordo:

Repartição local de segurança social.

10 — Para aplicação do artigo 77.º do Acordo:

Socialministeriet (Ministério dos Assuntos Sociais), Copenhaga.

11 — Para aplicação do artigo 78.º, parágrafo 2, do Acordo:

Repartição local de segurança social.

12 — Para aplicação do artigo 83.º, parágrafo 1, do Acordo:

Repartição local de segurança social.

13 — Para aplicação do artigo 84.º do Acordo:

Repartição local de segurança social.

14 — Para aplicação do artigo 87.º, parágrafo 2, do Acordo:

Direktoratet for Sygekasseraesanet (Direcção da Saúde, Departamento de Segurança Social), Copenhaga.

#### França:

1 — Para aplicação do artigo 7.º, parágrafo 1, do Acordo:

Direcção Regional da Segurança Social.

2 — Para aplicação dos artigos seguintes: 12.º, parágrafo 1; 57.º, parágrafo 1, 63.º, parágrafo 1, 76.º, 77.º e 87.º, parágrafo 2, do Acordo.

i) Para os assalariados na metrópole:

Regime geral:

Caixa Primária de Seguro de Doença.

Regime agrícola:

Caixa Departamental de Mutualidade Social Agrícola.

Regime mineiro:

Sociedade de Assistência Mineira.

Regime dos marinheiros.

Secção «Caixa Geral de Previdência dos Marinheiros» dos Assuntos Marítimos;

ii) Para os assalariados nos departamentos do ultramar:

Regime geral, regime agrícola e regime dos mineiros:

Caixa geral de segurança social.

Regime dos marinheiros:

Secção «Caixa Geral de Previdência dos Marinheiros» dos Assuntos Marítimos.

3 — Para aplicação do artigo 12.º, parágrafo 2, do Acordo:

Para os regimes de assalariados no território metropolitano e nos departamentos do ultramar.

Regime geral e regime mineiro.

Direcção regional de segurança social:

Regime agrícola:

Inspecção divisionária das leis sociais na agricultura.

Regime dos marinheiros:

Secretariado Geral da Marinha Mercante, Direcção da Instituição Nacional dos Inválidos da Marinha.

Subdirecção «Segurança Social dos Marítimos», Paris.

4 — Para a aplicação do artigo 14.º, parágrafos 2 e 3, do Acordo:

Caixa Primária Central de Seguro de Doença da Região Parisiense.

5 — Para a aplicação dos artigos 22.º e 34.º do Acordo:

a) i) para os assalariados na metrópole:

Regime geral:

Caixa Primária de Seguro de Doença.

Regime agrícola:

Caixa Departamental da Mutualidade Social Agrícola.

Regime dos mineiros:

Sociedade de Assistência aos Mineiros.

Regime dos marinheiros:

Secção «Caixa Geral de Previdência dos Marinheiros» da Repartição dos Assuntos Marítimos;

ii) Para os assalariados nos departamentos do ultramar:

Regime geral, regime agrícola e regime mineiro:

Caixa Geral de Segurança Social.

Regime dos marinheiros:

Secção «Caixa Geral de Previdência dos Marinheiros» dos Assuntos Marítimos;

b) i) Para os trabalhadores não assalariados na metrópole:

Trabalhadores das profissões não agrícolas:

Caixa Mútua Regional de Seguro dos Trabalhadores não Assalariados das Profissões não Agrícolas.

Trabalhadores das profissões agrícolas:

Caixa departamental da mutualidade social agrícola;

ii) Para os trabalhadores não assalariados dos departamentos do ultramar:

Trabalhadores das profissões não agrícolas:

O organismo está em vias de criação.

Trabalhadores das profissões agrícolas:

Caixa Geral de Segurança Social.

6 — Para a aplicação dos artigos 72.º, parágrafo 2, artigo 73.º, parágrafo 2, do Acordo:

Direcção Departamental do Trabalho e da Mão-de-Obra.

7 — Para a aplicação dos artigos 78.º, parágrafo 2, e artigo 83.º, parágrafo 1, do Acordo:

a) i) Para os assalariados na metrópole:

Regime geral:

Caixa de Abonos da Família.

Regime agrícola:

Caixa Departamental da Mutualidade Social Agrícola.

Regime dos mineiros:

União Regional das Sociedades de Assistência aos Mineiros.

Regime dos marinheiros:

Caixa Nacional de Abonos de Família dos Marinheiros da Marinha Mercante, ou

Caixa Nacional de Abonos de Família da Pesca Marítima;

ii) Para todos os regimes dos assalariados nos departamentos do ultramar:

Caixa de Abonos de Família;

- b) i) Para os trabalhadores não assalariados na metrópole:  
Trabalhadores não assalariados das profissões não agrícolas:  
Caixa de Abonos da Família.  
Trabalhadores não assalariados das profissões agrícolas:  
Caixa Departamental da Mutualidade Social Agrícola;  
ii) Para os trabalhadores não assalariados nos departamentos do ultramar:  
Trabalhadores não assalariados das profissões não agrícolas ou das profissões agrícolas:  
Caixa de Abonos da Família.  
8 — Para aplicação do artigo 84.º do Acordo:  
Director regional da segurança social.

**República Federal da Alemanha:**

- 1 — Para aplicação do artigo 7.º, parágrafo 1, do Acordo:  
a) Em função da natureza da última actividade exercida:  
i) A instituição competente de seguro de pensões dos trabalhadores assalariados; ou  
ii) Bundesversicherungsanstalt für Angestellte (Instituição Federal de Seguro para os Empregados), Berlim;  
b) Quando não é possível determinar a natureza da última actividade exercida: a instituição local competente de seguro de pensões dos trabalhadores assalariados.  
2 — Para a aplicação do artigo 12.º, parágrafo 1, do Acordo:  
a) A instituição responsável em matéria de seguro de doença;  
b) Quando o interessado não está abrangido pelo seguro de doença:  
Instituição responsável junto da qual a entidade patronal paga as quotizações do seguro de pensões;  
c) Em todos os outros casos:  
A instituição competente de seguro de acidentes.  
3 — Para a aplicação do artigo 14.º, parágrafos 2 e 3, do Acordo:  
a) A instituição competente para aplicação do seguro de doença;  
b) Quando o seguro de doença não é obrigatório em função do emprego: a instituição onde são pagas as quotizações do seguro de pensões;  
c) Em todos os outros casos:  
A instituição competente de seguro de acidentes.  
4 — Para a aplicação do artigo 22.º, parágrafo 1, do Acordo:  
a) Allgemeine Ortskrankenkasse (caixa geral local de seguro de doença) competente para o lugar de residência do interessado;  
b) Quando esta instituição não existe:  
Landkrankenkasse (caixa regional de seguro de doença) competente para o lugar de residência do interessado;  
c) Quando se trata de mineiros ou de membros das suas famílias:  
Bundesknappschaft (Instituição Federal do Seguro dos Mineiros), Bochum.  
5 — Para aplicação do artigo 72.º, parágrafo 2, do artigo 76.º e do artigo 78.º, parágrafo 2, do Acordo:  
a) A repartição do trabalho que pagou as prestações em último lugar ao trabalhador na Alemanha; ou  
b) Quando o trabalhador não recebeu prestações na Alemanha:  
A repartição do trabalho em cujo distrito o trabalhador esteve empregado em último lugar, no território da República Federal.  
6 — Para aplicação do artigo 73.º, parágrafo 2, do Acordo:  
A repartição do trabalho do distrito onde se encontra o novo local de residência ou de estada do desempregado.  
7 — Para aplicação do artigo 83.º do Acordo:  
A repartição do trabalho que paga as prestações ao desempregado.

- 8 — Para a aplicação do artigo 84.º do presente Acordo; no caso em que os subsídios de desemprego ou os abonos de família foram indevidamente pagos: a repartição do trabalho competente para o lugar de residência da pessoa à qual as prestações de desemprego ou os abonos de família foram indevidamente pagos.  
9 — Para a aplicação do artigo 87.º, parágrafo 2, do Acordo:  
a) Para o reembolso das prestações em espécie concedidas aos trabalhadores que não tinham direito a elas, com apresentação do atestado referido no artigo 20.º, parágrafo 2, do Acordo:  
Bundesverband der Ortskrankenkassen (Associação Federal das Caixas Locais de Seguro de Doença), Bona — Bad Godesberg;  
b) para o reembolso das prestações em espécie concedidas aos trabalhadores que não tinham direito a elas, com apresentação do atestado referido no artigo 55.º, parágrafo 2, do Acordo:  
i) No caso em que para a concessão do direito a instituição competente tenha sido uma instituição de seguro de doença: Bundesverband der Ortskrankenkassen (Associação Federal das Caixas Locais de Seguro de Doença), Bona-Bad Godesberg;

- ii) Em todos os outros casos.

Hauptverband der gewerblichen Berufsgenossenschaften (Federação Central das Associações Profissionais dos Empregados da Indústria), Bona.

**Irlandia:**

A administração responsável pelos seguros.

**Irlanda:**

An Roinn Leasa Shóisialaigh, Baile Átha Cliath (Ministério da Segurança e Assistência Sociais), Dublin.

**Itália:**

- 1 — Para aplicação do artigo 7.º, parágrafo 1, do Acordo:  
Ministério do Trabalho e da Previdência Social, Roma.  
2 — Para aplicação dos artigos 12.º, parágrafo 1, 14, parágrafos 2 e 3, 22, parágrafo 1, e 34, parágrafo 1, do Acordo:  
Os serviços provinciais do Instituto Nacional para o Seguro de Doenças (INAM).  
3 — Para aplicação do artigo 57.º, parágrafo 1, do Acordo:  
Os serviços provinciais do Instituto Nacional para o Seguro de Acidentes de Trabalho.  
4 — Para aplicação do artigo 63.º, parágrafo 1, do Acordo:  
Instituto Nacional para o Seguro de Doença, Roma.  
5 — Para aplicação dos artigos 72.º, parágrafo 2, 73.º, parágrafo 2, 76.º, 77.º, 78.º, parágrafo 2, e 83.º, parágrafo 1, do Acordo:

**Em regra geral:**

Os serviços provinciais do Instituto Nacional de Previdência Social.

- 6 — Para aplicação do artigo 84.º do Acordo:

As instituições mencionadas no anexo 3.

- 7 — Para aplicação do artigo 87.º, parágrafo 2, do Acordo:

A tuberculose: Instituto Nacional de Previdência Social, Roma.

A doença: Instituto Nacional do Seguro de Doença, Roma.

Acidentes do trabalho e doenças profissionais: Instituto Nacional para o Seguro de Acidentes de Trabalho, Roma.

**Luxemburgo:**

- 1 — Para aplicação do artigo 7.º, parágrafo 1, do Acordo:  
Caixa de Pensões dos Empregados Privados, Luxemburgo.  
2 — Para aplicação do artigo 12.º, parágrafo 1, do Acordo:  
Ministère du travail et de la sécurité sociale (Ministério do Trabalho e Segurança Social), Luxemburgo.  
3 — Para aplicação do artigo 14.º, parágrafos 2 e 3, do Acordo:  
Ministério do Trabalho e Segurança Social — Luxemburgo.  
4 — Para aplicação do artigo 22.º, parágrafo 1, do Acordo:  
Caixa Nacional de Seguro de Doença dos Operários, Luxemburgo.  
5 — Para aplicação do artigo 34.º, parágrafo 1, do Acordo:  
Caisse nationale d'assurance maladie des ouvriers (Caixa Nacional de Seguro de Doença dos Operários), Luxemburgo.

6 — Para aplicação do artigo 57.º, parágrafo 1, e do artigo 63.º, parágrafo 1, do Acordo:

Association d'assurance contre les accidents, section industrielle (Associação de Seguro contra Acidentes, Secção Industrial), Luxemburgo.

7 — Para aplicação do artigo 72.º, parágrafo 2, do Acordo:  
Office national du travail (Repartição Nacional do Trabalho), Luxemburgo.

8 — Para aplicação do artigo 73.º, parágrafo 2, do Acordo:  
Repartição Nacional do Trabalho, Luxemburgo.

9 — Para aplicação do artigo 76.º do Acordo:

Office national du travail (Repartição Nacional do Trabalho), Luxemburgo.

10 — Para aplicação do artigo 77.º do Acordo:

Caisse nationale d'assurance maladie des ouvriers (Caixa Nacional do Seguro de Doença dos Operários), Luxemburgo.

11 — Para aplicação do artigo 78.º, parágrafo 2, do Acordo:  
A caixa de doença em que o interessado esteve inscrito em último lugar.

12 — Para aplicação do artigo 83.º, parágrafo 1, do Acordo:  
Office national du travail (Repartição Nacional do Trabalho), Luxemburgo.

13 — Para aplicação do artigo 84.º do Acordo: as instituições do lugar de residência indicadas no anexo 3 do Acordo.

14 — Para aplicação do artigo 87.º, parágrafo 2, do Acordo:

A caixa de doença competente, conforme a profissão exercida.

**Malta:**

O Departamento dos Serviços Sociais.

*Países Baixos:*

1 — Para aplicação do artigo 7.º, parágrafo 1, do artigo 12.º, parágrafo 1, e do artigo 14.º, parágrafos 2 e 3, do Acordo:

Sociale Verzekeringsraad (Conselho dos Seguros Sociais), Haia.

2 — Para aplicação do artigo 57.º, parágrafo 1, do artigo 87.º, parágrafo 1, e do artigo 87.º, parágrafo 2, do Acordo:

Ziekenfondsraad (Conselho das Caixas de Doença), Amesterdão.

3 — Para aplicação do artigo 72.º, parágrafo 2, do artigo 73.º, parágrafo 2, e do artigo 76.º do Acordo:

Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nova Associação Profissional Geral), Amesterdão.

*Noruega:*

Os serviços locais de seguros.

*Suécia:*

1 — Para aplicação do artigo 12.º, parágrafo 1, do artigo 14.º, parágrafos 2 e 3, do artigo 34.º, do artigo 57.º, parágrafo 1, do artigo 63.º, parágrafo 1, e do artigo 87.º, parágrafo 2, do Acordo:

Riksversäkringsverket (Repartição Nacional de Seguros Sociais), Estocolmo.

2 — Para aplicação do artigo 72.º, parágrafo 2, do artigo 73.º, parágrafo 2, dos artigos 76.º, 77.º e 83.º, parágrafo 1, do Acordo:

Arbetsmarknadsstyrelsen (Repartição Nacional de Emprego), Estocolmo.

3 — Para aplicação do artigo 78.º, parágrafo 2, do Acordo:

Socialstyrelsen (Serviço Nacional de Saúde e dos Assuntos Sociais), Estocolmo.

4 — Para aplicação do artigo 84.º do Acordo:

a) Doença, maternidade, invalidez, velhice, morte (pensões) acidentes do trabalho e doenças profissionais:

Riksversäkringsverket (Serviço Nacional dos Seguros Sociais), Estocolmo;

*b) Desemprego:*

Arbetsmarknadsstyrelsen (Repartição Nacional do Emprego), Estocolmo;

*c) Abonos de família:*

Socialstyrelsen (Repartição Nacional de Saúde e dos Assuntos Sociais), Estocolmo.

*Suíça:*

1 — Para aplicação do artigo 12.º, parágrafo 1, do Acordo:

a) A caixa de doença reconhecida figura numa lista a estabelecer na altura da ratificação da Convenção;

b) Caixa de compensação do seguro de velhice, sobrevivência e invalidez em que está inscrito o interessado;

c) Agência distrital da caixa nacional suíça de seguro em caso de acidentes em que está filiado o interessado.

2 — Para aplicação do artigo 14.º, parágrafos 2 e 3, do Acordo:

Caixa Federal de Compensação, Berna, para o seguro de velhice, sobrevivência e invalidez.

3 — Para aplicação dos artigos 34.º, 63.º e 77.º do Acordo:

A autoridade municipal competente, conforme o lugar de residência dos membros da família.

4 — Para aplicação do artigo 57.º, parágrafo 1, do Acordo:

Caixa Nacional Suíça de Seguro, Lucerna.

5 — Para aplicação dos artigos 72.º, parágrafo 2, 73.º, parágrafo 2, e 76.º, do Acordo:

A instituição será designada na altura da ratificação da Convenção.

6 — Para aplicação do artigo 78.º, parágrafo 2, do Acordo:

A instituição será designada na altura da ratificação da Convenção.

*Turquia:*

As instituições indicadas no anexo 2 do Acordo.

*Reino Unido:*

As autoridades competentes indicadas no anexo 1 do Acordo.